

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA DÉNATIONALISATION TRANQUILLE : ESSAI SUR LA RECONSTRUCTION DE LA  
CONSCIENCE HISTORIQUE QUÉBÉCOISE DEPUIS 1995

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

MATHIEU BOCK-CÔTÉ

JUIN 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire a une dimension personnelle évidente. Si la méthode est sociologique, et quelques fois politologique, l'intention première, comme on dit, vient d'ailleurs. Remerciements à mon père, le premier lecteur de ces pages, et leur inspirateur. Il n'y a pas une ligne que je ne lui doive d'une manière ou d'une autre. « *Mon livre doit être lu avant tout comme un communiqué du front pendant la guerre* », écrivait Allan Bloom dans sa préface à *L'âme désarmé*. Je suis venu à la sociologie pour un peu mieux comprendre ce qui s'était passé au Québec ces dernières années, pour analyser le mieux possible, pour trouver un cadre où travailler en profondeur certaines questions qui m'ont d'abord passionné comme militant nationaliste. Je remercie Jacques Beauchemin, le directeur de ce mémoire de m'avoir donné dans le cadre des nombreuses rencontres qu'il m'a accordées, l'occasion d'approfondir ce questionnement et de le relier à des préoccupations plus vastes que j'entretiens sur la dénationalisation programmée des sociétés occidentales. Les idées dans ce mémoire, je les ai aussi développé avec les amis et collègues de *L'Action nationale*. Alors remerciements à mes amis Dave Anctil, Carl Bergeron, Myriam D'Arcy, Benoit Dubreuil, Jean-Philippe Chartré, Richard Gervais, Alexandre Lamoureux, Alexis Lapointe, Guillaume Rousseau. J'ajoute à ces compagnons Robert Laplante, l'indispensable directeur de la revue, qui nous y a fait une place, très généreusement. Ces remerciements seraient incomplets, toutefois, si je ne nommais pas Jean Roy qui nous a rejoint à l'Action nationale, après avoir enseigné la philosophie politique, et qui est désormais un précieux ami. Remerciements enfin à ceux qui ne sont pas nécessairement concernés directement par ce mémoire mais qui l'ont amélioré souvent sans le savoir, en m'incitant à pousser plus loin une intuition, une idée, à la réviser, à la reconstruire, pour la rendre plus féconde. Je pense à Christian Dufour, Normand Lester, Robert Comeau, Éric Bédard, Patrick Taillon, Joseph Facal, et je pourrais en nommer d'autres.

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LE MULTICULTURALISME COMME IDÉOLOGIE	16
1.1 L'apprentissage de la haine ( de soi )	17
1.2 La sociologie et la lutte contre les discriminations	23
1.3 L'État constructeur de la société des identités	27
1.4 De la troisième voie comme radicalisme	32
1.5 Une croisade antinationale ...	36
1.6 ... et antidémocratique	39
1.7 Reconnaissance ou barbarie ?	41
1.8 Le retour des classes sociales	44
CHAPITRE 2	
UN SOUVERAINISME SANS NATIONALISME : LA DÉNATIONALISATION DU SOUVERAINISME	52
2.1 Dénationaliser le souverainisme	55
2.2 Des nationalistes qui sonnent l'alarme	68
2.3 Un chartisme à la québécoise	74
2.4 Un souverainisme multiculturel et progressiste	82
2.5 L'épaisseur manquante de la nation civique	86

## CHAPITRE 3

## LE PROBLÈME DU MULTICULTURALISME DANS L'HISTORIOGRAPHIE QUÉBÉCOISE CONTEMPORAINE : GÉRARD BOUCHARD ET LE REMODELAGE PLURALISTE DE LA CONSCIENCE HISTORIQUE FRANCO-QUÉBÉCOISE 93

- 3.1 Pourquoi et comment réécrire l'histoire? 98
- 3.2 Et si la différence était le problème ? 114
- 3.3 Retour sur la société des identités 117
- 3.4 L'antiracisme, stade suprême de l'antinationalisme 127
- 3.5 Histoire nationale et société des identités 134

## CHAPITRE IV

## LA CANADIANISATION TRANQUILLE DU QUÉBEC : JOCELYN LÉTOURNEAU ET LA DÉNATIONALISATION DE LA CONSCIENCE HISTORIQUE FRANCO-QUÉBÉCOISE 143

- 4.1 Impenser le Québec 146
- 4.2 Définir le Québec sans la nation 152
- 4.3 Sortir du nationalisme groulxien ? 157
- 4.4 Penser l'appartenance canadienne du Québec 163
- 4.5 Une conscience historique profondément québécoise 177

## CHAPITRE V

## L'ÉCOLE DE MONTRÉAL, L'HISTORIOGRAPHIE NATIONALISTE ET LA CONSCIENCE HISTORIQUE FRANCOPHONE 186

- 5.1 Des historiens nationalistes : qui sont-ils ? 191
- 5.2 Une histoire politique, une histoire biographique 196
- 5.3 Maurice Séguin et la rénovation de l'interprétation nationaliste 205
- 5.4 Penser la Révolution tranquille 208
- 5.5 Penser l'indépendance 221
- 5.6 Considérations supplémentaires sur l'écriture de l'histoire 224

## CONCLUSION 228

## BIBLIOGRAPHIE 234



## Résumé

La désacralisation de la référence nationale depuis un quart de siècle a rattrapé toutes les sociétés occidentales qui sont désormais sommées de se convertir au modèle de la société multiculturelle. Une série de questions nouvelles se sont ouvertes dans la conscience occidentale qui problématise ses appartenances fondatrices et définit de manière critique son rapport à l'histoire, autrefois central dans la mise en scène de la collectivité sous la forme d'un monde commun. Désormais, l'histoire sera le lieu d'une critique à partir de laquelle on discutera des fondements même de la collectivité, l'historiographie s'ouvrant aux considérations politiques en se présentant comme domaine de redéfinition de l'identité collective. Depuis la défaite référendaire de 1995, la société québécoise est rattrapée par ce questionnement comme on a pu le voir avec le débat sur la métamorphose du nationalisme québécois où la réécriture de l'histoire était au centre de la polémique. Parmi les grands historiens du Québec contemporain, Gérard Bouchard a proposé ainsi de décentrer radicalement la conscience nationale du collectif francophone à partir duquel elle s'était déployée. Jocelyn Létourneau a quant à lui invité la société québécoise à dénationaliser sa représentation d'elle-même quitte à la normaliser dans les paramètres durables et souhaitables de la fédération canadienne. Il n'en demeure pas moins qu'une historiographie populaire préserve une forte représentation du Québec plus conforme au discours traditionnel d'un nationalisme majoritaire tel qu'il représente encore la disposition identitaire dominante de la société québécoise. Dans ce mémoire, nous étudierons le processus de reconstruction de la conscience nationale québécoise selon la nouvelle éthique post-nationale tout en nous intéressant aux limites d'une telle entreprise lorsqu'elle se confronte à la résilience de la conscience nationale telle qu'elle s'exprime dans les classes moyenne et populaire.

Mots clés : historiographie, multiculturalisme, nationalisme, Québec

## INTRODUCTION

*Penser à partir de lieux communs*

*Se mettre au service non de l'actuel gouvernement, mais de la Patrie. La patrie, c'est ce qui nous a tous créés. Elle est au-delà, bien au-delà de toutes les éphémères constitutions. Si entaillée et entamée que se trouve aujourd'hui la vie multiforme de la Russie, nous avons encore le temps de nous maintenir et d'être dignes des onze cents ans de notre ineffaçable passé. Il est l'héritage de plusieurs dizaines de générations avant comme après nous. Ne soyons pas la génération qui les trahira toutes*

*Alexandre Soljénitsine*

Depuis une dizaine d'années, le problème québécois est difficilement reconnaissable. On ne compte plus les livres consacrés à la redéfinition de « l'identité nationale ». Non plus que les articles de revues ou de journaux. Sans même mentionner les discours politiques. On tient encore bien des colloques sur la question, après en avoir tenu un nombre fort étonnant, d'ailleurs pas toujours intéressants. Sans cesse avec la même idée en tête : ouvrir le nationalisme francophone au pluralisme identitaire, recréer en dehors de ses paramètres initiaux un projet souverainiste moins dépendant du sentiment d'appartenance du collectif historique qui s'y investissait, déprendre la pensée souverainiste du nationalisme, si on préfère, formuler un souverainisme dénationalisé, motivé par autre chose que le vieux désir d'achèvement qui traverse la conscience historique franco-québécoise. C'est un contexte franchement nouveau pour les souverainistes, pendant longtemps continuateurs des luttes francophones pour la pleine existence collective, désormais renieurs du vieux nationalisme qui travaillait la société québécoise en profondeur et l'orientait tranquillement vers l'indépendance. Sortir du Québec français pour construire une francophonie québécoise relâchée et dispersée, nord-américaine et cosmopolite, ouverte à l'universel sans médiation particulière, sans prétention non plus à un statut trop différencié parmi les sociétés neuves. Penser l'autodétermination d'une société sans référer à l'indépendance d'un peuple. On parlera sans hésiter d'une métamorphose de l'option nationale, dont on peut retracer les étapes certainement chez les intellectuels du mouvement souverainiste, mais aussi dans la pensée élaborée par les partis qui lui donnent son expression politique. Même à la tête des formations souverainistes, le basculement doctrinal trouve à s'incarner dans de nouvelles figures qui n'appartiennent plus aucunement à la génération des fondateurs, ce qui n'est

pas sans conséquence dans leur définition du projet dont ils sont les premiers représentants. Si Gilles Duceppe, qui provient de la filière marxiste et s'est par la suite converti au progressisme identitaire, avait déjà contribué à situer le Bloc Québécois en dehors de son cadre nationaliste fondateur, en reniant par exemple la doctrine des deux peuples fondateurs pour cause de nationalisme civique et d'ouverture à l'autre, l'arrivée récente à la direction du Parti Québécois d'André Boisclair, qui lui, appartient plutôt au centre-droit mondialiste, parachève d'une certaine manière ce repositionnement de l'option souverainiste à partir de préoccupations définitivement déliées du nationalisme historique de la majorité francophone<sup>1</sup>.

On nous dira : le problème du nationalisme et de son expression idéologique n'est-il pas déjà un peu recouvert par d'autres préoccupations, sociales ou stratégiques, à l'intérieur même du mouvement souverainiste ? Certains nuanceront: on en parle encore, mais moins qu'hier. Certes la question intéresserait toujours les spécialistes, probablement même la classe politique qui fait tout pour éviter les fausses manoeuvres sur le front identitaire : elle passionne moins que dans les années ayant suivi le dernier référendum. Tout de suite, reconnaissons la justesse de cette objection. Mais disons aussi : si on travaille un peu moins politiquement le problème de l'identité québécoise, c'est parce que les principaux intéressés sont persuadés d'avoir imprimé sa nouvelle définition « pluraliste et inclusive » de manière assez profonde dans la conscience collective qu'ils peuvent désormais se préoccuper d'autre chose. Nul besoin de s'acharner sur un cadavre idéologique : le vieux nationalisme est donné pour cliniquement mort. Son légendaire est désormais refoulé loin du domaine public, hors du monde commun où sont invités les Québécois pour se rencontrer politiquement. Sauf certains militants classés purs et durs par les grands médias, on retrouve peu de contestataires déclarés de la nouvelle orthodoxie. On peut bien se questionner sur le plateau de Marie-France Bazzo

---

<sup>1</sup> Alors qu'on pourrait dire de Bernard Landry qu'il représentait la dernière digue d'un nationalisme plus traditionnel centré sur la perspective historique privilégiée par le collectif francophone et la représentation bien développée de ses intérêts. Graham Fraser nous rappelait ainsi, dans un essai faisant le bilan du passage en politique de Bernard Landry, que ce dernier, très jeune, avait été recruté par l'Ordre Jacques-Cartier, le nationalisme étant sa première vocation, qui a déterminé sa pensée politique fondamentalement. Comme le remarque Fraser, « bien que son nationalisme ait évolué au cours des décennies pour devenir plus ouvert et accueillant, il restait marqué par l'imaginaire et le vocabulaire de la « nation », comme un concept presque sacré ; les mots « nation », « national » et « patrie » sont répétés dans ses discours comme les relents d'un chapelet qu'on récite dans les moments de réflexion ». Graham Fraser, *L'héritage de Bernard Landry*, in Michel Venne et Antoine Robitaille (dir.), *L'annuaire du Québec 2006*, Fides, 2005, p.467.

pour savoir si Jacques Parizeau, finalement, avait raison, le soir du 30 octobre<sup>2</sup> ; dans les milieux progressistes, la cause est entendue, il fallait en finir avec les vieux boucs nationalistes - on se félicite même de leur mise à l'écart - pour enfin se joindre aux sociétés évoluées, cosmopolites, déprises de leur premier encadrement historique<sup>3</sup>. Ce serait désormais chose faite.

On peut néanmoins affirmer que la pensée québécoise a trouvé pendant plusieurs années, dans la modernisation identitaire de la société québécoise, sa principale préoccupation. Problème réel : captivée par la perspective pluraliste, la sociologie québécoise a cherché à refaire la communauté politique, et par-là, sa mémoire, à partir d'une prescription différentialiste – pour le dire dans la philosophie de Taylor, en recomposant l'espace public dans une politique de la reconnaissance. D'abord un constat à partir duquel on a pu dériver plusieurs positions : il faudrait ouvrir les sociétés occidentales à la différence. Une différence nouvelle, ne se reconnaissant plus seulement dans le problème déjà particulier de l'accueil à faire aux immigrants dans la société québécoise ; une différence neuve parce qu'elle travaille à investir dans toute la communauté politique des revendications identitaires particulières auxquelles tant la citoyenneté que la mémoire devraient s'adapter. Il est possible qu'une société francophone existe encore en Amérique du Nord à long terme : elle ne le pourra qu'à la condition explicite de se métamorphoser fondamentalement pour ne plus ressembler à ce que l'histoire avait d'abord fait d'elle. La première légitimité de la communauté politique occidentale n'est plus libérale ou nationale, mais bien multiculturelle.

Mais la pensée québécoise s'est finalement posée la mauvaise question. Mieux aurait valu renverser la perspective : non pas savoir si le pluralisme peut accueillir les derniers restants du nationalisme historique de la majorité francophone, mais plutôt voir ce que cette dernière pouvait accueillir comme revendications identitaires sans trop disperser sa représentation d'elle-même, sans trop dissoudre les modalités particulières de

---

<sup>2</sup> Robin Philpot, *Le référendum volé*, Les intouchables, 2005, 202 p. On commence aussi à prendre au sérieux l'explication de Parizeau sur le vote référendaire des minorités ethniques, suite aux déclarations de Benoît Corbeil devant la Commission Gomery. Michel David, « La douce revanche de Parizeau », *Le Devoir*, 23 avril 2005, B3.

<sup>3</sup> *Il va y avoir du sport*, Émission du 21 octobre 2005, participants Yves Michaud, Mathieu Bock-Côté, Michel Venne et François Rebello.

son appartenance historique. Du moins de cette manière, elle serait demeurée fidèle à sa première formulation, à la tradition qu'elle s'est historiquement reconnue, aux préoccupations plus vastement contenues dans la pensée québécoise. D'ailleurs, certains sociologues, parmi les meilleurs, ont démontré définitivement la fatale impasse d'une telle entreprise qui croit mieux penser le Québec en le dépouillant de tout ce qui le particularise et qui travaille à sa dissolution dans l'idéal d'une libre circulation des identités. Mentionnons spécialement la démarche menée par Jacques Beauchemin dans sa mise en perspective critique de la société des identités et sa défense plus particulière du communautarisme franco-québécois. Évoquons aussi la Critique de l'américanité, de Joseph Yvon Thériault, qui invite la pensée québécoise à renouer avec sa tradition propre en s'appropriant l'intentionnalité nationale à partir de laquelle elle se serait historiquement déployée<sup>4</sup>. Il n'est pas surprenant que les deux sociologues aient rattrapé la tradition québécoise en actualisant la pensée très forte de son dernier interprète exceptionnel, Fernand Dumont, à la fois sociologue, historien, ou pour le dire avec une vieille expression, authentique philosophe. Ces deux sociologues ont travaillé à refaire dans la pensée québécoise une place pour les préoccupations communautaristes, celles probablement contenues dans la sociologie francophone dont la question nationale a généralement été le point de départ<sup>5</sup>.

Depuis longtemps, une certaine pensée conservatrice s'inquiétait des effets dissolvants de la modernité sur le lien social. Il suffit de relire les *Réflexions sur la Révolution en France* de Burke pour s'en convaincre, avec son procès de l'ingratitude de la pensée révolutionnaire, ou encore les *Origines de la France contemporaine* de Taine, spécialement dans sa critique du contractualisme tel qu'on pouvait le retrouver chez Rousseau<sup>6</sup>. Les deux partagent l'idée qu'on ne peut tenir les hommes ensemble

---

<sup>4</sup> Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, 210 p. Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Athéna Éditions, 2004, 184 p. Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Québec Amérique, 2002, 373 p.

<sup>5</sup> Jean-Philippe Warren, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886 – 1955)*, Boréal, 2003, 444 p.

<sup>6</sup> Edmund Burke, *Réflexions sur la Révolution en France*, Hachette, 1989, 816 p. Hippolyte Taine, *Les origines de la France contemporaine*, Robert Laffont, 1986, 839 p., Hippolyte Taine, *Les origines de la France contemporaine*, t. 2., Robert Laffont, 1986, 880 p. Aucun des deux auteurs,

simplement par des idées, même si on y ajoute le droit pour leur donner une apparence institutionnelle dans un ordre fait. Moins qu'une philosophie, plus que des habitudes : il leur faut des préjugés. Pour le dire sociologiquement : une commune manière de s'interpréter. En reniant son particularisme historique pour se conformer aux plus grands idéaux de la modernité, définis de manière circonstancielle (idéaux socialistes, idéaux libéraux, idéaux républicains, autrement dit, les idéaux universalistes qui travaillent à aplatir le plus possible le cadre historique qui les a vu premièrement apparaître), la communauté nationale perd son épaisseur et renonce à la possibilité ouverte entre les hommes d'un monde commun où ils sont appelés à délibérer ensemble des finalités à privilégier collectivement. Il ne s'agit pas de révoquer la modernité démocratique, certainement pas, mais de trouver le cadre institutionnel qui peut le mieux accueillir la dimension historique de la communauté politique, autrement dit, le meilleur régime pour accueillir les vieilles nations. La démocratie ne peut se passer de son réceptacle. Plus simplement, il n'y a pas de démocratie possible sans monde commun. Ou encore : toute démocratie est nationale. D'une certaine manière, la pensée sociologique s'ouvre plus facilement que bien d'autres à la philosophie conservatrice. On peut dire la même chose d'une certaine pratique historique aussi logée à l'enseigne du conservatisme occidental. Il y a peu encore, un historien comme Raoul Girardet, dans son étude consacrée au nationalisme, réactualisait cette inquiétude devant l'apparente montée des revendications identitaires qui inondent désormais le domaine public.

---

spécifions-le, n'appartient à l'école contre-révolutionnaire, au sens politique, au camp réactionnaire, comme ce pouvait être le cas d'un Joseph de Maistre ou d'un Louis de Bonald. Si Burke est franchement conservateur – bien qu'il fut d'abord un Whig –, on classera Taine, qui l'est aussi, avec une nuance de plus, dans le camp du libéralisme d'inspiration traditionaliste. Nous tenons ces propos simplement pour faire remarquer que les premiers moments de la modernité politique sont problématiques aux yeux mêmes des libéraux, et pas simplement aux yeux des avocats passionnés de l'Ancien régime.

C'est parce que les hommes qui vivent sur les mêmes territoires parlent ou comprennent la même langue, se réfèrent aux mêmes souvenirs, se réclament globalement des mêmes valeurs que les nations ont pu effectivement devenir des communautés de citoyens [...], c'est-à-dire ont acquis la possibilité de débattre ensemble de leur destin. Le débat a cependant toutes les chances de s'interrompre lorsque la langue ne sera plus la même, les références historiques différentes, les règles de la vie sociale opposées. Le principe même de la citoyenneté suppose entre tous les membres d'une communauté qui s'en réclame la présence de moyens de compréhension réciproque, la libre acceptation d'un système élémentaire commun d'usages, d'habitudes, de valeurs. Lorsque se trouve dépassé un certain seuil acceptable de différenciation culturelle, cesse avec l'effacement de tout substrat civique toute possibilité d'action législative comme toute perspective de projet d'ordre collectif<sup>7</sup>.

Cette préoccupation n'est pas nouvelle, les conservateurs ont historiquement multiplié les réserves devant la déconstruction progressive des traditions sur lesquelles les sociétés se croyaient assises. Ce qui surprend, néanmoins, c'est de remarquer cette inquiétude partagée de plus en plus par une sociologie progressiste qui appréhende elle-aussi la dislocation de la communauté politique par l'effacement de ce qui rendait possible son institutionnalisation. Même une certaine gauche, donc, même si elle demeure minoritaire dans son propre camp, s'approprie les préoccupations premières du conservatisme occidental, liées à la possibilité de préserver à la communauté historique sa relative cohésion sociale et nationale – d'autres diraient, sa continuité fondamentale. La sociologie française en donne deux bons exemples avec Pierre-André Taguieff et Marcel Gauchet<sup>8</sup>. Mais la sociologie québécoise aussi, qui n'est pas en reste, c'est le moins qu'on puisse dire, pour assurer une pleine intelligence des problèmes de notre temps. Jacques Beauchemin n'est pas un sociologue « de droite ». Joseph Yvon Thériault non plus. Les deux refusent d'ailleurs qu'on les classe parmi les conservateurs à la québécoise. Pour certaines raisons qu'il n'est pas nécessaire de discuter dans cette introduction, donnons leur raison. Néanmoins, on doit bien reconnaître qu'ils réintroduisent dans le champ intellectuel des préoccupations conservatrices. En donnant un crédit symbolique à un

---

<sup>7</sup> Raoul Girardet, *Nationalismes et nation*, Éditions complexe, 1996, p.80-81

<sup>8</sup> Pierre-André Taguieff, *Les fins de l'antiracisme*, Michalon, 1995, 708 p. Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002, 385 p. Marcel Gauchet, *La religion dans la démocratie*, Gallimard, 1998, 175 p.

certain nationalisme socialement disponible mais intellectuellement déserté, les deux sociologues rappellent, peut-être malgré eux, la relative incompatibilité entre le progressisme identitaire et la préoccupation nationale. Ils rappellent qu'il faut préserver certaines institutions, même une culture, pour que la démocratie, et peut être après, leurs options sociales, demeurent une possibilité historique réelle.

Très généralement, deux questions nous intéressent plus que les autres : peut-on formuler à nouveau une pensée politique centrée sur la préservation nationale du peuple québécois – plus généralement, sur la préservation des nations historiques d'Occident ? Peut-on retracer certaines finalités travaillant de l'intérieur la conscience historique franco-québécoise, puis les expliciter pour en faire voir le sens tel qu'il se donne aujourd'hui – autrement dit, peut-on rendre une claire image du mythe le plus agissant de la conscience collective, celui qui alimente périodiquement l'imaginaire national en le revitalisant, pour rendre visible la forme du destin francophone tel que se le représentent plus ou moins explicitement les Québécois ? La première ouvre un domaine pensable en dissidence avec les prescriptions pluralistes de la philosophie sociale contemporaine, la seconde en ouvre un autre pour une sociologie de la conscience historique franco-québécoise à partir des récits qui la travaillent et l'explicitent, dans une perspective qui pourrait être celle d'un nationalisme historiquement compris et déterminé – car à quoi bon plaider pour la préservation d'une tradition si on refuse finalement de préciser de laquelle il s'agit. Préoccupations fortement québécoises, on nous le reprochera peut-être, qui referment la sociologie sur l'enclos national, pour s'en désoler dans les milieux évolués<sup>9</sup>, plutôt que de l'ouvrir aux préoccupations nouvelles pour lesquelles la plupart

---

<sup>9</sup> Pour une représentation exemplaire de ce type de philosophie de l'histoire qui révoque la pertinence politique et épistémologique de l'optique nationale pour comprendre l'action humaine et lui donner une ampleur, on lira Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Aubier, 2003. p.105-116. Dans une semblable perspective Bertrand Badie prêche pour une théorie des relations internationales qui désenclave son appareil théorique et méthodologique de la représentation du monde fondée doublement sur la territorialisation du politique selon la référence nationale. Bertrand Badie, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard, 1995, 276. Bertrand Badie, *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*, Fayard, 1999, 306 p. Disons plus généralement que la sociologie, en croyant nécessaire sa conversion à l'optique cosmopolite ou mondialiste, a généralement discrédité, la pertinence du lieu national comme domaine de représentation complet de l'agir humain, ce qui n'était pas sans causer problème, tant l'État, et spécialement l'État-nation, demeure encore aujourd'hui capable d'actions très réelles relevant du politique en lui-même et non de la simple administration des conséquences de la mondialisation sur sa population. Pour le dire avec le politologue Benoit Dubreuil, « Il faudra bien un jour faire

des jeunes chercheurs s'investissent en pensant y trouver le sens qu'il faut pour un monde nouveau. Préoccupations qu'il nous sera néanmoins permis de cadrer plus largement, à la suite de quelques uns, dans le profond mouvement de dénationalisation programmée des sociétés occidentales dont nous sommes les contemporains, puis inversement, par l'apparition lente mais significative, dans la plupart d'entre elles, d'un certain conservatisme centré sur la question nationale et la défense du cadre politique approprié à la plus saine expression possible des nations historiques qui sont tout autant de manifestations différenciées de la civilisation occidentale. On pourrait formuler cela autrement, en renversant la perspective : le basculement dans ce que le sociologue Jacques Beauchemin a nommé la société des identités est-il fatal ? Peut-on raisonnablement espérer son refoulement idéologique, qui viendrait avec la restauration d'une certaine idée de ce que doit être une communauté politique occidentale, qui sache préserver comme il se doit son caractère national, ses institutions démocratiques sans renier les libertés premières instituées par la citoyenneté libérale ? Des questions sociologiques qui dépassent le simple contexte québécois, cette fois, mais qui s'y particularisent très originalement, spécialement depuis quelques années, suite à la conversion du camp national aux thèses pluralistes. La sociologie québécoise, convenons-en, ouvre un domaine réflexif tout à fait convenable pour appréhender ce problème.

Je ne nierai pas la dimension normative de ce questionnement. Pratiquer une sociologie de la question nationale, à tout le moins, mener une démarche qui s'ouvre aux préoccupations qui la définissent, c'est déjà consentir à sa légitimité, c'est en faire autre chose qu'un domaine de l'agir social à déconstruire en désacralisant délibérément tout ce qui l'a fait. Ne pas objectiver complètement la question nationale, en faire le cadre d'un travail d'explicitation des mécanismes discursifs assurant la production symbolique du politique au Québec, c'est reconnaître qu'on y trouve la possibilité d'une compréhension profonde des choses collectives, compréhension moins disponible pour ceux qui

---

l'inventaire de ce que nous a coûté, en terme de compréhension et d'emprise sur le monde, cette folie des années 1990 qui a consisté à tout vouloir expliquer dans le langage de la mondialisation. [...] ». Dubreuil nous invitait aussi à se dégager de cette vision du monde qui l'interprète à partir des catégories de la mondialisation, en disant que « la plus grande tâche de la pensée contemporaine » consistait à dépasser le « cadre de pensée post-national » devenu aujourd'hui obsolète ». Benoît Dubreuil, « La mondialisation comme idéologie », *Combats*, vol.7, n.1 et 2, hiver-2003-2004, p.22-24. Comme Dubreuil, nous entendons ici travailler en dehors des principales théories de la mondialisation ou de l'altermondialisation, en supposant que le cadre national demeure en lui-même pertinent pour faire une bonne sociologie politique qui ne s'intéresse pas qu'aux restes institutionnels des précédents siècles.

voudraient s'en décentrer. Pratiquer une sociologie de la question nationale, c'est reconnaître dans ce domaine un champ réflexif fécond pour la société québécoise. Ne pas faire le travail de déconstruction d'un social épais de symboles vivants que les hommes tiennent encore pour réels c'est aussi ranger sa contribution dans le camp aujourd'hui minoritaire, celui qui ne confond pas le doute épistémologique indispensable à la sociologie sérieusement menée et le doute existentiel privilégié par les modernes, doute qui fait éclater les sociétés, au mieux, qui entraîne leur lente dissolution, parce que les hommes en viennent à ne plus croire en leur existence. Il faut un fond d'anthropologie philosophique bien cimenté avant de pratiquer une sociologie correcte. Avant d'écrire ce mémoire, j'ai relu Marcel de Corte et quelques autres vieilles pensées consacrées à l'anthropologie philosophique<sup>10</sup>. J'y ai retrouvé ma conviction première : on ne peut pas faire n'importe quoi de l'homme, non plus que d'une société. On ne peut le tordre sans finir par le dénaturer. On ne peut pas non plus se définir contre la tradition sans en payer le prix : à distance d'elle, certainement, personne ne le niera. Mais la première option est généralement celle de nos contemporains, et même de la sociologie dominante.

Pour ne pas tromper le lecteur et mes évaluateurs, pour éviter les fausses pistes qui pourraient les conduire ailleurs, je fais une indispensable précision disciplinaire : je ne suis pas historien, non plus qu'historien junior, et cet essai n'est pas sensé assurer mon introduction dans la pairie. Je n'y pose même pas ma candidature. Je ne me suis pas risqué dans les archives de la pensée québécoise, à tout le moins, certainement pas les archives matérielles, dans les fonds que travaillent tous les historiens sérieux qui veulent excaver du passé une certaine nouveauté documentaire. La plupart des textes utilisés sont bien connus et diffusés, pour la plupart souvent commentés. Je travaille sur un matériau intellectuel déjà disponible. Pourtant, c'est un fait, mon travail repose sur l'interprétation du travail des historiens dans la société québécoise contemporaine, spécialement ceux qui travaillent à rénover la conscience historique de la collectivité francophone, autrement dit, qui sont investis dans le domaine de l'histoire nationale, probablement le domaine du travail historiographique où le coefficient idéologique est le plus élevé, où la part de l'interprétation est la plus manifeste. Les discours sur l'histoire sont pertinents dans le

---

<sup>10</sup> Marcel de Corte, *Incarnation de l'homme. Psychologie des mœurs contemporaines*, Éditions universitaires, 1942, 280 p. Marcel de Corte, *Essai sur la fin d'une civilisation*, Éditions Remi Perrin, 2001, 188 p.

cadre de mon travail en tant qu'ils participent à la production symbolique de la société, qu'ils opèrent fondamentalement dans son processus de symbolisation, si on préfère, dans son institutionnalisation symbolique. Je m'intéresse aux discours sur l'histoire dans une perspective sociologique, si on préfère, dans la possibilité d'une herméneutique de l'agir social<sup>11</sup>, ce que j'appellerai quant à moi une sociologie compréhensive de l'intentionnalité nationale francophone au Québec. Ce que je pense y retrouver, c'est une expression relativement élaborée de la conscience historique d'une société nationale originale – par ailleurs la mienne.

L'historiographie est le domaine privilégié pour apercevoir et cerner les modalités de construction de la référence collective d'une société qui se donne pour nationale. Mise en scène, mise en sens, je reprends les deux termes de Claude Lefort, pour définir deux opérations symboliques qu'on peut objectiver en documentant la mise en discours d'une société, en comparant les mises en narration globale que proposent certains pour infléchir d'une manière ou d'une autre l'idée qu'il faudrait se faire de son parcours dans l'histoire. Et c'est dans sa mise en récit qu'une société apprend à se percevoir comme un sujet historique, qu'elle se découvre un destin, qu'elle pense ensuite l'achever en s'en donnant les moyens, en ouvrant un espace du possible où elle instituera le domaine politique pour y investir ses finalités particulières – finalités indispensables, nous rappelait il y a un demi-siècle Raymond Aron, pour qui « une collectivité dont les citoyens ne consentiraient aucune concession en faveur du tout n'existerait plus »<sup>12</sup>. La béance jamais comblée entre le réel empirique et l'imaginaire pur est celle où peut s'investir un désir d'histoire particulier, correspondant au dégagement du domaine politique dans une société, celui où les finalités formulées pour infléchir le devenir trouvent la possibilité de se transformer en choix collectifs. Je m'intéresserai à ce qui fait l'originalité du Québec comme nation-mémoire, à la perception qu'il se fait lui-même de

---

<sup>11</sup> Pour le dire avec Rosanvallon, « penser le politique et faire l'histoire vivante des représentations du vivre-ensemble se superposent dans cette approche ». Pierre Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Seuil, 2003, p.30

<sup>12</sup> Raymond Aron, *Espoirs et peur du siècle*, Calmann-Lévy, 1957, p.93

son destin<sup>13</sup>. Ce n'est pas non plus une thèse neuve : Fernand Dumont l'avait placée au centre de sa sociologie de la culture. Un bon travail sociologique sait objectiver dans la mesure du possible les pratiques interprétatives par lesquelles un groupe humain en vient à se particulariser suffisamment pour faire société, puis faire nation.

Le problème historiographique donne à penser celui de l'identité québécoise dans un cadre moins stérile que les plaidoyers maladroits de trop d'acteurs politiques pour une « ouverture de la nation », fadaïse parmi d'autres dans le grand récit pluraliste qui s'impose aux sociétés occidentales, et plus durement, nous le croyons, à la nôtre. Plus durement parce que la société québécoise, faut-il le rappeler, ne dispose pas des pleines institutions politiques qui lui permettraient de bien exercer son droit fondamental à l'existence nationale. À plusieurs reprises, nous reviendrons sur ce manque existentiel qui n'est pas sans effet sur la possibilité qu'ont les Québécois de formuler une réponse originale aux problèmes qu'ils rencontrent. Il n'est pas sans conséquence pour la sociologie du Québec de considérer son statut national comme normal ou anormal. Il ne s'agira pas de penser l'indépendance dans sa dimension militante mais de refuser de penser systématiquement en dehors d'elle. C'est une étrange manie bien québécoise de croire qu'on ne pense bien qu'en dehors des principales options politiques ouvertes dans le domaine démocratique, et plus spécialement, qu'on ne pense bien qu'à distance de la question nationale. Nous ferons le pari plutôt de nous y enfoncer. Nous sommes à la recherche, en un certain sens, des premières fibres identitaires du Québec, celles qui ne sont pas encore déchirées et à partir desquelles il serait possible de régénérer la nation.

Ce mémoire est centré sur une question précise, celle de la conscience historique franco-québécois et de sa réinterprétation à partir du problème de l'histoire nationale. Mon plan de travail est le suivant : sont emboîtés ici cinq essais où je discute des principales contributions à l'écriture de l'histoire québécoise depuis la réouverture de ce chantier au tournant des années 1990. Le problème qui m'intéresse : à quelles questions ces historiens ont-ils cherché à répondre en entreprenant la réécriture de l'histoire, ou du moins, en proposant de redéfinir fondamentalement le cadre narratif à l'intérieur duquel

---

<sup>13</sup> . Je reprends ici une expression de Pierre Nora, qui définit la France comme la nation-mémoire par excellence. Pierre Nora, *Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux*, in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire. La République, t.1.*, Gallimard, 1997, p.23-43.

écrire cette histoire ? Pour la plupart, ils ont fait un constat : la conscience historique québécoise cacherait en fait la conscience historique franco-québécoise, celle là déterminée fondamentalement par une perspective nationaliste à l'ancienne inadéquate et inapte à rendre compte de l'identité collective qui serait en émergence dans le Québec contemporain. Pour des raisons que nous examinerons chaque fois, les historiens sollicités ont travaillé à défaire dans la mesure du possible la conscience historique franco-québécoise pour en achever la dénationalisation, pour trancher délibérément les dernières fibres identitaires du Québec français. La plupart veulent faire accoucher une nouvelle représentation de la société québécoise qu'ils croient possible, et nécessaire. Mais la conscience historique franco-québécoise n'est pas une pâte à la plasticité infinie, et plus nous pousserons notre analyse, plus nous verrons de quelle manière cette matière identitaire s'est préservée de ceux qui aimeraient la liquider, en trouvant hors des circuits officiels de production de l'histoire nationale des paroliers, des historiens, des essayistes, qui lui servent de relais et assurent néanmoins sa bonne diffusion dans la société québécoise, malgré le dépit de certains, avouons même, de plusieurs.

Dans un premier chapitre, préliminaire, qui surplombera les autres et qui préparera conceptuellement à la compréhension des questions soulevées dans notre étude, nous nous intéresserons à la dynamique politique et idéologique qui aura conduit en quelques années les sociétés occidentales à se représenter sur le modèle du pluralisme identitaire. Certaines de ces considérations seront particularisées un peu plus loin, au moment d'aborder le surgissement du pluralisme identitaire dans la pratique historiographique québécoise. Mais d'abord faut-il saisir ce problème directement, en questionnant le multiculturalisme non pas comme une lame de fond sociologique qui aurait emportée nos sociétés dans le grand tourbillon de la reconnaissance et qui proviendrait des profondeurs de la modernité, mais comme une idéologie, formulée par des acteurs politiques à partir d'un projet de transformation sociale qu'on situera correctement en le présentant comme la grande utopie de remplacement au socialisme occidental. Ce chapitre cherchera à présenter une vue élargie de l'avènement des sociétés multiculturelles comme projet politique, tout en s'intéressant aux résistances qu'il aura suscitées au rythme de son déploiement idéologique et institutionnel.

Ces considérations générales terminées, nous entrerons directement dans notre étude. Au deuxième chapitre, nous verrons, en amont de ces débats, et pour les mettre en

contexte, pourquoi les souverainistes, après la défaite référendaire de 1995, se sont convertis brusquement au multiculturalisme, en proposant une nouvelle définition de la nation québécoise qui passait par l'évidement complet de la conscience historique francophone et des représentations qu'elle contenait. Cette conversion, tous l'ont reconnu, et pour dire vrai, plusieurs l'ont revendiqué explicitement. Pourtant, très peu en ont documenté les moments et sa manière, radicale, totale, et potentiellement totalitaire, comme toute les conversions, probablement. Il est désormais commun d'entendre la classe politique inviter les Québécois et Québécoises de toutes origines à rallier le projet national. Cette multiplication gênante des adjectifs lorsque vient le temps de nommer le collectif québécois est elle-même symptomatique d'une crise plus profonde dans la représentation de la nation, crise logée non pas dans les couches populaires, ou les classes moyennes, mais dans une fraction de la société québécoise, son intelligentsia, particulièrement, trop ouverte aux courants idéologiques du grand large, surtout lorsqu'ils promettent le progrès, comme le craignait déjà en son temps François-Xavier Garneau. La mémoire francophone n'est plus censée définir le mouvement souverainiste dans le projet qu'il formule pour le peuple québécois, pas même l'alimenter discrètement. Dans cette section, nous réinterpréterons l'actualité souverainiste des dix dernières années à partir de cette hypothèse : la dénationalisation de l'option souverainiste fut un choix délibéré de la part d'une certaine élite québécoise. Une dénationalisation qui n'était toutefois pas sans risquer de créer quelques problèmes pour un mouvement porteur d'un projet d'affirmation nationale.

Nous ferons le diagnostic de cette crise au troisième chapitre, en entreprenant la relecture de certains textes de l'historien Gérard Bouchard, qui s'est fait le promoteur déclaré d'une nouvelle nation québécoise, décentré de l'apport historique du groupe canadien-français. Bouchard est le penseur le plus avancé dans l'élaboration d'une nouvelle référence collective : à sa manière il cherche à se faire successeur de Dumont, en devenant l'interprète officiel de la société québécoise. Comme créateur de nation, il se propose. Bouchard passe souvent aussi pour celui qui aurait ouvert l'histoire nationale à un nouveau paradigme, rendant possible la synthèse de l'identité et de l'hétérogène, de la mémoire et de la diversité des récits. Nous tâcherons, après avoir vite recomposé le cadre conceptuel dans lequel est formulée sa proposition historiographique, de resituer la contribution bouchardienne dans un domaine rarement exploré, celui de la conversion de la pensée progressiste occidentale à l'anti-nationalisme. Nous verrons comment, selon

nous, Bouchard tente le grand écart impossible, en espérant préserver la perspective nationale tout en s'ouvrant aux questions envisagées par le multiculturalisme, qui se définit fondamentalement, même si on le reconnaît rarement comme tel, en tant qu'antinationalisme doctrinal. Bouchard, penseur du national nouveau genre, serait en fait l'artisan le mieux doué d'une pensée de l'anti-nation malgré elle. C'est du moins la thèse que nous ferons le pari d'explorer dans le chapitre qui lui sera consacré.

Il ne faut pas l'oublier : la question historiographique est intimement liée aux problèmes politiques de la société québécoise. Elle se construit, se déploie, en rapport direct avec la lutte politique menée par le peuple québécois contre l'État canadien pour accéder à son indépendance. Elle n'est pas réapparue publiquement de manière aussi dramatique au lendemain du dernier référendum pour des raisons arbitraires. Qu'ils l'acceptent ou non, les Québécois ont connu une importante défaite politique en 1995, qui reproduit, à plus petite échelle, la défaite fondatrice de la condition collective 235 ans plus tôt. Le grand chantier de reconstruction nationale ouvert en 1960 se voyait fermé soudainement, privé du cadre final qui aurait permis à la société québécoise de parachever ses gains historiques dans un avancement collectif fondamental, par l'obtention de sa souveraineté. L'achèvement politique de la renaissance québécoise s'effondrait au dernier moment. Une société n'échoue pas dans sa lutte pour l'indépendance sans en payer le prix, spécialement le prix identitaire. Il était fatal que le Canada réapparaisse dans la conscience collective, sous la figure d'un nouveau beau risque, ou d'une invitation à consentir simplement à son appartenance et à son régime politique, pour réinscrire le destin collectif dans les frontières plus larges de la fédération. Parmi d'autres, c'est Jocelyn Létourneau qui s'est fait l'interprète de cette possibilité collective, en invitant les Québécois à refaire leur conscience historique dans le consentement ouvert à leur canadienité. Létourneau travaille à rénover la conscience historique francophone ou québécoise dans une perspective post-nationaliste, en fait, post-nationale. Au chapitre quatre, nous examinerons cette proposition, qui donne, après la conversion au multiculturalisme proposé par Gérard Bouchard, la deuxième figure possible de la dénationalisation de la société québécoise, celle de sa canadianisation tranquille<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> . Nicole Gagnon, «Comment peut-on être Québécois ? » in *Recherches sociographiques*, XLI, n.3, 2000, p.545-566.

Au dernier chapitre, nous porterons enfin attention aux discours, ils sont nombreux, qui ne consentent pas, implicitement ou explicitement, à cette dénationalisation manifeste de la société québécoise, non plus qu'à la déviation d'un destin national pensé dans l'achèvement par l'indépendance. Il s'agira, dans le domaine circonscrit de l'écriture de l'histoire, de repérer les nombreux discours nationalistes qui travaillent à préserver une certaine représentation de ce qu'est le Québec et de ce qu'il doit être. Nous nous intéresserons particulièrement à ce que nous appelons l'historiographie nationaliste et populaire, centrée sur le peuple québécois, son récit, son avènement, définie fondamentalement dans sa capacité à rendre à la conscience populaire la principale tradition nationale en matière d'interprétation du parcours francophone au Québec. Une historiographie produite en marge des grands institutions universitaires, et par des historiens plutôt improvisés, la plupart non professionnels, mais qui oeuvrent en fait à élucider toujours davantage la conscience historique franco-québécoise en lui dévoilant le destin qu'elle porte en elle-même. Spécialement, nous étudierons dans la mesure du possible les contributions de Pierre Duchesne, Pierre Godin, Jean-François Lisée, Christian Dufour et Normand Lester à l'écriture de l'histoire au Québec, moins distinctement les une des autres, mais dans leur cohérence thématique. Nous verrons comment, malgré les prescriptions officielles qui invitent la pensée collective à se décentrer de la perspective nationale, la conscience historique francophone préserve un récit relativement intact organisé autour de l'avènement nécessaire de la société québécoise à la maturité dans l'histoire.

Pour donner la pleine idée de notre travail, nous reviendrons en conclusion sur la signification potentielle de la pensée nationale québécoise, et plus spécialement, de la pensée nationaliste dont les historiens furent pendant longtemps les premiers gardiens. Nous verrons si la société québécoise est prête à basculer hors de la question nationale, à achever sa dénationalisation tranquille, en récapitulant la signification de chaque chapitre dans cette perspective. Nous tâcherons enfin de voir ce que pourrait signifier pratiquement cette sortie de la question nationale et ses conséquences les plus aisément envisageables pour la représentation qu'on se fait généralement du Québec.

## CHAPITRE 1

### LE MULTICULTURALISME COMME IDÉOLOGIE

*Des communautés comme Canarsie avaient douloureusement conscience du fait qu'elles étaient devenues les objets du mépris éclairé. Les étudiants radicaux des années soixante moquaient leur patriotisme..*

*Christopher Lasch*

La sociologie contemporaine néglige la dimension révolutionnaire du multiculturalisme. Pourtant, pour peu qu'on se confronte aux écrits de ses défenseurs, on ne peut qu'admettre la profondeur indéniable de sa dissidence avec toute l'expérience historique des sociétés occidentales. Car le multiculturalisme repose sur la prémisse que la civilisation occidentale pratique le racisme dans sa prétention à l'universalité<sup>15</sup>. C'est qu'avec « the rise of multiculturalism, [la conviction de la corruption occidentale] came to be extended to Western society and its heritage of ideas as a whole, denigrated as singular repositories of repression and injustice »<sup>16</sup>. Le radicalisme présent dans chaque société occidentale se recompose en ouvrant certaines questions symptomatiques d'une mauvaise conscience dont on percevait encore il y a peu les possibilités désastreuses<sup>17</sup>. Les sociétés occidentales réapprennent patiemment à se détester,<sup>18</sup> ce qui en mène plusieurs à sympathiser au moins partiellement avec ceux qui leur ont déclaré la guerre<sup>19</sup>. Comme le notait Michael Kelly, « the once-radical idea of America as a sick society and American government as a corrupt

---

<sup>15</sup> Dinesh D'Souza, *The End of Racism*, The Free Press, 1995, p.18.

<sup>16</sup> . Paul Hollander (ed.), *Understanding Anti-Americanism. Its origins and impact at home and abroad*, Ivan R. Dee, 2004, p.147.

<sup>17</sup> . Jacques Ellul, *Trahison de l'Occident*, Calmann-Levy, 1975, 224 p.

<sup>18</sup> . Pascal Brucker, *Le sanglot de l'homme blanc. Tiers-Monde, culpabilité, haine de soi*, Éditions du Seuil, 1983, 309 p.

<sup>19</sup> . Yara El-Ghadban et Zakaria Rhani, « À la recherche de l'immigrant idéal », *Le Devoir*, 13 juin 2006, A7.

oppressor is now a banality, the informing truism of Hollywood trope and doctoral theses alike »<sup>20</sup>. C'est aussi autour de ces années que « the target of the adversarial worldview has expanded from the American society to the entire Western heritage of ideas, including science »<sup>21</sup>. Cette disposition de plus en plus courante à la haine de soi n'est pas sans réanimer chez certaines personnalités publiques la crainte du déclin d'une civilisation pourtant appelée par les circonstances historiques à retrouver en elle-même un certain élan indispensable à sa défense aussi bien politique que philosophique et militaire<sup>22</sup>. C'est qu'ils sont plus nombreux qu'on ne le reconnaît normalement à souhaiter sa fin, pour qu'advienne une communauté mondiale enfin décentrée des sociétés qui auraient mis en place en quelques siècles un système-monde fait pour dominer les peuples, surtout les faibles, et qui, pire que tout, aurait fait passer sa domination pour un acte de foi dans l'universalité du genre humain<sup>23</sup>.

#### *L'apprentissage de la haine ( de soi )*

C'est le phénomène Rigoberta Menchu. Comme on le sait, cette femme, qui revendiquait son appartenance aux damnés de la terre, s'est gagnée la sympathie de l'opinion progressiste avec la parution d'un récit biographique centré sur la portée de son parcours individuel pour les différentes communautés dominées d'Amérique du Sud.

---

<sup>20</sup> . Michael Kelly, « Banality and evil », *New Republic*, May 5, 1997, p.6. Sur l'antiaméricanisme comme prétexte à l'antioccidentalisme, Paul Hollander (ed.), *Understanding Anti-Americanism. Its origins and impact at home and abroad*, Ivan R. Dee, 2004, 372 p.

<sup>21</sup> . Paul Hollander (ed.), *Understanding Anti-Americanism. Its origins and impact at home and abroad*, Ivan R. Dee, 2004, p.79.

<sup>22</sup> . David Horowitz, *Unholy Alliance. Radical Islam and the American Left*, Regnery Publishing, 2004, 296 p.

<sup>23</sup> . Étienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, La Découverte, 1997, 307 p. Ce dispositif d'exploitation mondiale serait à proprement parler responsable du mal social et historique qui habiterait les sociétés humaines depuis un demi-millénaire, comme l'écrivait Micheline Labelle en se démarquant de toute anthropologie qui postulerait une nature humaine que les institutions seraient appelées à contenir parce qu'elle inclinerait au moins partiellement à la violence et à l'agressivité sociale. Postuler la dimension inéluctable du conflit entre les groupes humains parce qu'ils seraient tout simplement humains consisterait pratiquement à s'approprier conceptuellement l'anthropologie majoritaire à partir de laquelle se serait historiquement construite la domination raciste et l'exploitation des sociétés non-occidentales. Micheline Labelle, « Non, le racisme n'est pas naturel », *Le Devoir*, 22 mars 2001, A7.

Mais ce succès annonçait un scandale : Menchu, lauréate du Nobel de la paix pour le courage de son témoignage, ne s'était d'aucune manière empêchée de faire un récit mensonger pour en dramatiser le contenu et la signification. Ce qui aurait pu scandaliser ses défenseurs n'a pourtant suscité qu'une paisible indifférence: tout simplement parce qu'elle aurait pu être vraie. Car les sociétés occidentales seraient animées par une disposition particulièrement grave à l'injustice, sur tous les plans. Comme le dit Hollander, chaque situation dramatique qu'on y repérerait serait la « revelation of the true nature of the entire political system, its rapacious, murderous quality »<sup>24</sup>. Certains diront que l'esprit critique n'est pas chose nouvelle, non plus que mauvaise, surtout dans une société ouverte qui en appelle à la délibération infinie sur les finalités à investir dans le monde social et la communauté politique. Mais comme l'écrivait Irving Kristol à propos de la contre-culture qui a canalisé les esprits contestataires du dernier demi-siècle, alors qu'on se désolait hier de la difficulté de nos sociétés à se conformer à l'idéal qu'elles plaçaient au centre de leur vie collective, on se désolerait désormais de la nature même de cet idéal, mauvais, appauvrissant, déshumanisant<sup>25</sup>. Plus qu'une critique d'un certain dysfonctionnement institutionnel, toujours possible et probable, ce sont les principes mêmes investis dans l'ordre établi qu'on discrédite désormais sans hésitation. Ce qu'on reprochera profondément à ce dernier, c'est de ne pas s'être historiquement disposé favorablement envers le pluralisme des appartenances qui aurait cherché à s'y exprimer. On se désole du sort réservé à toutes les identités minoritaires qui auraient payé fortement le prix de la consolidation institutionnelle d'une démocratie fabriquant ses conditions de possibilité en aplatissant toutes les dissidences.

C'est à l'émergence de la « société des identités » que nous assistons, selon le sociologue Jacques Beauchemin, qui s'inquiète de la déshumanisation potentielle d'une société décentrée pleinement de son héritage historique et ne disposant plus d'aucune

---

<sup>24</sup> . Paul Hollander, *The survival of the adversary culture*, Transactions Books, 1988, p.159. Rigoberta Menchu, *Moi, Rigoberta Menchu*, Gallimard, 2001, 507 p. Pour consulter le point de vue conservateur dans cette controverse, on lira *I, Rigoberta Menchu, Liar* dans David Horowitz, *Hating Whitey*, Spence Publishing Company, 1999, p.165-173.

<sup>25</sup> . Irving Kristol, *Neoconservatism. The autobiography of an idea*, Ivan R. Dee, 1995, p.106.

emprise sur son destin tant sa représentation d'elle-même serait désagrégée<sup>26</sup>. Comme le remarque encore Hollander :

no discussion of the discontents, conflicts, and controversies of American life at the end of the twentieth century society can be complete without reference to four interrelated phenomena : « political correctness », « postmodernism », « identity politics » and « multiculturalism »<sup>27</sup>.

L'approfondissement de leur diversité identitaire sert de trame narrative aux sociétés contemporaines, ce qui n'est pas sans conséquences sur la mise en forme de leur existence collective en tant que communauté politique<sup>28</sup>. Dans la poursuite de la « justice sociale », le « droit à l'égalité » serait appelé à s'approfondir dans la reconnaissance d'un « droit à la différence », dont se réclameraient progressivement les différents acteurs conceptualisant leur position sociale dans un rapport de subordination avec une majorité qui les aurait historiquement refoulés à la périphérie de l'existence collective<sup>29</sup>. La majorité autour de laquelle se serait construite chaque société ne serait qu'une tribu parmi d'autres<sup>30</sup>. L'heure serait venue de la décolonisation intérieure, poursuite du tiers-mondisme par d'autres moyens. La politisation croissante du domaine identitaire par différents acteurs qui s'inscrivent en dissidence avec le conservatisme culturel des démocraties occidentales sert désormais de paradigme à partir duquel se redéploie l'impératif égalitaire dans son appel aux « droits humains » centrés sur la perspective de

<sup>26</sup> . Sans pour autant croire possible la restauration de la communauté politique nationale telle qu'elle se définissait traditionnellement, notons-le. Ce qui le distingue clairement de la critique typiquement conservatrice de la société multiculturelle. Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Athéna Éditions, 2004, 182 p.

<sup>27</sup> . Paul Hollander, *Discontents. Postmodern & Postcommunist*, Transaction Publishers, 2002, 2002, XIX.

<sup>28</sup> . James Kurth, « The Real Clash », *The National interest*, Fall 1994, p.5.

<sup>29</sup> . Nancy Fraser, « Penser la justice sociale : entre redistribution et revendications identitaires », *Politique et Sociétés*, vol.17, n.3, 1998, p.10-35. Sur l'indétermination propre à ce concept pourtant central dans la politique contemporaine, on lira Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté. Le mirage de la justice sociale*, Quafrique/PUF, 1995, 221 p. Sur la cosmologie présupposée par la notion de justice sociale, on lira aussi Thomas Sowell, *A conflict of Visions. Ideological Origins of Political Struggles*, Basic Books, 2002, 292 p.

<sup>30</sup> . Francis Dupuis-Déri, « Quelques précisions au sujet de ma tribu », *Argument*, vol.8, n.1, 2005, p.103.

la reconnaissance<sup>31</sup>. C'est chaque fois au nom de leur différence propre que surgiront dans le domaine public certains acteurs refusant la prétention à l'universalité de la norme majoritaire<sup>32</sup>. Pour ses défenseurs, mais aussi pour certains de ses détracteurs, comme Nathan Glazer, la reconnaissance des différences est l'horizon indépassable de notre temps, et chaque société occidentale devrait consentir à sa conversion au multiculturalisme, désormais figure imposée du bien commun<sup>33</sup>.

Car la présente époque se distingue par son désir de recentrer toute la conscience collective autour de ces moments difficiles, pour actualiser une critique sociale aussi radicale que définitive de la société existante et la désinvestir de sa légitimité. Ceux qui feront l'histoire de nos sociétés retraceront désormais le parcours d'une aliénation aux milles visages. La mémoire collective à reconstruire, sera désormais dépositaire d'une pédagogie pluraliste où prédominera un appel à la différenciation de l'existence sociale par la reconnaissance de l'incapacité historique d'une société donnée à se reconnaître dans la pluralité de ses allégeances<sup>34</sup>. C'est à la conscience de plus en plus diffuse de cette indépassable culpabilité des sociétés occidentales que s'alimente une lutte contre toutes les formes de discrimination, par la mise en forme institutionnelle du pluralisme

---

<sup>31</sup> . Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Champs-Flammarion, 1997, 144 p. Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, p.326-385.

<sup>32</sup> . Quelquefois de manière fort surprenante, comme on l'a constaté récemment avec les Sourds qui réclament désormais non plus de meilleurs soins médicaux de l'État, mais plutôt une reconnaissance de leur distinction culturelle particulière, comme nation parmi d'autres au sein du Québec multinational. Isabelle Laporte, « Sourds et fiers de l'être. Fiers de leur langue et de leur culture, les Sourds estiment faire partie d'une communauté distincte », *Le Devoir*, 31 juillet 2006, A4.

<sup>33</sup> . Nathan Glazer, *We are all Multiculturalist Now*, Harvard University Press, 1997, 192 p. Paul Gottfried qui, parmi les historiens et politologues américains, a probablement critiqué le plus sévèrement la conversion forcée des sociétés occidentales au pluralisme identitaire par un État à la fois managérial et thérapeutique, semblait néanmoins se résigner à l'aplatissement progressif des nations historiques et du régime politique par lequel elles parvenaient traditionnellement à s'institutionnaliser. C'est que l'ingénierie sociale, par sa planification « scientifique » des rapports sociaux, agirait sur les conditions mêmes de la socialisation en la reprogrammant graduellement selon les différentes catégories administratives et sociologiques privilégiées par ceux qui en appellent à une reconstruction pluraliste de la culture et des pratiques sociales. Paul Gottfried, *Multiculturalism and the Politics of Guilt. Toward a Secular Theocracy*, University of Missouri Press, 2002, 158 p.

<sup>34</sup> . Pour un exemple français de cette criminalisation rétrospective du passé national, Bernard-Henri Lévy, *L'idéologie française*, Grasset, 1981, 318 p.

identitaire comme représentation dominante de la société<sup>35</sup>. L'actualité politique accumule d'ailleurs les questionnements critiques sur le passé des sociétés occidentales, sur leurs parcours, et plus encore peut-être, sur la communauté politique qui en hérite. Comme l'écrit Paul Gottfried, « the regnant therapeutic ideology demands that the majority population of the West work to rid itself of the tares of its ancestral history »<sup>36</sup>. Qu'on pense à la récente querelle française sur la mémoire coloniale ou napoléonienne<sup>37</sup>, au déchirement espagnol sur un franquisme que certains présentent comme un fascisme aux couleurs locales<sup>38</sup>, ou plus près de nous, à la dénationalisation de la conscience historique québécoise depuis une décennie, sur l'initiative des partis souverainistes eux-mêmes, nulle part, les démocraties n'échappent au déploiement d'une certaine sociologie inquisitrice, qui ne reconnaît plus à la collectivité le droit de se dérober à sa part d'ombre<sup>39</sup>. La mémoire est désormais un champ de bataille où les historiens qui s'affairent à fabriquer ou déconstruire l'appareillage symbolique de la collectivité refont en fait dans ses profondeurs la légitimité qu'elle servait traditionnellement à appuyer. Ou pour le dire plus justement, c'est en questionnant radicalement le passé des sociétés occidentales que se dégagerait la possibilité d'une critique fondamentale de leur appareillage institutionnel contemporain, pour en décoller toute légitimité qui puiserait à une représentation positive de leurs traditions<sup>40</sup>. Comme l'écrivait la sociologue

---

<sup>35</sup> . John Fonte, « Antonio Gramsci and the Transformation of Institutions », Don Eberly ( dir.) *Building a Healthy Culture. Strategies for an American Renaissance*, William B. Eerdmans Publishing Company, 2001, p.200-218. Pour une documentation journalistique de cette désoccidentalisation des pratiques sociales et des représentations collectives, Denise Bombardier, *Propos d'une moraliste*, VLB éditeur, 2003, 166 p., Denise Bombardier, *Sans complaisance*, VLB éditeur, 2005, 174 p.

<sup>36</sup> . Paul Gottfried, *Multiculturalism and the Politics of Guilt. Toward a Secular Theocracy*, University of Missouri Press, 2002, p.141.

<sup>37</sup> Christian Rioux, « Vive le colonialisme », *Le Devoir*, 2 décembre 2005, A3, Damien Beauchamp, « Le soleil couchant d'Austerlitz : crise de notre identité nationale », *Commentaire*, n.113, printemps 2006, p.141-144.

<sup>38</sup> Gilbert Grellet, « La guerre civile espagnole fait toujours rage dans les esprits », *Le Devoir*, 18 juillet 2006, A4.

<sup>39</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002.

<sup>40</sup> . George Weigel, « Europe's Two Culture Wars », *Commentary*, may 2006, p.29-36. C'est une philosophie toute simple : partout, l'Occident domine, partout, il laisse sa trace, partout, il a fait

Micheline Labelle, avant la diffusion des préoccupations pluralistes dans la démocratie occidentale :

les rapports interculturels avaient été soumis à une idéologie assimilationniste, minée par les préjugés, la discrimination, voire la violence d'État. [...] Le postulat de l'assimilation forcée était alors indissociable des idéologies de l'universalisme, du racisme et du sexisme [...] <sup>41</sup>.

Ce qui passait encore hier pour un parcours historique exemplaire n'est finalement plus considéré que sous l'angle d'une longue histoire honteuse, sans gloire vraie, sans génie propre, sinon celui de la destruction des civilisations concurrentes, quelquefois par un appel sans équivoque à leur extermination<sup>42</sup>. « [Leftists] have transformed [american history] from an epic of freedom into a tale of racism, exploitation and oppression. In their version, the American narrative is no longer a story of expanding opportunity, in which men and women succeed against the odds. They have turned it, instead, [...] into a Marxist morality play about the powerfull and their victims » <sup>43</sup>. La formation des nations occidentales se réduirait à une normalisation forcée et systématique des pratiques sociales et identitaires, les marginales subissant plus souvent qu'autrement une certaine violence, physique ou symbolique pour laquelle il serait désormais indispensable de s'amender<sup>44</sup>.

---

des victimes : ce serait l'heure du décompte. *Le livre noir du communisme* aura finalement servi de prétexte malgré lui : le vrai livre sera celui du colonialisme, ou pire encore, de l'occidentalisme. Stéphane Courtois (dir.), *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, 1999, 846 p., Marc Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme*, Robert Laffont, 2003, 843 p.

<sup>41</sup> . Micheline Labelle, « Le défi de la diversité au Canada et au Québec », *Options politiques*, mars-avril 2005, p.92.

<sup>42</sup> . Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser, Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Fayard, 2005, 365 p.

<sup>43</sup> . David Horowitz, *How to beat the democrats*, Spence Publishing Company, 2002, p.75

<sup>44</sup> . Comme la chose était écrite dans les considérations introductives du récent document de consultation du gouvernement québécois sur la mise en place d'une politique antiraciste, « les ancêtres des Québécois modernes n'ont fait que partager les idéologies et les pratiques du reste du monde occidental, sous des formes et des degrés divers, en raison de leur contexte économique, social et culturel spécifique ». Gouvernement du Québec, « Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination », document de consultation, juin 2006, p.9

*La sociologie et la lutte contre les discriminations*

Ce sera la sociologie qui assumera la conceptualisation scientifique de cette critique en construisant une représentation du social centrée sur la mise en scène des rapports de domination à partir desquels il s'institutionnaliserait. Comme l'écrivait Joseph Facal, on recentrera le discours sociologique sur le point de vue de « toutes les minorités qui s'autoproclament victimes du système » en considérant toutes les disparités de traitement entre ces dernières et la majorité de chaque société comme la manifestation institutionnelle d'un système discriminatoire assurant la perpétuation d'un rapport social inégalitaire et illégitime<sup>45</sup>. « Oppressor and oppressed, victimizer and victim – these dichotomies are indispensable categories of radical thought »<sup>46</sup>. La sociologie féministe reprochera à la société occidentale sa domination patriarcale<sup>47</sup>. La sociologie homosexuelle son hétérosexisme<sup>48</sup>. Et la sociologie antiraciste, comme il va de soi, son racisme, catégorie désormais élargie qui n'est pas loin d'accueillir toute l'expérience historique occidentale, à partir d'une conceptualisation lestée d'une indéniable charge idéologique<sup>49</sup>. Ce qui encourage la plupart des sociologues radicaux à penser l'emboîtement historique et conceptuel de ces dominations, comme l'écrivait la féministe Francine Descarries qui croyait nécessaire « de faire place plus systématiquement à une analyse de l'interaction (l'interfécondation) entre patriarcat, capitalisme et racisme »<sup>50</sup>. D'ailleurs, dans son essai programmatique pour une gauche renouvelée, qu'il situait comme troisième voie entre la gauche travailliste traditionnelle et la droite libérale contemporaine, le sociologue anglais Anthony Giddens appelait d'ailleurs le

---

<sup>45</sup> . Joseph Facal, « Gueule de bois », *Le Journal de Montréal*, 16 août 2006, p.24.

<sup>46</sup> . David Horowitz, *The politics of bad faith. The radical assault on America's future*, Simon & Schuster, 1998, p.156

<sup>47</sup> . Catharine A. MacKinnon, *Toward a Feminist Theory of the State*, Harvard University Press, 1989, 330 p.

<sup>48</sup> . Diane Lamoureux (dir.), *Les limites de l'identité sexuelle*, Les éditions du Remue Ménage, 1998, 195 p.

<sup>49</sup> . Étienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, La Découverte, 1997, 307 p.

<sup>50</sup> . Francine Descarries, « Victoires incomplètes, avenir incertain : les enjeux du féminisme québécois », *Sisyphé*, 28 juin 2004, [http://sisyphe.org/article.php3?id\\_article=1161](http://sisyphe.org/article.php3?id_article=1161)

progressisme occidental à se reconstruire par la lutte aux discriminations, en assumant la dimension radicale de ce centrisme ambigu qui semble compenser son ralliement relatif au capitalisme libéral dans le domaine économique par un engagement délibéré à rénover les paramètres de l'ingénierie sociale pour achever la détraditionnalisation de la société occidentale, comme le projetait le radicalisme contre-culturel des années agitées du dernier siècle<sup>51</sup>. Ce n'est qu'ainsi qu'on comprendra l'apparition des sans-parts qui s'investissent dans le domaine public en réclamant réparation pour les dommages historiques causés par leurs exclusions - les sans-papiers représentant probablement la contestation la plus fondamentale des paramètres fondateurs de la société établie, par leur refus d'assumer les paramètres fondateurs du politique tel qu'institutionnalisé en Occident autour de l'idée de frontières<sup>52</sup>. C'est à partir de ceux qui sont refoulés dans ses contours symboliques et institutionnels qu'on déconsidérera désormais l'ordre social, ce qui n'est pas sans rappeler la sociologie foucauldienne et son insistance sur la dimension autoritaire des institutions assurant la normalisation durable des pratiques sociales. Chaque fois, la persistance des inégalités s'expliquerait par la perpétuation de pratiques discriminatoires encodées dans un appareillage institutionnel fait pour exclure les minoritaires en maintenant délibérément les rapports de domination à l'origine de sa fondation. Le sociologue Stéphane Kelly se désolait encore récemment de cette préoccupation croissante pour les identités minoritaires de la part d'une gauche traditionnellement portée sur les questions économiques dans une perspective redistributrice<sup>53</sup>. En se décentrant des classes populaires auxquelles elle s'était historiquement liée, la gauche occidentale ne définirait plus le progrès en termes économiques, mais identitaires et culturels, ou comme le dit Jean-François Kahn,

---

<sup>51</sup> . Anthony Giddens, *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, Stanford University Press, 1994, 276 p., Anthony Giddens, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Polity Press, 1998, 166 p.

<sup>52</sup> . Danielle Juteau, « Le défi de l'option pluraliste », Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Québec-Amérique, 1999, p.199-214.

<sup>53</sup> . Stéphane Kelly, « Un nouveau visage. Les combats du multiculturalisme et du féminisme risquent de forcer la gauche à se redéfinir », *La Presse*, 25 mars 2006, A29. Marcel Gauchet écrivait aussi que « les secours spirituels de l'antiracisme tombent à pic pour faire oublier l'abandon à peu près complet des buts et des moyens du socialisme classique auquel le malheur des temps oblige à se résoudre ». Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002, p.209.

sociétaux<sup>54</sup>. Mais la préoccupation pour la justice distributive est moins déclassée, devrait-on dire, qu'envisagée désormais dans une perspective pluraliste, où ceux qui s'inscrivent en situation de réparation sociale ne le font plus en demandant une répartition indifférenciée de la « richesse collective »<sup>55</sup>, mais à partir d'une discrimination historique pour laquelle ils demandent réparation, tant dans l'aménagement des rapports sociaux que dans la métamorphose des structures politiques pour s'y faire désormais reconnaître comme acteurs dans la prise de décision publique, et même, dans la mise en scène symbolique de la collectivité. Si celle qu'on appelait la classe ouvrière n'est plus privilégiée par le progressisme contemporain, c'est tout simplement parce que ses membres appartiennent à la majorité dominante à laquelle il faut désormais prendre plutôt que donner<sup>56</sup>. Ce n'est pas tant la solidarité comme idéal qui se dissipe que sa représentation qui se métamorphose, avec une multiplication des candidats au partage et une différenciation des critères à partir desquels construire le rapport égalitaire à privilégier dans la reconstruction du lien social.

C'est chez Chantal Mouffe et Ernesto Laclau qu'on trouve pleinement assumé, dès les années 1980, l'appareillage conceptuel nécessaire au redéploiement de la sociologie critique contemporaine de l'apparition de la contre-culture dans une politisation approfondie de la matière sociale par un radicalisme égalitaire s'inscrivant au moins stratégiquement dans les paramètres actuels d'une communauté politique acceptée dans ses institutions dominantes. Après avoir invité la gauche occidentale à se déprendre d'une certaine sociologie marxiste centrée sur les revendications d'une classe ouvrière pratiquement ralliée à la plupart des institutions de la société dominante, Mouffe et

---

<sup>54</sup> . Jean-François Kahn, *Ce que Marianne en pense*, Mille et une nuits, 2002, p. 127.

<sup>55</sup> . Dans la mesure encore une fois où ce concept suppose une telle chose qu'une richesse sociale globale à répartir sur une population donnée indépendamment des droits de propriété reconnus depuis les premiers moments de la tradition libérale occidentale. Milton Friedman, *Capitalism and Freedom: Fortieth Anniversary Edition*, University of Chicago Press, 2002, 230 p. On notera aussi que l'élaboration de politiques sociales appelées à atténuer les aspérités naturelles du capitalisme ne dépend d'aucune manière d'une adhésion à la philosophie plus large du socialisme, comme le rappelait Raymond Aron pour qui l'ajustement des droits-libertés par la mise en place de certains « droits-créances » contribuait surtout à donner une réponse libérale, inspirée de la philosophie conservatrice, à la demande générale d'amélioration générale des conditions sociales. Raymond Aron, *Essai sur les libertés*, Calmann-Lévy, 1965, p.73-146.

<sup>56</sup> . Cet argument est particulièrement présent dans Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille. Immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieues*, Textuel, 2006, 174 p.

Laclau plaident pour la multiplication des antagonismes dans la société libérale pour y investir une série de revendications égalitaires, pendant un temps négligées par la centration dominante du progressisme sur la classe ouvrière. Ce déplacement thématique qui déprenait la gauche d'un certain maximalisme dans la poursuite de sa stratégie révolutionnaire, ouvrait pratiquement un domaine de reconstruction des pratiques sociales radicalement élargi, en canalisant désormais les différents mouvements sociaux héritiers de la perspective contre-culturelle dans un projet polymorphe de détraditionnalisation des pratiques sociales.

The rejection of privileged points of rupture and the confluence of struggles into a unified political space, and the acceptance on the contrary of the plurality and indeterminacy of the social, seem [...] the two fundamental bases from which a new political imaginary can be constructed, radically libertarian and infinitely more ambitious in his objectives than that of the classic left<sup>57</sup>.

Ce ne seront plus seulement les inégalités économiques auxquelles on fera la lutte. Tout comme Touraine croyait possible de réinvestir un certain radicalisme dans l'action progressiste – ce qu'il appelait pompeusement « la reconstruction de la capacité d'action politique de la société sur elle-même »<sup>58</sup> – Mouffe et Laclau désiraient identifier « the discursive conditions for the emergence of a collective action, directed towards struggling against inequalities and challenging relations of subordination », ce qui passait pratiquement par la « transformation of a social relation which constructs a subject in a relationship of subordination », ce qui passerait en bonne partie par la mise en équivalence potentielle des différentes luttes sociales dans un discours démocratique les articulant stratégiquement pour mieux désinstitutionnaliser le particularisme historique à partir duquel se représentait chaque société dans sa différence propre. Le rapport des différents acteurs sociaux à la communauté politique sera conceptualisé sur le mode de l'inclusion et de l'exclusion, cette dernière catégorie regroupant tous ceux qui seraient situés en dehors d'une certaine majorité sociale et historique à laquelle il serait nécessaire de soustraire ses privilèges, qu'elle refoulerait dans le droit et l'apparence d'une

---

<sup>57</sup> . Chantal Mouffe, Ernesto Laclau, *Hegemony and Socialist Strategy. Toward a Radical Democratic Politics*, Verso, 2001, p.152.

<sup>58</sup> . Alain Touraine, *Comment sortir du libéralisme*, Fayard, 1999, p.72.

citoyenneté à prétention universaliste qui ne serait finalement pas plus légitime ni valable que ce que la sociologie marxiste nommait hier le droit bourgeois et les libertés formelles. L'appareillage idéologique de la communauté politique serait à désarticuler, à désinvestir de toute légitimité, dans la mise à nu des rapports sociaux et politiques qui découvriraient une série de dominations historiquement refoulées dans la périphérie de l'existence sociale, dans un ensemble d'institutions disciplinaires traçant un périmètre de sécurité idéologique à prétention scientifique et politique autour de la collectivité, qui se reconnaîtrait une certaine normalité historique par la mise à l'écart de ses déviants. Comme le soutenait Gramsci, pour qui la lutte idéologique était centrale à toute stratégie socialiste durable, ce sont les « dominés » dans leur pluralité qui serviront désormais de point d'appui, ce qu'ils ne pourraient faire qu'en s'inscrivant dans leur subjectivité particulière dans un domaine public qu'on présenterait désormais comme domaine d'institutionnalisation d'une hégémonie particulière à laquelle on ne reconnaîtra aucun droit particulier à la définition de la communauté politique, ce que disaient d'ailleurs Mouffe et Laclau en présentant leur stratégie socialiste comme celle d'une construction d'une nouvelle légitimité, à prétention hégémonique, dans les paramètres assez accueillants de la démocratie occidentale.

### *L'État constructeur de la société des identités*

C'est à partir de cette sociologie critique décentrant la démocratie occidentale de son encadrement libéral que les mouvements sociaux progressistes sortis des années contre-culturelles sont parvenus à reconstruire le domaine public en y investissant des questions radicalement nouvelles auxquelles les grands partis ont été appelés à répondre. Pour le dire autrement, il s'agirait non plus de renverser l'ordre existant mais de le métamorphoser en l'investissant d'un principe réorganisateur suffisamment fort et cohérent pour désarticuler toutes les institutions et les soustraire aux principes qui les configuraient historiquement. C'est une autre philosophie du politique que le multiculturalisme désire investir dans la communauté politique, pour remplacer un principe de légitimité par un autre, ce qui n'est certainement pas d'une portée superficielle, comme nous le rappelait déjà l'historien Guglielmo Ferrero, lorsqu'il se questionnait sur les génies invisibles de la cité et la possibilité qu'ils avaient de

reconfigurer pleinement une institution qu'ils investissaient<sup>59</sup>. Mais non seulement les mouvements sociaux progressistes sont-ils parvenus à s'investir dans le domaine public pour y inscrire à la fois leurs questions et préoccupations, quelquefois avec la collaboration d'une partie de la classe politique, comme c'était le cas avec SOS Racisme et son influence déterminante sur le PS des années 1980<sup>60</sup>, mais la puissance publique s'est elle-même reconnue la mission de reconstruire les circuits de socialisation, pour défaire les structures discriminatoires qui assureraient la réactualisation durable de certaines « exclusions » qu'une société humaine ne pourrait plus décentement tolérer. Même aux États-Unis, où s'active pourtant un puissant courant conservateur assez critique envers la politisation du domaine identitaire, l'appareil gouvernemental s'est pleinement investi des idéaux pluralistes, comme le soulignait Michael Lind, pour qui les multiculturalistes sont désormais « the quasi-official ideologists of the [...] American Republic that has been constructed since the sixties »<sup>61</sup>. L'eschatologie différentialiste, avec son idéal d'une reconnaissance de tous par tous - où l'altérité ne serait plus d'aucune manière source potentielle de conflits sociaux, où chaque pratique identitaire se déploierait librement sans entrer en confrontation avec aucune autre - achemine la plupart des États occidentaux dans une démarche de conversion où la légitimité pluraliste se substitue à la nationale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le Canada passe désormais pour l'horizon historique que sont prêts à reconnaître la plupart des progressistes occidentaux, comme le soutenait encore récemment John Ibbitson pour qui, dans un siècle, le Canada passera pour un précurseur dans la mise en place d'une société nouvelle, enfin désancrée de sa majorité fondatrice, affranchie de ses traditions et délivrée d'un certain conservatisme culturel qu'ils sont plusieurs à considérer, à la suite de Habermas,

---

<sup>59</sup> . Guglielmo Ferrero, *Pouvoir. Les génies invisibles de la cité*, Librairie générale française, 1988, 315 p.

<sup>60</sup> . Serge Malik, *Histoire secrète de SOS racisme*, 1990, Albin Michel, 185 p.

<sup>61</sup> . Michael Lind, *The Next American Nation. The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, The Free Press, 1995, p.217. Ce que remarquait aussi le juriste Robert Bork qui qualifiait le pluralisme identitaire de « culture dominante » dans la société américaine contemporaine. Robert H. Bork, *Slouching Toward Gomorrah. Modern Liberalism and American Decline*, Regan Books, 1997, p.304.

comme un résidu psychologique d'un passé détestable<sup>62</sup>. Le Canada, qui selon Jacques Attali, serait le « laboratoire de l'utopie »<sup>63</sup>, donnerait en fait l'exemple d'une société où la différence ne causerait plus problème, ni celle causée par l'immigration de masse, ni celle générée par le pluralisme identitaire post-moderne. Plus qu'une communauté politique post-nationale et post-moderne, comme s'en vantait il y a quelques années l'ancien premier ministre Paul Martin<sup>64</sup>, le Canada serait la première société véritablement post-traditionnelle, ce qui passe dans la culture politique progressiste contemporaine pour une marque de succès historique et philosophique.

Cette étatisation de la sociologie antidiscriminatoire dans le processus d'élaboration des politiques publiques n'est certainement pas sans conséquences pour peu qu'on reconnaisse, à la suite de Robert Nisbett, la capacité du politique à produire le social, en configurant les paramètres institutionnels dans lesquels il sera appelé à se déployer dans sa pluralité intrinsèque<sup>65</sup>. Comme le remarquait Gottfried, « as both the protector of designated victims and the sensitizer of consciousness, this expanding central state is authorized to make constant interventions, directly or indirectly, in a wide range of human and commercial relations »<sup>66</sup>. Ainsi l'État recentre désormais à grande échelle ses pratiques de gestion de la diversité sociale en travaillant le plus possible à politiser

---

<sup>62</sup> . John Ibbitson, *The Polite Revolution. Perfecting the Canadian Dream*, M&S, 2005, 270 p. Sur la critique habermassienne du conservatisme culturel, on lira Paul Gottfried, « The Habermassian Moment », *Journal of Libertarian Studies*, vol.19, n.2, Spring 2005, p.51-65.

<sup>63</sup> . Jacques Attali, *Dictionnaire du XXème siècle*, Fayard, 1998, p.63.

<sup>64</sup> . Discours de Paul Martin à l'occasion de sa visite à Washington, D.C, 29 avril 2004, [http://www.pco-bcp.gc.ca/default.asp?Language=F&Page=archivemartin&Sub=speechesdiscours&Doc=speech\\_20040429\\_192\\_f.htm](http://www.pco-bcp.gc.ca/default.asp?Language=F&Page=archivemartin&Sub=speechesdiscours&Doc=speech_20040429_192_f.htm)

<sup>65</sup> . Robert Nisbett, *The Quest for Community. A Study in the Ethics of Order and Freedom*, Institute for Contemporary Studies, 1990, p.89-108. C'est la nature même de cette pluralité qui se métamorphose dans les sociétés post-modernes. « Le grand tournant de l'époque et son tournant le plus grave, c'est qu'au pluralisme des opinions succède le pluralisme des identités ; et la tolérance, c'était la règle sous laquelle on pouvait accepter la diversité des opinions ; la tolérance, aujourd'hui, réclame qu'on accepte la diversité des identités ». « Alain Finkielkraut, entretien Bérénice Levet, « L'intolérance victimaire », *Revue des deux mondes*, novembre-décembre 1999, 378.

<sup>66</sup> . Paul Gottfried, *Multiculturalism and the Politics of Guilt. Toward a Secular Theocracy*, University of Missouri Press, 2002, p.88.

tous les circuits de socialisation. pour ne plus laisser se reproduire les logiques sociales assurant la perpétuation des pratiques discriminatoires, quels que soient les groupes qui seraient ciblés par ses discriminations. Ce sont tous les circuits de socialisation qui doivent être mis sous surveillance, ce qui n'était pas non plus sans surprendre le sociologue Paul Yonnet pour qui « l'idée qu'une société pourrait s'organiser autour d'une conception de l'intégration définie par un cénacle de techniciens et de savants travaillant pour l'administration, fussent-ils les meilleurs, correspondrait à une douteuse ambition théorique de maîtrise politique des processus sociaux »<sup>67</sup>. Dans cette planification administrative d'un social à considérer dans sa totalité, les différentes firmes d'ingénierie sociale incorporées à l'État ne sont certainement pas négligeables. Car ce sont ces firmes, qui servent souvent de relais aux différents mouvements sociaux radicaux qui parviennent à s'y agglutiner formellement en s'y faisant reconnaître comme les interprètes qualifiés des segments de la société qu'ils prétendent représenter. L'actualité québécoise nous en donnait récemment un bel exemple avec la Commission des droits de la personne qui collaborerait formellement avec le mouvement homosexueliste pour élaborer une politique nationale de lutte à l'homophobie, question que le gouvernement n'aborderait probablement pas si ces instances les plus militantes ne l'invitaient à la considérer désormais sur le mode problématique<sup>68</sup>.

Ces dernières années, d'ailleurs, dans la société québécoise, la plupart des politiques majeures centrées sur la lutte aux discriminations et la reconstruction pluraliste de la société ont émané de ces firmes, qu'il s'agisse de la Commission des droits de la personne au Conseil du Statut de la femme, en passant par le Conseil des relations interculturelles, qui s'inscrivent tous dans la continuité juridique et politique de la Charte des droits et libertés de la personne dont elles auraient la responsabilité d'implanter les principes dans toutes les dimensions du social. On pourrait parler sans trop hésiter d'une authentique industrie de la charte appelée à configurer désormais tous les rapports sociaux et à générer potentiellement une identité collective susceptible de fournir une

---

<sup>67</sup> . Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français. L'antiracisme et le roman national*, Gallimard, 1993, p.21.

<sup>68</sup> . Brigitte Saint-Pierre, « Vers une politique nationale de lutte à l'homophobie au Québec », *Le Devoir*, 28 juillet 2006, A4. La même chose peut être dite du mouvement féministe qui est parvenu à institutionnaliser sa perspective dans l'appareil gouvernemental avec le Conseil du statut de la femme, et du mouvement antiraciste, avec le Conseil des relations interculturelles.

nouvelle autoreprésentation d'elle-même à la collectivité. Ces firmes qui, comme nous le disions, servent en fait de relais idéologiques privilégiés pour les mouvements sociaux progressistes dans leur capacité à investir la communauté politique à la fois des finalités dont ils se réclament et de la sociologie sur laquelle ils les assoient, disposent en fait d'une pleine initiative idéologique dans la démocratie contemporaine, au Québec comme ailleurs, dans la mesure où ils parviennent à fournir aux pouvoirs publics l'instrumentation conceptuelle et le savoir technocratique nécessaire à leur redéploiement, ce qui n'est pas sans lien avec la croissance incessante d'une administration publique qui est parvenue, à travers la lutte aux discriminations, à restaurer sa prétention à la planification intégrale du social.

Quoi qu'il en soit, la communauté politique occidentale reconfigure lentement ses paramètres institutionnels autour d'un paradigme de la réparation centré sur une sociologie victimaire qui informe la puissance publique sur l'état de la discrimination envers des groupes historiquement subordonnés auxquels il serait désormais nécessaire de faire une place à part dans la cité en institutionnalisant sur un mode différencié leur participation à la société à travers ses différentes institutions, qu'elles soient publiques ou privées<sup>69</sup>. La sociologie victimaire est indispensable, comme le rappelle Hollander, à la suite de Sykes, à la mise en accusation de la société existante : « the more victims the more deeply flawed the social order »<sup>70</sup>. Pratiquement, c'est autour d'un droit supposé à l'égalité « réelle », que se construit politiquement le multiculturalisme, dont réclameraient la réalisation les différents groupes se considérant sociologiquement coincés et dominés. La discussion contemporaine autour des politiques d'accès à l'égalité, centrées sur la

---

<sup>69</sup> . Daniel Borrillo (dir.), *Lutter contre les discriminations*, Éditions La découverte, 2003, 201 p. Au Québec, le paradigme de la réparation a fait en quelques années un progrès indéniable avec la politisation de l'équité salariale, censée corriger la discrimination systémique du marché du travail envers les femmes. La planification administrative des salaires selon les critères établis par la sociologie féministe plutôt que par les critères économiques générés par le marché est évidemment le corollaire institutionnel de cette politisation radicale des rapports sociaux dans le champ économique. Qu'on en pense du bien ou non, cette mesure qui n'est certainement pas marginale dans la vie politique québécoise de la dernière décennie témoigne de la capacité qu'ont les mouvements sociaux radicaux à cadrer l'État dans un nouvel horizon théorique qui l'influence significativement dans la mise en place de ses politiques publiques. Pour une étude du problème des réparations dans un contexte international, on lira David Horowitz, *Uncivil Wars: The Controversy Over Reparations for Slavery*, Encounter Books, 2006, 147 p.

<sup>70</sup> . Paul Hollander, *Discontents. Postmodern & Postcommunist*, Transaction Publishers, 2002, Charles J. Sykes, *The Decay of the American Character*, St.Martin's Press, 1992

poursuite de la discrimination positive, est symptomatique de l'influence de la sociologie victimaire dans l'élaboration des politiques publiques, dans la mesure où se développe une industrie du grief contre la société appelée à se reconstruire désormais dans la mise en scène permanente de sa pluralité. Ces mesures ne sont d'aucune manière simplement pragmatiques, mais relèvent d'une philosophie sociale qui réactualise une critique sociale radicale ne reconnaissant aucune porte de sortie pour les groupes dominés dans les paramètres d'une société libérale et nationale. C'est la schématique conceptuelle de la sociologie marxiste qui sert de support théorique à la critique des inégalités réelles à corriger en institutionnalisant politiquement des mécanismes d'accès à l'égalité, construits pour se substituer aux circuits traditionnels de la socialisation et de l'ascension sociale, où pourraient se reproduire des pratiques discriminatoires non désirées. D'une certaine manière, on parlera d'une ségrégation à rebours, faite pour corriger structurellement des rapports de pouvoir constitutifs du lien social, ce qui n'est pas sans mener, toutefois, au démembrement administratif de la communauté politique<sup>71</sup>. L'autre monde possible, dont se réclament historiquement les partis socialistes occidentaux, prend la forme d'une société clanique, qui actualise un certain égalitarisme - statistiquement construit selon les dominations dépistées par la sociologie radicale, comme on sait - appelé à politiser les relations sociales sous tous les rapports possibles, comme le remarquait Horowitz, lorsqu'il critiquait la possibilité d'une société centrée sur, sur le « group collectivism, racial preferences, « substantive equality » and moral relativism – these are the rallying theme of contemporary liberals »<sup>72</sup>.

#### *De la troisième voie comme radicalisme*

Comme l'a noté Roger Kimball, dans son essai consacré à l'institutionnalisation de la contre-culture dans la société occidentale – ou pour le dire comme Hollander, « the institutionalization and standardization of the critiques and grievances associated with the

---

<sup>71</sup> . Thomas Sowell, *Affirmative Action Around the World. An Empirical Study*, Yale University Press, 2004, 239 p.

<sup>72</sup> . David Horowitz, *The politics of bad faith. The radical assault on America's future*, Simon & Schuster, 1998, p.3.

1960s [...] <sup>73</sup> -, sur la plupart des questions culturelles et sociales, le radicalisme d'hier est devenu la norme du présent - ce qui rend de plus en plus difficile sa contestation <sup>74</sup>, comme le sentent bien ceux qui cherchent malgré tout à faire apparaître la continuité radicale d'un certain progressisme qui ne s'est rallié aux sociétés libérales qu'à condition de définir son réformisme sur le mode d'une révolution permanente. C'est aussi ce que remarquait David Horowitz dans son essai consacré à la stratégie politique du Parti démocrate américain <sup>75</sup> critiquant particulièrement la représentation foucauldienne de la politique comme poursuite de la « guerre civile » par d'autres moyens <sup>76</sup>, perspective dénoncée par le juriste conservateur Robert Bork, pour qui la nature spécifique du progressisme contemporain se retrouverait dans sa disposition à pratiquer une révolution permanente sans reconnaître un quelconque horizon historique lui permettant de considérer ses principales revendications comme satisfaites <sup>77</sup>. Cette dimension révolutionnaire, pourtant, ne passe plus comme telle dans une démocratie qui se reconnaît de plus en plus dans le portrait qu'en font ses adversaires. Car ce sont les partis officiellement classés au centre-gauche qui s'en réclament, ce qui révèle surtout un déplacement vers la gauche du centre de gravité idéologique des sociétés occidentales <sup>78</sup>. Ce n'est pas un détail de considérer que le progressisme contemporain, qu'on dit recentré et désinvesti pour de bon de toute tentation utopiste ou révolutionnaire, ait récupéré en l'atténuant formellement l'héritage contre-culturel qui est né dans les courants les plus contestataires de la société occidentale. De fait, Alain Besançon s'en faisait le critique en présentant « le tiers-mondisme, le pluriculturalisme, l'immigrationnisme et

---

<sup>73</sup> . Paul Hollander, *Discontents. Postmodern & Postcommunist*, Transaction Publishers, 2002, p.149.

<sup>74</sup> . Roger Kimball, *The Long March. How the Cultural Revolution of the 1960s changed America*, Encounter Books, 2000, 326 p.

<sup>75</sup> . David Horowitz, *How to beat the democrats*, Spence Publishing Company, 2002, p.53

<sup>76</sup> . Michel Foucault, « *Il faut défendre la société* ». *Cours au Collège de France. 1976*, Gallimard/Seuil, 1997, 283 p.

<sup>77</sup> . Robert H. Bork, *Slouching Toward Gomorrah. Modern Liberalism and American Decline*, Regan Books, 1997, 382 p.

<sup>78</sup> . Comme l'écrit d'ailleurs Gottfried qui a particulièrement documenté cette question dans la politologie conservatrice américaine, « the vehicle for this New Leftist engagement has been the European Socialist parties far more than the eroding European Communist ones ». Paul Gottfried, *The Strange Death of Marxism*, University of Missouri Press, 2005, p.82

l'indifférenciation dans les préférences sexuelles » comme les « thèmes actuels de la Révolution »<sup>79</sup>. « In this thematic and programmatic shift, revolutionary economic change has taken a backseat to an ideology of open borders, gay rights, and feminism »<sup>80</sup>. Dans l'histoire particulière de chaque parti de gauche occidentale, il est à peu près possible de retracer le moment où son aile travailliste – ou si on préfère, ouvrière – s'est faite déclasser par son aile progressiste, cette dernière canalisant les luttes ouvertes dans la matrice du radicalisme contre-culturel autour d'un projet politique dont le multiculturalisme, comme le rappelle Dinesh D'Souza, fut le point de ralliement<sup>81</sup>. Or, comme le signalait Éric Conan dans *La gauche sans le peuple*, ces partis progressistes sont plus souvent qu'autrement le lieu de ralliement des classes socialement et culturellement privilégiées dans les sociétés contemporaines<sup>82</sup>. Car on évalue généralement mal la durabilité d'un certain radicalisme contre-culturel désormais normalisé dans les couches supérieures de la population, et plus encore, dans les professions intellectuelles, comme le rappelait pourtant Paul Hollander dans un essai

---

<sup>79</sup> . Alain Besançon in, Éric Brunet, *Être de droite. Un tabou français*, Albin Michel, 2006, p.104

<sup>80</sup> . Paul Gottfried, *The Strange Death of Marxism*, University of Missouri Press, 2005, p.92

<sup>81</sup> . Dinesh D'Souza, *The end of racism*, The Free Press, 1995, p.18. Dans la mesure où c'est aux États-Unis que sont nés la plupart de ces courants contestataires, que le sociologue Alain Touraine a présenté comme les nouveaux mouvements sociaux, il n'est pas inintéressant de rappeler que c'est le parti démocrate américain qui a inauguré cette tendance en 1972 avec la nomination de George McGovern à la candidature présidentielle contre un Richard Nixon qui se réclamait de la majorité silencieuse en rébellion contre cette métamorphose accélérée de l'existence sociale. Plusieurs ont par ailleurs rappelé que le déclassement du Parti démocrate dans la société américaine provient en bonne partie de sa difficulté à se représenter comme une formation politique au service de l'Américain moyen, ce qui en dit beaucoup sur la puissance encore aujourd'hui du radicalisme contre-culturel dans son discours et son organisation politiques. James Nuechterlein, « What's Right With Kansas », *First Things*, march 2005, n.151, p.10-16. Un phénomène semblable est perceptible au Canada, où le Parti conservateur désire reconstruire une majorité durable en canalisant un certain sentiment populaire refoulé loin du discours officiel qui se réclame délibérément d'un dépassement politique de l'héritage historique du pays. Comme l'écrivait ironiquement John Ibbitson, « in truth, there are two Canadas : the old, white one, clinging to the rock and soil of the Shield and Prairies, to Maritime moose pasture and the habitable patches of B.C. interior, a Canada that is resentful and getting poorer ; and the new Canada, polyglot, expansionist, affluent ( or seeking to be ), and in love with Montreal, Ottawa-Gatineau, Toronto, Calgary, Edmonton, Vancouver. The Old Canada is the Canada of the Conservative Party ». John Ibbitson, *The Polite Revolution. Perfecting the Canadian Dream*, M&S, 2005, p.35.

<sup>82</sup> . Éric Conan, *La gauche sans le peuple*, Fayard, 2004, 303 p. Aussi, Christopher Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats, 1996, 264 p.

remarquablement documenté<sup>83</sup>. Cette disponibilité de la classe intellectuelle pour le discours radical n'est assurément pas sans conséquences dans une société aussi dépendante, pour sa planification et son organisation, tant dans les domaines privés que publics, des sciences sociales techniques et appliquées qui configurent en bonne partie l'appareil conceptuel à partir desquelles elles se construisent administrativement et politiquement<sup>84</sup>. La société contemporaine, qui n'a d'appréhension d'elle-même que réflexive, dépend du discours social produit par les acteurs disposant d'un accès privilégié au domaine public et aux instances assurant la production politique du social. Le discours social n'est certes pas sans effets sur les acteurs qui ne le produisent pas d'eux-mêmes, mais ce serait profondément errer que de supposer sa diffusion en profondeur dans certaines couches de la société communiant, plus souvent qu'on ne le désire en certains milieux, aux significations traditionnellement contenues dans les pratiques sociales<sup>85</sup>. Conan résumait ainsi son questionnement : « pourquoi les jeunes et modernes pacés qui font du roller sur les berges de la Seine ont-ils à ce point éclipsé les chômeurs de Firminy et les largués de Moulinex dans les préoccupations de ce Parti socialiste qui dit incarner la gauche »<sup>86</sup>. Ainsi, le Parti socialiste français a renoncé à l'appui des classes populaires pour gagner celui de la gauche culturelle et socialement privilégiée avec le PACS, anticipé par son ralliement à la croisade antinationale de SOS racisme dès le début des années 1980. Conan expliquait ce décrochage populaire en soulignant que « par son histoire récente [...] le renouvellement des générations au sein de cette institution militante a homogénéisé l'origine sociale de ses cadres et de son état-major, pour la

---

<sup>83</sup> . Paul Hollander, *The survival of the adversary culture*, Transactions Books, 1988, p.139-166.

<sup>84</sup> . De là l'importance déterminante des médias dans la construction de l'écran idéologique – aux deux sens du terme – par lequel la société s'aperçoit dans sa relative totalité. Brian Anderson, *South Park Conservatives. The Revolt against Liberal Media Bias*, Regnery Publishing, 2005, 191 p.

<sup>85</sup> . C'est à la classe intellectuelle qu'on portera particulièrement attention car le radicalisme est une affaire de privilégiés, comme le soutenait déjà Roger Kimball dans sa critique de la politisation de l'enseignement supérieur américain, en dénonçant ces « tenured radicals » qui en appellent au renversement de la plupart des conventions sociales, culturelles ou institutionnelles, ce dont s'inquiétait aussi récemment David Horowitz en questionnant directement le contenu politique d'un certain enseignement universitaire centré malgré sa mission officielle sur la lutte idéologique contre la société américaine. Roger Kimball, *Tenured Radicals. How Politics has Corrupted our Higher Education*, Elephant Paperback, 1998, 246 p. , David Horowitz, *The Professors: The 101 Most Dangerous Academics in America*, Regnery Publishing, 2005, 448 p.

<sup>86</sup> . Éric Conan, *La gauche sans le peuple*, Fayard, 2004, p.220.

plupart issus de la haute fonction publique et de la bourgeoisie parisienne »<sup>87</sup>. Ceci n'est pas sans rappeler, comme nous le disions plus haut, la nouvelle stratégie démocrate apparue en 1972 qui consentait délibérément au sacrifice de l'électorat ouvrier traditionnel du Parti pour désormais privilégier une jeunesse étudiante contestataire à coaliser avec les différents groupes minoritaires dans une alliance se réclamant désormais de l'Amérique désarmée, refoulée loin de sa culture dominante, et surtout déterminée, comme l'a reconnu plus tard Bill Clinton, à désinvestir enfin la communauté politique de ce qui rappellerait la présence historique d'une majorité nationale et culturellement conservatrice<sup>88</sup>. C'est aussi le cas du Parti travailliste anglais, qui s'est approprié le rapport Parekh, il y a quelques années, pour défaire la dimension historique du sentiment national britannique<sup>89</sup>. De la même manière, le Parti libéral du Canada s'est fait le promoteur actif d'une vision du pays culturellement progressiste marquée par le pluralisme identitaire et le recentrement du politique autour d'un pouvoir judiciaire gardien et interprète de la Charte des droits et libertés qui constitutionnalise au sens propre la dynamique spécifique à la société des identités en préservant les privilèges culturels et sociaux des acteurs qui s'y reconnaissent et en actualisent toutes les possibilités.

#### *Une croisade antinationale ...*

Comme l'a aisément remarqué Taguieff qui s'en désolait, la passion antinationale est désormais première à gauche, parce qu'elle canalise une série de griefs contre les sociétés occidentales qu'on accuse au mieux d'indifférence à leurs différences, au pire d'hostilité au pluralisme<sup>90</sup>. Dans leur critique du journal *Le Monde*, Cohen et Péan n'ont

---

<sup>87</sup> . Éric Conan, *La gauche sans le peuple*, Fayard, 2004, p.221.

<sup>88</sup> . Ross Douhat, « Theocracy, Theocracy, Theocracy », *First Things*, August/September 2006, n.165, p.29. Sur l'abandon des classes populaires par le Parti démocrate américain, on lira aussi Christopher Lasch, *Le seul et vrai paradis. Une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, Climats, p.481-483. Sur l'antioccidentalisme de l'ancien Président américain Bill Clinton, on lira Thomas F. Madden, « Clinton's Folly », *American Outlook*, Fall 2001, [http://www.americanoutlook.org/index.cfm?fuseaction=article\\_detail&id=1474](http://www.americanoutlook.org/index.cfm?fuseaction=article_detail&id=1474)

<sup>89</sup> . David Willets, « Who do we think we are ? 8 octobre 1998, Lecture given to the Centre for Policy Studies Meeting at the Conservative Party Conference.

<sup>90</sup> . Pierre-André Taguieff, *La république menacée*, Textuel, 1996, 120 p.

pas hésité non plus à qualifier d'antinationale la posture des dirigeants d'un journal dont l'ancien directeur, Edwy Plenel, se réclamait de l'utopie d'un monde « sans patrie ni frontières »<sup>91</sup>. Pour l'opinion progressiste, la nation demeurerait le dernier bastion un peu solide du vieux monde qui se poursuivrait dans le nouveau. C'est une communauté politique inédite qu'il faudra construire, post-nationale, post-démocratique et post-libérale, et pour le dire franchement, complètement détraditionnalisée. Se demandant si la gauche contemporaine pouvait finalement se reconnaître une vocation nationale, John Fonte répondait finalement par la négative, insistant surtout qu'en Europe et en Amérique du Nord, les partis progressistes ne se réclament de l'idée nationale qu'en la décentrant de tout ce qui la particularisait historiquement, de ce qui la différenciait culturellement à partir de contenus traditionnels et institutionnels durables et relativement stables, nécessaires à sa continuité morale et politique.

C'est dans la départicularisation de la communauté politique que se retrouvent ainsi les partis progressistes qui, aux dires de Paul Gottfried, ne sont jamais parvenus à s'approprier le nationalisme ordinaire des sociétés occidentales sinon pour le réinvestir d'un contenu social ou idéologique particulier, appelé à se substituer plus ou moins rapidement à la dimension historique et traditionnelle<sup>92</sup>. Car l'appartenance nationale, surtout lorsqu'elle est traditionnellement définie, n'apparaît désormais plus pour les couches supérieures et très mobiles des sociétés occidentales qu'à la manière d'une entrave à l'aménagement de rapports politiques relâchés et surtout recadrés sur le mode d'une politique mondialisée vue comme indispensable à une époque où la communauté politique ne devrait plus nécessairement recouper une communauté historique. David Frum, dans sa préface à ses écrits sur la possibilité d'un conservatisme canadien, se désolait de la disparition du Canada anglais comme réalité historique, et plus encore, par son remplacement par un pancanadianisme bilingue et progressiste dont le multiculturalisme et l'égalitarisme social seraient les principaux traits distinctifs.

---

<sup>91</sup> . Pierre Péan et Philippe Cohen, *La face cachée du monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Mille et une nuits, 2003, p.439-463.

<sup>92</sup> . Paul Gottfried, *After Liberalism. Mass Democracy in the Managerial State*, Princeton University Press, 1999, p.78.

Social programmes are all very well, in moderation. But they hardly constitute a national identity. Medicare did not climb the cliffs to the Plains of Abraham in General Wolfe's knapsack. [...] Has any group of self-proclaimed patriots ever felt so little interest in the actual traditions of their country as did the liberal nationalists of the 1960' and 1970'. Is it not bizarre to convene symposia on the national identity while systematically wiping away all traces of the past from nation's currency, its post office boxes, even it's flagpoles ? [...] The Canada that sang « The Maple Leaf Forever », that hanged Louis Riel, that listened to blasphemous priests denounce the theory of evolution, that erected statues to Queen Victoria, that volunteered for the trenches [...], that Canada, historical Canada, was erased from our textbooks, its monuments, destroyed its achievements disparaged<sup>93</sup>.

John O'Sullivan, se désolant semblablement de la dénationalisation de l'identité britannique, remarquait que « an applicant for British citizenship of this kind [progressiste] would be applying to join a social democracy supper club »<sup>94</sup>. C'est contre l'idée d'une nécessaire cohésion collective que se définissent les partis progressistes lorsqu'ils plaident en fait pour l'approfondissement du pluralisme au sein de l'identité qu'une société est appelée à se reconnaître. Ce n'est pas sans raison, d'ailleurs, que les partis progressistes se reconnaissent prioritairement, comme le disait officiellement Tony Blair dans les jours qui ont suivi sa première élection, la responsabilité d'en finir avec une représentation de la collectivité encore trop centrée sur ce que l'histoire aurait fait d'elle. Le député britannique Boris Johnson, rattaché au caucus conservateur de la Chambre des communes, se désolait ainsi de la détraditionnalisation d'une identité britannique qui se différencierait davantage par le NHS que par l'héritage monarchique du pays. D'une certaine manière, disait Johnson, l'appel à la construction d'une Cool Britannia n'était rien d'autre qu'un aplatissement programmé de l'Angleterre historique. « For much of their seven years in power, Labour has mounted an assault on what they conceive of as the institutions of Old Britain »<sup>95</sup>, ce qui a convaincu le commentateur conservateur Peter

---

<sup>93</sup> . David Frum, *What's Right. The New Conservatism and what it means for Canada*, Vintage Canada, 1997, p.2-3.

<sup>94</sup> . John O'Sullivan, « The real British disease », *The New Criterion*, vol.24, september 2005, p.16.

<sup>95</sup> . Boris Johnson, *Being British, The 2004 Keith Joseph Memorial Lecture*, Center for policy studies, 2004.

Hitchens que le blairisme n'était finalement rien d'autre qu'une abolition définitive de la Grande-Bretagne<sup>96</sup>.

... *et antidémocratique*

Comme s'en désolait Irving Kristol, le progressisme occidental « aims simultaneously at political and social collectivism on the one hand, and moral anarchy on the other », ce que David Willets reprenait différemment, en se désolant de ce qu'il appelait la vision du monde typique de la gauche européenne : « diversity in everything apart from income and wealth, where egalitarianism rules »<sup>97</sup>. Il n'en demeure pas moins que la question nationale, dans la perspective moderne, est indissociable de celle de la démocratie, de l'institutionnalisation du pouvoir comme lieu de reconnaissance de la cohésion collective, et plus encore, de la possibilité pour un groupe humain d'agir sur lui-même. Cette identité collective reconstruite dans la pluralité des appartenances qui s'y manifesteraient n'est pas sans lien avec ce que Giddens pouvait appeler une demande renouvelée de démocratie par les acteurs sociaux dans la définition d'une collectivité désormais prioritairement configurée par sa pluralité et son adhésion aux valeurs progressistes<sup>98</sup>. On y percevra une forme plus ou moins constitutionnalisée de corporatisme identitaire, conformément à ce que souhaitait un Alain Touraine pour qui « il n'est plus possible, dans nos sociétés, de se dire démocrate sans accepter l'idée de la société multiculturelle »<sup>99</sup>. C'est d'une autre démocratie dont on se réclamera, non plus centrée sur la reconnaissance d'un sujet politique dépositaire de la souveraineté populaire et institutionnalisant la règle majoritaire comme procédure indispensable à la décision collective, mais sur la reconnaissance des différentes identités investies dans le domaine public à consulter prioritairement, ce qui en pousse plusieurs à critiquer la mise en place

---

<sup>96</sup> . Peter Hitchens, *The Abolition of Britain. From Winston Churchill to Princess Diana*, Encounter Books, 2000, 332 p.

<sup>97</sup> . Irving Kristol, *Neoconservatism. The autobiography of an idea*, Ivan R. Dee, 1995, p.486, David Willets, « The Free Market and Civic Conservatism », Kenneth Minogue (dir.), *Conservative Realism. New Essays in Conservatism*, Harper Collins Publishers, 1996, p.85.

<sup>98</sup> . Anthony Giddens, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Polity Press, 1998, p.70-78.

<sup>99</sup> . Alain Touraine, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Fayard, 1997, p.242.

d'un corporatisme identitaire, comme c'était le cas pour Shmuel Trigano, inquiet de la « féodalisation de la communauté politique » provoquée par la « fragmentation du corps politique »<sup>100</sup>. C'est le demos lui-même qui est transfiguré par cette reconnaissance de droits collectifs à certains segments de la population formalisant ainsi leur appartenance différenciée à la communauté politique, ce qui n'est pas sans expliquer en partie l'intérêt renouvelée de la pensée politique contemporaine pour un modèle impérial historiquement appelé à gérer une forme très poussée de pluralisme ethno-culturel. Le prémoderne sert ici de chambre d'incubation au post-moderne. C'est que le pluralisme identitaire et son appel à la reconnaissance des différences dans l'expression de la souveraineté populaire ouvre plus qu'on ne le reconnaît aisément le problème démocratique fondamental, celui du mode de formation de la volonté populaire. Fonte le remarquait en cadrant la problématique de la cultural war à l'américaine dans la question plus ancienne du régime politique.

Talk of a « culture war » [...] is somewhat misleading, because the arguments over transnational vs. national citizenship, multiculturalism vs. assimilation, and global governance vs. national sovereignty are not simply cultural, but ideological and philosophical, in that they pose such Aristotelian questions as « what kind of government is best ? » and « What is citizenship »<sup>101</sup>?

Comme quoi le « multiculturalism is not about inclusion under the same rules; it is about changing the rules : transforming the American polity from a system based on individual citizenship to one based on group rights and group consciousness »<sup>102</sup>. D'ailleurs, le recentrement de la pratique politique autour des Chartes de droits, comme c'est le cas au Canada ou dans l'Union européenne, est indissociable de cette métamorphose de l'idée démocratique où les acteurs de la société civile désirent se

---

<sup>100</sup> . Shmuel Trigano, « Contre la féodalisation de la démocratie », *Le Figaro*, 23 février 2004, p.13

<sup>101</sup> . John Fonte, « Liberal democracy vs. Transnational Progressivism : The future of the ideological civil war Within the West », *Orbis*, Summer 2002, p.465. C'était aussi l'avis de John O'Sullivan qui en appelait au recentrement du conservatisme occidental sur la défense d'une démocratie compromise par le pluralisme identitaire et la métamorphose institutionnelle qu'il enclencherait. John O'Sullivan, *Conservatism, Democracy and National Identity*, Center for policy studies, 1999, p.10.

<sup>102</sup> . John Fonte, « We are all multiculturalists now – book review », *National Review*, 5 mai 1997.

dépendre des instances où s'appliquerait encore une règle majoritaire présupposant l'au moins partielle cohésion du corps politique, pour se rencontrer autour de tribunaux qui leur reconnaissent un droit d'interpellation fondamental nécessaire à la contestation d'une pratique politique trop traditionnelle ne s'ouvrant pas suffisamment au pluralisme identitaire dans le processus de décision publique. C'est ainsi que le Canada qui, encore une fois, se présente comme une société à l'avant-garde, a soustrait la question du mariage homosexuel au parlement fédéral, la chose relevant non plus de la décision politique mais des droits humains, à propos desquels, nous dit-on, nulle discussion ne serait possible. Ce n'est pas non plus une surprise si l'ancien premier ministre Paul Martin a plaidé en 2005 pour la nécessaire abolition de la clause notwithstanding qui, dans la perspective d'une arrivée au pouvoir du parti conservateur, pourrait servir, disait-on, à priver certaines minorités de leurs droits, au nom d'une majorité réfractaire au pluralisme identitaire<sup>103</sup>.

#### *Reconnaissance ou barbarie*

C'est en soustrayant au corps électoral les questions qui se présentent à l'opinion progressiste comme relevant des « droits humains » que la communauté politique contemporaine se métamorphose en se désinvestissant de son principe démocratique. La nouvelle élite « view their mission as preserving civilization from a barbarian majority motivated by bigotry, racism, sexism, xenophobia, irrational sexual morality and the like »<sup>104</sup>. Jacques Beauchemin se le demandait : « laisserons-nous désormais la rectitude politique et l'imperium des chartes de droits décider d'avance de l'issue de [ questions comme le mariage homosexuel ]<sup>105</sup>? Hélas, oui. Désormais, le pouvoir judiciaire incarnant le centre institutionnel de la société des identités domine une démocratie représentative en tutelle toujours disposée à accueillir autour d'un projet politique le conservatisme culturel encore majoritaire dans les milieux populaires. Ceux qui n'en finissent plus d'appréhender une poussée populiste canalisant la dissidence populaire

---

<sup>103</sup> . Hélène Buzzetti, « Coup d'éclat de Martin, Le premier ministre promet d'abolir la clause dérogatoire incluse dans la Charte », *Le Devoir*, 10 janvier 2006, A1.

<sup>104</sup> . Robert Bork, *Coercing Virtue. The Worldwide Rule of Judges*, The AEI Press, 2003, p.137.

<sup>105</sup> . Jacques Beauchemin, « Défendre la société comme être-ensemble », *Argument*, vol.8, n.1, 2005, p.149.

contre cette représentation post-traditionnelle de la société révèlent en fait la profonde méfiance de l'opinion progressiste pour une majorité populaire potentiellement disposée à se rallier à ceux qui politiseraient leur dissidence avec l'air du temps. Mais cette sacralisation des droits minoritaires dans une démocratie démonisant son ancienne représentation suscite dans les profondeurs de l'imaginaire social une crise des institutions destructrice d'un lien civique aminci en pleine décomposition. Marc Crapez reconnaissait le déploiement contemporain d'un « sentiment de dépossession de la décision démocratique »<sup>106</sup>. Ce dernier serait causé par le désinvestissement de toutes les préoccupations populaires d'un domaine public dominé par la rectitude politique, forme contemporaine de censure politique mise en place pour empêcher la renaissance des questions susceptibles de restaurer l'ancienne philosophie du politique et l'idéal d'une communauté nationale et démocratique autour de laquelle elle s'articulait<sup>107</sup>. Pour le dire autrement, le politiquement correct – ou la rectitude politique, les deux expressions ont cours – sert d'orthodoxie idéologique préservant la révélation pluraliste de tous ceux qui réactualiseraient le conservatisme culturel des populations occidentales cherchant à renverser l'État multiculturaliste par une majorité populaire canalisée autour d'une formation politique s'en donnant le programme. Car plus qu'une simple idéologie parmi d'autres, le multiculturalisme se présente comme une « religion politique »<sup>108</sup> avec son clergé particulier, qui se donne droit, à la manière de « maîtres censeurs »<sup>109</sup>, de multiplier les « rappels à l'ordre »<sup>110</sup> à ceux qui affichent un peu trop fort leur dissidence, situation que Jean Sévillia n'hésite pas à présenter comme du « terrorisme intellectuel »<sup>111</sup>. De cette disposition contemporaine à la stigmatisation publique des incroyants, les exemples

---

<sup>106</sup> . Marc Crapez, *Naissance de la gauche*, Éditions Michalon, 1998, p.236.

<sup>107</sup> . Marc Crapez, *Naissance de la gauche*, Éditions Michalon, 1998, p.236. Pour le dire aussi comme Marcel Gauchet, « l'image qui s'impose est celle d'une dépossession », Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard 2002, p.220.

<sup>108</sup> . Paul Gottfried, *The Strange Death of Marxism*, University of Missouri Press, 2005, p.118-141.

<sup>109</sup> . Élisabeth Lévy, *Les maîtres censeurs. Pour en finir avec la pensée unique*, Lattès, 2002, 408 p.

<sup>110</sup> . Daniel Lindenberg, *Rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Seuil, 2002, 94 p.

<sup>111</sup> . Jean Sévillia, *Le terrorisme intellectuel*, Perrin, 2004, 301 p.

ne manquent pas, en France comme aux États-Unis, et même aussi, et peut-être surtout au Québec. Une anthropologue québécoise n'hésitait même pas à affirmer qu'on ne naît pas « raciste, ou sexiste, ou classiste, ou de droite », le recouplement du dernier terme au trois premiers révélant une intention nette de discréditer la possibilité même d'une dissidence conservatrice avec l'idéal progressiste de la société multiculturelle<sup>112</sup>. Pour le dire comme Paul Gottfried, dans la mesure où certaines questions fondamentales seraient désormais sous la surveillance des zélotes du politiquement correct, « today, the Center Left criticizes the Center Right for being objectively racist, sexist, or homophobic, that is, for not being sufficiently supportive of compensatory justice and affirmative action »<sup>113</sup>. Dans quelques autres textes adressés aux journaux, Labelle se désolait des représentations stéréotypées des différentes communautés minoritaires présentées par les médias et en appelait à une meilleure discipline pluraliste des journalistes, à défaut d'une action gouvernementale suffisamment coercitive pour purger complètement le discours social des traces de racisme qui s'y manifesteraient encore. La simple représentation de réalités sociales contraires à la pleine acceptation du pluralisme identitaire aurait désormais une dimension potentiellement criminelle<sup>114</sup>.

Cette criminalisation progressive de la dissidence avec le pluralisme, qu'on peut retracer dès la première sociologie américaine de l'École de Francfort, passe en fait pour nécessaire chez ceux qui ne désirent d'aucune manière réinvestir dans la discussion publique ce qu'ils considèrent plutôt comme autant de tabous scellant leur emprise sur le domaine politique et les institutions qui le délimitent. Cette mise en scène d'une nouvelle légitimité par la définition de certains interdits passe en fait par la fascisation conceptuelle et rhétorique des idées encore hier majoritaires mais désormais infréquentables à moins de consentir à la marginalisation politique. Paul Gottfried remarquait en fait que la sociologie progressiste contemporaine « constructed a definition of « fascism » that could be extended rhetorically to anything deemed unprogressive or insensitive »<sup>115</sup>. On dira la

---

<sup>112</sup> . Micheline Labelle, « Non, le racisme n'est pas naturel », *Le Devoir*, 22 mars 2001, A7.

<sup>113</sup> . Paul Gottfried, *Multiculturalism and the Politics of Guilt. Toward a Secular Theocracy*, University of Missouri Press, 2002, p.3.

<sup>114</sup> . Micheline Labelle, « Un cliché déplacé », *Le Devoir*, 20 septembre 2005, A6.

<sup>115</sup> . Paul Gottfried, *The Strange Death of Marxism*, University of Missouri Press, 2005, p.78.

même chose de la plupart des concepts qui servent aujourd'hui à thématiser la lutte aux discriminations, comme le racisme, le sexisme ou l'homophobie, dont la définition recoupe souvent désormais tous les comportements sociaux traditionnels qu'on présentera désormais comme autant de pathologies sociales. Gottfried parle ainsi d'une « pathologisation de la dissidence » par apport aux acquis de l'héritage contre-culturel<sup>116</sup>, ce que suggère d'ailleurs le vocabulaire de la sociologie antiraciste contemporaine qui prétend « dépister » le racisme à travers les pratiques sociales contemporaines. Comme l'écrit Paul Gottfried :

tolerance, understood as glorifying the foreign and the anti-Western, is different from courtesy to strangers. It is an expression of ancestral self-rejection, like the zeal of those Romans who upon joining the urly church turned against their pagan heritage entirely. Although Christianity came to terms eventually with the imperial establishment, multicultural political religion may not make peace with what it fails to transform<sup>117</sup>.

C'est ce que disait à sa manière Finkelkraut en soutenant que la société des identités était animée par une logique du « tout ou rien »<sup>118</sup>. Le multiculturalisme n'est pas là pour amender une société devant s'accommoder des prétentions minoritaires investies dans le domaine public mais bien pour se substituer à tout ce qui la fondait et l'organisait.

#### *Le retour des classes sociales*

C'est réellement à l'avènement d'une nouvelle religion politique qu'assistent les sociétés occidentales. Si, comme l'écrit Marcel Gauchet, « la suprême fonction politique est de donner à la collectivité le sentiment d'une prise sur son destin », les années actuelles sont indéniablement celles d'une profonde dépolitisation de la démocratie

---

<sup>116</sup> . Paul Gottfried, *After Liberalism. Mass Democracy in the Managerial State*, Princeton University Press, 1999, p.102.

<sup>117</sup> . Paul Gottfried, *The Strange Death of Marxism*, University of Missouri Press, 2005, p.134-135.

<sup>118</sup> . Alain Finkelkraut, entretien Bérénice Levet, « L'intolérance victimaire », *Revue des deux mondes*, novembre-décembre 1999, 378

occidentale, une donnée centrale dans l'analyse que fait Beauchemin de la société des identités. Mais plutôt qu'une dépolitisation, comme on nous le suggère – car la société des identités repose en fait sur une surpolitisation centrée sur l'étatisation de tous les rapports sociaux, comme on sait –, on parlera plutôt d'un redéploiement post-démocratique du politique, au point où les questions déterminantes pour la mise en forme de la société apparaissent définitivement hors de portée d'un corps électoral n'étant plus sérieusement consulté sur les problèmes qu'il croit pourtant prioritaire. « Democracy and the rule of law are underminud while the culture is altered in ways the electorate would never choose »<sup>119</sup>. Et comme le remarquait d'ailleurs Gertrude Himmelfarb, « in poll after poll, even at the height of economic prosperity, a great majority of the American people ( as many two-thirds to three-quarters ) identify « moral decay » or « moral decline « as one of the major problems, often the major problem, confronting the country »<sup>120</sup>.

Mais si c'est le sentiment d'un déclin collectif qui habite désormais la conscience historique des sociétés occidentales, on l'expliquera d'abord par le sentiment de désagrégation de la communauté politique qu'aucun discours raisonnable ne parvient à exprimer durablement autour d'un offre politique susceptible de canaliser la permanence de ces valeurs nationales et traditionnelles. Le souci pour la cohésion nationale et culturelle de la collectivité est encore une préoccupation dominante dans la plupart des sociétés occidentales, bien qu'on l'aperçoive difficilement tant le domaine public ne semble disposé à la relayer qu'en la présentant comme une peur de l'avenir, de l'étranger ou un refus du progrès. Or, le déploiement du multiculturalisme n'est pas envisagé sur le mode d'une nécessaire pluralisation des pratiques sociales mais plutôt comme une fragmentation de la société qui transgresse le patriotisme le plus élémentaire qui n'accepte jamais véritablement l'écartèlement des appartenances dans une société. C'est ce qu'écrivait Hollander lorsqu'il soutenait que le « multiculturalism [ ... ] could have a long term corrosive effect on social-national cohesion as it instructs people to forget that

---

<sup>119</sup> . Robert Bork, *Coercing Virtue. The Worldwide Rule of Judges*, The AEI Press, 2003, p.6

<sup>120</sup> . Gertrude Himmelfarb, *One nation, Two Cultures. A searching Examination of American Society in the Aftermath of Our Cultural Revolution*, Alfred A. Knopf, 2001, p.20-21

they are Americans first ( and therefore owe allegiance to the nation ) and members of racial-ethnic, gender or sexual identity group second »<sup>121</sup>.

En fait l'adhésion au registre des valeurs portées par le pluralisme identitaire, est désormais un signe assez certain de différenciation sociale, comme le remarquait encore Éric Conan, pour qui l'appel à une société diversifiée, festive, éclatée, tolérante envers les différents styles de vie, caractérise surtout une élite privilégiée, qui n'assume généralement pas les coûts de la fragmentation sociale et de la perte de cohésion collective, surtout perceptibles dans les milieux sociaux plus fragilisés, ou déconsidérés culturellement<sup>122</sup>. Plusieurs commentateurs conservateurs l'ont d'ailleurs remarqué, en soulignant à grands traits que la cultural war se calquerait sur une plus classique lutte des classes telle que la sociologie aristotélicienne la reconnaissait déjà au centre de tout conflit politique. Le juriste Robert Bork écrivait que « the culture war [ ... ] is also a class war »<sup>123</sup>, affirmation qu'approfondissait Irving Kristol en affirmant que « [t]he real class war in this country today is between the cultural conservatives, otherwise known as social conservatives, mainly in the working and lower-middle class, and the cultural left in the higher-paid and more economically secure professions »<sup>124</sup>. Sur la plupart des questions morales symbolisant les acquis sociaux du radicalisme contre-culturel, l'opinion dans les démocraties occidentales se clive aisément selon l'appartenance sociale, ce que met en

---

<sup>121</sup> . Paul Hollander, *Discontents. Postmodern & Postcommunist*, Transaction Publishers, 2002, XXXV. Dans son appel à reconstruire le républicanisme post-bushien autour d'un programme idéologique dépassant la seule coalition entre le conservatisme moral et le conservatisme fiscal, John Fonte rappelait la persistance d'un sentiment national durable à partir duquel travailler à nouveau une cohésion collective à l'américaine. John Fonte, « Homeland Politics : From the Cold War to 9/11, conservatism had been portrayed as resting on two pillars : economic conservatism and social conservatism. Don't forget the third », *National Review*, 2 juin 2003. L'apparition de la sociologie néoconservatrice dans la pensée américaine a d'ailleurs trouvé sa première cause dans la conscience de plus en plus vive chez certains intellectuels jusque là progressistes d'une implosion de la fabrique sociale susceptible d'affaiblir la culture pourtant indispensable à la préservation d'une communauté politique démocratique. Ce ne sont pas d'abord des raisons économiques mais culturelles et démocratiques qui ont suscité le ralliement des néoconservateurs à la droite américaine. Norman Phodoretz, *My love affair with America. The cautionary tale of a cheerfull conservative*, The Free Press, 2000, 248 p.

<sup>122</sup> . C'est ce que Marcel Gauchet appelait « les mauvaises surprises d'une oubliée : la lutte de classes ». Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002, p.207-228

<sup>123</sup> . Robert Bork, *Coercing Virtue. The Worldwide Rule of Judges*, The AEI Press, 2003, p 4

<sup>124</sup> . Irving Kristol, *Neoconservatism. The autobiography of an idea*, Ivan R. Dee, 1995, p.371

relief le sociologue Peter Berger lorsqu'il rappelle que « the struggle over abortion most sharply illuminates the class aspect of the larger culture war. [...] The same class dynamic is visible in other areas of conflict – notably in the debates over feminism and the gay movement, over affirmative action, and over multiculturalism »<sup>125</sup>. Cette résurgence d'un conflit de classe autour des questions culturelles s'est concrétisé politiquement dans la montée des partis conservateurs occidentaux qui ont été capables d'assumer une interprétation suffisante de ce conflit naissant et d'en assurer la mise en scène politique.

Car c'est faire erreur que d'interpréter la renaissance du conservatisme occidental depuis la mi des années 1970 comme un déploiement incessant du néolibéralisme qui démontrerait étape par étape les différentes expériences social-démocratiques occidentales. D'abord parce que cet aplatissement des institutions providentialistes n'a pas eu lieu – du moins pas tel qu'on l'entend généralement<sup>126</sup>. Mais surtout parce que c'est à partir d'un tout autre programme que les différents partis conservateurs sont parvenus à se hisser au pouvoir, comme le remarqueront ceux qui porteront attention aux campagnes électorales assez déterminantes qui assurent la périodisation de la démocratie occidentale sur un quart-de-siècle. Kevin Phillips anticipait d'ailleurs dès la fin des années 1960 l'apparition d'une nouvelle majorité conservatrice aux États-Unis avec la coalition possible des segments de l'électorat en situation d'aliénation par rapport à la montée de la contre-culture dans une jeunesse étudiante et progressiste refusant la conscription et le service du pays en se drapant dans un pacifisme de circonstance intellectualisant plus ou moins son antiaméricanisme viscéral<sup>127</sup>. C'est David Frum qui rappelait dans son histoire de la décennie radicale que c'est en canalisant l'hostilité manifeste de l'Amérique moyenne à

---

<sup>125</sup> . Peter L. Berger, « Democracy and the Religious Right », *Commentary*, January 1997, vol. 103, no.1, p. 55

<sup>126</sup> . Comme l'a écrit David Frum, il est possible de parler de l'échec du pari reaganien, dans la mesure où l'administration républicaine n'est aucunement parvenue à défaire l'État social tel qu'il est progressivement élaboré depuis le New Deal et tel qu'il s'est surtout radicalement redéployé. David Frum, *Dead Right*, Basic Books, 1995, p.32-77. Pour une perspective politologique sur la question, on lira le remarquable ouvrage de Larry M. Schwab, *The Illusion of a Conservative Reagan Revolution*, Transaction Publishers, 1991, 243 p. Comme l'écrivait Andrew Busch, aucune administration républicaine, n'est parvenue à stopper la croissance d'un providentialisme en tous points semblable à l'État social ailleurs présent en Occident. Andrew . E Busch, « After Compassionate Conservatism », *Claremont Review of Books*, volume VI, n.3, Summers 2006, p.31.

<sup>127</sup> . Kevin Phillips, *The Emerging Republican Majority*, Arlington House, 1969, 482 p.

la contre-culture que Richard Nixon est parvenu dès 1968 à révéler politiquement la dissidence profonde des classes moyennes et populaires et à se hisser au pouvoir malgré l'adhésion des élites à la philosophie progressiste<sup>128</sup>. Dissidence primordiale et fondatrice, en un sens, de ce conservatisme appelé à former le parti majoritaire en Occident pour peu qu'il centre désormais son programme non plus seulement sur sa dimension économique, mais aussi culturelle et politique, à partir d'une polarisation le plus longtemps possible maintenue entre la nouvelle élite assumant son intention de sortir des paramètres traditionnels de la société occidentale et une majorité populaire désireuse d'y demeurer. On remarquera d'ailleurs que Ronald Reagan a canalisé le conservatisme américain autour d'un nationalisme assumé et militant – « the central theme of Reagan's rhetoric was patriotism » - ce que soulignait D'Souza, en rappelant de quelle manière le candidat républicain « redefined the message of the Republican party to make it appealing to a majority of middle-and-working class Americans »<sup>129</sup>. America's Back, le slogan reaganien de sa première campagne présidentielle, a bien symbolisé la portée d'un appel au patriotisme d'un pays qu'on présentait pourtant déjà comme rallié à la contre-culture de ses contestataires se présentant comme l'avant-garde éclairée du progrès.

« L'expérience transculturelle décrite par les post-modernes n'est pas l'expérience vécue par la majorité des hommes et des femmes de notre époque. L'intégration des différences dans des univers de sens, dans des représentations collectives reste encore un fait essentiel pour la vaste majorité des modernes »<sup>130</sup>. C'était aussi le constat central du dernier essai de Samuel Huntington consacré à la dénationalisation par le haut d'une société américaine à laquelle il désirait préserver son particularisme historique. « A major gap is growing in America between its increasingly denationalized elites and its « Thank God for America » public »<sup>131</sup>. Huntington

---

<sup>128</sup> . George Will, « Foreword » in Stephen Macedo (ed.), *Reassessing the Sixties. Debating the Political and Cultural Legacy*, W.W. Norton & Company, 1997, p.3-8.

<sup>129</sup> . Dinesh D'Souza, *Ronald Reagan. How an ordinary man became an extraordinary leader*, The Free Press, 1997, p.73.

<sup>130</sup> . Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Québec-Amérique, 2002, p.57.

<sup>131</sup> . Samuel P. Huntington, *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity*, Simon & Schuster, 2004, p.264.

n'hésitait pas non plus à généraliser cette dualisation des allégeances au sein des sociétés occidentales à la plupart d'entre elles. « Nationalism is alive and well in most of the world. Whatever the disaffection of elites, most people in most countries are patriotic and identify strongly with their country »<sup>132</sup>. De la même manière, le récent référendum sur la constitution européenne, en France, a révélé toute l'ampleur du conflit entre une élite ralliée à l'idéal d'une communauté politique européenne et un sentiment populaire très majoritairement français et peu enclin à brader la souveraineté nationale contre une forme plus ou moins avancée d'europhisme fédéralisé et féodalisé<sup>133</sup>. Pour le dire comme Benoît Dubreuil :

chacun peut choisir son expression favorite : la « société contre l'État », la « France d'en haut contre la France d'en bas » ou le « pays réel contre le pays légal ». Les opposants au traité ne peuvent plus être accusés de démagogie : le oui s'élève à 66% à Paris et atteint des majorités entre 70 –80% dans les neuf premiers arrondissements. À l'inverse, le non recueille 65 % dans les bastions socialistes du Nord-Pas-de-Calais, de Picardie ou de Haute-Normandie<sup>134</sup>.

La société québécoise n'est pas un cas à part. Le débat ésotérique sur la reconstruction de l'identité québécoise, postérieur au référendum de 1995, est révélateur de cette béance entre la définition que les cosmopolites aux commandes du mouvement souverainiste ont voulu donner de l'appartenance au Québec et la manière dont cette appartenance se traduisait sociologiquement et culturellement. D'ailleurs, un des principaux théoriciens de la nouvelle nation québécoise, Gérard Bouchard, en faisait difficilement le constat, tout en culpabilisant la majorité française de ne pas s'être suffisamment convertie aux exigences du multiculturalisme : « il semble parfois que la population francophone de souche n'a pas complété son apprentissage dans le rôle d'une majorité démocratique,

---

<sup>132</sup> . Samuel P. Huntington, *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity*, Simon & Schuster, 2004, 273.

<sup>133</sup> . Jean-Marc Ferry, *La question de l'État européen*, Gallimard, 2000, 322 p.

<sup>134</sup> . Benoit Dubreuil, « Le Québec doit-il se réjouir du Non français et néerlandais ? », *L'Action nationale*, juin 2005, p.12. Aussi, Rodney Leach, « The people vs. the E.U », *The New Criterion*, vol.24, september 2005, p.24

sensible à la réalité interculturelle »<sup>135</sup>. Ce qui nous ramène à notre constat primordial : même les partisans du pluralisme identitaire le reconnaissent, la conscience nationale demeure majoritaire, surtout dans les classes moyennes et populaires qu'on a pourtant soumis aux nombreuses politiques de reconstruction identitaire. Comme quoi la durabilité du sentiment national comme manifestation achevée du conservatisme culturel occidental n'est pas en doute : c'est contre lui que militent les multiculturalistes. Tout nous autorise à conclure à l'échec de la politique multiculturaliste dans sa dimension thérapeutique. Les nations historiques existent encore.

\*\*\*

Quoi qu'il en soit, dans la société contemporaine, si la démocratie contemporaine se configure désormais dans les paramètres dominants d'un pluralisme identitaire qui lui sert de philosophie publique, il n'en demeure pas moins difficile d'en faire une pleine éthique sociale qui investirait tous les rapports sociaux, pour peu qu'on assume la dimension forcée de son implantation politique et de la lutte idéologique de tous les instants qui l'accompagne. C'est qu'il est indispensable d'admettre la dimension polémique de la politique multiculturaliste, dont on ne peut ni ne doit naturaliser l'avènement, en assurant le plus possible, surtout dans une perspective sociologique, la mise en scène de son déploiement, à la fois celle des forces qui l'avancent et celles qui cherchent à l'endiguer. Car à sa manière, on le voit bien, le problème du pluralisme identitaire, et de la perception qu'on s'en fait – ouverture à la différence ou fragmentation de la cité – est en voie de devenir le principal clivage dans la politique contemporaine, sans pour autant apparaître comme tel pour l'instant tant le dévoilement politique de ce clivage semble difficile à assurer. Ce qu'on appelle de plus en plus souvent la faille atlantique qui séparerait l'Europe social-démocrate et post-nationale d'une Amérique attachée à la dimension traditionnelle de son identité et de sa souveraineté est en bonne partie causée par le sentiment qu'ont les progressistes de rencontrer aux États-Unis une résistance organisée au progressisme transnational par lequel les europhiles et eurocrates prétendent créer une appartenance spécifiquement européenne. Les États-Unis demeurent encore aujourd'hui la principale cible d'un certain progressisme qui y retrouve, comme l'affirmait encore récemment Jean-Philippe Chartré, la contre-image de ce que devrait

---

<sup>135</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.77

être une société assumant doucement sa désoccidentalisation<sup>136</sup>. Ce serait faire erreur que de ne rien percevoir d'autre dans l'antiaméricanisme renaissant qu'une disposition critique envers la dernière superpuissance. Plus profondément, l'antiaméricanisme révèle la permanence du conflit autour de l'héritage contre-culturel et de ce qu'il représente pour l'avenir des sociétés. Sans trop prophétiser, on peut aisément croire que chacune à leurs façon, les sociétés occidentales disposent encore du capital culturel et symbolique nécessaire à l'articulation philosophique et politique d'un conservatisme centré sur la préservation des nations historiques et de la démocratie libérale par laquelle elle s'exprimait. Qu'on le souhaite ou non, l'avènement du multiculturalisme sera probablement la grande question à partir de laquelle s'écrira dans les prochaines années l'histoire de la démocratie occidentale.

---

<sup>136</sup> . Jean-Philippe Chartré, « Tocqueville voterait-il pour Bush ? », *Le Devoir*, 22 avril 2006, B 6. Jeremy Rifkins, *Le rêve européen. Ou comment l'Europe se substitue peu à peu à l'Amérique dans notre imaginaire*, Fayard, 2005, 563 p.

## CHAPITRE DEUX

### UN SOUVERAINISME SANS NATIONALISME : LA DÉNATIONALISATION DU SOUVERAINISME QUÉBÉCOIS

*À la base de l'activité des révolutionnaires et des hérétiques de tout genre gît cette conviction monstrueuse : ce que nous détruisons peut se remplacer, nous avons quelque chose à mettre à la place.*

*Gabriel Marcel*

Risquons l'hypothèse facile, elle n'en demeure pas moins la plus probable. Depuis le 30 octobre 1995 et la déclaration de Jacques Parizeau, la « crise » de la conscience collective, propre aux sociétés de la modernité tardive, a pris au Québec des allures de psychodrame, comme si le vieux fond malade de l'imaginaire canadien-français, pétri dans la honte de soi et l'angoisse de la disparition, avait soudainement refait surface avec la réapparition de la défaite sur une question existentielle<sup>137</sup>. Comme si la mauvaise conscience occidentale, un temps endiguée par l'intensité des débats relatifs à la question nationale et la présence partout visible de la mémoire francophone dans l'espace public, s'était d'un coup déversée dans l'imaginaire collectif, à tout le moins, celui d'une certaine couche de la population d'autant plus susceptible de remâcher les mots codés du multiculturalisme qu'elle y a vu une preuve manifeste de son propre cosmopolitisme. Ouvrages et articles se sont multipliés, chaque fois pour faire la preuve de l'ouverture du nationalisme francophone, pour manifester son refus de « l'ethnocentrisme » et de « l'exclusion », pour témoigner de son affranchissement des réflexes « ethniques » et « xénophobes » qui l'auraient caractérisé plus ou moins explicitement, à tout le moins qui l'auraient maintenu dans une équivoque à désormais dissiper<sup>138</sup>. L'actualité politique récente est là pour nous rappeler à quel point les élites souverainistes sont devenues sensibles à la moindre accusation d'ethnocentrisme dans la

---

<sup>137</sup> Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p.49.

<sup>138</sup> Parmi ces ouvrages d'intellectuels ouvertement souverainistes, on rappellera les plus programmatiques : Claude Bariteau, *Québec, 18 septembre 2001*, Québec-Amérique, 1998, Michel Seymour, *La nation en question*, L'Hexagone, 1999, Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999.

définition du « nous » national<sup>139</sup>. L'élection québécoise de 2003 en a donné encore une fois l'illustration quand le président du Parti Québécois s'est confondu en excuses et explications pour sortir du piège que lui avait tendu le chef libéral lors du débat télévisé. Tout comme lors de l'avant-dernière élection fédérale, celle de 2004, quand le Bloc Québécois et son chef ont emprunté une rhétorique qui n'avait rien à envier au multiculturalisme fédéral pour définir la nation québécoise comme société pluraliste aux valeurs progressistes –les valeurs québécoises, décalque souverainiste des valeurs canadiennes mises de l'avant par le Parti libéral du Canada- si bien affirmées qu'il apparaîtrait ridicule de faire appel à la mémoire francophone et à la conscience historique dans laquelle elle est investie pour la caractériser.

C'est le grand débat sur l'identité québécoise qui sollicite depuis une dizaine d'années l'intelligentsia souverainiste. Par un programme d'ingénierie identitaire, il faudrait créer une nouvelle nation québécoise<sup>140</sup>. D'un modèle, périmé, on passera à un autre, désirable, parce que correspondant à la réalité complexe de la société contemporaine. À la suite des autres sociétés occidentales, le Québec est appelé à refaire la communauté politique en la décentrant de la nation fondatrice qui l'investissait de son particularisme historique distinctif<sup>141</sup>. Un mot s'est rapidement imposé : il faudrait être nationaliste civique. La plupart ont pris l'étiquette, pour éviter la mauvaise réputation. Il ne s'agit plus seulement de rappeler que les Canadiens-français se désignent désormais comme Québécois, indiscutablement « l'une des réussites les plus notables du nationalisme québécois [...] » de la Révolution tranquille, affirme Christian Dufour. On tâchera de convaincre les Québécois que leur identité n'est plus la même, même si le vieux fond du nationalisme francophone en déforme encore l'expression dans ses

---

<sup>139</sup> . Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Québec-Amérique, 2002, p.259.

<sup>140</sup> . Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Québec/Amérique, 2000. Pour une synthèse du débat sur la nation, on lira l'essai un peu scolaire mais néanmoins pratique de Geneviève Mathieu, *Qui est Québécois ? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*, VLB éditeur, 2001, Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, 210 p.

<sup>141</sup> . « À bien y penser, avançait Jean-Pierre Charbonneau au lendemain de l'échec référendaire, on pourrait peut-être chercher à transcender les divers nationalismes par un authentique patriotisme québécois partagé par des femmes et des hommes qui doivent solidairement coexister dans le même demeure, le Québec d'aujourd'hui ». Jean-Pierre Charbonneau, « Transcender les nationalismes ethniques par un authentique patriotisme », *La Presse*, 5 décembre 1995, B3.

manifestations les plus populaires<sup>142</sup>. Certes, les mieux disposés envers une certaine sociologie des pratiques identitaires ne pouvaient faire autrement que reconnaître la persistance d'une définition de l'identité québécoise à partir de celle de sa majorité française - encore en 1999, la direction bloquiste était confrontée à l'évidence du communautarisme franco-québécois et de ses réticences à une pleine conversion au pluralisme identitaire.

Est Québécois ou Québécoise celui qui vit sur le territoire du Québec. Cette définition est inclusive. Elle associe l'identité québécoise au fait d'appartenir à une même communauté politique. Elle fait reposer cette identité sur la citoyenneté. Cependant, cette conception n'est pas complètement intériorisée par la population. Il subsiste encore une perception encore trop largement répandue selon laquelle être Québécois veut dire : « Québécois francophone de souche », ou encore d'origine canadienne-française<sup>143</sup>.

Ce qui est une manière comme une autre d'affirmer que la société québécoise ne serait pas encore véritablement consciente de son identité telle que voudraient la lui révéler ceux qui prêchent pour la création d'une identité québécoise nouvelle n'ayant plus rien à voir avec celle s'étant déployée historiquement, que les Québécois seraient dépositaires d'une identité plurielle et métissée à faire apparaître socialement, même si elle ne serait encore qu'à l'état de projet. Le travail politique du mouvement souverainiste devant prendre l'allure d'une grande corvée nationale de pédagogie pluraliste, pour apprendre aux Québécois que leur identité ne serait plus la même, qu'elle aurait changé, à tout le moins, qu'elle devrait changer, et que cette conversion, nécessaire, devrait se faire contre les vieux préjugés francophones définissant à la nation des frontières antérieures à celles instituées par le droit. Pour éviter la prolongation de l'amalgame entre l'identité québécoise et celle de la majorité historique française, on parlera désormais des Québécois et Québécoises de toutes origines. La modernisation identitaire de leur option est désormais la première préoccupation des souverainistes, qui travaillent à formuler un projet susceptible d'exprimer non plus les revendications historiques des francophones

---

<sup>142</sup> . Christian Dufour, *Le défi québécois*, L'hexagone, 1989, p.91. Passage qui est, selon Joseph Facal, « l'évolution sociologique la plus massive des 40 dernières années ». Joseph Facal, « Un homme et son péché », *Le Devoir*, 12 décembre 2003, A9.

<sup>143</sup> . Bloc Québécois, *Chantier de réflexion sur la citoyenneté et la démocratie*, La souveraineté pour le monde à venir, avril 1999, p.6.

mais celles d'une société moderne parce que multiculturelle, et multiculturelle parce que moderne, pluraliste et ouverte sur le monde, qui exprimera sa différence collective sans passer par le nationalisme traditionnel de sa majorité française – qui se convertira au cosmopolitisme intérieur, comme le suggérait Anthony Giddens dans son programme intellectuel pour une nouvelle gauche<sup>144</sup>. Ce sont de grands pans historiques du nationalisme québécois qui sont condamnés par les souverainistes eux-mêmes. On traitera indistinctement par ailleurs le vieux nationalisme canadien-français et le néonationalisme formulé dans la dynamique de la Révolution tranquille, les deux s'alimentant, quoique à des sources idéologiques bien distinctes, à une même conscience historique qu'on travaille plutôt à refouler du discours officiel pour définir progressivement un souverainisme sans nationalisme – si on préfère, un souverainisme dénationalisé.

#### *Dénationaliser le souverainisme*

Sur dix ans, et surtout pendant les cinq premières, les nationalistes civiques, ou si on préfère, pluralistes et progressistes, ont complètement laminé les expressions officielles de l'ancien nationalisme. En elle-même, la dénationalisation de l'option souverainiste s'est opérée en plusieurs étapes : la première d'entre elles devait certainement relever de la question linguistique et de la politique à mener pour préserver

---

<sup>144</sup> . Geneviève Mathieu remarque ainsi que « l'exercice de redéfinition de la nation québécoise constitue le cœur d'un projet politique précis : la réorientation du mouvement souverainiste ». Geneviève Mathieu, *Qui est Québécois ? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*, VLB, 2001, p.12-13. on remarquera effectivement que les intellectuels nationalistes non-souverainistes (ce qui ne veut pas dire anti-souverainistes) ont manifesté bien peu d'intérêt, sinon des réserves, envers les tentatives de rénovation identitaire de la nation québécoise. Christian Dufour, *Lettre ouverte aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens demeurés fidèles au Québec*, Stanké, 2000, p.13-23. On remarquera aussi que la pensée souverainiste contemporaine critique généralement le multiculturalisme en tant qu'instrument servant à contrer la reconnaissance de la nation québécoise, mais rarement le multiculturalisme en lui-même. Dans sa critique de l'écrivain Neil Bissoondath, Michel Seymour, par exemple, cherche à distinguer le multiculturalisme comme philosophie sociale du multiculturalisme canadien tel qu'il est instrumentalisé par l'État fédéral. « La politique du multiculturalisme n'a rien d'intrinsèquement mauvais, pas plus que le nationalisme purement civique d'ailleurs. Son principal défaut est de conduire, dans le contexte canadien actuel, à un nationalisme qui a pour effet de nier les autres nationalismes. Sa faiblesse réside dans le fait qu'on l'a adoptée pour ne pas avoir à reconnaître le caractère multinational du Canada. Une fois ce défaut corrigé, elle redeviendrait indispensable à l'élaboration d'une politique respectueuse de l'affiliation culturelle et linguistique des nouveaux arrivants ». Michel Seymour, *La nation en question*, L'hexagone, 1999, p.46.

l'identité française de la société québécoise<sup>145</sup>. Dès 1996, la direction du Parti Québécois entraînait en confrontation avec son aile la plus nationaliste en refusant de restaurer la Charte de la langue française tel qu'elle était engagé à le faire lors de l'élection de 1994. Querelle évidemment classique au Parti Québécois entre ses différentes tendances, celle provenant du MSA s'étant historiquement montrée plus favorable aux droits et privilèges des anglophones que celle représentant le vieux nationalisme des militants pionniers de la lutte indépendantiste, spécialement ceux de la tendance riniste<sup>146</sup>. Querelle toutefois annonciatrice, le Parti Québécois revenant néanmoins sur l'héritage de la Charte de la langue française pour en renier plusieurs pans, la protection du français devant désormais mieux s'équilibrer avec un certain libéralisme identitaire susceptible d'accommoder la diversité montréalaise<sup>147</sup>. Les préoccupations linguistiques, historiquement déterminantes dans la coalition péquiste, à tout le moins pour sa base la plus militante, seraient exemplaires d'un nationalisme d'arrière garde aux penchants réactionnaires, auquel la direction du Parti ne devrait plus souscrire. On ne devrait même plus considérer cette aile nationaliste comme une faction légitime du mouvement souverainiste<sup>148</sup>. Josée Legault

---

<sup>145</sup> . Nous faisons nôtres les remarques du politologue Christian Dufour. « Il est révélateur du dysfonctionnement de notre système politique que beaucoup de souverainistes, qui veulent pourtant faire du Québec un État indépendant, se montrent incapables en pratique de soutenir le principe plus élémentaire de la prédominance du français. Ils sont tellement dans la morale et non dans la politique, ils sont devenus si prisonniers de leur belle image d'ouverture, de générosité et de tolérance que plusieurs d'entre eux battraient en retraite en s'excusant dès qu'on les accusera de faire de la discrimination au détriment des anglophones en insistant sur la nette prédominance du français ». Christian Dufour, *Lettre ouverte aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens demeurés fidèles au Québec*, Stanké, 2000, p.57.

<sup>146</sup> . Marcel Chaput, *Pourquoi je suis séparatiste*, Éditions du Jour, 1961, 156 p. Raymond Barbeau, *J'ai choisi l'indépendance*, Les éditions de l'homme, 1961, 127 p. *Le Québec est-il une colonie ?*, Les éditions de l'homme, 1962, 158 p. Raymond Barbeau, *Le Québec bientôt unilingue*, Les éditions de l'homme, 1965, 157 p. Marcel Chaput, *J'ai choisi de me battre. Petite histoire très personnelle du séparatisme québécois*, Le club du livre du Québec, 1965, 160 p.

<sup>147</sup> . Montréal, il faut désormais l'accepter, ne sera pas une ville aussi française que les régions du Québec peuvent l'être – pour reprendre les propos de Lucien Bouchard au *Centaur*, « quels devraient être les termes de l'équation linguistique dans la métropole ? Il semble plus facile d'évoquer les modèles à ne pas suivre. Ce modèle n'est pas Jonquière ou Trois-Rivières, et il ne devrait pas l'être [...] ». <http://www.vigile.net/ds-societe/docs/96-3-13-bouchard.html> . Dans un autre contexte, le nationaliste conservateur John O'Sullivan s'est inquiété des effets du libéralisme culturel sur la cohésion nationale et sociale britannique – si on préfère, anglaise. John O'Sullivan, *The Not-So-Great Divorce, Multiculturalism and liberalism look toward splitting up*, National review Online, 25 avril 2005, <http://www.nationalreview.com/jos/osullivan200504250801.asp>

<sup>148</sup> . Giuseppe Sciortino, «Les Québécois « de souche » et les ethnies : le temps est venu d'opérer un virage majeur », *La Presse*, 29 novembre 1995, B3.

campait ainsi les enjeux : « si les militants approuvent la loi 86, ils auront aussi cédé à ce discours fallacieux et insultant qui dépeint toute protection réelle du français comme une menace aux droits, aux chartes, à l'ONU et j'en passe. C'est ainsi que la défense du français deviendrait une forme dangereuse « d'extrémisme » et la « modération » serait la loi 86 et sa bilinguisation inhérente »<sup>149</sup>. La mise en scène de la querelle idéologique des années à venir était complétée : il y aura les nationalistes radicaux – les purs et durs-étrangers à la culture libérale et pluraliste du Québec contemporain et les souverainistes modernes et ouverts sur le monde, qui cherchent à concilier la protection du français avec une certaine forme de libéralisme identitaire, préoccupé d'abord par les droits et libertés des minorités à respecter dans leur identité. Certains souverainistes ralliés au nationalisme civique dans ses premières formulations ont dénoncé sans compromis le nationalisme linguistique et ses représentants dans les travaux préparatoires du Congrès de 1996.

La façon dont les représentants du PQ de Montréal veulent reprendre, sur la place publique, les sempiternelles discussions sur le visage français de Montréal, sur l'intégration des immigrants à la culture francophone, ne fera qu'alimenter la perception que la raison d'être du PQ – qui est de réaliser la souveraineté du Québec- est une affaire qui doit se régler par et pour les francophones. Perceptions fâcheuses s'il en est, mais tout aussi fâcheuses ont été certaines déclarations à ce sujet. La souveraineté sera ouverte à la diversité linguistique et culturelle ou ne sera pas<sup>150</sup>.

Pour citer Josée Legault, « en ce qui concerne la question linguistique, force est de constater que la lutte pour le renforcement du français est maintenant perçue et présentée dans plusieurs milieux comme une vue archaïque de l'esprit, et ce, même chez certains souverainistes »<sup>151</sup>. Le nationalisme linguistique, discrédité, sera le premier objet d'une polémique à venir qui se répétera au fil des années, ses partisans étant progressivement marginalisés dans la coalition souverainiste au point de perdre systématiquement toutes les batailles qu'ils chercheront à mener, comme celle récemment du cégep français apparue depuis le Congrès national de 2000 comme le nouvel enjeu

---

<sup>149</sup> . Josée Legault, « Y a-t-il un militant dans la salle ? », *Le Devoir*, 20 novembre 1996, A6

<sup>150</sup> . Éric Normandeau, Jacques Hérvault, « La question de la langue : 101 autres raisons d'appuyer le PQ », *Le Devoir*, 17 avril 1996, A9

<sup>151</sup> . Josée Legault, *Les nouveaux démons. Chroniques et analyses politiques*, VLB, 1996, p.19.

autour duquel ils seront appelés à se rallier et que la classe politique et médiatique frappera d'un interdit de considération<sup>152</sup>.

Une fois tirées les premières salves politiques sur les plus militants des nationalistes pour opérer la métamorphose idéologique du projet souverainiste, l'affrontement s'est vite déplacé sur un front bien plus important parce que concernant non plus seulement la question linguistique mais le nationalisme francophone toutes tendances confondues – autrement dit, ne relevant plus seulement du nationalisme idéologique mais du sentiment national diffus dans la majorité francophone. Ainsi, en 1999, le Bloc Québécois, dans le cadre de ses chantiers de modernisation, congédiait la notion des deux peuples fondateurs, marquée par le « nationalisme ethnique » et une définition par trop culturelle et historique de la communauté politique québécoise – une telle notion, semble-t-il serait de nature à fermer l'identité québécoise à ceux qui chercheraient à la rejoindre sur des critères plus contemporains. Autrement dit, exiger le partage d'une conscience historique n'est plus à l'ordre du jour pour définir les critères d'une appartenance nationale appelée à se fondre dans la culture des droits et du droit – on a parlé à cet effet de tournant de la citoyenneté. La direction bloquiste faisait ainsi remarquer que « les souverainistes devraient intensifier leurs efforts en vue d'enrichir le projet de la souveraineté et de démontrer son caractère inclusif auprès des Québécois et Québécoises, en particulier celles et ceux issus de l'immigration » tout en soulignant qu'on ne pouvait dans cette perspective continuer de définir le peuple québécois « comme

---

<sup>152</sup> . La Commission Larose, qui tiendra ses travaux en 2000-2001, confirmera une nouvelle approche en matière linguistique, centrée désormais sur la citoyenneté et déliant l'avenir du français au Québec de la majorité historique qui lui servait de socle sociologique. Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, *Le français, une langue pour tout le monde*. Gouvernement du Québec, 2001. Une approche confirmée dans le nouvel état des lieux sur l'état du français publié par le Conseil de la langue française. Georges Stefanescu, *Le français au Québec, les nouveaux défis*, Fides, 2005. Robert Dutrisac, « Le temps est venu de doter la loi 101 d'une stratégie sur le bilinguisme », *Le Devoir*, 15 juillet 2005. On lira la réplique de Robert Comeau et Michel Paillé, « Quand deux analystes se font une belle jambe avec le concept d'inclusion », *Le Devoir*, 25 juillet. On remarquera aussi que les délégués du Congrès national du Parti Québécois ont battu, en 2005, une proposition sur l'extension jusqu'au niveau collégial de l'obligation de fréquentation scolaire du réseau français dans le système d'éducation parce qu'une telle mesure aurait consacré le retour du mouvement souverainiste à un nationalisme fermé, se repliant sur une définition conservatrice de la nation, hostile à la modernité identitaire et aux appartenances multiples, à tout le moins c'était l'avis des opposants à la proposition. Alain Dubuc a critiqué le *nationalisme ethnique* d'une certaine aile péquiste dont Yves Michaud serait le représentant en le classant à l'extrême-droite, en affirmant qu'il n'aurait d'équivalent politique en France que dans les rangs du Front national. Alain Dubuc, « Le PQ : un parti de droite ? », *La Presse*, 4 juin 2005, A25.

un peuple fondateur » ce qui serait un « raccourci historique » inacceptable « associant les Québécois d'aujourd'hui avec les Canadiens français de 1867 ». Et les bloquistes de révéler leur préoccupation centrale : « comment s'étonner que les Québécois et Québécoises d'origine grecque, haïtienne ou vietnamienne ne se reconnaissent pas dans cette référence » explicitement liée au parcours historique canadien-français<sup>153</sup>. Préoccupation devant conduire les souverainistes à faire un certain examen de conscience pour délester leur projet des derniers obstacles à la mise en place d'une définition vraiment civique et pluraliste de la nation québécoise. On pratiquera alors une relecture rétrospective du dernier demi-siècle pour y voir le progrès d'une identité nouvelle, québécoise sans exception et déprise de la majorité fondatrice et de ses prétentions hégémoniques sur la condition commune. Michel Sarra-Bournet affirme ainsi que « la nature du nationalisme s'est transformée au cours des quarante dernières années au Québec. D'un nationalisme canadien-français exclusif fondé sur l'origine ethnique et la religion, on est passé, sous l'impulsion de la Révolution tranquille, à un nationalisme québécois défini par les limites territoriales du Québec »<sup>154</sup>. Pour le dire avec les militants du Rassemblement pour l'indépendance du Québec, il faudra concevoir le [projet souverainiste] indépendamment d'une communauté historique et démocratique précise, fût-elle celle des Québécois d'origine canadienne-française »<sup>155</sup>. Dans la mise à jour de son programme politique, le Bloc Québécois endossait ainsi le travail idéologique des intellectuels souverainistes qui ont cherché à modéliser la nation québécoise dans le contexte de la société des identités<sup>156</sup>. Claude Bariteau, le promoteur le plus convaincu du patriotisme constitutionnel parmi les intellectuels ralliés au mouvement national, invitait ainsi les souverainistes à « définir une culture politique sans lien avec une culture particulière », autrement dit, sans lien particulier avec la majorité française<sup>157</sup>. Bariteau soutenait aussi qu'une « démarche foncièrement démocratique ne peut présupposer que le

---

<sup>153</sup> . Bloc Québécois, *Chantier de réflexion sur la citoyenneté et la démocratie, La souveraineté pour le monde à venir*, avril 1999, p.21.

<sup>154</sup> . Michel Sarra-Bournet, *Le pays de tous les Québécois*, VLB, 1998, p.21.

<sup>155</sup> . *Manifeste du Rassemblement pour l'indépendance du Québec*, 2002.

<sup>156</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002.

<sup>157</sup> . Claude Bariteau, *Québec, 18 septembre 2001*, Québec-Amérique, 1998, p.135.

groupe majoritaire puisse imposer les éléments de la culture qui le définit. En régime démocratique, ce groupe a plutôt la responsabilité de mettre de l'avant un projet qui rejoigne tous les citoyens et toutes les citoyennes, indépendamment des cultures qui les animent »<sup>158</sup>. Car selon Bariteau, « dans un univers multiculturel et multiethnique, ce qu'est devenu le Québec, notamment dans la région de Montréal, la plupart des approches qui se fondent culturellement posent problème car elles débouchent principalement sur un cloisonnement des cultures et, par définition, une baisse de la démocratie »<sup>159</sup>. Il faudrait effacer « l'orientation culturelle du projet souverainiste afin de faire disparaître les derniers irritants qu'elle véhicule eu égard à une conception civique du Québec de demain »<sup>160</sup>. Gérard Bouchard a lui-même proposé de :

concevoir la nation québécoise comme un assemblage de groupes ethniques : les Canadiens français ou Franco-Québécois, les Autochtones, les Anglo-Québécois, toutes les communautés culturelles. Chacun a le droit de préserver son identité, ses traditions, et le reste. Mais tout cela, je le répète, dans l'esprit des identités plurielles, conjointes, dans l'esprit d'une appartenance commune à la nation québécoise<sup>161</sup>.

La culture de convergence, s'il en est une qui peut apparaître à l'interface de toutes ces appartenances, en sera une de métissage, et ne devra surtout pas être confondue avec celle de la majorité historique française, comme le nationalisme traditionnel tendait à la prescrire<sup>162</sup>. Cherchant à préserver, dans la mesure du possible le référent franco-québécois – « il n'y aurait pas de nation québécoise s'il n'existait pas sur le territoire du Québec une majorité nationale francophone, [...] d'où l'importance que joue ce groupe culturel au chapitre de l'identité nationale québécoise »<sup>163</sup> - , Michel Seymour n'en

---

<sup>158</sup> . Claude Bariteau, *Québec, 18 septembre 2001*, Québec-Amérique, 1998, p.163.

<sup>159</sup> . Claude Bariteau, « Le projet souverainiste est et doit demeurer la création d'un État de droit », Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Lber, 1999, p.219.

<sup>160</sup> . Claude Bariteau, *Québec, 18 septembre 2001*, Québec-Amérique, 1998, p.164.

<sup>161</sup> . Gérard Bouchard et Michel Lacombe, *Dialogue sur les pays neufs*, Boréal, 1999, p.177.

<sup>162</sup> . Fernand Dumont, *Raisons communes*, Boréal, 1997, p.70

<sup>163</sup> . Michel Seymour, *Le pari de la démesure. L'intransigeance canadienne face au Québec*, L'Hexagone, 2001, p.29

affirmait pas moins quant à lui qu'il « faudra poursuivre l'implantation d'un nationalisme civique au Québec et s'affranchir une fois pour toutes du nationalisme axé sur la majorité d'origine canadienne-française »<sup>164</sup>. Seymour voit dans la redéfinition de la nation québécoise « le symptôme d'un affranchissement progressif des formes résiduelles du nationalisme ethnique ou culturel dans lesquels les francophones québécois se sont très souvent retrouvés [...] »<sup>165</sup>. Les souverainistes doivent cesser d'entretenir des mythes historiques et politiques qui n'interpellent que la majorité française – ce qu'on appelle quelques fois avec dédain la mémoire victimaire du Canada français. La thèse des deux peuples fondateurs, mobilisée et explicitée par les souverainistes dans leur critique d'un fédéralisme canadien qui s'en serait détourné, serait contraire à la mise en place d'une conception de la nation compatible avec la diversité des origines québécoises et serait le fait d'un certain traditionalisme plus ou moins avoué dans la définition du peuple québécois. Les souverainistes doivent se plier à « l'exigence de cohérence », comme l'ont défini les bloquistes, ce qui implique une réadaptation du discours sur l'indépendance à la nouvelle définition de la nation dans laquelle ils se reconnaissent<sup>166</sup>. Désenclaver la lutte indépendantiste de la perspective franco-québécoise, trouver de nouvelles raisons pour la fonder qui n'en sont pas dépendantes. S'affranchir, pour le dire avec Éric Normandeau, « d'une vision culturaliste du projet souverainiste »<sup>167</sup> qui serait le fait d'une vieille garde nationaliste nourrie à la « morale du ressentiment »<sup>168</sup>. « Pour certains, le projet souverainiste vise à assurer la survivance des francophones d'Amérique, pour d'autres, et j'en suis, il s'agit d'une « autre façon de gouverner »<sup>169</sup>. Même tout récemment, ceux qui sont désormais connus comme les jeunes mousquetaires de la députation péquiste ont

---

<sup>164</sup> . Michel Seymour, *Le pari de la démesure. L'intransigeance canadienne face au Québec*, L'Hexagone, 2001, p.43

<sup>165</sup> . Michel Seymour, *La nation en question*, L'hexagone, 1999, p.15

<sup>166</sup> . Bloc Québécois, *Chantier de réflexion sur la citoyenneté et la démocratie, La souveraineté pour le monde à venir*, avril 1999, p.8

<sup>167</sup> . Éric Normandeau, « Réplique à Louis Cornellier : Vous avez dit « québécois » ? » *Le Devoir*, 28 septembre 1996, A11.

<sup>168</sup> . Éric Normandeau et Jacques Hérivault, « Refuser la morale du ressentiment », *Le Devoir*, 25 mars 1997, A7.

<sup>169</sup> . Éric Normandeau, « Une autre façon de gouverner : l'histoire sert-elle à former des francophones ou des citoyens », *Le Devoir*, 17 novembre 1995, A11.

avancé dans la même direction, en disant de la souveraineté « qu'elle [ne peut plus être] une réponse aux injustices commises hier et l'aboutissement historique d'une démarche entreprise jadis »<sup>170</sup>. Le vieux désir d'achèvement qui traverse la conscience historique francophone et motive le peuple québécois à lutter pour la pleine existence nationale est disqualifié. Les députés de la relève écriront aussi que « rattachée à la survie de la langue et du peuple québécois, on voit mal en quoi la souveraineté peut être une réponse aux problèmes sociaux qui se vivent au jour le jour »<sup>171</sup>.

Pour être moderne, le souverainisme devrait sortir de l'histoire des luttes nationales québécoises, se modeler ailleurs que dans les traditionnelles raisons fortes qui mobilisaient l'électorat. À sa manière, la société québécoise serait multiculturelle et la mise en scène de son parcours historique à travers la mémoire canadienne-française serait susceptible de provoquer pour de larges segments de la population une forme d'exclusion symbolique dont les souverainistes devraient tout faire pour ne pas se rendre coupable. Michel Venne, en faisant la synthèse des contributions récentes sur le développement de l'identité québécoise, prétend ainsi que « depuis quarante ans, la population québécoise s'est diversifiée, et lorsque, aujourd'hui, on évoque l'identité québécoise, on parle d'une nation pluraliste, qui a intégré en son sein des gens de toutes origines et de toutes religions. La nation québécoise est métissée, elle n'est pas homogène »<sup>172</sup>. On travaillera donc à réécrire l'histoire de la société québécoise pour la vider des mythes et conceptions qui ne concernent que les Canadiens français en trouvant dans un patrimoine civique commun et interculturel l'objet d'une nouvelle conscience historique qu'il faudra remodeler pour en faire la référence par laquelle se définira l'appartenance nationale. On créera à la société québécoise une identité toute neuve en transvidant l'appartenance nationale de la communauté de mémoire et de culture franco-québécoise vers une citoyenneté sociale et inclusive, susceptible de s'ouvrir aux identités multiples telles qu'elles s'expriment dans la société contemporaine.

---

<sup>170</sup> . Alexandre Bourdeau, Stephan Tremblay, Jonathan Valois, *La tournée des Mousquetaires*, Juin 2004, p.12.

<sup>171</sup> . Alexandre Bourdeau, Stephan Tremblay, Jonathan Valois, *La tournée des Mousquetaires*, Juin 2004, p.12.

<sup>172</sup> . Michel Venne, *Souverainistes, que faire ?*, VLB éditeur, 2002, p.73.

Car la société québécoise, déprise pour de bon de son appartenance historique, reniera tout ce qui l'a fait, tout ceux qui l'ont fait. En dix ans, les souverainistes officiels ont tout fait pour ne plus ressembler à ce qu'était traditionnellement un souverainiste québécois. Une déclaration souverainiste après l'autre, on scrute les traces du vieux nationalisme, pour les stigmatiser, en indiquant le chemin qui reste à faire pour achever la métamorphose multiculturaliste du mouvement. Il n'était plus permis, on l'a vu, de centrer la lutte souverainiste sur les préoccupations linguistiques de la majorité francophone. Il fallait effacer la conscience historique de cette majorité, en gommer les traces, limiter son expression au strict minimum, dans le pire des cas. La mémoire francophone, investie d'une interprétation traumatique du passé canadien-français, devait être refoulée aux marges de l'espace public, chez les mouvements souverainistes marginaux qui ont refusé de prendre le tournant du nationalisme civique<sup>173</sup>. Il fallait toutefois en finir une fois pour toutes avec la dimension historique du nationalisme québécois, pour parachever sa conversion pluraliste en assurant la mise en scène dans le discours souverainiste d'une société multiculturelle, sans tolérer désormais les militants réfractaires à ce basculement idéologique. L'Affaire Michaud en a donné l'occasion, exemplaire en elle-même de ce que les souverainistes ne voulaient plus être et de ce qu'ils cherchaient à devenir.

On connaît les événements; l'Assemblée nationale condamnait, le 14 décembre 2000, le militant Yves Michaud pour des propos tenus sur le vote référendaire des minorités ethniques devant les États généraux sur l'avenir du français alors qu'il était lui-même candidat à l'investiture dans le comté de Mercier. Michaud liait par ailleurs cette interprétation à la nécessité, selon lui, de rouvrir la question linguistique alors que les militants péquistes cherchaient à faire du cégep français le nouvel enjeu de la lutte pour assurer la francisation de Montréal. Mais pour une certaine élite péquiste, Michaud, en faisant le pari de confronter la direction du Parti sur la nouvelle définition de la nation québécoise mise de l'avant depuis 1995, en insistant pour distinguer le vote majoritaire francophone du vote immigré, assimilé à toutes fins pratiques, pour reprendre les termes

---

<sup>173</sup> . Michel Venne, « Dix ans », *Le Devoir*, 24 octobre 2005, A5

de Lise Bissonnette, à celui d'une minorité de blocage<sup>174</sup>, en faisant aussi de la protection politique du français une priorité nationale plus importante que le respect du libéralisme identitaire, opérait un geste de rupture avec le parti souverainiste tel qu'il cherchait à se redéfinir. En rappelant que la société québécoise était clivée selon la langue et la mémoire – « il y a des clivages dans notre société, des lignes de fracture qui doivent être nommées si l'on veut créer les ponts qui permettront la poursuite commune des meilleurs intérêts du Québec »<sup>175</sup>-, et qu'une communauté historique, la francophone, détenait en quelque sorte un statut privilégié – pour reprendre une vieille thèse du mouvement nationaliste, le Québec est l'État national des Canadiens français- qui devrait indiquer aux immigrés la conduite à suivre lors des consultations démocratiques – Michaud invitait les immigrants à « nous accompagner sur le chemin qui mène à la maîtrise de tous les outils de notre développement »<sup>176</sup>-, Michaud ouvrait un front idéologique sur une question vitale pour le mouvement – sa définition de la nation, mieux dit, son rapport à la majorité française. Un front central dans la mesure où s'y joue la signification même de l'option souverainiste, le contenu dont on l'investit, la mémoire qu'on lui reconnaît et le sujet historique qui en est dépositaire.

Les déclarations officielles n'ont pas manqué pour bien imprimer dans l'opinion publique le tournant pluraliste du discours souverainiste, Bernard Landry, qui quelques années auparavant, invitait les francophones à voter en bloc pour ne pas voir renversée leur volonté collective par les communautés anglaise et allophone<sup>177</sup>, prit intégralement le tournant du pluralisme identitaire en disant de la société québécoise qu'elle était « une nation civique inclusive qui transcende toute forme d'ethnicité »<sup>178</sup>. Donnant l'interprétation d'un gouvernement québécois inquiet pour sa réputation internationale

---

<sup>174</sup> . Lise Bissonnette posait même la question : « comment pourrait-on accepter, dans le cas d'un NON, que les [minorités ethniques] bloquent le voeu de la majorité fondatrice du Québec ». Lise Bissonnette, *Toujours la passion du présent*, Boréal, 1998, p.131. L'expression « minorité de blocage » avait encore cours au moment du référendum et dans les jours qui l'ont suivi, comme l'a déjà rappelé Lysiane Gagnon, « La maison de verre », *La Presse*, 2 novembre 1995, B3

<sup>175</sup> . Yves Michaud, *Les raisons de la colère*, Fides, 2005, p.29.

<sup>176</sup> . Yves Michaud, *Les raisons de la colère*, Fides, 2005, p.21.

<sup>177</sup> . Bernard Landry, *La cause du Québec*, VLB, 2002, p.20.

<sup>178</sup> . Bernard Landry, *La cause du Québec*, VLB, 2002, p.86.

aux interlocuteurs français du mouvement souverainiste, Louise Beaudoin annonçait son intention de purger le Parti Québécois du nationalisme d'une frange de sa base militante en condamnant « les déclarations intolérantes sur le vote ethnique d'Yves Michaud et de membres de la vieille garde radicale du Parti Québécois. [...] Moi, je vais lutter contre Yves Michaud et compagnie, je vais continuer de défendre la vision d'un Québec moderne, celui que nous sommes en train de construire, particulièrement à Montréal. Cela peut se résumer ainsi : sommes-nous des Canadiens français ou des Québécois? » - ce à quoi le quotidien *Le Monde* réagissait positivement en affirmant que « le recul d'un souverainisme de repli et de fermeture est une bonne nouvelle »<sup>179</sup>.

Nikolas Ducharme, jeune leader représentant des nouveaux souverainistes, ira même jusqu'à lancer l'accusation parmi les accusations : « il faut finir la lutte avec ces radicaux dont le racisme ethnique menace l'avenir de la souveraineté »<sup>180</sup>. De jeunes souverainistes ont vu quant à eux dans l'Affaire Michaud l'occasion d'en finir avec le vieux nationalisme francophone pour parachever la mise en place d'un nationalisme civique intégral.

Les affirmations de M. Michaud portant notamment sur les nouveaux arrivants et plus spécifiquement sur la communauté juive québécoise doivent être rejetées. Elles relèvent d'un nationalisme dépassé et ethnocentrique. En ce sens, elles sont l'antithèse du Québec dans lequel nous voulons vivre, fondé sur le respect, l'inclusion et l'ouverture. [...] Le nationalisme canadien-français présuppose une appartenance à des traditions culturelles et l'adoption d'une vision de l'histoire qui précède la Révolution tranquille. Ce nationalisme a un caractère artificiel et a été alimenté par les élites politique, cléricale et médiatique des années trente, quarante et cinquante. Ce nationalisme est aujourd'hui défensif et revanchard. Il a trop souvent tendance à imputer à l'autre, aux anglophones, aux nouveaux arrivants ou encore à ceux qui ne sont pas de religion catholique, les difficultés auxquelles la majorité canadienne-française – soit les « de souche »- est confrontée. Bien que ce nationalisme se cache sous un couvert d'humanisme chrétien, son visage intolérant ressort inexorablement dans les moments de crise<sup>181</sup>.

---

<sup>179</sup> . Éditorial, « Le Québec et le monde », *Le Monde*, 15 janvier 2001, p.13

<sup>180</sup> . Carole Dufrechou, « Le Québec doute de sa souveraineté », *Libération*, 16 janvier 2001, p.11

<sup>181</sup> . Collectif, « Pour en finir avec l'affaire Michaud », *Le Devoir*, 9 janvier 2001, A7

Les souverainistes doivent rompre avec « une volonté de préservation unique de la nation canadienne-française » en définissant désormais « l'intérêt national » en fonction de « tous les Québécois » et non plus « seulement de la majorité canadienne-française »<sup>182</sup>. L'Affaire Michaud aura au moins cette vertu : elle donnera aux Québécois l'occasion d'en finir avec « la vieille garde radicale du Parti Québécois ». En fait, c'est toute référence à la mémoire longue de la majorité francophone qui est ici dénoncée. Le seul nationalisme possible, dans ces circonstances, serait celui consommant sa rupture avec « la vieille ethnie canadienne-française », un nationalisme refusant de voir dans le destin québécois un prolongement de celui qu'on reconnaissait avant lui au Canada français – pour citer les représentants du nouveau souverainisme, « bien que la réalité canadienne-française existe, qu'elle soit un déterminant et une référence culturelle importante pour plusieurs individus qui habitent le Québec, elle ne peut plus et ne doit plus être le moteur des débats politiques au Québec »<sup>183</sup>.

La logique du nationalisme civique est poussée à son terme : il n'est plus légitime de reconnaître parmi les citoyens québécois une majorité historique française qui aurait une identité, des intérêts et des aspirations spécifiques – non pour y reconnaître des droits politiques supérieurs aux citoyens des minorités, mais simplement pour admettre la part déterminante de la majorité francophone dans la morphologie identitaire de la société québécoise. Si Fernand Dumont pouvait encore écrire, en 1995, qu'il « est évident que ce projet est né d'une volonté de francophones québécois, que ce sont des francophones qui l'entretiennent en très grande majorité » tout en affirmant qu'il est « inutile de le dissimuler sous quelques principes abstraits, apparemment plus honorables que l'instinct de survie »<sup>184</sup>, on s'inquiète désormais de ce que « la souveraineté apparaît toujours comme le projet des Canadiens français »<sup>185</sup>, - ou pour le dire comme Beauchemin, « le nationalisme québécois [n'a] donc de sens et de légitimité que dans la mesure où il ne se

---

<sup>182</sup> . Collectif, « Pour en finir avec l'affaire Michaud », *Le Devoir*, 9 janvier 2001, A7

<sup>183</sup> . Collectif, « Pour en finir avec l'affaire Michaud », *Le Devoir*, 9 janvier 2001, A7

<sup>184</sup> . Fernand Dumont, *Raisons communes*, Boréal, 1997, p.67.

<sup>185</sup> . Geneviève Mathieu, *Qui est Québécois ? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*, VLB, 2001, p.13.

limite pas à la mise en récit de l'aventure canadienne-française »<sup>186</sup> - au point même de chercher à prouver contre toute évidence que ce n'est pas le cas<sup>187</sup>. La légitimité même de l'option souverainiste dépendra de sa capacité à se trouver des appuis dans toutes les communautés culturelles québécoises, et plus seulement dans le groupe porteur qui l'a d'abord formulée pour des raisons qui lui étaient propres. C'était le souhait formulé récemment par les Cahiers du 27 juin, qui espéraient que « le prochain référendum sur la souveraineté, s'il doit avoir lieu, émerge d'une volonté populaire plus large et plus interculturelle, et non de l'obsession de certains membres du PQ [...] »<sup>188</sup>. Il faudrait rappeler que le « gain culturel » associé à la souveraineté « ne devra en aucune façon être l'apanage d'une communauté historique enracinée »<sup>189</sup>. Si la souveraineté peut et doit se faire, ce sera non parce que l'histoire le commande, et que la survie des francophones québécois l'exige, mais parce que les Québécois et Québécoises de toutes origines auront fait ce choix démocratique, sans ressentiment ni esprit revanchard, dans l'idée de construire ici une société différente des autres sans toutefois se reconnaître une dette particulière envers la majorité française qui, probablement, aura contribué plus que les autres à la réalisation de l'indépendance.

---

<sup>186</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p.51.

<sup>187</sup> . Il a suffi d'un sondage réalisé par *Génération Québec*, un groupe de jeunes professionnels souverainistes, qui laissait entendre, à partir d'une méthodologie approximative, que les jeunes immigrés passés par le système scolaire francophone étaient généralement plus favorables à l'indépendance que les autres membres de leur communauté pour que les officiels du mouvement national interprètent ces résultats comme si une tendance lourde en faveur de la souveraineté se manifestait au sein des populations immigrées et qu'il n'était plus pertinent dès ce moment de considérer le vote des communautés ethniques comme étant généralement hostiles au nationalisme québécois. <http://www.generationquebec.org/citoyens%20101%20WEB.doc> . On lira aussi à cet effet la petite polémique qui a suivi l'élection d'Elsie Lefebvre dans le comté de Laurier-Dorion, la jeune députée prétendant malgré l'évidence et la sociologie électorale la plus élémentaire qu'elle devait son élection en bonne partie au ralliement du vote des communautés immigrées du quartier de Parc Extension alors que toutes les analyses menées à partir des résultats même confirmaient plutôt que c'est le vote nationaliste et francophone du quartier Villeray et l'abstention massive des immigrés qui lui avait valu sa victoire. Kathleen Lévesque, « Les immigrants n'ont pas voté pour le PQ », *Le Devoir*, 22 septembre 2004, A1, Kathleen Lévesque, « Des chiffres qui parlent », *Le Devoir*, 29 septembre 2004, A3. Pour le point de vue péquiste, on lira <http://www.pq.org/nv/index.php?pq=4&it=499> .

<sup>188</sup> . Comité éditorial, « Notre article 1 : développement du Québec », *Cahiers du 27 juin*, vol.2, hiver/printemps 2005, p.5

<sup>189</sup> . Claude Bariteau, André Campeau, Hugues Leclair, Marcel Lefebvre et Martin Pelletier, *Sortir le Canada du Québec*, Les intouchables, 2002, p.52

*Des nationalistes qui sonnent l'alarme*

Plusieurs militants souverainistes ont néanmoins soulevé la question : le mouvement souverainiste parviendrait-il à survivre à son divorce avec le nationalisme historique de la majorité francophone ? De quelle manière mener une lutte pour l'indépendance politique si toutes les manifestations plus ou moins traditionnelles de l'identité québécoise sont à proscrire pour cause de nationalisme ethnique ? Ne risquait-on pas de priver le mouvement souverainiste de l'ambition historique qui le portait ? Pierre Dubuc<sup>190</sup> avançait ainsi que l'Affaire Michaud servait «prétexte, sous le couvert d'un débat entre « nationalisme ethnique » et « nationalisme civique », à une offensive néolibérale qui s'attaque aux fondements de l'existence même de la nation québécoise»<sup>191</sup>. Toujours selon Dubuc, la modernisation identitaire de la société québécoise ne serait finalement rien d'autre qu'une manière de la priver de son épaisseur concrète, de son historicité singulière, de la conscience historique par laquelle elle définirait son rapport à l'histoire – autrement dit, il ne faudrait voir dans cette affaire Michaud qu'une manière particulièrement avancée d'achever une dénationalisation de l'option souverainiste.

Nos modernistes attaquent la nation québécoise de tous les côtés à la fois. En présentant leur « nation politique » comme un simple conglomérat d'individus habitant le territoire québécois, ils ne considèrent que le moment présent. Ils coupent la nation québécoise de ses racines historiques. Ils refusent de la reconnaître comme une communauté historiquement constituée puisant ses origines en Nouvelle-France et ayant assimilé au cours des siècles des gens de différentes origines. Une nation, faudrait-il leur rappeler, n'est pas un phénomène éphémère, mais bien le résultat de relations durables et régulières résultant d'une vie commune de génération en génération<sup>192</sup>.

---

<sup>190</sup> . Dubuc est un militant d'une certaine *gauche nationale*, à distinguer de la *gauche cosmopolite et libertaire* dominante à la grandeur des pays occidentaux. Paul Gottfried, *The Strange Death of European Marxism*, Orbis, Fall 2004, p.625-639.

<sup>191</sup> . Pierre Dubuc, « Le nationalisme civique : cheval de troie de la mondialisation », Andrée Ferretti (dir.), *Les grands textes indépendantistes*, Typo, 2004, p.238.

<sup>192</sup> . Pierre Dubuc, « Le nationalisme civique : cheval de troie de la mondialisation », Andrée Ferretti (dir.), *Les grands textes indépendantistes*, Typo, 2004, p.240.

La montréalisation contemporaine de la référence québécoise ne serait pas sans effets idéologiques sur la définition même d'un projet souverainiste invité à reconnaître bon gré mal gré dans la dynamique identitaire métropolitaine la meilleure image possible du Québec de demain. Pierre Dubuc parle à cet effet d'une nation non plus québécoise, mais montréalaise, prisonnière pour se définir d'une certaine rectitude politique manifestement hostile envers les particularismes nationaux.

« Le seul élément de la nation que les modernistes semblent de prime abord vouloir conserver, c'est le territoire. Mais de quel territoire s'agit-il exactement ? L'ensemble du Québec ou simplement le territoire de l'île de Montréal où se retrouve l'essentiel de la population non-francophone pour lequel le concept de « nation politique » a été taillé sur mesure. [...] Leurs conceptions les mèneront inéluctablement à couper le Québec en deux : d'une part, Montréal, territoire du soi-disant « nationalisme civique et inclusif » et, d'autre part, le reste de la province, lieu honni du « nationalisme ethnique »<sup>193</sup>.

La société québécoise, à reconstruire en dehors de son appartenance nationale traditionnelle, devra se départir de son héritage historique le plus particulier. Dubuc se demande toutefois si le Québec qui en sortira pourra véritablement revendiquer une densité identitaire suffisante pour fonder ensuite sa lutte pour l'indépendance politique.

Cherchant à définir la signification de l'Affaire pour le mouvement souverainiste, Serge Cantin attaquait ce qu'il croyait être le problème des « souverainistes post-nationalistes » convertis au pluralisme identitaire, qui « n'osent plus parler de souveraineté qu'en termes civiques, dupes qu'il sont d'une idéologie néolibérale à saveur universelle qui pave de bonnes intentions le chemin aux intérêts des grandes nations et de leurs multinationales ». De la même manière, il se demandait :

---

<sup>193</sup> . Pierre Dubuc, « Le nationalisme civique : cheval de troie de la mondialisation », in Andrée Ferretti (dir.), *Les grands textes indépendantistes*, Typo, 2004, p.242. Pour le dire avec Nicole Gagnon, on construira désormais « une nouvelle nation, sous la référence du Montréal multiculturel. Et bien évidemment, cet échec de la vieille nation à garantir son avenir serait le triomphe du nationalisme moderne ». Nicole Gagnon, « Comment peut-on être Québécois ? », *Recherches sociographiques*, XLI, n.3, 2000, p.549

à quoi mène le souverainisme sans nationalisme, cette stratégie sans contenu, ce moyen sans fin, ce projet sans mémoire? Nulle part, sinon à l'impasse actuelle [...] Et pour cause: car comment parler vraiment de souveraineté du Québec sans dire «nous», sans que la parole souverainiste, aussi ouverte, accueillante, moderne, démocratique et inclusive qu'elle se veuille, ne s'adresse d'abord à nous, Québécois francophones «de souche» et «d'élection», à nous qui formons la très nette majorité de la population du Québec mais qui nous comportons encore trop souvent comme les minoritaires que nous sommes et serons de plus en plus dans la réserve francophone canadien?<sup>194</sup>.

L'Affaire Michaud, pour Cantin, aurait révélé une fois pour toute le divorce entre la direction politique du mouvement souverainiste et le nationalisme historique de la majorité francophone, la première travaillant désormais explicitement à formuler un projet étranger à l'identité nationale de la seconde, le souverainisme ne parvenant plus à récapituler ses raisons fondatrices, de peur d'apparaître rétrograde dans le domaine public. Yves Michaud, lui-même, interprétait de la même manière cette crise autour de son refus explicite de se convertir à cette nouvelle manière d'être souverainiste dans les bons milieux évolués. Il invitait ainsi les souverainistes à :

« s'opposer vigoureusement aux tentatives de faire table rase du passé, des repères, de la mémoire d'un peuple. À faire barrage, également, aux tentatives suicidaires de « renouvellement » d'un discours souverainiste prêchant l'entrée dans l'ère du vide et du déracinement, rapetissant ainsi la société québécoise à une atomisation de citoyens féroce et individualistes et n'ayant d'autres raisons de vivre que d'assouvir leur rage de consommation »<sup>195</sup>.

D'ailleurs, mais on le notera simplement au passage, Dubuc, Cantin et Michaud, trois nationalistes centrant leur discours sur les revendications historiques de la majorité francophone, faisaient le lien, au moment de leurs interventions, entre une certaine idée de la nation et la possibilité pour elle de placer au centre de son existence le pouvoir politique, susceptible d'assumer ouvertement l'intentionnalité qu'elle se reconnaît.

---

<sup>194</sup> . Serge Cantin, « Cinq ans de bouchardisme », *Le Devoir*, 20 janvier 2001, A13.

<sup>195</sup> . Yves Michaud, *Les raisons de la colère*, Fides, 2005, p.36.

On ne fera pas l'erreur de croire, toutefois, que les esquifs appréhendés de cette modernisation identitaire ne sont apparus qu'au moment de l'expulsion du camp souverainiste de son aile la plus nationaliste. Dès 1997, Jean-Marc Léger mettait en garde le Parti Québécois contre le décentrement toujours accentué du projet souverainiste par rapport à la communauté historique l'ayant d'abord formulé pour elle-même, spécialement par rapport à la déconstruction progressive de toute légitimité entourant la question linguistique.

Si nous cessons d'être authentiquement de langue française, de nous penser comme francophones, nous perdons notre raison d'être. C'est pourquoi le combat pour la langue s'est toujours identifié au combat pour le Québec ; c'est pourquoi, hier comme aujourd'hui, le problème de la langue fut et reste le premier problème politique et celui, finalement, dans lequel se résument tous les autres. Qui donc, au reste, aurait envie de lutter pour la souveraineté d'un Québec multiculturel et bilingue<sup>196</sup>.

La question ne valait-elle pas la peine d'être posée ? Intervenant par la suite au moment d'un débat ouvert dans les pages du *Devoir* invitant à penser une nouvelle nation québécoise, Léger se faisait encore sévère.

Cette invention d'une nation québécoise sans référence aux origines (« Québécois tout court », paraît-il, comme naguère de nombreuses voix au Canada anglais nous pressaient de devenir des « Canadiens tout court »), piège que nous nous tendons à nous-mêmes, entraîne deux effets éminemment pervers. Le premier est de retirer toute justification aux luttes d'hier et surtout tout fondement aux combats actuels, que ce soit pour une plus large autonomie, que ce soit, a fortiori, pour la conquête de la souveraineté. C'est en fonction d'une nation distincte, par ses origines, sa culture, sa langue, c'est à partir de la spécificité française du peuple québécois qu'a été engagé ce combat. Éliminer, affaiblir, occulter ce caractère français, substituer à une nation française une société multiculturelle et multiethnique, à l'image du Canada tout entier, c'est rendre parfaitement vaine la quête de souveraineté, voire simplement d'un statut particulier dans la fédération canadienne<sup>197</sup>.

---

<sup>196</sup> . Jean-Marc Léger, « Seule la langue justifie le combat pour la souveraineté », *Le Devoir*, 3 mars 1997, A7.

<sup>197</sup> . Jean-Marc Léger, « Identité : il n'y a pas de nation québécoise », *Le Devoir*, 8 octobre 1999, A11.

D'ailleurs, la chose n'est plus seulement remarquée par certains représentants inquiets d'un nationalisme traditionnel qui n'ont pas manqué de noter que la conversion des officiels du mouvement au nationalisme civique contribuait significativement à désinvestir de sa légitimité historique la lutte pour l'indépendance en la privant des raisons fortes qui motivent ses militants et électeurs. Même les idéologues les plus autorisés du fédéralisme canadien ont pris acte de la métamorphose idéologique de la pensée souverainiste en faisant le pari de disqualifier un projet désormais calqué sur l'idéal trudeauiste tel qu'il s'exprime majoritairement dans la pensée politique canadienne depuis 1982. Cynique et perspicace, le ministre fédéral Pierre Pettigrew, a pu écrire, en narguant les souverainistes au moment du 25<sup>ème</sup> anniversaire du référendum de 1980, qu'en quelques années :

les péquistes en sont venus à favoriser un multiculturalisme québécois imitant ce qu'ils ont toujours condamné, à l'époque de Pierre Trudeau en particulier, dont le respect du pluralisme était tenu pour une hérésie menaçant le Québec et sa culture. Les valeurs pluralistes libérales ont tellement progressé au cours des 25 dernières années que péquistes et bloquistes proposent désormais de faire du Québec un petit Canada<sup>198</sup>.

S'il s'agit d'ouvrir le Québec à un modèle de société multiculturel, il n'est pas nécessaire de s'affranchir d'un cadre canadien qui travaille déjà à le reconstruire dans cette perspective. Stéphane Dion a aussi souligné l'incompatibilité de principe entre la lutte indépendantiste et le nationalisme civique, la première trouvant nécessairement ses raisons fortes dans une définition de la communauté politique ancrée dans une certaine communauté de mémoire et de culture et plus seulement dans l'idée d'une communauté de citoyens indifférente à son substrat culturel.

---

<sup>198</sup> . Pierre S. Pettigrew, « Il y a 25 ans, le référendum québécois – L'héritage de 1980 : un consensus autour des valeurs libérales », *Le Devoir*, 20 mai 2005.

Le problème auquel nous faisons face [...] n'est pas que la société québécoise aurait des prédispositions particulières à la xénophobie. Il tient plutôt au fait qu'il est impossible de justifier la sortie du Québec du Canada d'une façon qui rejoigne de la même manière les Québécois de souche française et les autres Québécois<sup>199</sup>.

Ce que disent Pettigrew et Dion d'un point de vue militant n'en demeure pas moins pertinent pour qui s'intéresse aux problèmes posés par un souverainisme qui ne prétend plus exprimer d'aucune manière le nationalisme francophone majoritaire, comme l'a aussi fait remarquer Jacques Beauchemin, qui a probablement le mieux soulevé les problèmes liés à cette conversion de l'identité québécoise au multiculturalisme. Ainsi, Beauchemin remarquait lui aussi, mais cette fois d'une perspective sociologique, que « ces dernières années ont été l'occasion d'un certain retrait de l'identité franco-québécoise au sein du discours nationaliste, cela à mesure que ce dernier se redéfinissait dans une volonté affirmée d'aménagement du pluralisme identitaire »<sup>200</sup>. La pensée québécoise parviendrait de plus en plus difficilement à accueillir la réalité d'une majorité francophone susceptible d'avancer ses propres revendications dans la définition du destin collectif à venir. « En effet, l'aventure historique canadienne-française est devenue à ce point encombrante que tout se passe comme si la pensée politique était devenue incapable d'intégrer le communautarisme franco-québécois en tant que composante incontournable de la question du Québec »<sup>201</sup>. Beauchemin rappelait tout simplement que « sur le plan politique, les arguments en faveur de la souveraineté s'étiolent à mesure que s'estompe la figure de l'acteur collectif qui lui donne son sens premier »<sup>202</sup>. Dit pratiquement, on ne peut mobiliser un idéal et son contraire sans les faire se contredire, spécialement lorsqu'ils s'expriment dans une même dynamique politique. Toutes les synthèses ne sont

---

<sup>199</sup> . Stéphane Dion, *Que retenir de l'Affaire Michaud ? L'incompatibilité entre le nationalisme civique et la sécession*, Discours devant la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, 5 avril 2001. Disponible à [http://www.pco-bcp.gc.ca/aia/default.asp?Language=F&Page=PressRoom&Sub=Speeches&Doc=20010405\\_f.htm](http://www.pco-bcp.gc.ca/aia/default.asp?Language=F&Page=PressRoom&Sub=Speeches&Doc=20010405_f.htm)

<sup>200</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p 53.

<sup>201</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p 52.

<sup>202</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p 53.

pas possibles en politique et on peut difficilement imaginer une communauté nationale parvenir à la souveraineté après qu'on l'ait privé de toutes les raisons existentielles qui l'y conduisaient.

### *Un chartisme à la québécoise*

*Que reste-t-il alors pour lier politiquement les hommes? La réponse résonne sur les ondes et dans tous les lieux officiels : ce sont les fameuses « valeurs » que rabâchent nos hommes politiques sous la tutelle et la surveillance de ceux qui font l'opinion dominante : les droits de l'homme, la tolérance, le pluralisme, la laïcité... Le bon citoyen de jadis était attaché à son drapeau, à sa terre, à sa langue, à l'intérêt de son pays. Le bon citoyen d'aujourd'hui doit s'attacher à l'égalité, à la diversité, à la neutralité... Sans doute les valeurs formelles, pourvu qu'elles soient bien comprises, ont-elles bien des vertus – elles sont parties prenantes de la société libérale, mais peuvent-elles suffire? Que donnent-elles à aimer? À s'en tenir là, un Français ne se distingue guère d'un Suédois, ou un Européen d'un Taïwanais. Si l'on pousse jusqu'au bout, l'idéal est de devenir un citoyen du monde, avec pour bagages le souci de soi et un anglais passe-partout.*

*Philippe Bénéton*

Pourtant, ces critiques, même les plus modérées, autant les précoces que les tardives – et malgré le bonheur affiché des fédéralistes de voir les souverainistes les rejoindre idéologiquement par le reniement des raisons qui motivaient initialement le désir de sécession au Québec<sup>203</sup>, ne parvinrent généralement pas à faire vaciller la foi nouvelle des souverainistes modernistes pour une manière dénationalisée de comprendre leur option. C'est qu'il ne faudrait plus croire en cette idée selon laquelle une certaine appartenance partagée serait nécessaire à la mise en place d'une citoyenneté commune entre les membres d'une même communauté politique. Disons-le avec Bariteau, « dans un contexte multiculturel et multiethnique, une culture au sens large n'a pas besoin d'être partagée par tous les citoyens d'un État souverain »<sup>204</sup>. Contexte semblablement défini par Michel Venne pour qui. « dans le contexte ouvert et mondialisé d'aujourd'hui, où les identités culturelles sont contestées par l'individualisme, la seule voie de sortie est de doter les nations d'une existence collective de nature politique, protégée par des

<sup>203</sup> . Michel Venne a ainsi fait valoir que la souveraineté était désirable pour le Québec notamment parce qu'il serait le seul endroit au Canada où les idéaux du trudeauisme en matière multiculturelle seraient heureusement applicables. Michel Venne, *Souverainistes, que faire ?* VLB, 2002, p.77.

<sup>204</sup> . Claude Bariteau, « Le projet souverainiste est et doit demeurer la création d'un État de droit », Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999, p.217.

institutions démocratiques et cosmopolites, dans lesquelles les droits individuels sont garantis par la citoyenneté. Le projet souverainiste québécois n'est rien d'autre que l'application de ce principe »<sup>205</sup>.

Gilles Gagné et Simon Langlois, cherchant à prouver sociologiquement ce que le pluralisme a édicté en doctrine, ont trouvé de nouvelles raisons fortes pour faire l'indépendance, extérieures à la conscience historiques franco-québécoises et aux revendications qui y sont logées et servent de raisons d'agir aux acteurs politiques, puisque l'adhésion populaire à la souveraineté n'aurait pas « le caractère tranché d'une conviction idéologique permanente fondée sur une expérience historique identitaire, mais [se définirait] comme une prise de position en faveur d'un projet d'État sur lequel ces électeurs portent des jugements sensibles au contexte »<sup>206</sup>. C'est qu'il faudrait définir la communauté politique occidentale, et par-là la québécoise, non plus dans ce qui la rend possible implicitement, soit une culture nationale, mais dans ce qu'elle partagerait explicitement, par exemple des valeurs, un projet, une certaine manière de vivre la citoyenneté partagée. Autrement dit, c'est pour des raisons sociales et citoyennes, et non plus culturelles et historiques, qu'il serait désormais légitime de creuser des frontières entre les communautés humaines. Disons-le encore une fois avec Serge Cantin : les souverainistes travaillent à construire une démocratie post-nationale dans la communauté politique québécoise, épaississant sa citoyenneté dans autre chose qu'un communautarisme historique à la manière nationale, à tout le moins, à la manière traditionnellement nationale tel qu'on l'appréhende à la québécoise.

Cette démocratie québécoise, une démocratie sociale et pluraliste, devrait reconnaître aisément le moment institutionnel de sa fondation à travers la proclamation il y a trois décennies de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, à partir de laquelle certains représentants d'un souverainisme progressiste et cosmopolite aimeraient bien reconstruire une fois pour toutes une citoyenneté québécoise ne devant plus rien au sentiment national majoritaire tel qu'il s'exprime traditionnellement au Québec. La

---

<sup>205</sup> . Michel Venne, « La souveraineté, une idée forte à l'heure de la mondialisation », Jocelyne Couture (dir.), *Redonner sens à l'indépendance*, VLB éditeur, 2005, p.103.

<sup>206</sup> . Gilles Gagné et Simon Langlois, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, p.128

Charte elle-même porterait un projet de société dans lequel la société québécoise pourrait se reconnaître, à travers certaines valeurs qui la particulariseraient parmi les nations occidentales, spécialement celles de la rive américaine. Un projet de société ouvrant l'idée d'un Québec à bâtir, d'une nouvelle nation québécoise, pour le dire comme Gérard Bouchard, autrement qu'à travers un idéal national périmé n'étant historiquement parvenu à rejoindre que le segment majoritaire de la population. C'était l'avis, par exemple, des animateurs des Cahiers du 27 juin, une revue travaillant à fonder une nouvelle référence québécoise hors de l'histoire, hors de la culture. La Charte québécoise contiendrait « les germes de la société juste, égalitaire et démocratique qui [doit servir] d'horizon d'attente » au Québec contemporain. Car elle comporterait « un ensemble de droits politiques, sociaux et économiques » qui devraient d'ailleurs « être précisés davantage » ; elle pourrait aussi s'actualiser en reconnaissant les « droits culturels et environnementaux » dit de troisième génération<sup>207</sup>.

Michel Seymour s'est lui aussi permis d'affirmer que « la charte des droits et libertés fait partie de notre identité de peuple »<sup>208</sup> en ajoutant ailleurs qu'elle « contient des dispositions relatives aux droits sociaux et économiques »<sup>209</sup>. Et le Bloc Québécois s'appropriait à son tour la Charte des droits dans sa définition d'un Québec pluraliste et progressiste devant trouver dans sa matière sociale plutôt qu'historique les éléments pour se refaire une identité nationale pertinente.

---

<sup>207</sup> . Jocelyn Maclure, « Éditorial, La signature des Cahiers du 27 juin », *Les Cahiers du 27 juin*, vol.1, n.1, février 2003, p.6

<sup>208</sup> . Michel Seymour. « Le bien commun et la justice : perspective nationale et internationale », *Éthique publique*, vol.6, n.1, 2004, p.134

<sup>209</sup> . Michel Seymour, *Le pari de la démesure. L'intransigeance canadienne face au Québec*, L'Hexagone, 2001, p.286

Depuis la Révolution tranquille, les gouvernements successifs du Québec ont fait d'importants efforts pour promouvoir et consolider une identité collective centrée sur le statut de citoyen. Pensons à la Charte des droits et libertés de la personne, adoptée en 1975 [...]. L'article 10 de la Charte garantit la reconnaissance et l'exercice des droits et libertés indépendamment, entre autres, de la race, de la couleur, de la religion et de l'origine ethnique ou nationale. Pensons également aux politiques d'intégration des immigrants et à la déconfectionnalisation des commissions scolaires<sup>210</sup>.

Dit autrement, la Charte fonderait un cadre constitutionnel favorisant la reconstruction de l'appartenance au Québec selon le modèle d'une citoyenneté différenciée ouverte aux différences, à toutes les différences, auxquelles il serait désormais impératif de s'ouvrir pour s'ouvrir à ce que le Québec serait vraiment, de toute façon. D'ailleurs, comme le disaient encore les bloquistes au moment du tournant de la citoyenneté, la promotion d'une identité de nature citoyenne inclut le respect des minorités culturelles et ethniques.

Ainsi :

la Charte de la langue française de 1977 affirmait le respect des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise et des minorités ethniques, institutions garanties par nos lois. Le même Charte affirmait également le droit pour les Amérindiens et les Inuits de maintenir et de développer leur langue d'origine<sup>211</sup>.

Comprenons donc que c'est parce qu'elle est compatible avec une Charte encadrant la société québécoise selon les prescriptions du libéralisme identitaire et du multiculturalisme que la Charte de la langue française dispose encore d'une certaine légitimité dans la société québécoise, que la protection de l'identité nationale n'est désormais possible que dans la perspective plus vaste d'une ouverture toujours progressive aux préceptes du pluralisme identitaire. De cette manière, on trouve effectivement une nouvelle identité au Québec, institutionnellement cadrée, et censée lui donner les attributs d'une communauté nationale pleine et originale.

---

<sup>210</sup> . Bloc Québécois, *Chantier de réflexion sur la citoyenneté et la démocratie*, La souveraineté pour le monde à venir, avril 1999, p.6

<sup>211</sup> . Bloc Québécois, *Chantier de réflexion sur la citoyenneté et la démocratie*, La souveraineté pour le monde à venir, avril 1999, p.7

Il n'en demeure pas moins que l'identité québécoise demeure toujours à emplir d'un contenu spécifique, et spécialement une fois qu'on l'a désinvesti des contenus historiques qui la particularisaient. La démocratie ne parvient généralement pas à se fonder elle-même. De quelle manière définir la nation lorsque la culture ne convient plus, lorsque la conscience historique n'est plus envisagée comme un lieu de rassemblement à partir duquel elle peut ensuite s'ouvrir à un certain pluralisme idéologique ? À partir de quoi reconstruire une identité collective qui comble le vide laissé par la destruction des contenus traditionnels de l'appartenance nationale ? Car la nouvelle identité québécoise fondée sur la Charte des droits devra quand même s'épaissir d'une certaine sociologie : si on préfère, on trouvera dans la société québécoise de nouveaux éléments pour la différencier en lui reconnaissant une identité spécifique. Pris dans ce paradoxe – référer à l'identité d'un peuple dont on refuse par ailleurs de reconnaître la mémoire qu'on croit souillée par le « nationalisme ethnique » - les souverainistes ont cru trouver la réponse dans la définition d'une nouvelle identité québécoise associée au modèle québécois et aux valeurs progressistes en matière sociale et culturelle qu'on pense y retrouver et à laquelle la Charte pourrait d'ailleurs servir de réceptacle institutionnel et constitutionnel, celle-ci s'ouvrant déjà, d'ailleurs, aux droits économiques, sociaux et culturels par lesquels on appelle généralement à reconstruire la citoyenneté contemporaine.

C'est devenu en quelques années un lieu commun, le Québec serait « à gauche » alors que le Canada serait « à droite ». L'appartenance au Québec passe désormais par les valeurs « québécoises », les souverainistes revenant de manière insistante sur le caractère progressiste de la société québécoise, pour la distinguer des autres sociétés continentales, plutôt conservatrices, moins ouvertes aux différences, moins solidaires et plus individualistes. Le Québec serait la plus européenne des sociétés américaines - à tout le moins, la plus conforme au rêve européen d'un Jeremy Rifkin, un rêve européen faisant :

passer les relations communautaires avant l'autonomie individuelle, la diversité culturelle avant l'assimilation, la qualité de vie avant l'accumulation de richesses, le développement durable avant la croissance matérielle illimitée, l'épanouissement personnel avant le labeur acharné, les droits universels de l'homme et les droits de la nature avant les droits de propriété, et la coopération mondiale avant l'exercice unilatéral du pouvoir<sup>212</sup>.

Les souverainistes croient démontrer cela en avançant quelques preuves : le Québec serait nettement plus permissif en matière morale, culturelle et sociale, comme on le verrait autour d'enjeux comme la légalisation des drogues douces ou dures, l'approche préventive en matière de criminalité et l'ouverture au mariage gay<sup>213</sup>. On trouverait là la vertu d'un Québec évolué, en avance sur la morale continentale et son rigorisme protestant. Le vieux fond latin du catholicisme québécois aurait prédisposé le Québec moderne aux suggestions les plus radicales de la modernité avancée, celles généralement présentées sous la forme d'innovation sociale faites pour faire évoluer la société vers un certain idéal communautaire.

Le progressisme intrinsèque de la modernité francophone rendrait la société québécoise particulièrement réceptive à toutes les différences cherchant à s'y faire reconnaître, dans un climat de solidarité encore une fois étranger à l'individualisme des voisins anglo-saxons. Le Québec disposerait d'une fiscalité cherchant à construire une société sans trop de disparités dans la répartition des richesses, l'impôt servant ici non pas à financer les tâches fondamentales de l'État, mais à reconstruire la communauté politique selon les prescriptions d'un Bien commun défini par la synthèse de toutes les

---

<sup>212</sup> . Jeremy Rifkin, *Le rêve européen. Ou comment l'Europe se substitue peu à peu à l'Amérique dans notre imaginaire*, Fayard, 2005, p.14.

<sup>213</sup> . Un récent sondage de *L'Actualité* tend pourtant à infirmer la plupart de ces propositions. Sauf sur la question des politiques sociales, où ils semblent disposés à subir une fiscalité plus élevée pour disposer de certains services, les Québécois sont plutôt divisés sur les questions emblématiques de la différence québécoise pour la nouvelle gauche. 83% des Québécois plaident pour un durcissement des peines contre les criminels, 48% s'opposent la légalisation de la marijuana alors que seulement 45% y sont favorables. Le décalage entre le consensus progressiste des élites et les valeurs de la population est bien marqué, comme le remarque le professeur Jean-Hermann Guay qui y voit peut-être « le reflet d'un profond écart entre le discours officiel et ce que pensent les gens dans les chaumières ». Isabelle Grégoire, « Y a-t-il une droite au Québec ? », *L'Actualité*, 1<sup>er</sup> avril 2005, p.20-29.

doctrines égalitaires disponibles. On travailla donc à reconnaître ces valeurs qui distingueraient la société québécoise, des valeurs rapidement nationalisées et décrétées pour cela québécoises, des valeurs progressistes, qui définiraient mieux la nation que son ancienne culture et qui marqueraient finalement l'originalité de la petite société francophone nord-américaine. Des valeurs qui, d'ailleurs, auraient modelé la société québécoise depuis sa Révolution tranquille, qui l'auraient mobilisé dans son processus de différenciation et son élaboration d'une pratique sociale plus juste, plus solidaire, plus démocratique.

Michel Seymour reprend cette idée selon laquelle toutes les valeurs sociales progressistes dont se réclament certaines élites pourraient s'annexer à une définition forte de la différence québécoise.

Le Québec s'est depuis de nombreuses années doté d'un ensemble de politiques progressistes. Il a adopté une loi sur l'équité salariale, une loi contre la pauvreté et contre l'exclusion sociale, ainsi que des lois portant sur la famille (la perception des pensions alimentaires, les garderies à cinq dollars ) que l'on ne retrouve pas ailleurs au pays. Notre salaire minimum est plus élevé que partout en Amérique. [...] La structure de taxation exclut 40% de la population de l'obligation de payer l'impôt.. Nos impôts sont plus lourds parce que nous avons accepté de financer de nombreux projets sociaux. [...] Ce ne sont donc pas seulement la langue et la culture qui définissent la particularité de la société québécoise, c'est tout cela<sup>214</sup>.

La société québécoise, qui ne devait plus, nous disait déjà Seymour, se reconnaître à travers le communautarisme historique franco-québécois, doit toutefois s'apparaître à elle-même dans la série des consensus sociaux progressistes qu'il se fait un devoir d'énumérer. Il y aurait donc conversion progressiste de l'identité québécoise, et le partage de valeurs communes rendrait d'ailleurs possible le déploiement d'un multiculturalisme à la québécoise, comme le souligne Gérard Bouchard qui envisage une « nation francophone, plurielle, qui se définit par référence à des valeurs et des choix sociaux, et

---

<sup>214</sup> . Michel Seymour. « Le bien commun et la justice : perspective nationale et internationale », *Éthique publique*, vol6, n.1, 2004, p.133.

qui parvient à réaliser sa cohésion dans la diversité »<sup>215</sup>. Parmi ces valeurs québécoises, nous dit Bouchard, on doit penser, entre autres, « à des valeurs de concertation en matière de prise de décision collective [...], à des valeurs de solidarité et de compassion exprimées dans l'attachement à ce qu'on appelle le filet social, à l'interculturalisme en matière de pluriethnicité, à un mélange d'entrepreneurship libéral et d'interventionnisme étatique dans le domaine économique »<sup>216</sup>. Autant de valeurs qui différencieraient positivement la société québécoise sur son continent, « car s'il ne va pas au-delà de la défense de la langue et de la culture francophones, le projet national se prive d'une grande richesse »<sup>217</sup>. D'ailleurs, ajoute Bouchard, cette reconstruction progressiste de l'appartenance nationale la rendrait beaucoup plus consensuelle, lorsqu'il fait valoir « la pertinence d'un projet social qui soit une source de mobilisation et qui déplace les enjeux nationaux vers des sphères plus concrètes et plus universelles »<sup>218</sup>. Il y aurait toujours une nation au Québec, mais ses contenus seraient tout nouveaux et très différents des anciens, qu'on aurait finalement évacués sans trop laisser de traces. On aura sauvé les meubles, et spécialement la nation, qui demeure nominalement, mais qui aura connu une forme de transsubstantiation identitaire, hier historique et culturelle, désormais juridique et sociale, mais néanmoins toujours québécoise, pourvu que ce terme soit vidé une fois pour toutes de ce qu'il voulait jusqu'à tout récemment dire<sup>219</sup>. Disons néanmoins qu'il s'agira en fait d'une canadianisation complète de l'identité nationale québécoise – on parlera aussi de la conversion définitive aux idées trudeauistes dans les frontières de la communauté politique québécoise.

---

<sup>215</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.75.

<sup>216</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.104.

<sup>217</sup> . Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIXème au XXIème siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.327.

<sup>218</sup> . Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIXème au XXIème siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.326.

<sup>219</sup> . Mais on se demandera néanmoins si la Charte et ce qu'on pense y investir ont pénétré aussi en profondeur qu'on le suppose l'identité québécoise, comme ce fut le cas avec l'identité canadienne, qui était sociologiquement et historiquement plus disponible pour ce genre d'opération relevant de l'ingénierie identitaire, comme l'a d'ailleurs déjà fait remarquer Christian Dufour. Christian Dufour, *Le défi québécois*, L'hexagone, 1989, 176 p.

*Un souverainisme multiculturel et progressiste*

*Cependant, j'essaie de comprendre. Qu'est-il arrivé depuis des années, aux peuples d'Europe, dont les Français, pour qu'on les découvre soudain si démunis de fierté? Je me dis que l'esprit social a fini par dévorer l'esprit national. La social-démocratie est gestionnaire avant d'être patriote. La gauche est révolutionnaire avant d'être nationale.*

*Louis Pauwels*

Le souverainisme multiculturel ne pouvait envisager la reconstruction de l'identité québécoise que dans une perspective progressiste, tout en se donnant le plus possible l'impression de travailler à réaliser politiquement et socialement l'identité québécoise à laquelle le Canada servirait d'entrave. La décompression annoncée de la dimension nationale dans l'option souverainiste permettra désormais de mettre en perspectives certaines de ses facettes les plus négligées, donnant plus spécialement une idée du type de société que les Québécois devraient se construire avec un État souverain. « Si le projet souverainiste s'inscrit dans cette perspective [non-nationaliste], son contenu social, économique et politique sera davantage mis en relief », écrit encore Bariteau<sup>220</sup>. On consentira donc à investir l'indépendance d'un certain projet de société progressiste puisque celui-ci ne travaillerait en fait qu'à approfondir l'expression de la nouvelle identité québécoise pluraliste et progressiste. On sera d'autant plus québécois qu'on sera plus progressiste. La vieille objection faites aux souverainistes que l'identification de leur option à un projet social trop marqué risquerait de provoquer la division de leur coalition ne tiendrait plus, parce que les choix progressistes ne seraient plus seulement ceux d'une fraction de la population, mais des révélateurs identitaires profonds de ce que le Québec serait devenu ou serait en train de devenir. La nouvelle identité québécoise en pleine émergence devrait sortir d'un cadre canadien trop conservateur qui l'empêcherait d'accomplir une fois pour toutes sa mutation progressiste, comme l'a soutenu encore une fois Michel Seymour.

---

<sup>220</sup> . Claude Bariteau, « Le projet souverainiste est et doit demeurer la création d'un État de droit », in Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999, p.219.

Le Canada est une société un peu moins progressiste que le Québec. Les lois fédérales sur les congés parentaux et sur les jeunes contrevenants sont des politiques qui ne correspondent pas à notre identité québécoise. La réaction négative à l'égard du mariage homosexuel, majoritaire au Canada anglais, est minoritaire au Québec. Une majorité de Canadiens anglais se disaient favorables à la guerre en Irak juste avant le début des hostilités, au Québec une majorité écrasante y est restée opposée<sup>221</sup>.

Sur autant de perspectives fondamentales pour définir leur identité nationale, le Canada et le Québec seraient en contradictions : la cohabitation des deux nations ne serait plus possible, l'identité nationale progressiste des Québécois entrant en contradiction avec l'identité nationale conservatrice du Canada anglais. La nouvelle déclaration de principe proposée par le Parti Québécois en donne un bon exemple, dans la mesure où la souveraineté devient le cadre d'un projet de pays où le peuple québécois est défini comme « écologique, solidaire, démocratique, francophone, inclusif, pacifique, prospère, créatif et fier de lui »<sup>222</sup>. Les valeurs québécoises distingueraient le Québec dans son environnement continental, et donneraient une matière propre à l'idée d'une identité québécoise progressiste et distincte, de celle d'un Canada de plus en plus étranger socialement aux Québécois. On peut expliquer ainsi le réinvestissement utopique du projet souverainiste à travers la question du projet de société qui sert un peu de matrice compensatoire pour donner au nationalisme québécois un nouveau contenu social afin de fonder la différence québécoise non plus sur les caractères spécifiques à sa majorité française mais bien sur le modèle de société par laquelle elle s'exprimerait, un modèle nécessairement progressiste, cela va de soi.

Il faudra refaire la doctrine souverainiste dans une nouvelle matière, travailler l'option à partir d'une conception inédite de la société québécoise – Claude Bariteau a ainsi invité les leaders souverainistes, au lendemain du référendum, à faire « émerger une

---

<sup>221</sup> . Michel Seymour. « Le bien commun et la justice : perspective nationale et internationale », in *Éthique publique*, vol6, n.1, 2004, p.135.

<sup>222</sup> . *Un projet de pays. Cahier d'amendements au programme en vue des congrès de circonscription. Document de travail*, Parti Québécois, 2005, p.3.

nouvelle idée du Québec »<sup>223</sup>. Michel Venne fait même de cette conversion une condition du ralliement, selon lui, des nouvelles générations à l'option souverainiste, nouvelles générations qui ne répondraient plus vraiment aux appels patriotiques et nationalistes mais seraient aisément mobilisables pourvu qu'on les invite non pas à fonder un pays mais à construire une société.

Le PQ a en effet plus de mal que jamais à incarner une coalition entre la gauche et la droite. L'idée social-démocrate est contestée de l'intérieur. Or la souveraineté n'a jamais progressé en vase clos. Les jeunes, entre autres, sont souverainistes à condition que la souveraineté, prise comme un moyen plutôt que comme une fin, soit un instrument qui permette de bâtir au Québec une société solidaire, responsable et soucieuse du développement durable<sup>224</sup>.

Certains députés péquistes en appelèrent à leur tour à la définition progressiste de leur option pour préserver ou obtenir l'appui des nouvelles générations dans le redéploiement du mouvement souverainiste<sup>225</sup>. C'est aussi ce que nous disait l'ancien aspirant à la direction péquiste, François Legault, pendant la Saison des idées de 2003-2004, où les péquistes, à l'invitation de Bernard Landry, devaient construire une nouvelle image pour leur option, en l'investissant d'un projet plus social que national, plus multiculturel que francophone.

---

<sup>223</sup> . Claude Bariteau, « Le défi de Lucien Bouchard : faire émerger une nouvelle idée du Québec », *La Presse*, 16 janvier 1996, B3.

<sup>224</sup> . Michel Venne, « Dix ans », *Le Devoir*, 24 octobre 2005, A5.

<sup>225</sup> . Alexandre Bourdeau, Stephan Tremblay, Jonathan Valois, *La tournée des Mousquetaires*, Juin 2004, p.12.

Certains militants du Parti québécois pourraient s'opposer à ce qu'on clarifie les choix de société qui seront faits au lendemain de la souveraineté du Québec, de crainte que ces choix n'éloignent du parti des souverainistes plus conservateurs. Je crois qu'il faut faire le pari qu'en définissant dès maintenant un projet de société social-démocrate, nous pourrions rallier plus de militants, plus de nouveaux arrivants, plus de jeunes et peut-être même une partie de cette gauche «altermondialiste» qui songe à fonder un nouveau parti. Car être souverainiste, c'est justement affirmer le pouvoir qu'ont les peuples à définir les formes concrètes de solidarité. Et le budget d'un Québec souverain sera la meilleure illustration des valeurs sociales qui nous sont chères ».

La philosophe Jocelyne Couture a reconnu l'apparition d'un nouveau contexte où se multiplient les arguments à portée socialisante pour justifier la souveraineté.

Les Québécois ne se mobiliseront pour l'indépendance que lorsqu'ils pourront reconnaître, chez les porteurs du projet, la volonté ferme et non ambigu de réaliser une société juste et égalitaire. Condition de l'accès à la souveraineté, projet de société pour un Québec souverain ou les deux à la fois, la justice sociale apparaît indissociable de l'idée même d'indépendance. [...] La force d'attraction du projet souverainiste réside dans sa capacité de rejoindre les aspirations des Québécois à une société juste<sup>226</sup>.

On ne militera certainement plus pour l'indépendance en elle-même, on n'y verra qu'un moyen – « La souveraineté n'est pas une fin en soi, [...], c'est seulement un super moyen d'arriver où on veut »<sup>227</sup>, pour le dire comme la jeune députée de Laurier-Dorion Elsie Lefebvre. La souveraineté devient le levier nécessaire d'un nouvel élan québécois.

---

<sup>226</sup> . Jocelyne Couture, « Présentation », Jocelyne Couture (dir.), *Redonner sens à l'indépendance*, VLB, 2005, p.9.

<sup>227</sup> . Danielle Stanton, « Elsie Lefebvre. La plus jeune députée du Québec », *Elle Québec*, Février 2005, p.63

La souveraineté devient, en l'occurrence, l'un des éléments du projet de société proposé : un projet progressiste, qui répond aux préoccupations de la classe moyenne, qui vise la modernisation de l'État, en tenant compte des désirs de développement des individus autant que des exigences de la vie en société<sup>228</sup>.

La différenciation accentuée entre le Québec et son entourage qui en ressortira favorisera un progrès de la nouvelle identité nationale, civique et pluraliste, construite dans la poursuite de grands idéaux progressistes, d'un projet social qui saura donner un nouveau contenu au nationalisme.

*L'épaisseur manquante de la nation civique*

*Mais la citoyenneté a-t-elle jamais été pure ?*

*Alain Finkielkraut*

Disons-le encore une fois : à l'identité nationale traditionnelle des Québécois, on a substitué les valeurs québécoises, censées donner un nouveau contenu à l'appartenance au Québec, spécialement dans la perspective de sa pluralisation définitive. On parlera donc de l'apparition d'un souverainisme multiculturel et progressiste, d'un souverainisme qui ne mobilise plus l'imaginaire national des Québécois pour s'avancer politiquement, mais qui espère plutôt les séduire et les convaincre avec la promesse d'une nouvelle société, faite pour plaire à ceux qui croient qu'un autre monde est possible, ou si on veut, qu'au autre Québec est possible et que le moment fondateur d'un nouveau pays est une occasion privilégiée pour reconstruire radicalement les paramètres par lesquels une société parvient à s'instituer. Mais quoi qu'il en soit, il faut aplatir la dimension historique du projet souverainiste et lui trouver de nouvelles raisons fortes, au présent comme au futur, sans faire de l'indépendance l'aboutissement d'un parcours historique particulier, sans non plus s'accrocher à la mythologie nationaliste qu'entretiennent les acteurs sociaux un peu malgré eux en refusant quelquefois de s'extraire d'une appartenance frileuse. Il aura donc suffi de peu : décréter québécoises des valeurs qui ne l'étaient pas pour emplir en un tournemain conceptuel la citoyenneté inclusive à laquelle plusieurs reprochaient son manque de densité, d'un ethos communautaire susceptible

---

<sup>228</sup> . Michel Venne, *Souverainistes, que faire ?* VLB, 2002, p.152

d'alimenter le vivre-ensemble – dirait-on sans entrer dans une polémique de trop que l'ingénierie identitaire n'est pas une science aisée, que l'identité, bien avant d'être décrétée, est donnée, qu'elle n'est pas une pâte malléable au gré des inspirations politiques. Autrement dit, la nation ne saurait être une simple construction juridique non plus qu'un bricolage vite fait d'allégeances disparates ou un rassemblement hétéroclite de valeurs trop universelles pour vraiment marquer la particularité d'un peuple dans ce qui fait vraiment sa distinction<sup>229</sup>.

Pour tous, c'était une évidence. Pour bien des intellectuels souverainistes, ce fut une découverte. Les valeurs, même décrétées québécoises, ne suffisent pas, la citoyenneté sociale non plus. La nation doit s'épaissir d'une culture, d'une mémoire, de traditions – pour le dire avec Fernand Dumont, de raisons communes<sup>230</sup>. Elle doit se doter d'institutions politiques fortes et robustes qu'elle teintera de son identité propre, qu'elle personnalisera en les transformant en instruments par lesquels elle se forgera un destin. C'est d'abord par son histoire qu'un peuple existe en tant que peuple. Il y trouve la matière vivante de son identité et se rassemble autrement que sous la forme d'une masse disparate aux comportements anarchiques. Une nation doit générer des symboles sans lesquels aucune appartenance ne pourra s'y développer. Même pour l'État de droit, la légitimité est d'abord historique. Autrement dit, la légitimité démocratique est insuffisante en elle-même et doit d'abord exister en tant que légitimité nationale – appelons cela un truisme gaullien. Une communauté politique peut apparaître dans la mesure où une communauté nationale lui préexiste, elle même définie en tant que communauté de mémoire et de culture, et c'est parce qu'un peuple se reconnaît dans une commune appartenance qu'il cherchera à exprimer politiquement sa réalité. La démocratie doit trouver hors d'elle-même le lieu où s'incarner et la matière dans laquelle elle s'exprimera, ce que Paul Thibaud appelle « la non-autosuffisance de la

---

<sup>229</sup> . Le directeur de *L'Action nationale*, revue souverainiste et nationaliste, manifestait récemment son exaspération définitive avec une représentation dénationalisée de la lutte souverainiste, qui ne parvient plus à fonder la différence québécoise sur autre chose que les valeurs progressistes revendiquées par une partie de la direction du mouvement souverainiste. « La politique indépendantiste n'est pas une affaire de valeurs qui teinteraient mieux la politique qu'on nous contraint de conduire. Qu'on nous fiche la paix avec le combat des valeurs, notre lutte est nationale ». Robert Laplante, « Notre lutte est nationale », *L'Action nationale*, février 2006.

<sup>230</sup> . Fernand Dumont, *Raisons communes*, Boréal, 1997.

démocratie »<sup>231</sup>. Autrement dit, il y a nécessairement dans toute démocratie une transcendance politique qui, sans être anti-démocratique, n'est pas à proprement parler démocratique, une sacralisation de l'appartenance rendue possible par la référence nationale et qui peut survivre longtemps à l'effondrement ou à la paralysie des institutions politiques dans la mesure où l'identité d'un peuple est autre chose qu'un construit juridique abstrait<sup>232</sup>. Et c'est parce que la démocratie prend sa forme dans une nation qu'elle peut être autre chose que simplement procédurale, qu'elle comporte une dimension positive ne s'épuisant pas avec la préservation de l'ordre public pour ouvrir entre les hommes un espace de délibération quant aux finalités à investir dans l'action collective<sup>233</sup> – qu'elle préserve la possibilité de « l'agir politique » et rend concevable l'idée d'un Bien commun, écrit Beauchemin<sup>234</sup>. Pour le dire avec Régis Debray, « pas de projet sans patrimoine commun, et pas de patrimoine sans volonté commune »<sup>235</sup>. Les hommes doivent se croire membres d'un même peuple en plus de se savoir citoyens d'un État. La démocratie qui ne trouve pas un demos suffisamment consistant risque bien de

---

<sup>231</sup> . Paul Thibaud, « L'inadmissible », *Le messenger européen*, n.8, Gallimard, 1994, p.199

<sup>232</sup> . Jacques Ellul définissait parmi les fonctions du sacré sa capacité à inscrire l'individu dans un groupe social qui le transcende. « Il faut une impulsion supérieure, une expérience reconnue commune, une raison échappant à la raison. Il faut une motivation que nous ne ressentons pas comme simplement inscrite en nous, mais qui nous paraît s'imposer d'elle-même. [...] Un groupe social ne peut subsister que si tous ses membres sont ramenés à une raison commune, subordonnés à un impératif reçu comme transcendant, vivant dans une relation communuelle qui n'est assurément pas constante ni expressément reconnue, mais qui est latente et si essentielle qu'elle ne peut effleurer qu'en de rares moments, tout le monde cependant participant à cet ordre ». Jacques Ellul, *Les nouveaux possédés*, Mille et une nuits, 2003, p.87. Disons le autrement : la démocratie, avant d'être un idéal moral, est un régime politique, qui ne peut se soustraire ainsi aux exigences de tout régime politique, celles liées au commandement, à l'autorité, aux gouvernants et gouvernés. La démocratie institue le politique dans la modernité. Elle ne l'épuise pas. Quant à la nationalité, malgré ce qu'en dit la sociologie politique, on ne peut y voir un phénomène exclusivement moderne. La Pologne a préexisté à la Pologne démocratique. La France a préexisté à la Révolution, et l'Angleterre à la démocratisation du parlementarisme. Évoquant les petites nations d'Europe centrale et orientale, un philosophe français écrit : « l'effondrement du totalitarisme a permis de retrouver sous la chape de plomb et la langue de bois de l'idéologie dominante, une réalité vivante et complexe de la vie de ces peuples ». Jean-Jacques Wunenburger, « Avant propos », in Chantal Delsol, Michel Maslowski et Joanna Nowicki (dir.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Presses universitaires de France, 2002, p.9

<sup>233</sup> . Robert Legros, « Nation et démocratie », *Le messenger européen*, n.6, 1992, p.11-24.

<sup>234</sup> . Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Athéna éditions, 2004, p.161-182

<sup>235</sup> . Régis Debray, *Le code et le glaive. Après l'Europe, la nation ?*, Albin Michel/Fondation Marc Bloch, 1999, p.115

déchoir en pure administration et de s'effondrer à la moindre secousse sérieuse<sup>236</sup>. « Quand l'idée de nation se perd, l'idée de démocratie se dégrade »<sup>237</sup>. « L'amour sacré de la patrie » ne trouve pas une matière suffisante dans un patriotisme constitutionnel strictement universaliste, non plus qu'en une simple communion aux idéaux démocratiques. Disons le dans les termes d'un débat franco-allemand : pour se concrétiser, Sieyès a besoin de Herder. L'un trouve dans l'autre la matière où effectuer ses principes. Les deux mis ensemble donnent l'État-nation moderne. Le contractualisme libéral est incapable de résoudre dans ses propres termes la question de l'identité des contractants et ne peut poser la question, dans sa logique interne, de la clôture politique<sup>238</sup>. Il n'a jamais su transformer par lui-même une citoyenneté en nationalité, un

---

<sup>236</sup> . Cela est encore plus vrai pour un État qui tient ensemble plusieurs peuples sans même investir ses institutions politiques du principe démocratique. Qu'on pense au cas de l'ex-Yougoslavie pour s'en convaincre ou aux peuples fédérés de force dans l'ex-URSS. Un même constat peut être fait à propos de l'Autriche-Hongrie qui s'est effondrée aux lendemains de la première guerre dans la mesure où ses peuples ont les uns après les autres proclamé leur indépendance. Le refus de l'indépendance – lorsqu'il y a refus – est rarement de principe, presque toujours stratégique. La multination est certainement l'hypothèse politique la plus stérile de cette fin de siècle. Nous avons proposé sur cette question des considérations relevant de la philosophie politique. Mathieu Bock-Côté, « De la reconnaissance à l'indépendance : les petites nations et l'État », *L'Action nationale*, février 2005, volume XCV, numéro 2, février 2005, p.63-81. On lira aussi dans la même revue Benoît Dubreuil, « La nostalgie des empires », *L'Action nationale*, octobre 2004, volume XCIV, numéro 8, p.26-39

<sup>237</sup> . Louis Pauwels, *La liberté guide mes pas*, Albin Michel, 1984, p.89

<sup>238</sup> . Daniel Jacques, *Nationalité et modernité*, Boréal, 1998, Pierre Manent, *Cours familier de philosophie politique*, Fayard, 2000. Benoît Dubreuil, « Mémoire et frontière », *L'Action nationale*, mars 2004, volume XCIV, n.3, p.48-61. Christian Dufour, à contre-courant d'une philosophie politique qui cherche à déconstruire la pertinence du territoire comme catégorie fondamentale de l'agir humain, a plaidé pour la restauration conceptuelle de la notion de frontière comme élément indispensable à la bonne compréhension du politique et tout aussi indispensable à la saine coexistence des peuples au sein d'unités politiques qui les séparent formellement. « [L]'être humain reste un animal territorial. Contrairement à ce que l'on pourrait penser à première vue, les limites constituent aussi des points de référence permettant d'occuper un territoire plus grand ; elles sécurisent davantage qu'une liberté ou un espace en principe illimités, mais qui donnent en pratique le vertige et paralysent ». Christian Dufour, *Le défi français. Regards croisés sur la France et le Québec*, Septentrion, 2006, p.126. Aussi, Christian Dufour, « Présentation », in Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999, p.145-151. Christian Dufour a rappelé aussi que cette séparation peut être instituée au sein d'un ordre fédéral, comme ce devrait être le cas dans le fédéralisme canadien, ou en démarquant les réalités collectives au sein d'États indépendants. Le principe à préserver est celui de la séparation des peuples afin d'assurer à chacun sa propre existence politique, quelles que soient les modalités formelles assurant l'institution de ce principe. « Ce qui importe avant tout pour le progrès [d'une] identité nationale, c'est le maintien d'une frontière ». Christian Dufour, *La rupture tranquille*, Boréal, 1992, p.95. J.L. Talmon, dans son analyse du conflit israëlo-palestinien, excavait le même principe de son analyse du rapport historique entre les peuples, en le poussant toutefois au terme de sa logique en

passerport en allégeance, une feuille d'impôt en disposition au sacrifice. « Bref, c'est en donnant aux sujets démocratiques individualisés un corps politique et une solidarité que la nation fut le monde commun par excellence de la modernité »<sup>239</sup>. Ou pour le dire avec Marcel Gauchet, « La fidélité du citoyen envers la chose publique n'est pas séparable de la validité reconnue aux normes qui la régissent. Ce qu'on oublie juste le patriotisme constitutionnel, c'est le support particulier qui continue de présupposer cette élévation de la citoyenneté à l'universel »<sup>240</sup>. Taguieff reprend à sa façon. « Il n'est de démocraties véritables qu'incarnées, dans des collections d'individus qui se reconnaissent en même temps comme des individus collectifs, dotés chacun d'une auto-représentation, de ce qu'il est convenu d'appeler une identité, liée à une histoire spécifique, à des héritages particuliers, à la reconnaissance de valeurs communes, à une volonté de vivre ensemble »<sup>241</sup>. Pierre Manent fait écho : « pour que le sentiment humain ait de la force, une force durable, il faut le concentrer dans une cité particulière »<sup>242</sup>. Christian Dufour évoque lui aussi l'apport indispensable d'une médiation symbolique forte pour assurer la durée d'une communauté politique et sa résilience historique. « Tous les pays, toutes les identités nationales ont besoin d'un minimum de mythologie officielle pour survivre »<sup>243</sup>. C'est aussi l'avis de Dominique Schnapper : « L'abstrait/concret national – sans parler du concret de l'appartenance ethnique – est plus mobilisateur que la pure abstraction que sont la conscience de classe, l'État de droit ou les droits de l'homme »<sup>244</sup>. Et la communauté historique à l'intérieur de laquelle peut s'ouvrir un espace politique et,

---

plaidant pour la séparation des peuples entre eux en sein d'États indépendants. « De nos jours, le seul moyen d'aboutir à une coexistence entre les peuples est, bien que cela puisse paraître ironique et décevant, de les séparer ». J.L. Talmon, « La patrie est en danger, Lettre ouverte à Menehem Begin », *Le débat*, numéro 11, avril 1981, p.58.

<sup>239</sup> . Joseph-Yvon Thériault, « Peut-on encore penser des traditions politiques nationales ? », Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme (dir.), *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.113.

<sup>240</sup> . Marcel Gauchet, « Le problème européen », *Le Débat*, n.129, mars-avril 2004, p.59.

<sup>241</sup> . Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation technomarchande*, Éditions Mille et une nuits, 2001, p.143.

<sup>242</sup> . Pierre Manent, *Cours familiers de philosophie politique*, Fayard, 2002, p.341.

<sup>243</sup> . Christian Dufour, *Le défi québécois*, L'hexagone, 1989, p.151.

<sup>244</sup> . Dominique Schnapper, *La communauté des citoyens*, Gallimard, 1994, p.79.

mieux encore, démocratique, ne se décrète ni ne s'invente à partir de rien. Jean-Paul Bled en faisait d'ailleurs la remarque particulièrement au moment du référendum français sur le traité de Maastricht. « Le traité de Maastricht introduit le concept de citoyenneté européenne, exemple type d'une notion artificielle parce que reposant sur des a priori idéologiques. Les pères de cette chimère ont oublié que pas plus que la nation, la citoyenneté ne se décrète »<sup>245</sup>.

La démocratie libérale ne peut s'établir sans être d'abord une démocratie nationale, ce qui, par ailleurs, nous rappelle le caractère probablement indépassable de l'État-nation<sup>246</sup>. Il faut aux hommes la conviction d'appartenir à une communauté d'histoire et qui leur survivra pour consentir à accepter les décisions majoritaires lorsqu'ils n'y souscrivent pas et reconnaître au-delà des divisions sociales un bien commun, un intérêt public qui, aussi indéterminé soit-il lorsqu'il s'agit de le définir analytiquement, n'en demeure pas moins un concept opératoire fondamental pour penser l'approfondissement de la démocratie comme expérience du vivre-ensemble.

La conclusion s'imposait fatalement au plus acharné des nationalistes civiques: on ne fait pas de nation forte sans une conscience collective qui s'étale en dehors d'un présent autarcique, sans une conscience historique qui donne au moins l'impression de venir de loin, qui donne à la nation cette pesanteur sans laquelle la citoyenneté n'est plus qu'une estampe administrative déliée des devoirs fondamentaux qui viennent avec l'appartenance à une communauté de mémoire et de culture. C'est parce que la nation a une histoire qu'elle donne au « lien social » une consistance qui n'est pas seulement métaphorique. Il faut à un peuple la conscience de son existence propre qui ne se trouve évidemment pas dans la plate administration du quotidien, pas plus que dans l'accumulation de politiques publiques, aussi sociales soient-elles. Il faut à un peuple quelque chose comme une certaine idée de lui-même, un destin, la possibilité d'une mission à accomplir, au moins, une vraie raison d'être. La mémoire étant le passage obligé pour la définition d'une nouvelle identité collective, il était fatal qu'on en vienne à

---

<sup>245</sup> . Jean-Paul Bled, *Une étrange défaite, le piège de Maastricht. Lettre ouverte d'un gaulliste à Jacques Chirac*, François-Xavier de Guibert, 1998.

<sup>246</sup> . Jeremy A. Rabkin, *The Case of Sovereignty. Why The World Should Welcome American Independance*, The AEI Press, 2004, 255 p, Jeremy A Rabkin, *Law Without Nations. Why Constititonnal Government Requires Sovereign States*, Princeton University Press, 2005, 350 p.

la questionner<sup>247</sup>. Les habermassiens des années post-référendaires ont donc rapidement été confrontés à la question du passé : quelle histoire pour la nouvelle nation civique québécoise? Ils ont trouvé leur réponse dans les travaux de Gérard Bouchard.

---

<sup>247</sup> . Comme il est dit dans un autre contexte que le nôtre, « le débat sur l'histoire du pays, sur la reformulation de la mémoire collective, touche inéluctablement à l'avenir de l'identité israélienne », Ilan Greilsammer, *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Gallimard, 1998, p.10.

## CHAPITRE TROIS

### LE PROBLÈME DU MULTICULTURALISME DANS L'HISTORIOGRAPHIE QUÉBÉCOISE CONTEMPORAINE : GÉRARD BOUCHARD ET LE REMODELAGE PLURALISTE DE LA CONSCIENCE HISTORIQUE FRANCO- QUÉBÉCOISE

*Or, nous savons bien que lorsqu'une nation prend mauvaise conscience, elle est prête à  
s'effondrer.  
Jacques Ellul*

*Il est presque agréable de se sentir coupable quand on n'a rien fait. On se sent alors noble  
[...].  
Hannah Arendt*

Gérard Bouchard a entrepris de faire la grande synthèse historique qui répondrait aux besoins du Québec contemporain. Il veut donner à la nouvelle nation l'histoire qui lui permettra de s'inscrire dans la durée et d'apparaître dans la continuité, se déployant dans le temps, marquant les étapes de sa croissance en indiquant les choix par lesquels elle s'est construite. La mémoire préservée jusqu'ici dans la conscience collective aurait perdue sa pertinence, serait presque devenue inopérante<sup>248</sup>. Il faudrait pratiquer la réfection, la rénovation, la reconstruction, de la conscience collective, abîmée par le résultat référendaire et l'interprétation que plusieurs en ont tirée<sup>249</sup>. L'histoire du peuple québécois devra être

---

<sup>248</sup> Commentant la dispersion d'un certain nationalisme historiographique au Québec, Bouchard se demande s'il y a eu « déclin de la mémoire, comme on l'a affirmé ? ou plutôt déclin d'une mémoire » ? Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB éditeur, 1999, p.110. Par ailleurs, Bouchard, tout en disant refuser l'amnésie collective pour la société québécoise, ce qui va de soi, professionnellement parlant, s'inquiète de « la promotion d'une mémoire acrimonieuse, des traumatismes, dans le rappel courroucé et agressif des anciennes blessures collectives, sans perspective dynamique, sans horizon pour l'actuel ». Gérard Bouchard, *Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité*, in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIX<sup>ème</sup> au XXI<sup>ème</sup> siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.314

<sup>249</sup> . C'est notamment l'interprétation proposée au moment même des événements par Gérard Bouchard. « Depuis quelques mois, et en particulier depuis le 30 octobre, le débat sur la souveraineté du Québec s'est carrément déplacé sur le terrain de l'ethnicité. [...] Mais les souverainistes auront beau dénoncer tant qu'ils le voudront cette stratégie, [...] il leur faudra bien admettre que des représentants du camp du OUI ont eux-mêmes contribué largement à ce déplacement par quelques déclarations des plus mal inspirées [...]. Les nationalistes québécois se retrouvent donc aujourd'hui avec un gros procès d'ethnicité sur les bras ». Gérard Bouchard, « Nationalisme ethnique, vous avez dit ? », *Le Devoir*, 20 novembre 1995, A7.

revisitée de fond en comble, postulats, conclusions, trajectoires et traditions mis ensemble, pour cadrer avec les exigences nouvelles de la « société des identités », désormais multiples. Ce sont d'abord les paradigmes qui configurent à la fois l'histoire et la mémoire qu'il faudrait réinventer<sup>250</sup>. Bouchard a entrepris un vaste programme : renouveler la conscience historique québécoise pour lui permettre d'accoucher d'un imaginaire décentré par rapport à l'héritage canadien-français. L'histoire doit s'émanciper de la mémoire qui a jusqu'ici sollicité sa mise en forme dans les grands récits qui s'entrelacent dans la conscience historique québécoise, avec les mythes qui l'alimentent et les idées-forces qui la vitalisent. La fonction de créer une nouvelle identité collective reviendra à la science historique et ses pratiquants<sup>251</sup> qui, grâce aux instruments méthodologiques fabriqués par les sciences sociales, pourront le mieux déjouer les illusions de la culture et les « fausses identités collectives » dans lesquelles elle se drape<sup>252</sup>.

C'est dans un opuscule bien souvent discuté depuis sa publication que Bouchard a ouvert le programme auquel il se consacre depuis. La nation québécoise au futur et au passé a défini le programme de cette rénovation historiographique impérative par laquelle il serait possible de créer une mémoire au nouveau modèle de la nation québécoise, d'inventer délibérément une nation en l'extrayant de la matière informe d'un passé qu'on croit malléable à souhait<sup>253</sup>. C'est dans ce livre que Bouchard a non pas écrit la nouvelle

---

souveraineté, mais d'autres aussi: rappelons celle de Jean-Marc Léger sur le retrait du droit de vote à certains immigrants). Les nationalistes québécois se retrouvent donc aujourd'hui avec un gros procès d'ethnicité sur les bras ». Gérard Bouchard, « Nationalisme ethnique, vous avez dit ? », *Le Devoir*, 20 novembre 1995, A7.

<sup>250</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB éditeur, 1999, p.23

<sup>251</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB éditeur, 1999, p.83

<sup>252</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB éditeur, 1999, p.130. Dans son livre d'entretien avec Michel Lacombe, il classe l'ancienne identité canadienne-française parmi ces « fausses identités » collectives, lorsqu'il avance que « la préoccupation principale des anciennes élites, ce n'était pas vraiment de rendre compte du réel, de refléter la réalité du Canadien français, c'était de marquer a priori la différence par rapport aux États-Unis et par rapport au Canada anglais ». Gérard Bouchard, Michel Lacombe, *Dialogue sur les pays neufs*, Boréal, 1999, p.91-92

<sup>253</sup> . Nous avons critiqué très sévèrement ce que nous avons appelé le constructivisme de Gérard Bouchard dans un petit essai. Mathieu Bock-Côté, « Pour une pensée conservatrice : contre

histoire nationale, mais bien les lois devant présider à sa rédaction. Il y a consigné son projet pour entreprendre une élaboration inédite de l'histoire du Québec. Première interrogation qui va de soi : pourquoi relire Bouchard plutôt qu'un autre pour tracer les contours de ce débat, en simplifier les termes et faire un tri dans les différentes propositions disponibles? Pourquoi relire ce texte programmatique – et quelques textes aux alentours qui en déploient certaines perspectives<sup>254</sup> - alors que les délibérations sur les contenus et cadres de la mémoire québécoise ont passablement évolué, autour de certaines discussions plus précises<sup>255</sup> – Bouchard ayant lui-même entrepris de réviser les grands mythes de l'imaginaire canadien-français et ayant publié en quelques années de nombreuses contributions qui visent à cadrer autrement les principaux référents de la tradition nationale<sup>256</sup>? On relira moins Bouchard ici pour faire une critique interne de son texte, qu'on reprendra plutôt dans sa première formulation la question qu'il y a déposée, pour déboîter les fausses catégorisations dans lesquelles il s'est, selon nous, enfermé et fermer les mauvaises questions auxquelles il s'est senti tenu de répondre. Faisons lui crédit : Bouchard a certainement posé de la manière la plus explicite le problème de la réécriture de l'histoire dans la mesure où on se sent tenu de répondre positivement au problème de la diversité et de la fragmentation de la société québécoise, de sa dispersion

---

l'éthique démocratique dans la compréhension de l'identité nationale québécoise », *Horizons philosophiques*, Printemps 2002, vol.12, n.2, p.57-74

<sup>254</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, 157 p. Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.21-36, Gérard Bouchard, « Qu'est-ce qu'une nation ? » in Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999, p.465-501, Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIXème au XXIème siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.307-328, Gérard Bouchard, « Réplique au texte de Serge Cantin. Sur le modèle de la nation québécoise et la conception de la nation chez Fernand Dumont », in *Bulletin d'histoire politique*, vol.9, n.2, printemps 2001, p.144-159

<sup>255</sup> . On discute encore de la signification historique de la Révolution tranquille et l'historiographie trouve dans ce débat une matière signifiante qui dépasse les querelles de spécialistes. Pour voir deux contributions franchement contradictoires quant à ce débat, on lira Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier, *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, VLB éditeur, 2000, Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Presses de l'Université Laval, 2002. On a même repris la discussion, jamais complètement fermée, nous en conviendrons, sur l'oeuvre du chanoine Groulx, actuellement en pleine relecture.

<sup>256</sup> . Gérard Bouchard, *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*. Boréal, 2003, Gérard Bouchard, *La pensée impuissante. Echecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*, Boréal, 2004

identitaire – autrement dit, à celui du multiculturalisme- et de la nécessité de la rassembler sous une nouvelle figure<sup>257</sup>. Car c'est là la principale question par rapport à laquelle les intellectuels québécois se sont définis depuis un certain temps. Bouchard nous servira de prétexte pour engager cette discussion et l'ouvrir sur les problèmes liés à la société des identités, pour bien comprendre ce qui est en jeu lorsque les historiens cherchent à poser de nouvelles questions au passé québécois, pour voir en quoi la réflexion historiographique porte à conséquence pour l'existence de la nation. La question de l'identité collective ne se concrétise véritablement qu'à partir du moment où on veut donner à la nouvelle nation inventée par les ingénieurs sociaux et identitaires la consistance et la cohérence qui ne peut venir que d'un passé encodé dans la matrice nationale. Dans la mesure où on cherche à définir à la nation un nouveau passé, on a quitté le terrain de la seule science pour aboutir au centre d'un débat politique même s'il n'est pas au sens premier partisan – politique dans la mesure où se trouve remise en question la légitimité de la communauté politique. Fernand Dumont avait déjà lui-même remarqué les nombreuses analogies entre le travail historiographique et le travail idéologique<sup>258</sup>. La conscience historique s'élabore organiquement dans les nombreuses interfaces entre l'action politique, le travail historiographique et les manifestations propres à la culture populaire, dans le travail d'interprétation qu'une société pratique sur elle-même pour élucider sa situation et déchiffrer ce qu'elle croit être son destin. Le débat historiographique peut et doit donc être repris du point de vue du travail d'élaboration de la référence collective, pour reprendre la formule dumontienne– du travail de la conscience historique, si on préfère. Autrement dit, il faut retirer la question de l'histoire nationale des mains des seuls historiens pour voir comment ceux-là contribuent à transformer les représentations que la nation se fait d'elle-même – pour le dire en sociologue, comment l'historiographie est un mode de production privilégié de l'imaginaire social et de la symbolique qui y est investie même si elle est probablement inégalement dispersée selon les circonstances dans la population qui s'y réfère.

---

<sup>257</sup> . Le gouvernement québécois avait lui-même mis sur pied un groupe de travail pour envisager pratiquement les effets de cette préoccupation. *Se souvenir et devenir*, rapport du Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire, présidé par Jacques Lacoursière, Québec, ministère de l'Éducation, mai 1996, 80 p.

<sup>258</sup> . Fernand Dumont, *Chantiers. Essais sur la pratique des sciences de l'homme*, Hurtubise HMH, 1973, p.51-114.

Certes, la question de l'histoire nationale, au sens élémentaire, n'est plus neuve. Et c'est pour cela qu'elle doit être reprise. Car pour les professionnels de l'histoire, le problème qu'elle pouvait encore poser il y a une dizaine d'années semble résolu. C'est notre conviction qu'il ne l'est en rien, que la résolution de la question par sa dénationalisation progressive selon les prescriptions du pluralisme identitaire<sup>259</sup> - n'a rien réglé tout en ouvrant une série de questions qui, développées, rendent à proprement parler impensable le projet d'une histoire nationale en tant que celle d'une communauté de mémoire et de culture<sup>260</sup>. Depuis la publication des premières ébauches programmatiques cherchant à redéfinir la question historiographique au Québec, et particulièrement de la sienne propre, Bouchard a donné une matière à son projet. Dans plusieurs livres, il a concrétisé son projet d'une nouvelle histoire québécoise et précisé sur quelle trame – celle des collectivités neuves et de l'américanité- il fallait selon lui déposer les faits par lesquels on veut faire avec le parcours historique québécois un récit cohérent et signifiant délivré de la tradition qui jusqu'alors le contenait et l'étouffait<sup>261</sup>. Plusieurs ont par ailleurs entrepris la critique de l'historien de Chicoutimi. Mais pour bien saisir les termes du débat qui nous intéresse sur le passé à choisir ou à restaurer pour le Québec, on doit avec raison en revenir à la question posée par ce texte fondateur où Bouchard livre explicitement les raisons de son entreprise et cherche à problématiser le champ même de l'histoire nationale comme espace discursif, comme lieu de production de connaissances socialement disponibles, comme domaine habité par les historiens qui y trouvent plus souvent qu'autrement matière et prétexte à engagement civique.

---

<sup>259</sup> . Jocelyn Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Québec/Amérique, 2000.

<sup>260</sup> . Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *À propos de l'histoire nationale*, Septentrion, 1998.

<sup>261</sup> . Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du nouveau monde. Essai d'histoire comparée*. Boréal, 2000. Pour une exposition plus synthétique des idées de Bouchard, on lira Gérard Bouchard et Michel Lacombe, *Dialogue sur les pays neufs*, Boréal, 1999

*Pourquoi et comment réécrire l'histoire?*

*Il était une fois l'individu; voici venus les temps de l'échantillon représentatif.*

*Alain Finkielkraut*

Qu'est-ce que l'histoire nationale, se demande Bouchard? Pourquoi doit-on la réécrire? Et comment doit-on s'y prendre dans la réécriture? Trois interrogations qui font un questionnement. Certes, le problème se pose dans la plupart des sociétés occidentales, comme il en convient lui-même, en se désolant de son apparition relativement tardive dans une société québécoise où « il semble parfois que la population francophone de souche n'a pas complété son apprentissage dans le rôle d'une majorité démocratique, sensible à la réalité interculturelle »<sup>262</sup>. Disons-le comme lui, « le débat récemment ouvert sur la question de l'histoire nationale québécoise ne lui est spécifique que par son caractère récent » et les autres sociétés seraient nombreuses à réviser leur mises en récit pour s'ouvrir à la multiplication des revendications identitaires<sup>263</sup>. Pour évoquer les plus connues, on peut rappeler la mise en accusation par l'historiographie radicale de l'histoire américaine au nom des nombreuses exclusions dont ce pays aurait été coupable dans la construction de son identité – critique relayée dans le projet des National standards- qui cherche à réduire par association l'histoire occidentale à une suite de pillages et de viols, de conquêtes et de génocides dont le passé américain serait exemplaire<sup>264</sup>, qu'il faudrait

---

<sup>262</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.77

<sup>263</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.140-141

<sup>264</sup> . Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis*, Lux éditeur, 2002. Pour une perspective critique sur les ravages de l'historiographie radicale, on lira avec grands profits de Samuel Huntington, *Who are we ? The challenges to America's national identity*, Simon & Schuster, 2004. Pour une critique brillante du multiculturalisme et de ses effets débilissants pour la culture, dans tous les sens du terme, aux États-Unis, on lira un des essayistes conservateurs les plus éloquentes. Dinesh D'Souza, *The end of racism*, The Free Press, 1995. Lynne Cheney, « The National History (Sub)Standards », *Wall Street Journal*, 23 octobre 1995, Walter A. McDougall, « Whose history ? Whose Standards ? » *Commentary*, May 1995, p.36-43, Walter A. McDougall, « What Johnny Still Won't Know About History », *Commentary*, July 1996, p.32-36. On peut remarquer d'ailleurs qu'au Québec comme en France, la seule littérature historique qui semble digne d'intérêt et de traduction pour le lectorat francophone est celle reprenant, dans ses formes les plus radicales, les plus tranchées, cette critique intransigeante de l'histoire américaine par les élites radicales de ce pays qui professent à leur façon une forme particulièrement virulente d'antiaméricanisme. Plus un intellectuel américain intente un procès à son peuple, plus l'intelligentsia occidentale semble disposée à lui donner un brevet de lucidité et entreprend sa canonisation progressiste. On ne se surprendra pas alors que dans le monde universitaire, et celui des idées, en général,

désormais mettre en procès en déboutant les unes après les autres les grandes figures de sa tradition<sup>265</sup>. On peut aussi évoquer la remise en question du grand récit sioniste par la génération des « nouveaux historiens » de Tel Aviv qui veulent démonter les mythes fondateurs de l'État d'Israël pour normaliser sa mémoire et le récit qu'elle fait du peuple juif dans l'histoire des nations<sup>266</sup>. Mentionnons le rapport Parekh, soutenu par la direction

---

l'antiaméricanisme soit devenu un lieu commun, et un prétexte politique pour élaborer des cadres explicatifs de la réalité occidentale qui semblent accabler jusqu'à la caricature, de tous les crimes, de tous les maux qui frappent le genre humain, la « puissance américaine ». La traduction presque automatique des essais de Noam Chomsky donne une bonne idée de cette disposition favorable de l'intelligentsia occidentale pour les critiques diabolisantes de la société américaine. Sur la question, on lira Paul Hollander (dir.), *Understanding Anti-americanism. Its Origins and Impact at Home and Abroad*, Ivan R. Dee, 2004, 372 p. Jean-François Revel, *L'obsession anti-américaine. Son fonctionnement, ses causes, ses conséquences*, Plon, 2002, 299 p.

<sup>265</sup>. C'est la norme, il faudrait sortir de l'eurocentrisme, défaut de perspective qui permettrait à l'Occident de se conforter dans ses mythes sans prendre toute la mesure de sa « culpabilité historique ». Pascal Bruckner, *Le sanglot de l'homme blanc. Tiers-monde, culpabilité, haine de soi*, Éditions du Seuil, 1983. Pour une première perspective critique sur l'anti-occidentalisme, Jacques Ellul, *Trahison de l'Occident*, Calmann-Levy, 1975. Le Pape Benoît XVI, alors Joseph Ratzinger, a bien défini l'ampleur de la crise morale contemporaine des sociétés occidentales. « Il y a en Occident une étrange haine de soi qui peut être considérée comme pathologique. De façon louable, l'Occident tente de s'ouvrir à plus de compréhension pour des valeurs extérieures, mais il ne s'aime plus lui-même. Il ne voit plus désormais de sa propre histoire que ce qui est dépréciable ou destructeur et il n'est plus en mesure d'y percevoir ce qui est grand et pur. L'Europe pour survivre a besoin d'une nouvelle acceptation d'elle-même, certes humble et critique. Le multiculturalisme, qui est encouragé passionnément, se réduit souvent à un abandon et à un reniement par l'Europe de ce qui lui est propre », cité par Marc Semo, « L'antimodernisme apparent de Ratzinger », *Le Devoir*, 23/24 avril 2005, B3. On n'a qu'à penser à l'acharnement de l'historiographie post-colonialiste à faire gommer du vocabulaire toute référence positive à Christophe Colomb et aux autres grands explorateurs qui ont découvert l'Amérique pour y implanter la civilisation européenne pour réduire leur oeuvre à celle de destructeurs des cultures autochtones. La référence indigéniste est devenue une exigence incontournable pour qui veut passer les tests de l'école progressiste. Pour une critique de l'indigénisme tel qu'il se présente dans la culture politique canadienne, on lira Tom Flanagan, *Premières nations ? Seconds regards*, Septentrion, 2000. La conférence de Durban où les ONG radicales de la constellation post-marxiste ont tenu un propos savamment délirant a donné un bon exemple de l'emprise de l'anti-occidentalisme dans certains milieux qui s'alimentent encore d'un anti-colonialisme folklorique. David Horowitz en fait la remarque. « The ostensible purpose of the U.N. World Conference Against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance, was to combat intolerance, but its real agenda was to orchestrate an international assault on the democracies of the West, and more specifically against the United States, Britain and Israel ». David Horowitz, *Unholy Alliance. Radical Islam and the American Left*, Regnery Publishing, 2004, p.147. John Fonte, *Durban vs. America*, [http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication\\_details&id=961](http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication_details&id=961). L'antiracisme idéologique de la nouvelle gauche marque en fait sur ces questions un acte d'accusation complet envers les sociétés occidentales et la civilisation dans laquelle elles s'inscrivent – une accusation générale contre l'expansion européenne depuis le quinzième siècle. Micheline Labelle, « Réplique à Gilles Bibeau : non, le racisme n'est pas naturel », *Le Devoir*, jeudi 22 mars 2001, A7.

<sup>266</sup>. Pour bien peser les deux camps en présence, on lira Ilan Greilsammer, *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Gallimard, 1998, et Tuvia Friling (dir.), *Critique du*

du Parti travailliste britannique et endossé par plusieurs personnalités gouvernementales, cherchant, au nom d'une Grande-Bretagne multi-ethnique, à réécrire l'histoire du pays pour le laver d'un passé trop associé à la mémoire anglaise et à l'épopée impériale<sup>267</sup>. Enfin, pensons simplement au sort réservé à l'histoire française par ceux qui veulent concasser la République dans le multiculturalisme et miner les grandes dates qui font le « roman national » français pour lui soustraire son potentiel de mobilisation patriotique<sup>268</sup>, sa capacité à faire du pays le creuset qu'il a toujours été et non un bazar identitaire ravagé par les communautarismes<sup>269</sup>. Partout, l'histoire nationale est désacralisée. En cela, donnons une première fois raison au sociologue Bouchard quant à

---

*post-sionnisme, réponse aux nouveaux historiens israéliens*, Éditions in Press, 2004. Avec toutes les nuances qui s'imposent, on pourra faire de nombreux parallèles entre la querelle historiographique des Israéliens et celle des Québécois. Les deux nations, petites et conscientes de leur précarité, investissent d'une forte signification politique le travail historiographique. L'historiographie moderniste israélienne cherche à délier l'État d'Israël de son statut d'État juif, tout comme l'historiographie québécoise ravalée par les préoccupations du multiculturalisme cherche à définir le Québec comme l'État de tous les Québécois, indistinctement, et non plus aussi comme « État français » ou « État national des Canadiens français », comme on l'écrivait encore au début des années 1990 dans le *Rapport Allaire*.

<sup>267</sup> . Le rapport Parekh pose ainsi les choix ouverts aux Britanniques pour envisager leur avenir. « The alternatives at the crossroads may be summarised as static/dynamic; intolerant/cosmopolitan; fearful/generous; insular/internationalist; authoritarian/democratic, introspecting/outwardlooking, punitive/inclusive; myopic/far-sighted. It is the second term in each of these pairs that evokes the kind of Britain we propose in this report. The forging and nurturing of such a society involves, at the outset, reinterpreting the past ». The Parekh Report, *The Future of Multi-Ethnic Britain*, Profile Books, 2000, p.3-4. Anthony Giddens, politologue attiré du Parti travailliste anglais, a posé lui aussi la question de l'identité britannique sur le mode d'une alternative entre le cosmopolitisme progressiste et le nationalisme de fermeture. Anthony Giddens, l'intellectuel à l'origine de la recomposition du travaillisme anglais, a formalisé à sa manière la nouvelle dichotomie entre la nation inclusive et la nation exclusive. « National identity can be a benign influence only if it is tolerant of ambivalence, or multiple affiliation. Individuals who simultaneously are English, British, European, and have some overall sense of global citizenship, may regard one of these as their overriding identity, but this need not prevent them accepting the others. Xenophobic nationalism is the opposite: the nation is « one, indivisible ». It is culturally protectionist, assuming the nation has a « destiny » - that it is not only set apart from but superior to other nations. But nations don't have destinies and all nations, without exception, are mongrel nations ». Pour une perspective critique sur le passé et l'avenir de la Grande-Bretagne, on lira Peter Hitchens, *The Abolition of Britain. From Winston Churchill to Princess Diana*, Encounter Books, 2000, 328 p.

<sup>268</sup> . On relira pour cela le beau, et toujours très actuel, livre de Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français. L'antiracisme et le roman national*, Gallimard/Le débat, 1993. À propos de la déconstruction de la mythologie de la Résistance et l'imposition thématique de Vichy comme lieu d'une faute française en pleine guerre mondiale, on lira Éric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Fayard, 1994, 327 p.

<sup>269</sup> . Joseph Macé-Scarron, *La tentation communautaire*, Plon, 2002, Max Gallo, « Contre la servitude volontaire », Le Figaro, samedi 10 novembre 2001, p.14.

la méthode: la comparaison serait bien utile pour comprendre les causes et raisons d'une telle diffusion à la grandeur de l'Occident du projet explicite d'une dénationalisation de l'imaginaire social – ce que la politologie conservatrice américaine en est même venue à qualifier de *cultural war* livrée contre l'idée nationale et la constellation symbolique et historique dans laquelle elle s'inscrit<sup>270</sup>.

Chaque fois, le projet est le même. Derrida souffle à l'oreille de nos contemporains le mot qu'il laissera à la postérité : déconstruire, il faut déconstruire, tout déconstruire. Il faudrait déconstruire l'histoire nationale et pratiquer une historiographie critique qui permettrait une ouverture à la fois institutionnelle et symbolique de nos sociétés à la diversité qui les gagnerait en pratiquant délibérément leur désoccidentalisation – Finkielkraut dirait, leur « déseuropéanisation »<sup>271</sup>. Partout en Occident, on soumet l'histoire nationale à des questions radicales qui cherchent à la faire imposer. Le post-colonialisme – l'idée que les sociétés occidentales en sont venues au temps de la décolonisation intérieure, qu'elles doivent s'émanciper de la tradition majoritaire qui les avait jusqu'ici modelé – sert à démonter les artifices culturels par lesquels l'Occident pouvait encore prétendre à une forme d'universalité ou simplement considérer son histoire sans blêmir honteusement<sup>272</sup>. Un post-colonialisme, par ailleurs, déployant « une nouvelle éthique de la pluriethnicité » qui remettrait en question « les vieilles identités nationales (dans ce qu'elles avaient de trop monolithique et d'autoritaire) ainsi que, notamment, les traditions mémorielles de l'ethnie dite fondatrice, frappées tout

<sup>270</sup> . John Fonte, « *Why there is a culture war* » in Policy review, décembre 2000/janvier 2001, <http://www.policyreview.org/dec00/Fonte.html>, John Fonte, « Liberal Democracy vs. Transnational Progressivism : The Ideological War Within the West », *Orbis*, Summer 2002, p.449-467.

<sup>271</sup> . John Fonte, « The Inclusion Illusion », *Outlook Magazine*, Summer 1999, [http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=article\\_detail&id=1348&CFID=1272808&CFTOKEN=22229817](http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=article_detail&id=1348&CFID=1272808&CFTOKEN=22229817) Le débat entourant le statut du canon en littérature est une autre exemplification de cette tentative de miner l'Occident en cherchant à déconstruire les grandes oeuvres qui sont considérées comme le sel de sa civilisation. Roger Kimball, *Tenured Radicals. How Politics Has Corrupted Our Higher Education*, Ivan R. Dee Publisher, 1998, p.13-50. Alain Finkielkraut, *Nous autres, modernes*, Ellipses, 2005, p.253-267.

<sup>272</sup> . Ian Angus, « La démocratie, décentrée : un modèle multiculturel et postcolonial de la critique », in Jules Duchastel (dir.), *Fédéralismes et mondialisation. L'avenir de la démocratie et de la citoyenneté*, Athéna éditions, 2003, p.169-184, Linda Cardinal, Claude Couture et Claude Denis, « La Révolution tranquille à l'épreuve de la « nouvelle » historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire », in *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol2, no 1, 1999, p.75-95.

à coup de relativisme »<sup>273</sup>, ce qui entraînerait, aussi, la révision des « assises culturelles de la communauté politique »<sup>274</sup>. Il faut décoloniser l'imaginaire de ses représentations nationales en montrant ses zones d'ombres, ce que permet justement la réécriture de l'histoire à partir des victimes qui témoignent par leur existence de la dimension construite, hégémonique, pour tout dire, coupable, de la conscience historique<sup>275</sup>. Disons-le avec notre historien pour qui « l'une des caractéristiques de la culture nationale, c'est de ne pas être innocente ; c'est pourquoi les entreprises de déconstruction sont nécessaires, du moins à titre préalable, pour éclairer les démarches de reconstruction »<sup>276</sup>. La sociologie contemporaine, comme l'historiographie, semble avoir trouvé sa matière dans les questions posées par un certain marxisme recyclé dans les luttes ouvertes par la contre-culture qui force à écrire l'histoire dans un programme dénationalisant. On définira correctement le phénomène en parlant d'une conversion culturelle du marxisme, d'un passage de la lutte des classes à la politique des identités. C'est le terrain même de l'histoire nationale qui semble miné par des questions inattendues, celles ouvertes d'abord par la contre-culture et la mise en discours de sujets minoritaires qu'il faudrait aujourd'hui politiser en travaillant à la reconstruction d'une mémoire de toute façon hégémonique en reprenant dans le travail historiographique les revendications identitaires venues des marges du social<sup>277</sup>. Car le temps serait venu « de se déprendre de soi-même »<sup>278</sup> en effaçant de leur teinte symbolique particulière les institutions de la

---

<sup>273</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.21.

<sup>274</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.17.

<sup>275</sup> . Pascal Bruckner, *La tentation de l'innocence*, Grasset & Fasquelle, 1995.

<sup>276</sup> . Gérard Bouchard, « Qu'est-ce qu'une nation ? », Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999, p.476.

<sup>277</sup> . On reconnaîtra là l'influence déterminante de Foucault dans le paradigme dominant en sociologie contemporaine, mais aussi en histoire. À cet effet, on relira son *Histoire de la folie à l'âge classique*, livre fondateur qui a significativement posé les paramètres d'une recherche sociologique centrée sur la reconnaissance des frontières du social et des exclusions qu'elles produiraient en instituant le critère permettant de distinguer le normal de l'anormal, spécialement dans les pratiques culturelles relativement pacifiées recouvrant de manière hégémonique toute la surface visible du social. Michel Foucault, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Gallimard, 1976.

<sup>278</sup> . Jocelyn Maclure, « Authenticités québécoises. Le Québec et la fragmentation contemporaine de l'identité », *Globe, Revue internationale d'études québécoises*, vol.1 no 1, 1998

communauté politique<sup>279</sup>. Pour le moment, les mythes pesant dans la conscience historique contribueraient à la transformer en chape de plomb sur une société qui se découvre des identités multiples et voudrait leur faire bonne place dans l'histoire collective en les y inscrivant. Si l'histoire nationale a un avenir, c'est qu'on aura appris à l'écrire au pluriel, en acceptant le passage de nos sociétés de l'homogénéité à l'hétérogénéité par la reconnaissance du pluralisme contemporain, en délaissant, si on préfère « l'ancien paradigme de l'homogénéité pour celui de la diversité », dit autrement, en s'ouvrant à la différence dans toutes ses manifestations, et pas seulement les plus traditionnelles, comme le fait remarquer quant à lui Dimitrios Karmis dans son essai sur la nouvelle dynamique identitaire de la société québécoise<sup>280</sup>. L'histoire nationale, tout autant que la nation, devra intégrer la réalité de nos sociétés éclatées ou passer aux oubliettes en tant qu'anachronisme réservé aux nationalistes d'arrière-garde, au mieux conservateurs<sup>281</sup>. L'objectif? Faire coïncider la nation et la société, élargir la première

---

<sup>279</sup> . Qu'on prenne à témoin la tentative de démarquage des symboles nationaux associés à la majorité française au Québec, ceux associés à la figure de Lionel Groulx étant régulièrement soumis à la critique. Le maire de Londres, Ken Livingstone, a entrepris une démarche semblable en soustrayant du statuaire londonien les pièces associées au passé colonial britannique. Boris Johnson, *Being British*, Center for Policy Studies, 2004, <http://www.cps.org.uk/pdf/lec/20.pdf>

<sup>280</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.99

<sup>281</sup> . Convenons sans problème qu'à la grandeur des pays occidentaux, ce sont les conservateurs qui sont associés à la défense de l'idée nationale. Pour des raisons qui lui appartiennent, la gauche est rarement nationale. John Fonte, « A Patriotic Left ? », *Commentary*, September 1998, vol.106, n.3, p.44-45. David Horowitz, *Unholy Alliance. Radical Islam and the American left*, Regnery Publishing, 2004, p.41-119. En fait, le progressisme occidental a généralement entretenu un rapport instrumental avec le fait national, en consentant tout au plus à en reconnaître le cadre et les paramètres pour élaborer dans ses frontières un projet de société particulier, dans laquelle la référence identitaire est simplement nominale. Comme le fait remarquer Paul Gottfried, « the progressive appeal to nationalist sentiment was always, to some extent, strategic ». Paul Gottfried, *After Liberalism. Mass Democracy in the Managerial State*, Princeton University Press, 1999, p.78. La synthèse québécoise entre nationalisme et progressisme est à proprement parler exceptionnelle- et probablement provisoire dans la mesure où la coalition national-progressiste rassemblée avec le programme de la Révolution tranquille semble en plein effritement politique et se trouve dans un cul-de-sac idéologique qui lui sera probablement fatal. On la retrouve aussi, relevons-le, en Écosse et en Catalogne, deux autres petites nations qui tardent à faire leur indépendance politique. Stéphane Paquin, *La revanche des petites nations*, VLB, 2001. Certains intellectuels américains se sont aussi essayés à la synthèse national-progressiste. Michael Lind, *The Next American Nation. The New National and the Fourth American Republic*, The Free Press, 1995, 436 p. Une certaine gauche française, de tradition jacobine, plutôt chevenementiste cherche aussi à refaire une certaine synthèse politique autour de l'idée nationale. Une gauche qui a refusé la conversion du socialisme français au droit-de-l'homme au milieu des années 80 et qu'on pourrait définir de manière un peu imagée comme anti-BHL, Philippe Cohen, par ailleurs auteur d'une excellente biographie de BHL, faisant de la « question nationale l'alpha et l'omega d'une

jusqu'aux frontières de la seconde<sup>282</sup>. Ne laisser personne en marge du grand récit, sinon une inévitable fraction marginale de la population. Trouver sa place à chacun dans la nouvelle mise en narration de l'histoire nationale. Éviter de reproduire les pratiques d'exclusion par lesquelles la nation se serait jusque-là construite et définie. Corriger par le récit les erreurs des acteurs sociaux – pour le dire encore avec notre auteur, la science historique « doit [...] s'assurer d'intégrer dans son champ tous les acteurs et toutes les composantes sociales, en évitant de reproduire (comme si elle les reprenait en quelque sorte à son compte) les exclusions pratiquées par la société passée ou présente »<sup>283</sup>, ce qui donne à penser que l'historien dispose des outils conceptuels nécessaires pour faire apparaître un idéal à la fois normatif et scientifique d'une société inclusive et transparente à elle-même, sans pratiques hégémoniques, ce qui n'est pas loin non plus d'une perspective relativement habermassienne sur l'utopie d'une société à la communication collective sans entraves. Autrement dit, la culture doit recouper tout le territoire et c'est d'une population au sens large, indépendamment des distinctions culturelles qu'on y trouvera, qu'il faudra écrire l'histoire, ce qui n'est pas sans rappeler d'une certaine manière la perspective du révisionnisme historiographique à la québécoise qui refusait d'assumer dans la mise en narration de la société québécoise les subjectivités nationales particulières qui s'y manifesteraient<sup>284</sup>. C'était d'ailleurs le problème aussi posé par Bouchard à la suite de bien des intellectuels québécois soucieux de soustraire « la nation québécoise et sa promotion à tous les procès d'intolérance et de xénophobie qu'on lui fait

---

politique nouvelle ». Philippe Cohen, *Protéger ou disparaître. Les élites face à la montée des insécurités*, Gallimard, 1999, p.258. Philippe Cohen, *BHL. Une biographie*. Fayard, 2005, Éric Conan, *La gauche sans le peuple*, Fayard, 2004, 303 p. Pierre André Taguieff, *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande*, Mille et une nuits/Fondation du 2 mars, 2001, 202 p.

<sup>282</sup> . Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », *L'Action nationale*, volume LXXXVII, numéro 4, avril 1997, p.107-137

<sup>283</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.134

<sup>284</sup> . « Notre approche est territoriale : nous nous intéressons aux phénomènes qui sont survenus sur le territoire du Québec, aux hommes et aux femmes qui l'ont habité. Tout au long, le mot Québécois est donc employé dans un sens très précis. Il désigne tous les résidents du Québec, que leur ancêtre soit venu du nord-ouest, il y a quelques milliers d'années, qu'il soit arrivé de France à l'époque de Jean-Talon, qu'il soit un Écossais ayant traversé l'Atlantique en 1780, ou un Irlandais fuyant la Grande Famine ou encore un Juif tentant d'échapper aux persécutions dans certains pays d'Europe de l'Est ». Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise*, Boréal Express, 1979, p.10.

encore souvent »<sup>285</sup> : comment, selon quel modèle, réinventer la nation pour la rendre la plus inclusive possible? Et dans la mesure où on trace à la nation une nouvelle figure, de nouveaux contours, il faut bien la replonger dans l'histoire pour la faire apparaître dans le temps pour contrer l'impression qu'elle serait générée ex-nihilo, à même l'oeuvre de l'historien. En faire une genèse pour qu'elle rattrape à un moment ou un autre de son évolution tous ceux qu'elle veut intégrer à sa référence. Autrement dit, croiser les parcours pour éviter qu'un seul ne se détache et apparaisse comme le pôle de convergence obligé de tous ceux qui doivent s'intégrer à la nation. Dans sa mise en scène historique, une société vraiment pluraliste « n'admet pas de hiérarchie structurelle entre les ethnies ou les cultures [et] n'admet pas non plus les anciennes formes de marginalisation et d'exclusion »<sup>286</sup> ce que notre historien assume en concevant « la nation québécoise comme un assemblage de groupes ethniques : les Canadiens français ou Franco-Québécois, les Autochtones, les Anglo-Québécois, toutes les communautés culturelles. Chacun a le droit de préserver son identité, ses traditions, et le reste. Mais tout cela, je le répète, dans l'esprit des identités plurielles, conjointes, dans l'esprit d'une appartenance commune à la nation québécoise »<sup>287</sup>.

Les experts en diversité devront veiller à ce que la nation n'exclut personne, qu'elle ne favorise ni groupe ni tradition, pour qu'enfin, sortie de l'imagination du sociologue-historien, elle prenne vie, du moins dans les politiques gouvernementales chargées de travailler sur l'identité d'une population en l'éduquant à de nouvelles représentations d'elle-même et reprogrammer son identité en inculquant dans la conscience collective une série d'images construites pour la cause, qui sauront pluraliser inévitablement l'imaginaire et les repères par lesquels se balise l'espace public<sup>288</sup>. La symbolique n'émane plus- ne doit plus émaner- de la culture; on la programmera, on la produira

---

<sup>285</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.71.

<sup>286</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.35.

<sup>287</sup> . Gérard Bouchard et Michel Lacombe, *Dialogue sur les pays neufs*, Boréal, 1999, p.177.

<sup>288</sup> . Elizabeth Lasch-Quinn, *Race Experts. How Racial Etiquette, Sensitivity training, and New Age Therapy Hijacked the Civil Rights Revolution*, W.W, Norton & Company, Inc., 2001, 267 p., Dinesh D'Souza, *The End of Racism. Principles for a Multiracial Society*, The Free Press, 1995.

publiquement dans des pratiques d'ingénierie identitaire. D'ailleurs, et ce n'est pas négligeable, Bouchard envisage même le jour où les sociétés voudront « orchestrer ces changements [identitaires] – par exemple pour les démocratiser – et en expliciter les mécanismes, sinon les règles »<sup>289</sup>, l'ingénierie sociale, devenue identitaire, pouvant prendre la forme de « programmes d'action intercommunautaire (conduite à diverses échelles) [qui] pourraient être une façon de rapprocher et de conjuguer les formations identitaires, de mettre en oeuvre les différences »<sup>290</sup>, ce qui n'est pas sans révéler une épistémologie constructiviste radicale, supposant une plasticité presque complète de la matière sociale<sup>291</sup>. Une société n'hérite donc plus d'une identité particulière qu'elle assume et qui la modèle au moins partiellement, elle s'en décréte une à partir des idéaux qu'elle se reconnaît et donne aux pouvoirs publics et aux spécialistes du travail idéologique le mandat de l'élaborer sans trop jamais la fixer, puisque les circonstances pourraient l'amener à en réviser les paramètres – et l'histoire est probablement de tous ces derniers le premier.

Cette histoire, il faudra savoir comment la réécrire. Il y a là une question de méthode, mais pas seulement. Les premières considérations dont devra s'informer l'historien seront éthiques, ce dont ne se cache pas Bouchard lorsqu'il demande à la science historique de développer un « langage » pour « remplir une fonction civique » en s'adressant « à l'ensemble d'une société pluraliste »<sup>292</sup> - Bouchard parle ainsi d'un contrat moral entre la science historique et « l'ensemble de la société à laquelle elle s'adresse » et qui devrait l'inciter d'abord à refuser « toute forme d'ethnocentrisme » dans la mise en scène du passé, ensuite, de « respecter la diversité idéologique et culturelle de la

---

<sup>289</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.30.

<sup>290</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.35.

<sup>291</sup> . On voit un bel exemple de ce genre de politique identitaire dans Dominique Olivier, « Identité et pluralisme », in Michel Venne (dir.), *Justice, démocratie et prospérité, L'avenir du modèle québécois*, Québec-Amérique, 2003, p.139-145.

<sup>292</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.139

population »<sup>293</sup>. Il faudra surtout éviter de reproduire les légendes particularistes qui laissaient croire aux nations qu'elles étaient uniques, qu'elles avaient chacune une mission, un génie propre, une origine et un destin<sup>294</sup> - ce que permettrait encore une fois une science historique comparative offrant :

la possibilité de déceler les faux particularismes, d'identifier les véritables spécificités, de mettre au jour les omissions, les silences, d'imaginer des possibles là où l'on était tenté de voir des enchaînements nécessaires, et enfin de briser le cercle vicieux de la connaissance historique qui tend naturellement à construire ses interprétations d'une société ou d'une culture à partir des présupposés, des prémisses qu'elle lui emprunte et qu'elle reproduit souvent à son insu<sup>295</sup>.

Tout ceci campe Bouchard, notons le simplement, en complète opposition avec la sociologie de la culture telle qu'avait pu l'envisager Fernand Dumont, spécialement lorsqu'il invitait les sciences sociales à ne pas se construire une méthode contre les pratiques sociales et culturelles par lesquelles une société parvient généralement à s'interpréter. Plus simplement : il faut désormais formuler une vision non-nationaliste, quoique pas nécessairement anti-nationaliste, du phénomène national. Corollaire : mieux vaut renier la tradition, puis la déconstruire, en révisant sévèrement le « légendaire national »<sup>296</sup>. L'histoire-science devra servir de filtre à l'histoire-mémoire<sup>297</sup>. Évidemment, chaque nation est particulière, mais jamais autant qu'elle ne le croie. On jouera alors de la comparaison pour relativiser la conscience qu'a chaque peuple de sa singularité. On retracera ce qu'il y a de plus universel dans le particulier et on laissera les restes se décomposer, car, comme le dit encore Bouchard, « ce qu'il importe en définitive de préserver dans le passé proche ou lointain de la nation, ce sont moins les traits externes

---

<sup>293</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.89

<sup>294</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.102-103

<sup>295</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.102-103.

<sup>296</sup> . Nous empruntons la notion de « légendaire national » à Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Éditions du Seuil, 1990.

<sup>297</sup> . Gérard Bouchard, « Réplique au texte de Serge Cantin. Sur le modèle de la nation québécoise et la conception de la nation chez Fernand Dumont », *Bulletin d'histoire politique*, vol.9, n.2, printemps 2001, p.154-155.

qui font sa singularité ethnologique que ce que l'on peut y trouver d'universel »<sup>298</sup>, ce dont il donne l'exemple en préconisant l'ouverture de « la mémoire collective pour insérer les luttes nationales canadiennes-françaises dans des trames universelles », ce qui serait bien plus stimulant qu'une « obsession récrimination anti-anglaise ou une lamentation obsessionnelle de l'ethnie »<sup>299</sup>, manière la plus généralement admise, et par ailleurs désolante, de récapituler le passé francophone pour lui donner un sens.

La révision critique de l'historiographie permettra aussi de dévoiler les mensonges et ternir les mythes nocifs qui pourraient contribuer, s'ils étaient réactivés, à provoquer des réflexes ethnocentriques contraires à la grammaire multiculturaliste qui doit servir de règle à la production de l'histoire nationale. De même, il faudra cesser de croire à la nouveauté de l'hétérogène et le faire apparaître comme constitutif de l'histoire nationale. Bouchard pose d'ailleurs la question, avant de donner la réponse attendue:

les collectivités d'hier étaient-elles donc si cohérentes ? Il faut se garder ici d'une illusion qui nous ferait voir les nations anciennes comme robustes et unifiées, homogènes et solidaires. Ce serait oublier qu'elles tenaient surtout par l'action autoritaire de l'État – même libéral – et des classes qui le dirigeaient<sup>300</sup>.

Autrement dit, les sociétés ont toujours été diversifiées, ce sont les récits de la classe dirigeante qui les auraient recouvertes du manteau de l'unanimité pour mieux

---

<sup>298</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.30. À cet égard, le débat entre Jacques Beauchemin et Gérard Bouchard, dans les pages du *Devoir* en 2003. Gérard Bouchard, « Les défis de la culture québécoise », *Le Devoir*, 11 et 12 janvier 2003, Jacques Beauchemin, « Quelle mémoire pour le Québec ? », *Le Devoir*, 18-19 janvier 2003, Gérard Bouchard, « Promouvoir ce qu'il y a de plus universel dans notre passé », *Le Devoir*, 30 janvier 2003, Jacques Beauchemin, « L'affirmation de notre histoire comme contribution à l'universel », *Le Devoir*, 17 février 2003. Débat central, d'ailleurs, centré sur la possibilité ou non d'assumer au moment de l'écriture de l'histoire et de l'explicitation d'une conscience historique une certaine trame narrative traditionnellement acceptée et les mythes qui s'y retrouvent.

<sup>299</sup> . Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIX<sup>ème</sup> au XXI<sup>ème</sup> siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.315.

<sup>300</sup> . Gérard Bouchard, « Qu'est-ce qu'une nation ? », Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999

avancer leurs intérêts particuliers, l'histoire canadienne-française, particulièrement, étant pleine de cette fausse unanimité à laquelle il ne serait plus nécessaire de croire ni de souscrire. Aussi bien faire mentir les mythes dès l'origine, cela empêchera ceux qui s'y réfèrent de les ranimer si l'histoire se fait de nouveau cahoteuse. L'histoire nationale ne doit plus servir l'État et surtout ses mandarins nationalistes qui chercheraient à en faire usage pour reproduire une nation de nouveau moulée dans la cuve de l'homogène, ce qu'Éric Conan a positivement nommé « la recherche de la ressemblance »<sup>301</sup>. Une histoire nationale critique prendra ses distances avec l'État. De là le passage souhaité par Bouchard de l'histoire politique à l'histoire sociale, pour mieux désigner les angles morts de la conscience historique et les aires moins éclairées par la référence officielle jusqu'ici dégagée de la tradition. « Grâce à l'histoire sociale, il est plus facile de mettre à jour les feintes et les subterfuges de l'imaginaire national, tout comme ses contradictions, omissions, distorsions. Deviennent également plus manifestes les diverses formes de discrimination et d'exclusion, de divisions et de clivages, qui relèvent aussi de l'histoire nationale »<sup>302</sup>. L'histoire sociale saura de même douter de la chronologie officielle de l'État, des séquences qu'il découpe dans le temps pour marquer d'une certaine cadence la vie nationale telle que se la représentait traditionnellement l'historiographie. Une histoire bien réécrite trouvera moyen de reconnaître objectivement tous les apports qui ont contribué à l'édification d'une société, sans se reconnaître une dette particulière envers la tradition qui semble au premier regard l'avoir davantage marqué. La mémoire doit se faire égalitaire et trouver ses codes dans l'éthique du multiculturalisme, par exemple, en ne travaillant d'aucune manière à ravalier les différentes manifestations de la différence dans une figure de la nation ne tolérant pas la multiplicité des appartenances et des identités.

---

<sup>301</sup> . Éric Conan, *La gauche sans le peuple*, Fayard, 2004, p.128. Pour reprendre une formule de l'ex-candidat à la direction du Parti Québécois Ghislain Lebel, « *une société, l'idéal, c'est que ce soit homogène* », cité par Robert Dutrisac, « Course à la direction du Parti québécois - Louis Bernard obtient l'appui d'un premier député », *Le Devoir*, 7 juillet 2005

<sup>302</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.100

Certains segments [d'une] collectivité se présentent sous la forme de minorités ethniques [...], d'autres s'identifient en relation avec la profession et la classe sociale, d'autres encore, par référence au sexe (homme/femme), à l'habitat (ville/campagne), à l'enracinement (immigrants/gens dits de souche), à la classe d'âge, et le reste. Les appartenances qui en résultent sont multiples, cumulatives et changeantes. En aucun temps, l'histoire nationale ne doit chercher à les abolir pour s'y substituer; elle doit plutôt viser à les insérer dans un cadre plus large qui est celui de la communauté politique<sup>303</sup>.

La différence à reconnaître n'est plus seulement ethnique, remarquons-le bien, mais sociale, identitaire en tous les sens du terme.

Il faut réécrire l'histoire. Il faut surtout, selon Bouchard, réécrire celle du Québec et l'inscrire sur une nouvelle trame en y ouvrant des questions susceptibles d'universaliser certains des contenus les moins polémiques et particuliers de la mémoire francophone<sup>304</sup>. D'abord parce qu'il faut découpler l'histoire du Québec de l'histoire du peuple québécois, entendu comme nation française, Bouchard y revient souvent. La confusion entre la société québécoise et sa majorité française ne pourrait qu'être génératrice d'exclusion, d'ethnicisme. Il n'est plus possible de postuler, ni théoriquement ni politiquement, un lien privilégié entre une culture et un territoire, la première ayant le droit de laisser son empreinte sur le second et les institutions qui assurent sa mise en forme politique, au point de poser comme norme d'adhésion à la nation l'intégration substantielle de ceux qui s'y joignent – l'assimilation individuelle, comme on la retrouve dans la tradition républicaine française ou dans les pratiques d'américanisation généralisées aux États-Unis<sup>305</sup>. Il y aurait dans l'approche traditionnelle, grollienne tout

---

<sup>303</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.126

<sup>304</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.32

<sup>305</sup> . Pour une perspective contraire, lire les articles suivants du très excellent John Fonte, « We Need a Patriotic Assimilation Policy », in *American Outlook*, Winter 2003, [http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication\\_details&id=2855](http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication_details&id=2855) , John Fonte, *Americanization Now*, [http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication\\_details&id=1014](http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication_details&id=1014). On lira aussi l'excellent ouvrage de Samuel Huntington qui a bien mis en évidence la rupture entre une élite américaine gagnée au pluralisme et relativement dénationalisée, et une majorité populaire attachée à la conception traditionnelle de l'assimilation des étrangers à une culture de convergence qu'il

autant que dumontienne, aussi bien dire nationaliste<sup>306</sup>, une forme de repli culturel tout à la fois contraire à l'esprit d'ouverture de la modernité québécoise et aux exigences propres aux sociétés multiculturelles – ce que Bouchard reproche d'ailleurs explicitement à Dumont pour sa Genèse de la société québécoise en la refoulant dans « le vieux paradigme de la survivance » dans lequel ne pourrait se reconnaître que la « nation canadienne-française »<sup>307</sup>. D'ailleurs, Dumont, penseur d'un nationalisme à l'ancienne, avouerait malgré lui son anachronisme car il semble bien que sous sa plume, « l'intégration des immigrants soit en réalité synonyme d'assimilation pure et simple »<sup>308</sup>, ce qui serait contraire à l'ouverture nécessaire aux différences, Bouchard spécifiant bien ailleurs que la manière d'assurer l'intégration culturelle de la collectivité préconisée désormais dans les sociétés avancées « doit de toute évidence renoncer aux procédés traditionnels d'assimilation sur un mode unitaire et autoritaire »<sup>309</sup>.

Dumont, probablement le « dernier grand historien de la continuité » québécoise<sup>310</sup>, selon Jacques Beauchemin, serait exemplaire d'une pensée québécoise ne parvenant plus à accueillir véritablement les questions ouvertes par la sociologie contemporaine, et pour cela, avec laquelle il serait nécessaire de prendre congé. De plus, la conscience historique québécoise, au moment de se refaire, devra s'expurger de certaines références nationalistes incompatibles avec la nouvelle manière d'envisager la société québécoise dans son ouverture aux différences : il faudra faire s'estomper le souvenir de Groulx dans la symbolique collective, cet « homme qui a proposé de la nation

---

définir correctement en tant qu'anglo-protestante. Samuel Huntington, *Who are we? The Challenges to America's National Identity*, Simon & Schuster, 2004. Pour une critique de même portée dans un cadre français, on lira Christian Jelen, *La France éclatée ou les reculades de la République*, Nil Éditions, 1996

<sup>306</sup> . Julien Goyette, « Histoire, historiens et Genèse de la société québécoise », in *Bulletin d'histoire politique*, vol.9, n.1, automne 2000, p.77

<sup>307</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.49-50

<sup>308</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.49

<sup>309</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.33

<sup>310</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p.41.

une définition quasi ethniciste, qui est l'auteur d'énoncés antisémites, qui a manifesté des sympathies fascisantes, qui démontrait très peu d'enthousiasme pour la démocratie et qui, par souci de pureté nationale, est venu bien près de donner à ses idées des racines carrément biologiques »<sup>311</sup>. Le nationalisme de l'abbé Groulx et celui plus généralement pratiqué à son époque se définirait par une logique d'exclusion, qui susciterait peu de sympathie aujourd'hui, car « l'un des principaux problèmes de notre temps consiste en la conciliation collective dans la lutte contre la discrimination et le racisme », question par rapport à laquelle le profil de Groulx serait « douteux »<sup>312</sup>. Bouchard invite d'ailleurs à laminer sa présence dans la conscience historique, puisqu'il existerait « un besoin de marquer une rupture, de signifier clairement tout ce qui sépare le nationalisme d'aujourd'hui de celui que pratiquent des intellectuels comme Lionel Groulx »<sup>313</sup>. En fait, « c'est précisément avec cette époque et toutes ses contaminations qu'il faut marquer nettement la rupture »<sup>314</sup>. L'histoire du Québec devra être celle de tous les Québécois et non plus d'abord celle du groupe majoritaire, qui devra renoncer à se considérer comme la source première et primordiale du sentiment national. D'ailleurs, Bouchard le dit comme tel, en s'avouant très hostile à certaines modélisation de la nation où « l'ethnie canadienne-française [...] occupe toute la place et s'érige en culture faussement québécoise »<sup>315</sup>. Si tel était le cas, s'il fallait recentrer la conscience historique québécoise sur son expression majoritaire et la subjectivité qui s'y exprime, « si une telle proposition devait prévaloir », donc, « elle viendrait en quelque sorte confirmer tout le mal que l'on entend ici et là à propos du nationalisme québécois, tous ces préjugés et stéréotypes

---

<sup>311</sup> . Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIXème au XXIème siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.316.

<sup>312</sup> . Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIXème au XXIème siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.317.

<sup>313</sup> . Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIXème au XXIème siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.317-318.

<sup>314</sup> . Gérard Bouchard, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIXème au XXIème siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.317.

<sup>315</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.59.

malveillants qui l'associent au repli, à l'ethnicisme, au refus de la différence. Quelle défense pourrait désormais leur être opposée »<sup>316</sup> ? Le tournant bouchardien serait plus que nécessaire : refuser d'y souscrire reviendrait pratiquement à donner raison à ceux qui multiplient les accusations de racisme envers le nationalisme québécois, refuser d'y souscrire serait synonyme d'un consentement à la régression identitaire vers une forme primitive de nationalisme ethnique.

Pour cela, il faudra entreprendre une révision critique de l'historiographie qui revisitera de l'extérieur les grandes traditions et les évidences qui font vivre la conscience nationale. « Pour ces raisons, il presse de poursuivre la diversification de la tradition de l'histoire nationale en l'ouvrant davantage à des points de vue critiques »<sup>317</sup>. Adopter systématiquement une perspective critique envers ce qui va de soi, pour diversifier les points de vue iconoclastes. Il en sortira nécessairement quelque chose de bien, une conscience collective poreuse, trouée, plus souple, et mieux disposée envers la diversité des expériences identitaires qui voudraient s'y inscrire ou s'y faire reconnaître sans perdre leur spécificité. On envisagera donc de se choisir de nouveaux ancêtres – les Amérindiens<sup>318</sup> –, de miner les fondations de la mémoire – la Nouvelle France<sup>319</sup> –, de relativiser les défaites – la Conquête, qu'on présentera d'abord comme une Cession<sup>320</sup> –, de se méfier des victoires – les luttes constitutionnelles, la Révolution tranquille et les

---

<sup>316</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.54.

<sup>317</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.116.

<sup>318</sup> . « [S]i les Amérindiens font vraiment partie de la nation, ne devrait-on pas logiquement les présenter comme les premiers Québécois [...] » ? Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.117

<sup>319</sup> . Héritier de certains points de vue de l'École de Laval, Bouchard se désole qu'il « n'existe pas vraiment, dans la pratique historique francophone une tradition historiographique vigoureuse ayant mis en forme et perpétué un regard critique sur la société de la Nouvelle-France en tant que produit de l'impérialisme français. [...] [Une telle tradition historiographique] partirait de l'hypothèse et voudrait conduire à la conclusion que, dès avant la Cession, la société de la Nouvelle-France était déjà en très mauvais état et que l'héritage colonial français explique une partie de la destinée ultérieure de la société canadienne-française ». Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.113

<sup>320</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.128-129

batailles linguistique<sup>321</sup>-, pour mieux se trouver coupables de crimes contre l'altérité dans les pratiques de construction de la nation telles qu'on peut les retracer au long de l'histoire- le rapport avec les immigrants laissés aux marges de la culture française par réflexe « ethnocentrique », par volonté de cadenciser l'identité sur les repères fixes de la majorité française et de la catholicité canadienne<sup>322</sup>. Il faudra aussi rompre les filiations jugées « trop exclusives »- la française- même si elles sont réelles, cela compte finalement pour bien peu<sup>323</sup>. L'indétermination, généralement réservée à l'avenir, gagne le domaine de la mémoire, car « le passé, lui aussi, devient en quelque sorte imprévisible »<sup>324</sup>. C'est qu'il est possible de s'inventer un passé quand on s'invente une identité, de projeter, même, « une cohésion collective qui ne se trouve pas dans le présent », manière d'avouer que les Québécois-et-Québécoises-de-toutes-origines ne forment pas encore une nation mais qu'on les invitera à se reconnaître comme tels en leur inventant un passé qui leur serait commun, marque la plus avancée, dirons-nous, d'un certain constructivisme supposant la pure plasticité de la matière identitaire d'une société<sup>325</sup>.

*Et si la différence était le problème ?*

Donnons encore une fois l'avis de notre historien sur les causes de la conversion des sociétés occidentales au différentialisme : c'est à ce niveau inattendu qu'il sera possible d'évaluer les effets de sa contribution à l'historiographie québécoise. Selon Bouchard, qui se contente de constater son apparition, « le phénomène véritablement neuf, tout à fait caractéristique des dernières décennies, c'est bien [...] l'irruption généralisée de la diversité, non plus comme une anomalie ou comme une donnée récalcitrante que l'État-nation doit réduire ou occulter d'une façon ou d'une autre, mais

---

<sup>321</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.128-129

<sup>322</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.129-130

<sup>323</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.118

<sup>324</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.119

<sup>325</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.140.

comme un caractère permanent avec lequel il doit désormais apprendre à composer »<sup>326</sup>. Conséquence de cela, il croit les sociétés occidentales entraînées dans un mouvement historique qu'elles ne peuvent contrôler et qui les livre à une série de mutations considérables dans leur institutionnalisation.

C'est le grand bouleversement qui commande tous les autres, à savoir : la révision des mentalités et des idéologies sociopolitiques, le réaménagement du droit et des rapports État-citoyen, la refonte des politiques sociales, la redéfinition du cadre symbolique de la nation, la reconstruction de la mémoire, la recherche de nouveaux fondements de la cohésion collective<sup>327</sup>.

Le vieil État-nation qui avait fait l'histoire occidentale serait invité à se définir autrement, sous peine d'effondrement. « Depuis quelques décennies toutefois, ce modèle autoritaire de la nation homogène est en butte à des éléments de diversité (régionalismes, groupes ethniques, affirmations féministes et autres) qui ne se laissent plus réduire et réclament diverses formes de reconnaissance »<sup>328</sup>. Qui penserait vraiment se soustraire à une telle poussée historique de l'identitaire ? « Partout, aussi, la réflexion se porte maintenant sur la recherche de nouveaux fondements symboliques de la vie collective qui conviennent à un contexte de pluralisme »<sup>329</sup>. D'ailleurs, toute la civilisation occidentale serait emportée par cette révision radicale des croyances collectives, conséquence de la post-modernité, qui se caractériserait par « la crise de conscience non plus des individus mais des sociétés elles-mêmes, désormais en perte d'identité, en rupture avec l'ancien paradigme de l'homogénéité, en quête elles aussi de nouvelles références »<sup>330</sup>. Bouchard s'intéresse aux causes profondes de cette diversité, auxquelles il ne serait pas possible de faire politiquement barrage, ni culturellement d'ailleurs, ce qui n'est pas sans révéler un travers méthodologie de formation, celui d'un historien annaliste, intéressé aux transformations profondes du social, qu'il croit nécessaire de décrire, et auxquelles il

---

<sup>326</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.31-32.

<sup>327</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.32.

<sup>328</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.33-34

<sup>329</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.36-37

<sup>330</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.17-18

faudrait aussi se plier, l'homme disposant tout au plus d'un pouvoir relatif d'adaptation aux déterminismes profonds qui meuvent les sociétés.

Mais une question demeure à peine formulée dans la pensée de notre historien, une question sur laquelle toute son entreprise repose, qu'il fait passer pour une évidence, mais qui ne l'est pas nécessairement, à tout le moins du point de vue d'une historiographie qui questionne les questions à laquelle on entend la soumettre. Quelles sont les causes de la poussée différentialiste dans les démocraties occidentales contemporaines ? Qui a formulé cet impératif catégorique à laquelle il ne serait désormais plus possible de se soustraire à moins de quitter l'espace démocratique tel qu'on se l'imagine balisé dans nos sociétés, et spécialement dans la société québécoise qui ne sait plus trop à quel moment elle devra cesser de devoir prouver son ouverture à l'altérité ? Et d'où provient vraiment cette différence ? Peut-on sérieusement se contenter d'y voir une autre de ces fatalités sociologiques que bien des penseurs se font un devoir de prophétiser cycliquement ? N'y aurait-il pas là un problème potentiellement polémique, où s'affrontent des idéaux contradictoires sur la bonne manière d'instituer la communauté politique dans les sociétés occidentales ? Se pourrait-il que l'ouverture aux différences ne soit pas l'horizon indépassable de notre temps ? Disons notre questionnement, qui nous fera quitter un temps la pensée de Bouchard pour y revenir : d'où viennent les questions auxquelles notre historien se sent tenu de répondre ? D'où vient cette idée que notre société serait emportée malgré elle dans un grand mouvement qui la forcerait à s'adapter, à moins de la laisser se pétrifier dans une forme d'identité collective en voie de fossilisation ?

Précisons bien pourquoi nous nous écartons un temps de Bouchard : parce qu'à notre avis, et ce sera notre fardeau de le défendre, sa pensée ne fait que reprendre pour consommation locale des questions posées ailleurs, et qui n'émanaient pas naturellement de la tradition historiographique québécoise. En fait, nous devons quitter Bouchard parce qu'il n'envisage même pas que la conversion des sociétés occidentales, et par-là, de la société québécoise, pour laquelle il travaille, ne soit pas une nécessité historique, mais bien un projet politique, auquel il souscrit plus ou moins consciemment en prenant les habits du scientifique de l'histoire, du sociologue détaché des idéaux dont il se fait pourtant le promoteur. Ainsi, Gérard Bouchard constate bien, par exemple le glissement « du social vers le culturel » dans la plupart des sociétés occidentales, en remarquant que :

les réflexions d'aujourd'hui sont bien davantage centrées sur l'intégration symbolique que sur les rapports sociaux ou les structures politiques. La question primordiale est devenue : comment repenser, sinon refonder le mode d'intégration culturelle des sociétés contemporaines dans un contexte de pluralisme ethnique qui n'entend plus se sacrifier sous l'action d'un autoritarisme quelconque<sup>331</sup> ?

Il ne lui apparaît pas nécessaire, pourtant, de questionner ce glissement, de retracer l'origine de certaines questions, de certaines préoccupations qui sont investies dans la démocratie contemporaine, et plus spécialement, dans leur reconstruction symbolique, spécialement dans le domaine du réaménagement de l'imaginaire qui les fonde et les soutient. C'est pourtant cette question qu'il faudrait poser, et c'est évidemment cette question qu'il ne pose pas. Mais nous reviendrons à Bouchard, pour bien voir de quelle manière son histoire du Québec décentrée des problèmes existentiels du nationalisme francophone ne peut que tomber à plat, se faire aplatis d'un coup par des questions qu'il croit pouvoir surmonter, mais qui sont faites pour détruire les nations et qui ont été ouvertes pour cela, explicitement.

#### *Retour sur la société des identités*

Sur un quart de siècle, la politologie francophone – et plus encore la politologie québécoise, ce qui inclut évidemment Bouchard - a mené relativement peu de travaux critiques sur l'apparition du multiculturalisme dans la démocratie contemporaine. Plus souvent qu'autrement, on se contente des lieux communs sur la pluralisation croissante des sociétés occidentales, que les pouvoirs publics auraient la responsabilité d'aménager en refoulant les vieilles nations historiques hors du domaine public qu'elles avaient tendance à recouvrir, pour faire une place aux revendications minoritaires cadrées dans la perspective du pluralisme identitaire. C'est le grand récit de l'avènement de la différence dans les sociétés occidentales. Fatalement, cette apparition de la différence dans le domaine public minerait la légitimité des contenus culturels particularisant la communauté politique. Il faudrait piloter rapidement la dénationalisation d'un vaste

---

<sup>331</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.22.

espace dans le domaine public, pour ouvrir le monde commun non plus aux seules significations portées dans la culture d'une majorité historique, mais bien aux identités minoritaires qui cherchent à se faire reconnaître. Dans les milieux progressistes, la conversion multiculturelle de nos sociétés va de soi. L'inquiétude n'est pas permise. Il ne faudrait pas y voir un drame, ni même un désagrément, bien plutôt une chance inespérée donnant aux démocraties occidentales la possibilité de se déprendre d'elles-mêmes, en se désentravant d'une certaine communauté historique qui limitait le potentiel d'émancipation du principe démocratique<sup>332</sup>. Rares sont ceux qui ont émis des réserves fondamentales devant l'apparition de cette société nouvelle, désinvestie de la tradition qui la fondait, décadée des paramètres historiques de la démocratie occidentale. Ceux qui avouent quelques inquiétudes sont vite classés parmi les infréquentables de la démocratie contemporaine, qui fait de l'ouverture à l'autre, de sa découverte, un catéchisme à respecter, à moins de consentir à la marginalisation idéologique, pour aller rejoindre des gens peu fréquentables catégorisés réactionnaires, pire encore, nouveaux réactionnaires<sup>333</sup>.

On s'écarte pourtant de la signification réelle du multiculturalisme si on l'assimile à une disposition, naturelle et bien intentionnée, à accommoder la « diversité » qui se manifeste à l'intérieur de chaque société. Fausse piste pour naïfs, mais défrichée par les radicaux<sup>334</sup>. L'idéal de tolérance placé au centre de la démocratie contemporaine ouvre en fait la possibilité d'une reconstruction infinie de la communauté nationale qui va

---

<sup>332</sup> . C'était la thèse encore récemment avancée par John Ibbitson, commentateur politique très proche du Parti libéral du Canada, pour qui l'immigration de masse aurait heureusement permis à l'État canadien de transformer la composition ethnodémographique du pays pour ainsi noyer dans une population nouvelle les peuples fondateurs du pays sensibles au problème québécois et à la question des nationalités telle qu'elle se posait dans le Canada historique. John Ibbitson, *The Polite Revolution. Perfecting the Canadian Dream*, McClelland & Stewart, 2005, 288 p.

<sup>333</sup> . Daniel Lindenberg, *Le rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Seuil, 2002, 94 p.

<sup>334</sup> . Alvin Schmidt fait aussi remarquer que le multiculturalisme est rarement considéré par ceux qui l'approuvent dans sa dimension fondamentalement révolutionnaire et subversive. « Educators, businessmen, and church leaders everywhere have naively accepted and promoted the multiculturalist movement under the guise of democracy and toleration. Are they aware of the movement's marxist underpinnings » ? Alvin Schmidt, *The Menace of Multiculturalism. Trojan Horse in America*, Praeger, 1997, p.30. C'est aussi l'avis de Christian Jelen pour qui le ralliement plus ou moins convaincu de la classe politique française au multiculturalisme s'explique en fait par une inconscience relative quant à sa portée et ses effets potentiels. Christian Jelen, *La France éclatée ou les reculades de la République*, Nil Éditions, 1996, p.265-267.

bien au-delà des dispositions, minimales ou non, nécessaires au bon accueil des étrangers<sup>335</sup>. C'est Jacques Beauchemin qui fait le bon diagnostic sur la dynamique socio-politique provoquant l'apparition de la société des identités comme nouvelle figuration de la communauté politique contemporaine: « encore plus que les effets de l'immigration, le développement du pluralisme dépend de la différenciation sociale interne qu'ont connue les sociétés modernes dans l'après-guerre. Cette différenciation s'explique largement par la formidable poussée de la revendication politique à fondement identitaire »<sup>336</sup>. Autrement dit, mieux vaut penser la revendication identitaire non plus comme un effet, mais comme une cause de la transformation politique du lien social occidental. Ce n'est pas la pluralisation des sociétés occidentales qui provoque l'émergence des revendications identitaires : ce sont les revendications identitaires, quel qu'en soit le contenu spécifique, qui les font se modeler dans la perspective pluraliste. Il faudrait penser la revendication identitaire non plus comme un effet inéluctable de la pluralisation des sociétés occidentales, mais plutôt comme l'expression idéologique d'un projet politique en lui-même qui vise à faire basculer les sociétés occidentales dans un nouveau modèle, tant politique que culturel<sup>337</sup>. C'est dans cette perspective que nous tâcherons, dans les prochains développements, d'envisager de quelle manière le pluralisme identitaire en lui-même entre en contradiction majeure avec une représentation de la nation pensée toute à la fois en tant que communauté politique et communauté de mémoire et de culture, que les deux logiques, la pluraliste et la nationale, sont incompatibles, et qu'il n'est ni possible, ni même pensable, de les raccorder intellectuellement ou politiquement.

L'histoire intellectuelle de la deuxième moitié du vingtième siècle aurait avantage à faire sienne un programme de recherche central de la politologie conservatrice américaine en pensant les effets de la métamorphose idéologique du marxisme opérée au tournant des années 70 dans la plupart des sociétés occidentales – un peu plus tard dans

<sup>335</sup> . Paul Gottfried, *The Strange Death of European Marxism. The European Left in the New Millenium*, University of Missouri press, 2005, p.134.

<sup>336</sup> . Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politiques dans la société contemporaine*, Athéna, 2004, p.49.

<sup>337</sup> . John Fonte, « Democracy's Trojan Horse », in *The National Interest*, Summer 2004, p.117-127, John Fonte, « Liberal Democracy vs. Transnational Progressivism : The Ideological War Within the West », *Orbis*, Summer 2002, p.449-467.

certaines autres- en documentant ses nombreuses conversions spécialisées à la fois dans le domaine des sciences sociales et des luttes politiques campées dans une perspective progressiste. Qu'on pense simplement au rôle joué par SOS Racisme en France au début des années 80 pour donner un nouveau carburant doctrinal à un Parti socialiste en panne idéologique. Au niveau des sciences sociales, l'adaptation de la pensée sociologique française à la problématique contre-culturelle en donne un bon exemple avec la sociologie d'Alain Touraine, définie par la volonté de ranimer une dynamique de changement social radical en en donnant la responsabilité non plus au mouvement ouvrier mais aux nouveaux mouvements sociaux travaillant à politiser certaines questions sociales généralement tenues en marges de l'espace public<sup>338</sup>. Rappelons la démarche : Alain Touraine, au moment de formuler sa sociologie des nouveaux mouvements sociaux, est pris comme d'autres avec un constat : menée à la vieille manière, la révolution n'aboutira pas. Pour se poursuivre, même à intensité réduite, elle doit changer de terrain, désertier un temps l'économie et chercher à transformer radicalement la société à travers le social, la culture, l'imaginaire. Le socialisme occidental en viendra, à son rythme et dans chaque pays, à trouver dans une certaine forme de post-marxisme la matière nécessaire à sa recomposition théorique et pratique en centrant son attention sur « les revendications féministes, homosexuelles, identitaires, juvéniles », considérées plus subversives que les « revendications sociales quantitatives »<sup>339</sup>. On trouvera donc des prolétariats de substitution qui se multiplieront avec la nouvelle thématique de « l'exclusion », catégorie servant à tenir ensemble revendications et protestations d'abord désarticulées mais que l'intelligence progressiste veut fédérer en reprenant autrement le travail de liaison entre la démocratie et un socialisme réinventé<sup>340</sup>. Marc Crapez note ironiquement que « chez les intellectuels en herbe, les recherches d'histoire sociale portant sur le mouvement ouvrier se sont d'ailleurs brutalement tarées au profit de thèses

---

<sup>338</sup> . Alain Touraine, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Fayard, 1997, 373 p., Alain Touraine, *Comment sortir du libéralisme*, Fayard, 1999, 190 p.

<sup>339</sup> . Jean-François Kahn, *Ce que Marianne en pense*, Mille et une nuits, 2002, p.127.

<sup>340</sup> . Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, (1985) 2001.

centrées sur des problèmes d'exclusion ou de déviance (créneau devenu excessivement porteur en science politique) »<sup>341</sup>.

Un déplacement de perspective que note aussi le philosophe québécois Jocelyn Maclure, en remarquant que « la fascination marxiste pour les classes sociales est enrichie (et non remplacée) par d'autres enjeux tels que le genre, l'identité sexuelle et l'ethnicité »<sup>342</sup>. Samuel Huntington remarque un même déplacement du projecteur idéologique du socialisme occidental dans son projet de reconstruction radicale de la société: « racial groups and women became the focus of late-twentieth century liberal activism much as the working class and the labor movement had been for early-twentieth-century liberals. The cults of multiculturalism and diversity took the place of left-wing, socialist and working-class ideologies and sympathies »<sup>343</sup>. Et il ne faut pas voir dans cette démarche l'esquive culturelle d'un marxisme décentré de son premier objet et qui renoncerait par là à sa portée révolutionnaire. « Far from being an alibi for abandoning a revolutionary ideology, these crusades represent a radicalized and de-economized version of the revolutionary Left »<sup>344</sup>. Le travail idéologique de rénovation d'un marxisme cadrant encore les paramètres fondamentaux de la pensée progressiste occidentale passe ainsi par sa capacité à investir certaines revendications sociales plus ou moins articulées dans une perspective radicale, centrée sur la possibilité d'un basculement révolutionnaire de la communauté politique vers une reconfiguration fondamentale des rapports sociaux, enfin transparents à eux-mêmes et dépris des rapports de domination contenus dans les vestiges de la société traditionnelle<sup>345</sup>.

---

<sup>341</sup> . Marc Crapez, *Naissance de la gauche*, Michalon, 1998, p.231.

<sup>342</sup> . Jocelyn Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Québec-Amérique, 2000, p.183.

<sup>343</sup> . Samuel Huntington, *Who are we ?*, Simon & Schuster, 2004, p.144.

<sup>344</sup> . Paul Gottfried, *Multiculturalism and the Politics of Guilt. Toward a Secular Democracy*, University of Missouri Press, 2002, p.99.

<sup>345</sup> . Jean-François Revel a maintes fois critiqué ceux qui ne parvenaient pas à penser la Révolution autrement que sur le modèle blanquiste ou léniniste, alors que la Révolution peut se canaliser non plus dans la prise du pouvoir politique et la transformation de la société par un État totalitaire, mais bien par la création d'une contre-culture travaillant à dénaturer complètement les pratiques sociales pour opérer délibérément leur renversement. Jean-François Revel, *Mémoires. Le voleur dans la maison vide*, Plon, 1997, p.406. On lira aussi Jean-François Revel, *Ni Marx, ni*

Le multiculturalisme est une variante des nombreux produits dérivés du marxisme culturel tel qu'il s'est reconstruit dans le dernier quart du dernier siècle pour rouvrir une critique radicale de la civilisation occidentale. Et le marxisme, aussi culturel soit-il, n'est pas une doctrine formulée pour travailler à réformer la communauté politique mais qui active, dans le registre de l'action, certaines luttes censées ouvrir ou tendre vers un autre monde possible, radicalement autre de celui qui existe. Autrement dit, le multiculturalisme travaille dans son domaine à rénover la dimension révolutionnaire du marxisme en le délivrant de sa vieille eschatologie pour lui substituer une praxis révolutionnaire sans grand soir, centrée sur la multiplication des luttes et la transformation radicale et perpétuelle du social sans reconnaître la possibilité de son institution et de sa préservation<sup>346</sup>. Fondamentalement, le multiculturalisme n'est jamais un simple réformisme : sa logique le conduit à proposer une conception fondamentalement nouvelle de la communauté politique qui ne devrait plus se donner dans une perspective nationale. Le multiculturalisme travaille à déconstruire la communauté nationale. Et s'il consent tactiquement, lorsqu'il le faut, à en préserver le vocable ou certaines représentations très élémentaires, c'est au prix d'une reconstruction complète de ses contenus, la chose étant à proprement parler réinventée, comme s'il était possible de créer un nouveau peuple. La relativisation de la conscience nationale vient avec l'élargissement du champ identitaire et l'invitation faite aux acteurs sociaux de politiser les modalités particulières de leur appartenance à la communauté nationale pour

---

*Jésus. La nouvelle révolution mondiale est commencée aux États-Unis*, Robert Laffont, 1970, 264 p. Roger Kimball remarque quant à lui : « in a democratic society [...], where free elections are guaranteed, political revolution is almost unthinkable in practical terms. Consequently, utopian efforts to transform society have been channeled into cultural and moral life ». Roger Kimball, *The long march, How the cultural revolution of the 1960 changed America*, Encounter Books, 2000, p.7.

<sup>346</sup> . C'est d'ailleurs la remarque d'Alvin Schmidt : « Empowered by the spirit of marxism, multiculturalism is a revolutionary movement. Its devoted followers know their movement has the potential of destroying the cultural assimilation in the United States, an objective very much desired by them ». Alvin Schmidt, *The Menace of Multiculturalism. Trojan Horse in America*, Praeger, 1997, p.29-30. Dans leur essai programmatique sur la rénovation post-marxiste du socialisme occidental, Chantal Mouffe et Ernesto Laclau ont aussi fait de la problématisation du principe institutionnel le programme d'une politique démocratique-radical. L'idée centrale est d'empêcher toute pacification sociale significative qui s'accompagne nécessairement d'un certain conservatisme institutionnel, limitant par là, nécessairement, l'ouverture des autorités constituées aux nouvelles demandes sociales formulées par les mouvements en lutte idéologique ou politique pour transformer les rapports sociaux ou les conditions de l'association politique. Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, *Hegemony and Socialist Strategy. Toward a Radical Democratic Politics*, Verso, 2001.

ouvrir le chantier d'une citoyenneté différenciée. « Sans sous-estimer l'importance des identités nationales, il est maintenant impossible de tenir pour acquis que la nationalité vient nécessairement avant les autres filières identificatrices du sujet telles que l'ethnicité, le genre, l'identité sexuelle, l'appartenance de classe, etc. En cette période de modernité plurielle, la nationalité est une source d'identification collective, certes importante, mais une parmi d'autres »<sup>347</sup>. On peut voir là une reconfiguration multiculturelle de l'appartenance nationale, qui fait suite à la dissolution conceptuelle de la culture comme appartenance dans l'identité<sup>348</sup>. C'est-à-dire qu'on pratiquera la déconstruction de la conscience nationale en tant qu'expression de l'appartenance collective pour en individualiser les restants pour ceux qui voudront se les approprier – disons aussi que l'appartenance nationale est de cette manière radicalement dépolitisée, ou privatisée, laissée aux acteurs sociaux invités à construire une nouvelle symbolique collective. Il n'est plus permis à la conscience nationale de recouvrir l'espace public. Plus encore la communauté historique qu'est la nation ne donne plus le principe de légitimité qui permet de fonder la communauté politique en la délimitant. Mais la conscience nationale doit être pour cela déconstruite, le travail intellectuel d'une sociologie post-marxiste consistant alors à délégitimer ses prétentions en pensant désormais ses contours sur le mode de l'exclusion et ses contradictions potentielles dans la possibilité d'assurer leur exacerbation.

Le schème marxiste fondamental, John Fonte le dit bien, consiste à réduire les relations sociales et les rapports entre les hommes à des rapports de domination qu'il appartient au sociologue de décoder pour en révéler les nombreuses articulations<sup>349</sup>. C'est le fait aussi du multiculturalisme qui trace les contours d'une culture dominante à délégitimer en cherchant à l'ouvrir à toutes les revendications minoritaires, quelles qu'elles soient. « Multicultural ideologists have incorporated this essentially Hegelian Marxist framework. [...] Multiculturalism is not « multi » or concerned with many

<sup>347</sup> . Jocelyn Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Québec-Amérique, 2000, p.185.

<sup>348</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002.

<sup>349</sup> . John Fonte, « Antonio Gramsci and the Transformation of Institutions », in Don Eberly (ed.), *Building a Healthy Culture. Strategies for an American Renaissance*, William B. Eerdmans Publishing Company, 2001, p.200-218.

groups, but binary, concerned with two groups, the hegemon (bad) and « the other » (good) or the oppressor and the oppressed »<sup>350</sup>. Raymond Boudon remarque aussi cette même identité du schème conceptuel commun au marxisme et à sa formulation multiculturaliste. « Un marxisme souvent sommaire commence à inspirer certaines disciplines. Le problème des minorités favorise une représentation dualiste de la société, opposant chacune des minorités opprimées à une majorité ou plutôt une classe dirigeante opprimante »<sup>351</sup>. Ainsi, la nation est à reconstruire en décentrant les pratiques culturelles d'une société vers ses expressions les plus marginales, susceptibles de moduler une citoyenneté asymétrique qui donne aux exclus un statut différencié pour surmonter certaines discriminations systémiques limitant leur pleine participation à la communauté politique<sup>352</sup>. Samuel Huntington en fait la remarque dans une perspective américaine : « the multiculturalists directly challenged the « Anglo-conformist » image of America »<sup>353</sup>. Plus généralement, Marcel Gauchet dévoile l'horizon représentatif de la société des identités. « L'objectif idéal ne peut être que d'accorder à chaque composante de la société civile l'attention qu'elle mérite dans le débat public, et surtout de faire en sorte qu'aucune ne soit étouffée, écartée, ignorée par la grosse voix de la majorité »<sup>354</sup>. On travaillera à revaloriser l'apport du minoritaire à la construction d'une société dans le temps, pour bien offrir à ceux qui sont campés à la périphérie du social les symboles qu'il faut pour se reconnaître à leur image dans la communauté politique. Le majoritaire doit faire de la place et céder ce qu'il faut de terrain idéologique pour ne plus laminer

---

<sup>350</sup> . John Fonte, « Liberal Democracy vs. Transnational Progressivism : The Ideological War Within the West », *Orbis*, Summer 2002, p.453.

<sup>351</sup> . Raymond Boudon, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme*, Odile Jacob, 2004, p.84.

<sup>352</sup> . John Fonte a bien démontré comment le multiculturalisme peine à s'inscrire dans la communauté politique démocratique qui fait du principe majoritaire le critère permettant d'apprécier la légitimité du pouvoir. « Multiculturalists are extremely uncomfortable with any form of majoritarianism and even with the very idea of an American people ». John Fonte, « Ill Liberalism », *National Review*, 6 February 1995, p.49. Aussi, sur la question, on lira les réflexions de John O'Sullivan, qui montre bien comment le multiculturalisme s'inscrit en fait contre le principe majoritaire qui fonde pourtant la communauté politique moderne. John O'Sullivan, *Conservatism, Democracy and National Identity*, Center for Policy Studies, 1999, p.21-28.

<sup>353</sup> . Samuel Huntington, *Who are we ? The challenges to America's national identity*, Simon & Schuster, 2004, p.173.

<sup>354</sup> . Marcel Gauchet, *La religion dans la démocratie*, Gallimard, 1998, p.126.

l'expression de la diversité par des pratiques culturelles hégémoniques. On pense encore le politique et le social à travers le binôme conceptuel dominant-dominé, Foucault, prenant ici le relais de Marx, le pouvoir étant partout, à tout moment et de toutes les manières, avec ses effets et ses dominations, invisibles au profane parce que microscopiques, provoquant partout la résistance, la société étant au plus un champ de bataille juridiquement pacifié mais culturellement, socialement et politiquement travaillé par une guerre civile intestine<sup>355</sup>.

La tâche est sans fin, et les champs d'application de la théorie, infinis, la lutte finale cédant le pas à la révolution permanente. Pierre-André Taguieff nomme bien cette redéfinition des finalités de la gauche en rappelant que « l'extension indéfinie de la tolérance dans tous les domaines fournit subrepticement une redéfinition sociétale du « progrès » »<sup>356</sup>. Marc Crapez en fait aussi le constat en critiquant « la posture de l'omnitolérance anti-préjugés »<sup>357</sup> qui vient avec une herméneutique du soupçon, discréditant tout discours, sociologique ou politique, qui se reconnaît une certaine dette envers le sens commun<sup>358</sup>. Il n'est pas un domaine de l'existence sociale qui ne doive, au moins partiellement, être reconstruit dans une perspective égalitaire. La communauté politique doit désormais travailler à la reconnaissance de toutes les différences se manifestant dans l'espace public, le refus d'en reconnaître une ou deux, ou trois, ou toutes, étant marqué au fer rouge de l'intolérance<sup>359</sup>. Femmes, homosexuels, minorités

---

<sup>355</sup> . Michel Foucault, « *Il faut défendre la société* ». Cours au collège de France, 1976, Gallimard/Seuil, 1997, p.16, 41.

<sup>356</sup> . Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation technomarchande*, Milles et une nuits/Fondation du 2 Mars, 2001, p.15.

<sup>357</sup> . Marc Crapez, *Naissance de la gauche*, Éditions Michalon, 1998, p.220.

<sup>358</sup> . Marc Crapez, *Défense du bon sens*, Éditions du Rocher, 2004, 140 p.

<sup>359</sup> . Jacques Beauchemin a centré plusieurs de ses travaux récents sur les problèmes posés par le multiculturalisme à la communauté politique démocratique, spécialement celui d'un certain corporatisme identitaire qui inonde l'espace public de revendications minoritaires particulières qui entraînent la dissolution de l'intérêt public et de la capacité qu'ont les acteurs sociaux de se le représenter. « [L]a concurrence est forte sur le marché de l'identitaire et nul ne peut prétendre à la supériorité de la cause qu'il défend, cela précisément parce que tous peuvent se réclamer du principe de l'égalité. À côté des revendications à portée nationaliste, déchues désormais au rang de demande de reconnaissance parmi d'autres, se font maintenant entendre celles des femmes, des minorités ethniques, mais aussi un peu pêle-mêle, des lobbies de gens d'affaires, des

ethniques, raciales ou immigrées, personnes à l'identité sexuelle complexe, tous doivent être reconnus politiquement, en tant que groupes. Pour citer Gottfried, « what ideological multiculturalists prescribe is not ethnic pluralism but the gradual dilution or overthrow of the established culture, which is why they accord homosexuals, for instance, the same status as religious ou racial minorities »<sup>360</sup>. Il n'est plus suffisant que chaque individu ait ses droits, son groupe d'appartenance doit lui aussi avoir les siens et trouver à s'imposer comme interlocuteur en tant que tel et en lui-même dans l'espace public. « Autrement dit, le fait de pouvoir accéder à l'espace public en tant qu'acteur reconnu est progressivement devenu un enjeu politique central »<sup>361</sup>. Davantage encore, « ces différences subjectivement et intersubjectivement habitées sont ce qui [...] permet d'entrer dans l'espace public et d'y tenir [sa] place », rappelle Gauchet<sup>362</sup>.

On parle désormais de la politique des identités, les nouveaux titulaires de droits faisant valoir en grappe leurs revendications à prendre en charge, pour éviter l'exclusion, premier péché politique des sociétés contemporaines qui ne veulent surtout pas risquer de voir montée contre elles une accusation semblable<sup>363</sup>. La mise à niveau de toutes les identités déboulonne la nation et le statuaire symbolique qui favorisait son expression privilégiée dans l'espace et le discours publics. Le référent national et la communauté politique tel qu'il y était investi sont assiégés par de nouvelles revendications qui cherchent à recomposer les termes de l'association politique en fonction des identités qui veulent s'y inscrire en leur nom propre sans plus situer leurs prétentions à la reconnaissance sur fond de monde commun. La communauté politique démocratique devra être reconstruite, à moins de risquer sa légitimité devant son incapacité à représenter dans son appareil institutionnel le pluralisme identitaire tel que mis en

---

écologistes, des groupes de défense des assistés sociaux ou encore des regroupements de personnes retraitées ». Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Athéna éditions, 2004, p.57.

<sup>360</sup> . Paul Gottfried, « The Multiculturalist international », in *Orbis*, Winter 2002, p.151.

<sup>361</sup> . Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Athéna éditions, 2004, p.121.

<sup>362</sup> . Marcel Gauchet, *La religion dans la démocratie*, Gallimard, 1998, p.125.

<sup>363</sup> . Jean-François Revel, *Fin du siècle des ombres*, Fayard, 1999, p.331-332.

perspective par le multiculturalisme<sup>364</sup> - c'était spécialement l'avis de Diane Lamoureux au moment des délibérations entourant la loi 99 formalisant le droit à l'autodétermination du peuple québécois. Lamoureux discréditait la démarche gouvernementale parce qu'elle ne parviendrait pas à rendre compte de la fragmentation identitaire d'une société québécoise qu'il ne serait plus possible de représenter sous la figure d'une communauté nationale. La centration de la communauté politique sur la figure nationale empêcherait la reconnaissance des différences, de toutes les différences à encoder dans la citoyenneté et l'imaginaire partagés. La démocratie moderne, toujours circonscrite dans une communauté historique donnée, serait à refaire à partir d'un nouveau modèle, qui tienne enfin pour acquis le dépassement définitif des cultures nationales majoritaires – mieux dit, la démocratie, pour affranchir son principe du cadre historique qui a permis son déploiement, doit moins assurer l'expression politique d'une société nationale qu'assurer la mise en scène des nombreux acteurs sociaux et groupes affinitaires qui cherchent à s'y faire reconnaître.

*L'antiracisme, stade suprême de l'antinationalisme*

Jacques Beauchemin a bien démontré comment la radicalisation du pluralisme avec l'apparition de la politique des identités assurait la mise en place d'un nouvel argumentaire anti-nationaliste associant toute forme de sentiment national articulé politiquement à une manifestation d'ethnocentrisme, de fermeture à l'autre, de repli sur les frontières étroites de la communauté ethnique<sup>365</sup>. La problématisation du racisme dans le champ des sciences sociales et sa conceptualisation créative pour le faire apparaître en dehors de ses manifestations conventionnelles permettent de ravalier plusieurs expressions du nationalisme majoritaire dans le domaine des pathologies sociales à refouler le plus loin possible de l'espace public<sup>366</sup>. Dinesh D'Souza en fait la remarque : c'est bien parce que les manifestations réelles du racisme sont généralement

---

<sup>364</sup> . Diane Lamoureux, « Le peuple problématique », in Jocelyn Maclure et Alain G. Gagnon (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.181-203.

<sup>365</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p.85-118.

<sup>366</sup> . Dinesh D'Souza, *The end of racism*, The Free Press, 1995.

éteintes dans la plupart des démocraties occidentales qu'il est désormais indispensable pour ceux qui font de l'antiracisme une lutte radicale entreprise contre l'ordre établi d'en proposer une nouvelle définition. Et c'est effectivement l'antiracisme, particulièrement, qui mène la charge contre l'idée nationale, antiracisme lié au travail de reconstruction fondamentale des institutions sociales selon les prescriptions du multiculturalisme. L'antiracisme idéologique pose l'idée d'une structure raciale discriminatoire comme fait social premier des sociétés occidentales – un fait social indépendant des conduites individuelles, pour citer Maryse Potvin, qui à la suite de Wallerstein et Ballibar, entend aborder le racisme « non pas comme [un] problème «interpersonnel» ou découlant des préjugés, mais bien sous l'angle de l'interrelation des systèmes de pouvoir et d'inégalités historiques entre majoritaires et minoritaires »<sup>367</sup>. La société globale, en elle-même, structure une hiérarchie raciale auquel le recouvrement idéologique national donnerait une apparence de légitimité. Plus simplement dit, la nation serait fondamentalement raciste, les modalités fondamentales de son institutionnalisation symbolique et politique reposeraient sur la possibilité d'une différenciation hiérarchique entre les groupes humains dont la liaison entre les droits politiques, sociaux et économiques et le statut de citoyen serait l'exemplification la plus radicale – et la plus radicalement intolérante, du point de vue d'une éthique de l'ouverture culturelle refusant d'assurer définitivement un emboîtement entre la nationalité et la citoyenneté.

La communauté historique qui se reconnaît comme peuple reposerait sur une différenciation illégitime entre une majorité culturelle centrale au fait national et les minorités mises en marge de l'existence sociale – une différenciation reconduite dans l'institution d'une frontière séparant les communautés humaines tout en les objectivant par une citoyenneté fermée sur elle-même protégée par des critères plus ou moins sévères

---

<sup>367</sup> . Maryse Potvin a même pu se désoler que le gouvernement québécois tarde à mettre en pratique une politique antiraciste pour extirper du corps social le racisme qui y est encastré – c'est la société en elle-même qui serait raciste, par-delà les protestations humanitaires, et probablement bien intentionnées de la plupart des acteurs sociaux. Potvin reconnaît que l'approche antiraciste qu'elle privilégie s'inscrit dans un projet politique socialiste cherchant à atténuer les inégalités sociales entre les différents groupes et par la déconstruction du rapport hégémonique qu'ils entretiendraient avec les institutions majoritaires. Maryse Potvin, « Racisme et discrimination, les grands absents des politiques et discours publics au Québec », *Le Devoir*, 22 mars 2005, A11. Cette exclusion raciste serait le décalque, dans les rapports intercommunautaires, de l'exclusion sexiste structurelle qui reposerait sur l'institutionnalisation sociale et politique du patriarcat comme modèle inégalitaire des relations sociales entre les sexes.

de naturalisation<sup>368</sup>. Antiracisme conséquent dans la mesure où l'idée nationale serait congénitalement liée au « racisme occidental » s'étant déployé avec l'expansion européenne des derniers siècles et de l'appareil idéologique servant à en asseoir la légitimité. « Le racisme est ancré dans des structures matérielles (y compris des structures psychiques et socio-politiques) de longue durée, qui font corps avec ce qu'on appelle l'identité nationale. S'il connaît des fluctuations, des inversions de tendance, il ne disparaît jamais de la scène, en tout cas des coulisses »<sup>369</sup>.

Le travail d'Étienne Balibar, ancien marxiste althussérien, converti à la sociologie antiraciste, donne une bonne idée de la centration nouvelle du marxisme sur un phénomène national à déconstruire. C'est le complexe identitaire nommé nation, parce qu'il code le racisme en l'instituant, qui doit exploser, « car la destruction du complexe raciste ne suppose pas seulement la révolte de ses victimes, mais la transformation des racistes eux-mêmes, et par conséquent, la décomposition interne de la communauté instituée par le racisme »<sup>370</sup>. Le raisonnement peut se mener rapidement : s'il faut définir la politique contemporaine à travers un programme de lutte contre toutes les discriminations, et si la nation est la premier cadre à institutionnaliser ces discriminations, et la pire d'entre toutes, la discrimination raciale, il convient donc de livrer contre elle une guerre pour la résorber historiquement. La libre circulation des identités nouvelles passe par la fin de la domination nationale. La lutte au racisme implique donc la dénationalisation historique des sociétés occidentales. Le cadre conceptuel ainsi mis en place donne une matière nouvelle aux ingénieurs identitaires qui peuvent proposer la reconstruction des pratiques sociales à partir d'un programme nouveau, un peu comme les sociologues et philosophes de l'école de Francfort ont cherché à déconstruire à même la

---

<sup>368</sup> . Étienne Balibar, *Droit de cité. Culture et politique en démocratie*, Éditions de l'aube, 1998, p.43-70.

<sup>369</sup> . Étienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, La Découverte, 1997, p.291.

<sup>370</sup> . Étienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, La Découverte, 1997, p.29.

société américaine le modèle de la personnalité autoritaire qui aurait conduit bien des démocraties aux frontières du fascisme<sup>371</sup>.

Il faut alors, progressisme oblige, partir en chasse contre les manifestations les plus exacerbées de la conscience nationale, des institutions et discours qui la relaient le mieux, de manière convaincante. L'histoire est évidemment la première d'entre-elles. Parlant du cas français, Éric Conan désigne bien le phénomène : « un discours inversant l'histoire nationale s'est installé depuis plus d'un quart de siècle, qui invente une France raciste et xénophobe. Il a proliféré dans la littérature produite par la gauche soixante-huitarde »<sup>372</sup>. Encore ici, le lien est fait entre la gauche soixante-huitarde et l'antiracisme multiculturaliste qui en est certainement le principal legs politique. Yonnet écrit aussi que « l'antiracisme des années 80 est directement issu du ressac de mai 1968 »<sup>373</sup>. Antiracisme qui consiste à « déconstruire l'idée de continuité nationale »<sup>374</sup> en criminalisant le passé collectif pour en extraire d'abord les exactions que les sociologues et historiens progressistes cherchent à trouver, la mémoire devenant de ce coup un terrain interdit pour qui veut demeurer dans le cercle de la raison démocratique. Au démocrate, le passé n'a rien à dire et la mémoire ne suggère rien d'autre que des mauvais souvenirs. La démocratie contemporaine est procédurale et s'ouvre immédiatement, sans la médiation symbolique, autrement dit référentielle, que rendait possible son inscription préalable dans une culture nationale. Ce qui conduit à ce que Marc Crapez appelle un « fondamentalisme cosmopolite » fonctionnant à la culpabilisation idéologique du sentiment national<sup>375</sup>, dont la gauche pluraliste, autrement nommée « bobo »<sup>376</sup>, s'est fait une raison d'être et dont le politiquement correct, ou la rectitude politique, qu'on la

---

<sup>371</sup> . Paul Gottfried, *The strange death of European Marxism*, Missouri Press University, 2005.

<sup>372</sup> . Éric Conan, *La gauche sans le peuple*, Fayard, 2004, p.105.

<sup>373</sup> . Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français*, Gallimard, 1993, p.235.

<sup>374</sup> . Paul Yonnet, *François Mitterand le phénix*, Éditions de Fallois, 2003, p.62.

<sup>375</sup> . Marc Crapez, *Naissance de la gauche*, Éditions Michalon, 1998, p.241.

<sup>376</sup> . David Brooks, *Les bobos*, Éditions Florant Masso, 2002.

nomme comme on voudra, est l'expression médiatique la plus achevée<sup>377</sup>. Dans sa biographie de l'intellectuel emblématique de l'antiracisme français, Bernard-Henri Lévy, Philippe Cohen fait ainsi remarquer que les héros de l'auteur de l'Idéologie française ont « beau être catholiques, juifs, musulmans, jeunes, vieux, féminins, noirs, arabes, ou jaunes, ils ne doivent jamais être nationaux. [...] ni la terre d'origine ni les nations ne sont des causes ni même des cadres recevables »<sup>378</sup>, tic révélateur selon lui « de son rejet systématique de la gauche patriote »<sup>379</sup>. La vieille manie anti-nationale d'une certaine gauche est aujourd'hui au centre du programme progressiste post-marxiste, l'internationalisme prolétarien prenant un air de jeunesse avec de nouveaux habits – « la mentalité idéologique des intellectuels a pour passion dominante un antinationalisme dogmatique »<sup>380</sup>, soutient Crapez, qui rejoint Taguieff qui diagnostique chez la classe pensante un « antinationisme primaire », aussi qualifié « d'antinationalisme radical »<sup>381</sup> qui trouve à se manifester au fil des événements politiques, le manifeste finalement bien accueilli des Indigènes de la République en ayant donné une exemplification caricaturale, à la limite du grotesque doctrinal.

John Fonte vise bien en disant de cette gauche post-marxiste, recyclée dans la culture, qu'elle cherche à déconstruire la conscience nationale et les symboles qui y sont investis<sup>382</sup>. De la lutte des classes à la politique de l'identité, ce sont les formes politiques et culturelles occidentales traditionnellement instituées qu'on cherche à déconstruire. « La fin de l'utopie marxiste laisse le champ libre à l'utopie immigrationniste et à l'idéologie

---

<sup>377</sup> . Daniel Lindenberg, *Le rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Seuil, 2002, 94 p. Élisabeth Lévy, *Les maîtres censeurs. Pour en finir avec la pensée unique*, Lattès, 2002, 408 p.

<sup>378</sup> . Philippe Cohen, *BHL. Une biographie*, Fayard, 2005, p.414-415.

<sup>379</sup> . Philippe Cohen, *BHL. Une biographie*, Fayard, 2005, p.260.

<sup>380</sup> . Marc Crapez, *Défense du bon sens*, Éditions du Rocher, 2004, p.139.

<sup>381</sup> . Pierre-André Taguieff, *Les fins de l'antiracisme*, Michalon, 1995, p.559.

<sup>382</sup> . John Fonte, « Liberal democracy vs. Transnational Progressivism : The future of the ideological civil war Within the West », in *Orbis*, Summer 2002, p.455.

antiraciste ». Yonnet parle aussi des origines « trotsko-gauchistes » de l'antiracisme<sup>383</sup>. Suggestion reprise par Pierre Péan et Philippe Cohen qui qualifient le multiculturalisme contemporain de « trotskisme culturel » cherchant à radicaliser l'anticolonialisme d'hier pour travailler à l'implosion des nations occidentales<sup>384</sup>. Philippe Raynaud l'a bien vu aussi : la gauche post-marxiste s'est trouvée un ennemi privilégié dans la nation, qui condense en les totalisant la plupart des dominations particulières dont l'Occident se rendrait coupable<sup>385</sup>. Car c'est la nation qui demeure certainement la forme historique la plus résistante vers laquelle se canalisent les dispositions naturelles et le sentiment d'appartenance d'un groupe humain, qui symbolise même, ailleurs qu'au Québec, une inclination conservatrice, une certaine sympathie pour le monde tel qu'il existe plutôt que le monde tel qu'il serait à refaire, l'expression d'une politique travaillée par la dette, la gratitude envers une certaine mémoire qui limite nécessairement les prétentions radicales à la reconstruction du monde à partir de purs principes, dégagés de toute réalité historique et culturelle. Pour les convertis culturels du marxisme, la nation est à droite et doit être pour cela déconstruite parce qu'elle ne peut être simplement détruite<sup>386</sup>. « Il y a un

---

<sup>383</sup> . Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français*, Gallimard, 1993, p.58, 135.

<sup>384</sup> . Pierre Péan et Philippe Cohen, *La face cachée du Monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Mille et une nuits, 2003, p.47.

<sup>385</sup> . Philippe Raynaud, « Les nouvelles radicalités. De l'extrême gauche en philosophie », *Le Débat*, n.105, mai-août 1999, p.90-116. Dinesh D'Souza fait une semblable analyse. « Multiculturalism springs from the premise that Western civilization in general, and American institutions in particular are fundamentally racist because they elevate Eurocentric or « white » standards and values over those of other cultures ». Dinesh D'Souza, *The end of racism*, The Free Press, 1995, p.18.

<sup>386</sup> . Au point où l'ex-ministre de l'intérieur français, Charles Pasqua, se désolait, au milieu des années 80, au moment de l'apparition massive d'un antiracisme radical, que la nation ne dispose d'aucun recours légal pour empêcher les discours travaillant à la déconstruire ou en démonter la légitimité. « Il existe une législation contre le racisme et le sexisme ; aucun texte de loi ne réprime les atteintes au moral de la nation et à ses réactions naturelles de défense contre l'ennemi extérieur. Il faut inverser le courant qui a été créé en faveur de l'objection de conscience, remettre en honneur le service de la patrie, et pourquoi pas, restaurer le prestige de l'uniforme – que l'on ne voit plus désormais qu'une fois l'an, au 14 juillet ». Charles Pasqua, *L'ardeur nouvelle*, Albin Michel, 1985, p.210. Récemment, l'État français a agi en ce sens, en évoquant la possibilité de censurer la diffusion de la chanson FranSSe, d'un rappeur nommé Monsieur R, travaillant à discréditer la France, ses symboles et ses institutions. Le couplet de la chanson : « La France est une garce, jusqu'à l'épuiser, comme une salope faut la baiser. [...] ». Et parmi les paroles, « mais moi je pisse sur Napoléon et le Général de Gaulle ». Olivier Besancenot, ancien candidat de la Ligue communiste révolutionnaire à la présidentielle de 2002 (extrême-gauche), a dénoncé la réaction outrée de la droite gouvernementale en la voyant loucher par sa dénonciation de cette

retournement général et sans doute extrêmement profond des attitudes, notamment à gauche et dans les couches les plus diplômées, vis-à-vis d'une tendance historique multiséculaire travaillant à la francisation/assimilation, travaillant en vue d'une construction de civilisation dont la nation française serait le plan nécessaire de réalisation, le niveau hors lequel rien ne se crée et tout se perd »<sup>387</sup>.

C'est contre le nationalisme majoritaire, expression idéologique la mieux enracinée de la conscience nationale telle qu'elle s'est modelée dans certains paramètres fondamentaux liés à la modernité démocratique occidentale, que la lutte au racisme se définira. L'implosion programmée de la conscience nationale est délibérée, voulue, en tant que première lutte contre l'expression institutionnelle de la civilisation occidentale à partir de laquelle les pensées radicales ont toujours fait le projet de se décentrer. En fait, la dénationalisation programmée de la communauté politique vient avec sa désoccidentalisation, dont elle est probablement l'étape la plus importante. Paul Yonnet dit aussi de l'antiracisme qu'il « conserve un trait, presque une pulsation fondamentale du marxisme [...], celui d'abolir finalement la nationalité »<sup>388</sup>. D'une utopie à l'autre, la question d'une transformation radicale de la société demeure ouverte, centrée sur la « régénération de la société [...] par sa transformation en société panraciale, panethnique, pancommunautaire »<sup>389</sup> - Taguieff parle quant à lui de « l'apparition de la nouvelle utopie qu'est la société multiculturelle et dénationalisée »<sup>390</sup>. La cultural war, concept central de la politologie conservatrice américaine, et telle que rapportée non plus seulement aux États-Unis mais à l'ensemble des pays occidentaux, est d'abord une bataille en règle livrée partout contre le référent national au nom de sa « détraditionnalisation complète » et politiquement pilotée dans une vaste entreprise d'ingénierie identitaire par la new class qui dispose pour cela de grands pans des pouvoirs publics travaillant à refaire à la

---

chanson vers l'extrême-droite. Patrick Roger, « Deux députés UMP réclament des poursuites contre un rappeur », *Le Monde*, 23 août 2005, p.7.

<sup>387</sup> Paul Yonnet, *Sur la crise du lien national*, in *Le débat*, mai-août 1993, n.75, p.137.

<sup>388</sup> . Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français*, Gallimard, 1993, p.236.

<sup>389</sup> . Paul Yonnet, « Sur la crise du lien national », *Le débat*, mai-août 1993, n.75, p.135.

<sup>390</sup> . Pierre-André Taguieff, *La République menacée*, Éditions textuel, 1996, p.75.

majorité populaire une nouvelle représentation d'elle-même pour l'inviter à dépasser le cadre historico-politique de son appartenance nationale <sup>391</sup>.

*Histoire nationale et société des identités : l'impasse de Gérard Bouchard*

La conséquence de tout cela n'est pas mystérieuse : la société des identités mine l'idée même d'une histoire nationale. Ce n'est pas qu'elle rende plus difficile une cohérence collective néanmoins possible à condition d'être plus élastique : elle la rend pratiquement impossible, à moins de se contenter d'une cohérence strictement nominale et formelle, à la manière d'un simple patriotisme constitutionnel lesté de quelques droits sociaux, selon les circonstances propres à chaque pays. L'idée nationale n'était pas faite pour se modeler à tous les contextes, à moins d'en faire un simple concept indéterminé, aux contenus relativement insignifiants, ce qu'on pourrait dire aussi de ses paramètres s'ils ne parviennent plus à intégrer de quelque manière que ce soit la différence en en limitant ses manifestations pour des raisons et motifs qui mériteraient qu'on la transcende. Il nous est maintenant possible d'en revenir à Gérard Bouchard, qui pense faire de l'histoire nationale en s'ouvrant par ailleurs à toutes les revendications identitaires disponibles dans la société québécoise et ailleurs. Certes, il ne faut pas en douter, le projet de Gérard Bouchard est explicite : préserver la possibilité d'une histoire nationale malgré l'apparition de la société des identités qui cherche à se mettre en récit. Mais ne peut-on pas penser que le cadre général dans lequel s'inscrit sa démarche ne tolère plus qu'une manifestation résiduelle de la conscience nationale, et spécialement, d'une conscience historique québécoise qui fonctionne au nationalisme et porte en elle un projet d'autodétermination politique ? Car c'est probablement le paradoxe du travail bouchardien. Non seulement désire-t-il faire de la société québécoise une nation, mais il souhaite aussi la faire advenir pleinement à elle-même, ce qui l'amène à s'approprier dans la conscience historique québécoise un certain récit collectif qui s'est trouvé relayé puis formulé par toute une tradition dont il nous invite par ailleurs à nous désinvestir. De sa conception de l'histoire québécoise, il affirme ainsi que « le fil conducteur de l'analyse réside dans l'essor d'une petite collectivité, d'une nation francophone sur un continent anglophone [...] », ce qui n'est pas sans rappeler une certaine manière de raconter

---

<sup>391</sup> . Diane Lamoureux, *L'amère patrie. Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain*, Les éditions du remue-ménage, 2001, p.179.

l'histoire du Québec à travers ses périls et l'adversité qui la caractériserait. L'historien va même plus loin en soutenant que « le projet d'une société francophone sur le territoire du Québec est en réalité plus ancien que le projet canadien [...] et il a fait preuve d'une grande continuité au cours des siècles »<sup>392</sup>. Certes, cette nation serait aujourd'hui écartelée, divisée, plus faible qu'hier dans sa cohésion et sa cohérence : elle n'en demeurerait pas moins capable de raisons communes que la souveraineté politique, inscrite dans le fil de son histoire, aurait pour vocation de réaliser pleinement.

Bouchard veut créer une appartenance nationale partagée malgré le pluralisme identitaire, ou comme il le dit lui-même, « une forme d'identité au sein d'une hétérogénéité composite et friable », ce qui serait possible par la « dissociation avancée de la logique, jusqu'ici étroitement soudée, du Nous et du Même, de l'appartenance et de l'homogénéité »<sup>393</sup>. Et Bouchard, qui invitait la société québécoise à s'ouvrir à toutes les différences en s'inquiétant plus d'une fois des formes d'exclusion symbolique que pourrait générer l'imaginaire national au Québec, se demande ensuite si « la solidarité de la nation [ne serait que ] foncièrement mauvaise ? ne sert-elle donc qu'à faire la guerre, à masquer des rapports d'exploitation entre classes, à brimer les minorités, à produire des marginaux et des exclus »<sup>394</sup>? Questionnement qui n'est pas sans faire sourire, puisqu'il récapitule en série toutes les questions faites pour déconstruire la référence nationale tout en se demandant s'il lui est encore possible de leur survivre. Bouchard n'en doute pas : la solidarité nationale est non seulement possible, mais nécessaire. Car Bouchard croit à sa manière à une certaine cohérence collective qui ne serait pas contradictoire avec le pluralisme identitaire : voilà pourquoi, probablement, il en appelle à refaire au Québec une culture nationale, bien qu'il la désire « minimale »<sup>395</sup>, tout en soutenant qu'un besoin de la société contemporaine serait « de réinjecter des croyances dans la vie collective et,

---

<sup>392</sup> . Gérard Bouchard, Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.127, 94.

<sup>393</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.29.

<sup>394</sup> . Gérard Bouchard, Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p.25.

<sup>395</sup> . Gérard Bouchard, « Qu'est-ce qu'une nation ? », Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999, p.492.

si l'on peut dire, de réenchanter le monde », car il n'y aurait pas de démocratie sans un substrat sociologique la rendant possible, ce qu'il appelle ailleurs « les conditions sociologiques nécessaires pour mener des actions collectives »<sup>396</sup>. Son travail d'historien trouve là son sens : il s'agit donc pour lui de relever le défi du pluralisme en faisant tenir ensemble ce que d'autres croient impossible.

Bouchard cherche à sauver l'histoire nationale, probablement, même certainement. Il pense penser la nation : il pense même penser l'histoire nationale. Il résume mieux son questionnement qu'on pourrait nous-mêmes le faire : « comment une nation culturelle peut-elle légitimement se superposer et s'articuler à la nation civique plurielle »<sup>397</sup> ? N'illustre-t-il pas plutôt l'incompatibilité radicale entre deux logiques qui ne peuvent s'instituer conjointement, sans qu'une des deux ne s'impose finalement à l'autre ? La société des identités et ses prétentions à la recombinaison d'une nouvelle image de l'être-ensemble, pluriel et relâché dans une constellation disparate sans point fixe, entre en concurrence, même en conflit, avec la conscience historique nationale telle qu'elle est comprise traditionnellement. L'histoire nationale et le pluralisme identitaire sont antithétiques. L'historien qui endosse ce programme ne peut plus prétendre travailler à remodeler la conscience historique de son peuple, parce qu'il rejette alors l'idée nationale dans son principe même – qu'il assume cette conséquence ou non. « Dans l'antiracisme, la conscience de communauté se légitime et se fortifie non seulement sur les ruines de classe, mais aux dépens de la conscience de nation »<sup>398</sup>. Une société dispersée n'est plus une nation, même si certains acrobates de l'esprit cherchent à tenir en équilibre deux notions faites pour entrer en conflit. Michael Lind a bien fait remarquer à quel point la synthèse entre le multiculturalisme et le référent national ne pouvait qu'être artificielle, un principe de composition de la communauté politique finissant nécessairement par s'imposer sur l'autre.

---

<sup>396</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.25.

<sup>397</sup> . Gérard Bouchard, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.25.

<sup>398</sup> . Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français*, Gallimard, 1993, p.130.

In a multicultural society, while there might be an agreed-upon civic iconography, representing the ideals and institutions of the common government, there must be as many national stories and as many high cultures as there are official racial nationalities. [...]. Multiculturalists, if they were true to the logic of their own ideologies, would support parallel histories for separate racial and ethnic groups. [...]. Instead, multiculturalism and pluralism are usually represented, in debates over public-school history texts, by advocates demanding greater representation of individuals and episodes from the history of a particular group in a general history<sup>399</sup>.

Conan et Rouso, qui mettent en garde les historiens français contre les « ravages politiquement corrects et intellectuellement désastreux de la sainte trilogie gender, race and class » dénoncent aussi « ce relativisme [...] porteur de lourds dangers, car il finit par postuler qu'il n'y a pas d'histoire commune possible, qu'elle soit nationale ou autre, mais seulement des représentations antagonistes et différenciées du passé, sur la base de critères idéologiques, ethniques, géographiques, sociaux, sexuels »<sup>400</sup>. Beauchemin fait lui aussi remarquer comment la société des identités ouvre une lutte parmi ses membres qui n'entendent plus s'estomper dans un récit totalisant qui limite l'expression des particularismes identitaires en les subsumant dans une représentation forte de la collectivité. « En un mot, je dirais que les conflits entourant l'interprétation du passé, ou encore les tentatives de reconfiguration de la mémoire collective, me semblent renvoyer à une lutte identitaire dans laquelle les groupes qui s'y affrontent négocient leur place dans le grand récit collectif »<sup>401</sup>.

L'histoire nationale, par définition, agrège sous une même référence la population dont elle délimite les contours par un récit et ne peut se déverser dans une série de parcours parallèles de manière inconséquente. La nation, en forçant l'allégeance de ses membres à une première loyauté politique, empêche ainsi la libre manifestation de la subjectivité contemporaine telle qu'elle se construit par le bricolage identitaire dans les

---

<sup>399</sup> . Michael Lind, *The Next American Nation. The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, The Free Press, 1995, p.357.

<sup>400</sup> . Éric Conan et Henry Rouso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Gallimard, 1996, p.421.

<sup>401</sup> . Jacques Beauchemin, «La mémoire comme champ de bataille », (in) *Argument*, vol.5, n.2, 2003, p.149-150.

marges du social. Ainsi faut-il aussi travailler à la déconstruire, si possible en retournant les institutions publiques contre elle pour recomposer politiquement une société multiculturelle en multipliant les ayant-droits et les groupes susceptibles de court-circuiter son expression dans l'espace public. L'histoire multiculturelle divise un peuple contre lui-même en multipliant les récits et les fidélités qui craquent la communauté politique en une série d'allégeances contradictoires qui ne parviennent plus à s'inscrire sous un même horizon, lui-même ouvert à travers les questions posées par la conscience historique. David Horowitz rappelle bien de quelle manière le cadre narratif privilégié par les historiens ralliés au multiculturalisme milite en fait pour la déconstruction de la référence nationale en délégitimant les pratiques d'assimilation indispensables à la préservation de l'identité nationale. « The left is hostile to the very idea of assimilation. It's agenda is the deconstruction of America's national identity and culture, and particularly the American narrative of inclusion and freedom. The multiculturalist narrative is not about the assimilation of minorities into the crucible of American freedom, but their liberation from American oppression »<sup>402</sup>. C'était d'ailleurs le projet d'abord endossé par les National Standards à l'américaine quand les rédacteurs proposèrent d'abord, avant le tollé populaire qui les a contraint à reculer, d'écrire l'histoire des peuples américains plutôt que l'histoire de la nation américaine. Le Québec suit la vague en parlant désormais de « cultures québécoises » au pluriel. En livrant les identités à une pure concurrence dans le travail de mémoire, c'est à la cohésion de la communauté nationale qu'on s'en prend, en départageant au sein d'une même société les victimes<sup>403</sup>, qui devraient recevoir l'attention exclusive des historiens progressistes, et les majoritaires, ceux-là invités à se taire, comme le dira explicitement Chantal Maillé, plus cohérente que Bouchard, sans doute, dans l'une de ses contributions au débat sur la mémoire québécoise. « Au Québec, peut-être faut-il que certaines voix se taisent pour que l'on puisse enfin entendre ce qu'ont à dire les marginaux identitaires sur l'appartenance et

---

<sup>402</sup> . David Horowitz, *Left Illusions. An Intellectual Odyssey.*, Spence Publishing Company, 2003, p.198.

<sup>403</sup> . C'est l'avis de Claude Imbert pour qui « l'hystérie identitaire et la tyrannie des encoconnés multiplient les reproches à notre passé national ». Claude Imbert, « Lâches repentirs... », *Le Point*, 27 octobre 2005, p.3

l'identité »<sup>404</sup>. Se taire. Lisons mieux : les faire taire. L'injonction est claire. La démocratie exige un bâillon pour la majorité, mal élevée, qui s'impose en oubliant de s'oublier. Maillé écrit aussi, en toile de fond de cette affirmation, qu'il « s'agit [...] de se distancier des métarécits et des postulats qui sous-tendent ce genre d'entreprise, qui recréent les conditions de la domination et de l'occultation des discours minoritaires et marginaux. Une telle approche va à l'opposé de ceux qui croient en la nécessité salvatrice d'entretenir les grands récits collectifs pour maintenir la cohésion sociale. Les tenants de cette approche préfèrent garder une unité narrative plutôt que d'être déstabilisés par la complexité des récits parallèles. C'est le discours de la loi et de l'ordre, plutôt que de la quête de sens à travers le chaos et le doute »<sup>405</sup>. Propos auquel Jocelyn Maclure se rallie en évoquant la démocratisation de la communauté politique rendue possible par la politique des identités qui privilégie à sa façon une épistémologie du minoritaire, la société ne pouvant véritablement être convenablement aperçue que de l'extérieur, en tant que configuration hégémonique compressant la libre expression de la multitude qui cherche à s'y exposer. « La prise de parole par des sujets dont la voix avait été jusque-là ignorée ou faussée, constitue donc l'activité démocratique la plus fondamentale »<sup>406</sup>. Guerre civile reconnue, donc, la discrimination systémique consacrant la théorisation de cette politique qui refuse tout à la fois le référent national et la citoyenneté libérale et républicaine qui l'exprime dans l'ordre politique<sup>407</sup>. Que ces sujets par ailleurs ne se reconnaissent pas ou peu dans la case à révolte que leur réserve l'intelligence progressiste ne change rien à l'affaire.

John O'Sullivan a bien remarqué les conséquences d'une telle ouverture inconsidérée de la conscience historique à une forme d'égalitarisme radical, qui cherche à

---

<sup>404</sup> . Chantal Maillé, « La contribution du féminisme à la reformulation des discours sur l'identité nationale au Québec : un examen de quelques idées et notions », *Repères en mutation, Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.176.

<sup>405</sup> . Chantal Maillé, « La contribution du féminisme à la reformulation des discours sur l'identité nationale au Québec : un examen de quelques idées et notions », *Repères en mutation, Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001 pp.177.

<sup>406</sup> . Jocelyn Maclure, « Pluralisme et démocratie : dialogue, décision et dissensus », Jocelyn Maclure et Alain G. Gagnon (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.256

<sup>407</sup> . Kenneth Minogue, « How civilizations fall », *The New Criterion*, vol.19, n.8, avril 2001.

délier ce qui peut fonder légitimement les prétentions d'un peuple à s'approprier un territoire pour y imposer une norme culturelle et politique tirée de sa propre expérience, en définissant la situation ouverte par une telle concurrence des mémoires et des normes culturelles comme une « low intensity civil war »<sup>408</sup>. Égalitarisme radical aussi dans la mire de Jacques Beauchemin qui rappelle pourquoi l'aplatissement identitaire d'une société paralyse l'agir politique tout en désamorçant l'éthique sociale nécessairement investie dans une mémoire et prolongée dans un espace public assurant l'expression politique d'une communauté de mémoire et de culture. Pour le dire encore une fois avec Beauchemin, le conflit des mémoires est au centre de la société des identités<sup>409</sup>. La cohésion collective est compromise par l'exacerbation des phénomènes identitaires, qui rend cacophonique l'espace public, comme l'a remarqué Finkielkraut, pour qui le pluralisme identitaire est une version dévoyée de la pluralité humaine qui suppose d'abord la reconnaissance d'un monde commun où viennent s'inscrire les acteurs sociaux pour s'y rencontrer<sup>410</sup>. C'est aussi l'avis de Marcel Gauchet pour qui « on en arrive à cette contradiction originale d'une société qui se sait incomparablement dans son détail sans se comprendre dans son ensemble »<sup>411</sup>. Louis Pauwels écrivait au début des années 80, à propos de la France, qu'il faudra « rehausser le sentiment national en abaissant [...] le taux de l'idéologie socialisante. [Car] on ne fait pas durer une nation avec des ressentiments et des haines de classe »<sup>412</sup>. Reformulons : non plus qu'avec des querelles

---

<sup>408</sup> . John O'Sullivan, « Conservatism and cultural identity », Kenneth Minogue (ed.), *Conservative realism*, Harper Collins publishers, 1996, p.43

<sup>409</sup> . Jacques Beauchemin, « La mémoire comme champ de bataille », *Argument*, vol.5, n.2, 2003, p.149-150

<sup>410</sup> . Paul Hollander, dont la contribution à la sociologie américaine du multiculturalisme comme phénomène idéologique est remarquable, s'est aussi donné la peine de considérer les effets durables du pluralisme identitaire sur les fondements politiques et culturels de l'identité américaine, effets qu'il considère être ceux d'une décadence possible des États-Unis. « Most of the symptoms of decadence, if indeed that is what they are, are to be found in the cultural-moral realm as the cultural-political traditions and foundations of the country are under attack. Multiculturalism (as generally understood and practised) contributes not merely to lowering educational standards but could have a long term corrosive effect on social-national cohesion as it instructs people to forget that they are Americans first (and therefore owe allegiance to the nation) and members of a racial-ethnic, gender or sexual identity group second ». Paul Hollander, *Discontents. Postmodern & Postcommunist*, Transaction Publishers, 2002, p. XXXV

<sup>411</sup> . Marcel Gauchet, *La religion dans la démocratie*, Gallimard, 1998, p.174

<sup>412</sup> . Louis Pauwels, *La liberté guide mes pas*, Albin Michel, 1984, p.130-131

identitaires ou des procès sans cesse refaits contre tout le passé qui a jusqu'ici été épargné au tamis où les accusateurs cherchent à l'égrener. L'historiographie radicale est non pas anti-nationale de manière circonstancielle, mais fondamentale. David Horowitz le remarque à propos des sciences sociales américaines fonctionnant à l'antinationnalisme méthodologique : « Entire fields – « Whiteness Studies », « Cultural Studies », « Women's Studies », « African American Studies », and « American Studies », to mention some- are now principally devoted to this radical assault on American history and society and to the « deconstruction » of the American idea »<sup>413</sup>. La multiplication des victimes à reconnaître fait perdre à l'histoire nationale sa dimension édifiante et son potentiel de mobilisation pour devenir non plus le lieu où une société refait sa cohérence malgré la diversité des options et des partis qui s'y confrontent, mais bien un terrain privilégié où déplacer cette version sophistiquée de la lutte des classes qu'est la politique des identités<sup>414</sup>. On joue les groupes les uns contre les autres, on les force à se définir en dehors du référent national pour quémander des droits, pour exiger une reconnaissance qui fissure la nation en multipliant artificiellement les allégeances qu'elle doit rassembler<sup>415</sup>.

Le multiculturalisme prescrit un travail incessant de remodelage du social et de sa construction symbolique pour en effacer les traces qui pourraient d'une manière ou d'une autre marquer un clivage dans la société entre sa composante majoritaire et les minorités qui y font valoir leurs revendications. La référence nationale ne peut se soustraire à ses

<sup>413</sup> . David Horowitz, *Unholy Alliance. Radical Islam and the American Left*, Regnery Publishing, 2004, p.106

<sup>414</sup> . Comme le mentionne John Fonte dans un contexte américain, « historically, in the U.S. social studies and civics have been directly wedded to citizenship education, and history has complemented civic education by providing a nonpartisan, nonideological record of humanity's accomplishment and foibles. The civic purpose of history is to provide to future citizens of the American nation with the historical information most important for American citizenship – for citizenship in this nation, here and now ». John Fonte, « The inclusion illusion », in *American Outlook*, summer 1999, [http://acc.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication\\_details&id=1348](http://acc.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication_details&id=1348)

<sup>415</sup> . Charles J. Sykes, *The Decay of the American Character*, St.Martin's Press, 1992, Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, Dominique Schnapper, *La démocratie providentielle*, Gallimard, 2002, Pascal Bruckner, *La tentation de l'innocence*, Grasset, 1995. Pierre-André Taguieff fait aussi remarquer que « la posture victimaire est fortement valorisée par la norme culturelle au point de favoriser la mise en place silencieuse d'un système de discrimination positive au profit de certaines catégories de victimes ou d'exclus [...] ». Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande*, Mille et une nuits, 2001, p.94.

prétentions. Et la conscience nationale ne peut cohabiter avec les questions ouvertes par le multiculturalisme, qui sont toutes autant de termites idéologiques qui la rongent et contribuent à la transformer en poussière symbolique.

Le problème avec Bouchard, pour revenir à lui – disons, pour en revenir à l'écriture de l'histoire québécoise- est non pas qu'il participe de l'intérieur à cette historiographie radicale qui veut déconstruire la nation délibérément mais qu'il prend au sérieux les questions qu'elle pose à la mémoire québécoise. Tout comme notre historien parlait des deux Chanoines, faudra-t-il parler des deux Bouchard ? Bouchard ne cherche pas à nier la nation, non plus que la conscience historique, non plus que la mémoire, non plus que la culture : on ne trouve pas là son intention, on l'a vu, on l'a reconnu. Celui qui lui ferait un procès pour mauvaise foi serait malvenu. Mais il accepte de poser toutes ces questions, les questions nées dans la matrice du marxisme anti-national, et cherche ensuite à retisser dans ce qui peut en rester un récit collectif qui ferait encore sens pour ceux à qui il pense encore s'adresser. On ne peut poser les questions nées dans la matrice du marxisme anti-national et chercher ensuite à retisser dans ce qui peut en rester un récit collectif qui ferait encore sens pour ceux à qui il pense encore s'adresser. On ne peut tout accoupler, à moins de consentir à faire naître un monstre. On ne peut chercher à reconstruire l'idée nationale à partir de questions qui sont faites pour la faire éclater.

## CHAPITRE QUATRE

### LA CANADIANISATION TRAQUILLE DU QUÉBEC : JOCELYN LÉTOURNEAU ET LA DÉNATIONALISATION DE LA CONSCIENCE HISTORIQUE FRANCOPHONE

*Ici, chacun va chercher ses amis ailleurs, le politique à Londres, le philosophe à Berlin ;  
le communiste dit : Nos frères les Chartistes. – Le paysan seul a gardé la tradition du  
salut ; un Prussien pour lui est un Prussien, un Anglais est un Anglais.- Son bon sens a eu  
raison, contre vous tous, humanitaires !*

*Jules Michelet*

C'était l'avis de Gérard Bouchard que la société québécoise, pour se refaire une cohérence nationale, devait s'ouvrir au pluralisme identitaire en travaillant sa matière sociale à partir des prescriptions différentialistes. La préservation du récit national serait certainement possible, même nécessaire : il faudrait néanmoins l'investir d'un nouveau contenu débordant son premier cadre historique pour le recréer en y intégrant ses apports les plus allogènes. Dit autrement, la société québécoise peut métamorphoser sa représentation d'elle-même et devenir le réceptacle de la nation québécoise toute entière –civique et pluraliste, cela va de soi, mais pas exclusivement civique, selon Bouchard, parce qu'elle préservera discrètement « un certain culturalisme canadien-français », pour le dire avec son critique le plus sévère, Pierre Trépanier<sup>416</sup>. Il appartient à ceux qui anticipent cette nouvelle configuration nationale de l'actualiser en déversant dans une chaudronnée sociale tous les matériaux identitaires disponibles au Québec. D'ailleurs, cette innovation serait contenue implicitement dans les pratiques sociales québécoises depuis près d'un demi-siècle, peut-être davantage, et parachever la mutation nationale de la société québécoise permettrait d'accomplir d'une certaine manière un destin possible, même probable, en donnant au collectif francophone la possibilité de se déployer nouvellement, sans se fermer à « la nouvelle sensibilité affichée par les sociétés d'accueil à l'endroit des autres cultures », suite à « l'irruption généralisée de la diversité, non plus comme une anomalie ou comme une donnée récalcitrante que l'État-nation doit réduire ou occulter d'une façon ou d'une autre, mais

---

<sup>416</sup> Pierre Trépanier, « Le renard ayant la queue coupée ou la luxuriance des études groulxiennes (1999 – 2003) », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, printemps 2004, volume IV, numéro 2, p.286.

comme un caractère permanent avec lequel il doit désormais apprendre à composer »<sup>417</sup>. Nous croyons l'avoir démontré, cette synthèse est impossible et ne peut advenir qu'au prix de l'oblitération du particularisme historique francophone qu'on veut universaliser jusqu'à l'épuisement, pour qu'il n'en reste presque plus rien. Pour le dire avec Joseph Yvon Thériault, « la nouvelle mémoire inclusive de toutes les différences se doit d'exclure de sa représentation la quasi-totalité de la mémoire réfléchie du Québec français »<sup>418</sup>. Disons plus généralement qu'une nation historique se dissout au rythme de sa conversion au pluralisme identitaire. Qu'elle se désagrège à mesure qu'elle épluche ses sédiments, qu'elle cherche à s'apercevoir au microscope, les deux images se complètent. Il n'en demeure pas moins que la société québécoise doit encore, chez Bouchard, opérer sa totalisation symbolique dans l'horizon national, qu'elle préserve aussi de la conscience historique francophone l'idée centrale de faire nation. Je redonne ma précédente conclusion : si Bouchard rend la nation québécoise pratiquement impensable, il n'en cherche pas moins à la penser – son intention, plus simplement dit, est encore nationale.

C'est justement ce que reproche Jocelyn Létourneau à Gérard Bouchard l'historien, qui recyclerait malgré lui la préoccupation nationale de la pensée québécoise. Létourneau n'hésite pas à reconnaître en Bouchard le dernier interprète en date du nationalisme historique francophone, après Garneau, Groulx et Dumont, ces historiens qui « ont cherché à offrir aux Québécois, et notamment à ceux que l'on appelait hier les Canadiens français, les moyens de nourrir leur conscience historique, c'est-à-dire de se raconter à eux-mêmes un grand récit plus ou moins édifiant ou mélancolique et de le relater aux autres aussi »<sup>419</sup>. Cette prétention à se faire grand interprète de la conscience historique québécoise, que plusieurs lui reprochent, Létourneau est tout à fait disposé à la

---

<sup>417</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p. 15, 31-32.

<sup>418</sup> . Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Québec-Amérique, 2002, p.218-219.

<sup>419</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.44.

lui accorder : pour s'en désoler<sup>420</sup>. Létourneau admet bien évidemment la rupture introduite par Bouchard avec la pensée québécoise, spécialement dans la définition très hétérogène qu'il propose de la nation, mais perçoit finalement plus de continuité qu'autre chose entre l'historien de Chicoutimi et ses devanciers, spécialement parce que Bouchard « reste empêtré dans une épistémè où l'idée d'empêchement d'être et celle d'inaccomplissement déplorable du groupe font office d'horizon par rapport auquel il envisage le passé et le présent des siens »<sup>421</sup>. Bouchard peut bien modeler la société québécoise dans la reconnaissance de ses différences nombreuses, il n'en modèle pas moins une nation. En élaborant de main neuve une conscience historique élargie à toutes les nuances identitaires du Québec contemporain, Bouchard replacerait néanmoins en son centre un domaine où surgissent sans surprise de vieilles préoccupations qui auraient trouvé le moyen de s'y canaliser, dont la question nationale serait la pleine expression historique, et le projet souverainiste, l'expression politique. Pire encore : Bouchard, en pensant la nation, travaillerait à son accomplissement historique, en formulant nouvellement le vieux mythe d'une refondation canadienne-française, francophone, québécoise.

C'est une chose de penser la nation, c'en est une autre, mais probablement conséquente pour qui s'inscrit dans la pensée nationaliste québécoise<sup>422</sup>, d'inscrire cette figure identitaire dans le récit plus vaste d'une société qui tarde à s'accomplir, dont l'existence en elle-même est problématique. Dit autrement, il semblerait assez difficile au Québec de penser la nation hors de la question nationale, ou de « saisir le phénomène national au Québec dans une vision non nationale de l'aventure québécoise », et

---

<sup>420</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.286 – 287.

<sup>421</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.45. C'est aussi l'avis de Frédéric Boily, qui retrace à travers la préoccupation nationale une continuité épistémologique fondamentale entre Gérard Bouchard et Lionel Groulx. Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Septentrion, 2003, p.196-208.

<sup>422</sup> . Car Bouchard, mais est-ce nécessaire d'en faire mention, est un souverainiste authentique. On ne saurait le disputer à cet effet. On dira même de lui qu'il pense défendre l'État-nation, comme cadre politique approprié à l'existence des peuples, bien qu'il cherche comme la plupart des progressistes à encadrer la souveraineté nationale dans une perspective politique élargie, celle rendue nécessaire, selon l'avis commun, par la mondialisation, qui devrait finir par trouver son encadrement politique et démocratique dans le présent siècle.

Bouchard en serait un exemple de plus<sup>423</sup>. Ne nions pas cette part de la pensée de Bouchard : sa récapitulation d'une mémoire francophone conduisant à travers le récit des collectivités neuves à la souveraineté le place d'une certaine manière dans la perspective d'une continuité nationale, bien qu'il s'agisse certainement d'une continuité inédite et difficile à percevoir sauf pour qui se décentre complètement de la pensée québécoise et des raisons communes qu'on y cultive, continuité, par ailleurs, encore plus difficilement pensable à l'intérieur même de la pensée bouchardienne. À sa manière, et pour reprendre ses catégories, Bouchard est un penseur fragmentaire, équivoque, qui ne parvient pas à la synthèse des principes qu'il déploie, par maladresse, inconscience ou impuissance. Il n'en demeure pas moins que l'un de ces principes est l'accomplissement national d'une petite société francophone en Amérique du Nord, hérité sans nul doute d'une vieille pensée québécoise, d'une tradition contemporaine de sa première apparition, dont les marqueurs historiques sont difficilement détachables d'un nationalisme québécois plus traditionnel.

### *Impenser le Québec*

Pour Jocelyn Létourneau, « la conjoncture historiographique est tout à fait emballante au Québec »<sup>424</sup>, spécialement pour ceux qui s'inscrivent en dissidence avec le nationalisme francophone, disons même, avec la conscience historique qu'il exprime. Pour Létourneau qui, comme le remarque et le souhaite aussi son disciple Frédéric Boily, désire élaborer « une vision non-nationale du Québec », une certaine impasse narrative dans l'historiographie du Québec francophone rendrait désormais possible une révision radicale des cadres de la mémoire collective<sup>425</sup>. Létourneau diagnostique d'abord « une

---

<sup>423</sup> . Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise » », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.66

<sup>424</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.43

<sup>425</sup> . Frédéric Boily, « Les enseignements de la « Querelle des historiens » ou sortir de l'histoire nationale au Québec », in *Bulletin d'histoire politique*, vol.13, n.2, hiver 2005, p.168. Si on préfère, qui porte la « *volonté de penser l'expérience québécoise autrement qu'avec des lunettes nationales* », ce qui donne à penser que pour les deux historiens, le national est d'abord une question d'optique, de perspective. Que le social n'apparaît comme national qu'après une construction symbolique peut-être bien faite, mais certainement pas indispensable à sa cohésion. Le social serait radicalement indéterminé dans sa portée symbolique : de là l'importance d'une herméneutique sociale adéquate pour ouvrir sa dimension politique de la manière la plus pertinente

remise en cause, particulièrement forte chez la jeune génération, des catégories par l'entremise desquelles les révolutionnaires tranquilles avaient implanté leur projet éthico-politique et assuré leur ascendant moral sur la population québécoise »<sup>426</sup>. Ce qui ouvrirait la possibilité d'une rénovation complète des paramètres de l'appartenance collective, « l'identitaire du Franco-Québécois contemporain [étant] fondé sur cette memoria »<sup>427</sup>, « la Révolution tranquille [ayant], au Québec français, la même importance et valeur, donc le même enjeu métahistorique, que 1775 et 1789 ont aux États-Unis et en France. Il s'agit de moments fondateurs – ou refondateurs dans le cas de l'aggiornamenta québécois »<sup>428</sup>. Pour le dire en sociologue il serait possible, en passant par une critique sévère du grand récit de la Révolution tranquille, de travailler en profondeur les mécanismes discursifs par lesquelles la société québécoise opèrerait sa mise en scène et sa mise en sens, de reconstruire les modalités symboliques par lesquelles elle en vient à appréhender son propre parcours historique. Disons qu'il y aurait là l'intérêt pour une histoire du Québec décentrée de la vision nationaliste qui fait progresser la collectivité vers son salut historique, pour une société normalisée, lasse d'écrire à la fois son passé, son présent et son avenir avec les majuscules du nécessaire agir historique, ou pour le dire encore avec Létourneau, ne désirant plus « conjuguer, au temps de la nation qui se construit ou qui est défaite, tout ce qui se fait ou se vit, se discute ou se débat, se défend ou se combat au Québec »<sup>429</sup>. Plus spécialement :

---

possible. Frédéric Boily, « Les intellectuels et le destin de la nation. La question de la postérité de Groulx », in Robert Boily (dir.), *Un héritage controversé. Nouvelles lectures de Lionel Groulx*, VLB, 2005, p.28.

<sup>426</sup> . Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.54.

<sup>427</sup> . Jocelyn Létourneau, « La Révolution tranquille, catégorie identitaire du Québec contemporain », in Alain G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale*, Québec-Amérique, 1997, p.118.

<sup>428</sup> . Jocelyn Létourneau, « Transmettre la Révolution tranquille », in R. Comeau, C. Métivier et Y. Bélanger, *La Révolution tranquille. Quarante ans plus tard : un bilan*, VLB éditeur, 2000, p.79.

<sup>429</sup> . Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.62.

cet intérêt est particulièrement senti chez les étudiants et les jeunes chercheurs qui n'ont de cesse de réinterroger l'aventure québécoise à partir de points de vue différents. Il est palpable chez plusieurs personnes qui, tout en n'ayant pas les moyens de formuler elles-mêmes un récit alternatif de cette aventure, sont à la recherche d'une vision d'ensemble du parcours historique des Québécois qui rompt avec la problématique de la survivance et de l'humiliation<sup>430</sup>.

À la manière de Fernand Dumont qui, avant sa conversion presque solitaire du personnalisme au nationalisme, affirmait qu'il ne « rejet[ait] pas l'interprétation de notre histoire en tant que passé national [mais] la verrait volontiers côtoyer d'autres modes de lecture »<sup>431</sup>, Létourneau invite les Québécois à s'investir dans « une autre trame historique », dans « un autre récit de l'aventure historique québécoise »<sup>432</sup>, qui « ne s'organise[rait] pas suivant une vision national(ist)e du destin des sociétés [et] ne reprend[rait] pas non plus la posture mélancolique de bien des penseurs réfléchissants sur la condition québécoise »<sup>433</sup>. En fait, « l'horizon national [serait] un poids plutôt qu'un tremplin dans le développement de l'historiographie portant sur le Québec »<sup>434</sup>.

On conceptualisera autrement le passé québécois à partir d'une trame rarement explorée par des historiens majoritairement mobilisés par la mystique nationale. Car « le défi n'est pas ici de faire fi d'un savoir empirique accumulé au long des années, mais de recadrer des interprétations, de reconfigurer des chaînes argumentatives et, surtout, de sortir d'une vision du passé où les idées de « manque », de « détournement de destin », et de « misère à être » constituent les fondements d'une « épistémologique », d'une poétique

---

<sup>430</sup> . Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.54.

<sup>431</sup> . Fernand Dumont, *La vigile du Québec*, Bibliothèque québécoise, 2001, p.61.

<sup>432</sup> . Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.53-73.

<sup>433</sup> . Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Fides/Musée de la civilisation, 2004, p.6.

<sup>434</sup> . Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.61.

et d'une politique mélancolique de soi »<sup>435</sup>. C'est que comme le souligne Jacques Beauchemin, « Létourneau récuse le récit victimaire dans lequel se seraient empêtrées des générations d'intellectuels voués à l'interprétation de la société québécoise »<sup>436</sup>. Ce sont les dispositions narratives permettant d'appréhender l'expérience historique québécoise qui sont ici questionnées pour qu'on puisse au plus vite s'arracher aux concepts qui grèveraient la conscience historique francophone des apports indispensables à son renouvellement épistémique. Une autre histoire de la société québécoise peut s'écrire, pour qu'un autre Québec possible se dessine lentement à la fois dans la conscience collective et le domaine politique, là où se construit délibérément la société.

Pour le dire avec lui, il serait désormais possible d'impenser le Québec, en se décentrant très radicalement de la question nationale pour ouvrir une interprétation qui ne travaille plus, implicitement ou explicitement, à actualiser les mythes plus agissants de la conscience historique francophone.

Pénétrer les figures impensables de la condition québécoise, c'est d'abord s'extirper résolument de cette espèce d'épistémè empreinte d'abattement et de nostalgie, tout entière fondée sur les concepts de misère et de pauvreté, qui nourrit la réflexion des grands intellectuels d'ici, poètes tout autant que savants, sur la condition des gens d'ici »<sup>437</sup>. Ou pour le dire autrement, « pour accéder au passé québécois dans ces figures impensables, on pourrait [...] remettre en cause cette idée selon laquelle le passé du groupe n'a toujours consisté qu'en une lutte de survivance<sup>438</sup> ».

On atteindra pour cela les soubassements de la conscience historique francophone, on creusera dans ses profondeurs, pour en tarir la source, cette image de soi comme victime

---

<sup>435</sup> . Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.71.

<sup>436</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p.152.

<sup>437</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.120.

<sup>438</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.123.

de l'autre qui inonderait tout l'imaginaire collectif. Disons le autrement : on créera contre la mémoire socialement majoritaire une autre conscience historique, toute autrement pensée, imaginée, à laquelle les Québécois seraient prêts à se convertir d'ailleurs. Il faudrait pour cela atteindre le soubassement de la conscience historique et déchirer ses premiers plis et replis, pour ouvrir une nouvelle possibilité herméneutique délivrant la pensée québécoise du vieux désir d'achèvement qu'elle n'aurait cessé de formuler, adroitement ou maladroitement, selon les circonstances historiques<sup>439</sup>.

Mais les profondeurs de la mémoire sont difficilement atteignables : on peut même difficilement les penser, avance Létourneau pour qui c'est toute la conscience historique francophone qui serait mal construite.

Pénétrer les figures impensables de la condition québécoise, cela veut dire aussi se doter de concepts intermédiaires, à vocation empirique plutôt que téléologique, qui permettent de révéler la réalité historique dans ses confusions et ses équivoques, dans ses contradictions et ses tourments, dans ses tiraillements et ses tâtonnements, dans ses aventures et ses tensions, plutôt que dans son caractère univoque ou son mantra apparent, ou dans son processus constitutif et cumulatif<sup>440</sup>.

On pensera donc l'impensable, cette manière de dire le Québec qui va de soi, l'arrière fond téléologique de la conscience historique québécoise auquel tous souscrivent sans savoir qu'ils y souscrivent. Un arrière fond que Fernand Dumont a probablement le mieux imagé dans les dernières pages de sa *Genèse de la société québécoise* et dont le sociologue Jacques Beauchemin a ensuite donné une idée plus précise.

---

<sup>439</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB éditeur, 2002, p.160.

<sup>440</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.121.

Au cours des premières phases du développement d'une collectivité sont mis en forme des tendances et des empêchements qui, sans déclencher la suite selon les mécanismes d'une évolution fatale, demeurent des impératifs sous-jacents au flot toujours nouveau des événements. Comme si l'histoire se situait à deux niveaux, les sédiments de la phase de formation restant actifs sous les événements des périodes ultérieures. De sorte qu'en accédant à cette couche profonde de l'histoire, on aurait la faculté de mieux appréhender la signification du présent<sup>441</sup>.

Ainsi :

au Québec, la délibération politique intègre profondément, et sans que cela soit thématiquement tel, les éléments d'une narrativité particulière. Depuis les discours d'Étienne Parent portant sur l'avenir de la nation francophone dans le contexte de l'Union, jusqu'aux plus récentes théories de l'aménagement des rapports entre les différentes communautés nationales et culturelles qui composent le Québec d'aujourd'hui, en passant par les diatribes enflammées d'Henri Bourassa concernant la place des Canadiens français dans le Canada, on peut dire que toute la tradition politique québécoise s'est organisée autour de la question mille fois ressassée de faire nation dans le cadre d'un espace économique, culturel et politique hybride. Il importe d'observer que cet aspect de la délibération politique constitue bien davantage l'arrière-plan de toute discussion que le thème lui-même du débat. Cette façon de poser « la question du Québec émerge d'un parcours historique particulier, lequel propose une certaine manière de penser le rapport entre les différentes cultures et appartenances qui se rencontrent au sein de la communauté politique<sup>442</sup>.

C'est de cette « couche profonde de l'histoire » qu'il faudrait se déprendre pour accomplir la révolution de la mémoire dont la société québécoise aurait besoin. Létourneau désarticulera complètement cette « narrativité particulière », la société québécoise ne pouvant plus sérieusement s'approprier son histoire à partir de telles dispositions interprétatives l'entravant dans son passage à l'avenir.

---

<sup>441</sup> . Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Boréal, 1993, p.330.

<sup>442</sup> . Jacques Beauchemin, « La nation entre communauté imaginée et communauté politique », Raphaël Canet et Jules Duchastel (dir.), *La nation en débat . Entre modernité et post-modernité*, Athéna éditions, 2003, p.61-62.

*Définir le Québec sans la nation*

Plutôt faudrait-il penser le Québec dans une perspective post-nationale, même en dehors du domaine de l'histoire, pour dénationaliser le plus possible les représentations sociales québécoises et les faire advenir au discours public sans leur empreinte habituelle. Il sera ainsi possible de définir de moins en moins souvent le Québec comme une nation, pour « accueillir la complexité québécoise contemporaine et [...] se réconcilier avec les processus de recomposition de cette société qui échappent de plus en plus aux logiques nationalistes traditionnelles ». Si on préfère, on « explorer[a] les paramètres du post-nationalisme, sans sombrer dans les voies de l'antinationalisme et sans négliger l'existence d'une intention affirmationniste encore forte dans le paysage politique québécois, tel pourrait bien être le champ de réflexion le plus stimulant pour la pensée québécoise à venir »<sup>443</sup>. On assumera une savante indifférence devant les apparitions nationales du Québec, à tout le moins, on ne sera plus systématiquement disposé à les accueillir comme autant de révélations provenant des profondeurs de la condition québécoise<sup>444</sup>. Dans une intervention publique, qui faisait un premier bilan du gouvernement libéral provincial élu en avril 2003, l'historien soutenait même que le Québec trouvait à se mobiliser de manière inattendue et prometteuse dans la mesure où les questions qui l'interpellaient délaissaient la préoccupation nationale pour faire apparaître plutôt une série d'enjeux sociaux constituant l'espace public autour de thématiques déliées de la question du statut politique. « M.Charest, écrivait Létourneau, pourrait bien avoir sonné le réveil d'une population qui, fatiguée de s'appesantir sur son sort comme nation, serait enfin sur le point de se pencher de nouveau sur sa condition comme société »<sup>445</sup>. Ailleurs, il soutenait que la figure nationale, trop forte pour décrire la condition québécoise, devait être délaissée par les intellectuels pour faire usage de

---

<sup>443</sup> . Jocelyn Létourneau, « Postnationalisme ? Rouvrir la question du Québec », *Cités*, Presses Universitaires de France, 2005, p.30

<sup>444</sup> . Pour un exemple de ce que peut être une compréhension nationaliste des problèmes culturels québécois, on lira le brillant jeune essayiste Jean-Philippe Chartré, « Malaise dans la culture : considérations autour de CHOI FM », *L'Action nationale*, octobre 2005, p.16-31

<sup>445</sup> . Jocelyn Létourneau, « La tradition libérale malmenée », *Le Devoir*, Jeudi 11 décembre 2003, A7

concepts plus fins, parmi lesquels, on tire au hasard « collectivité québécoise », « groupement par référence » et « monde culturel »<sup>446</sup>.

Parler du Québec comme d'une nation ou le définir dans cet état d'être, à partir de ce fondement primordial, sorte d'alpha et d'oméga de sa condition, c'est en effet, lui imposer une forme de représentation symbolique, d'agrégation et de cohésion qui est bien trop forte pour exprimer les nuances, les équivoques et la polymorphie de l'expression nationalitaire qui se manifeste au sein de cette province du Canada, d'une part, et pour accueillir la variété des allégeances et ambitions identitaires que l'on y trouve, d'autre part.

Et Létourneau précisait un peu plus loin, dans le même texte, sa représentation du sujet historique québécois.

À vrai dire, les habitants du Québec ne forment par une nation mais une collectivité instituée et politiquement intégrée qui, appelée et mobilisée en ce sens et sur ce mode par son gouvernement élu, délibère de son destin et de son devenir en fonction d'un certain nombre de facteurs envisagés comme des contraintes et des avantages, c'est selon, et parmi lesquels figurent le régime fédéral canadien, la Charte canadienne des droits et libertés de la personne, la législation canadienne, l'ALENA, la Déclaration universelle des droits de la personne, etc<sup>447</sup>.

Autrement dit, et l'intention de notre historien est de plus en plus manifeste, s'il fallait d'abord défaire une interprétation de l'histoire centrée sur la question nationale, c'est parce qu'il fallait défaire ensuite la référence nationale généralement mobilisée pour définir la société québécoise et lui reconnaître une forme historique particulière – ce qui donne à croire que Létourneau pense lui aussi que l'historien est le premier penseur politique de la collectivité, dans la mesure où son travail définit plus que les autres en profondeur la manière dont la société est amenée à se définir, à s'apercevoir, puis à se

---

<sup>446</sup> . Jocelyn Létourneau, « Y a-t-il une nation québécoise ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? », *Argument*, volume 5, numéro 1, 2002, p.101

<sup>447</sup> . Jocelyn Létourneau, « Y a-t-il une nation québécoise ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? », *Argument*, volume 5, numéro 1., 2002, p.102-103. Pour une critique brillante, ironique et magnifiquement articulée de cette thèse, on lira la recension qu'a fait de cet article un jeune politologue québécois. Benoît Dubreuil, « Recension de Y a-t-il une nation québécoise ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? », *L'Action nationale*, XCIII, numéro 2, février 2003, p.118-121

construire. D'ailleurs, Létourneau est probablement de tous les historiens le mieux disposé explicitement envers sa fonction sociale, bien qu'il se défende toujours de s'inscrire dans un camp plutôt qu'un autre quant aux problèmes québécois, spécialement devant son problème national. Mais l'historien, en construisant le passé, donne une image de l'avenir à faire, des problèmes à envisager, des questions à travailler, ce qui nous rappelle, très nettement, que l'historiographie, de tous les discours scientifiques, est probablement le plus politique.

Ainsi, Létourneau n'hésite pas à donner son avis sur les problèmes collectifs québécois des années à venir. « De manière générale, le défi des Québécois n'est pas de construire ou de faire advenir la nation, mais d'édifier ici une société qui soit aussi juste, riche, épanouissante et accueillante que possible pour ses membres. En fait, si tant est que l'on place le bonheur des hommes et des femmes au coeur de l'entreprise politique, il est secondaire, voire résiduel, que la nation advienne, mais primordial que la société et que la collectivité s'améliorent »<sup>448</sup>. D'ailleurs, le mouvement d'affirmation collective, au Québec, pourrait se séparer à peu de pertes des nationalistes les plus radicaux disposant d'une influence disproportionnée au sein de la coalition péquiste et forçant les citoyens de la province à se questionner de manière cyclique sur le statut politique de la province, plus spécialement sur son accession à l'indépendance<sup>449</sup>. Disons de Létourneau qu'il invite le Parti Québécois, dépositaire le plus connu du nationalisme francophone, à reconfigurer le domaine public en dehors des questions qui y sont investies depuis un peu moins d'un demi-siècle.

---

<sup>448</sup> . Jocelyn Létourneau, « Y a-t-il une nation québécoise ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? », *Argument*, volume 5, numéro 1., 2002., p.17.

<sup>449</sup> . Jocelyn Létourneau, « Le spectre de la pensée radicale », *Le Devoir*, 14 juin 2005, A7. Plusieurs penseurs fédéralistes ont aussi invité le Parti Québécois à se détacher de son aile la plus militante, attachée d'abord et avant tout à la résolution du problème national par l'accession à l'indépendance, et souvent bien disposée à la révision du cadre stratégique pour sortir d'un certain étapisme référendaire. On lira spécialement sur cette question, Alain Dubuc, « Le génie malfaisant », *La Presse*, 18 août 2004, A19, Alain Dubuc, « Le PQ, un parti de droite ? », *La Presse*, 4 juin 2005, A25, Alain Dubuc, *Le PQ peut-il se libérer de ses radicaux ?*, *La Presse*, 26 novembre 2005, A27. Pierre Pettigrew, alors qu'il était ministre, invitait aussi le Parti Québécois à casser avec son aile dure, qu'il qualifiait d'intégriste et de fanatique. Pierre Pettigrew, « Être libéral. Au Québec, depuis 150 ans, il y a les bleus qui se nourrissent de méfiance et les rouges qui embrassent la confiance », *La Presse*, 15 septembre 2005, A19.

Pour sortir de cette situation où une majorité subit épisodiquement le césarisme d'une minorité radicale qui doit néanmoins s'en remettre au courant modéré pour replacer le parti sur la voie du pouvoir, le PQ devra un jour trancher le noeud gordien de son ambivalence constitutive. Peut-être en se refondant comme parti résolument autonomiste, mais non pas indépendantiste à tout prix - ce qui lui permettrait de se délester de sa clique de doctrinaires incurables et de son corps de Vestales zélées. À l'encontre de ce que l'on pourrait croire, ce choix ne relèverait pas du suicide politique pour le parti émergeant qui se donnerait un nouveau nom. Le cas échéant, son programme serait centré sur les idées de développement économique, d'équité sociale, de gouvernance responsable et d'in(ter)dépendance politique - des thèmes chers à beaucoup de péquistes. Un tel programme rallierait de larges segments de la population québécoise - coalition de libéraux, de socio-démocrates et de nationalistes - qui ne se reconnaissent pas dans l'administration actuelle du PLQ, qui n'appuieront jamais l'ADQ, qui n'épousent pas les positions de l'UFP ou celles d'Option citoyenne et qui sont étrangers au jusqu'au-boutisme des Graveline et Laplante<sup>450</sup>.

L'affirmationisme francophone, dévié du projet souverainiste et de ses promoteurs les plus résolus, pourrait même trouver les moyens de sa revitalisation en sortant d'une perspective politique faite pour le radicaliser plus qu'il ne devrait l'être. C'est qu'il serait nécessaire de pratiquer un certain repli dans la mesure où le déploiement accéléré de la conscience historique francophone dans une direction québécoise l'aurait appauvri, culturellement et politiquement. En n'investissant plus le nationalisme francophone dans la lutte souverainiste, un nouvel affirmationisme pourrait se déployer, susceptible, cette fois, de sortir des cloisons étanches des communautarismes rivaux dans la société québécoise, pour mieux poursuivre une stratégie québécoise dans les paramètres politiques élargis de la fédération canadienne<sup>451</sup>.

---

<sup>450</sup> . Jocelyn Létourneau, « Le spectre de la pensée radicale », *Le Devoir*, 14 juin 2005, A7.

<sup>451</sup> . « Au fond, on pourrait dire qu'il existe actuellement, chez les Québécois d'héritages autres que canadien-français, une disposition, voir une disponibilité, en faveur du Québec qui n'a jamais été aussi grande. En pratique, il n'est plus possible de percevoir les communautés formant le « monde non francophone » québécois comme définissant leurs intérêts à l'encontre de ceux des communautés formant le « monde francophone », en particulier les Québécois d'héritage canadien-français. [...] En fait, si la quête d'affirmation québécoise – qui ne cessera pas et ne peut d'ailleurs cesser – était clairement déliée de l'option indépendantiste, il ne fait aucun doute que le rapprochement des francophones et des non-francophones autour d'une plateforme politique partagée, voire de raisons communes, serait plus rapide encore ». Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.158. Sur un

Cette sortie non plus seulement du nationalisme historiographique, mais du nationalisme politique, de cette définition de la société québécoise à partir de son problème national, serait même nécessaire pour sortir d'une certaine lassitude collective devant la démocratie. Car il apparaîtrait évident que « le sempiternel débat entre souverainistes et fédéralistes, qui recycle un stock de mythes et d'argumentaires ayant peu évolué depuis quarante ans, ne mobilise plus comme auparavant ceux et celles qu'il devrait intéresser ou impulser »<sup>452</sup>. Toutes les initiatives politiques apparaissant dans la société québécoise devant finalement se classer selon leur rapport à l'option souverainiste, en entonnant eux aussi « les vieux refrains prosouverainistes et profédéralistes »<sup>453</sup>, de nombreux citoyens pratiqueraient une désaffection réfléchie envers l'espace public québécois. Mais les appels à dépasser la question nationale, aussi discrets soient-ils, seraient de plus en plus nombreux, car « au sein de la société semble en effet prévaloir un désir, sourd et attentiste plutôt que franc et affirmé, pour passer à autre chose »<sup>454</sup>. La défaite, à deux reprises, de l'option souverainiste, limiterait d'ailleurs à bon droit la prétention des nationalistes à se faire les découvreurs d'une finalité plus importante que les autres, contenue dans la conscience historique francophone. La pensée québécoise, en se déprenant d'une certaine herméneutique de l'achèvement, se déferait aussi plus fondamentalement des paramètres historiques d'un nationalisme intégral daté, qui appauvrirait non seulement le travail de recherche en histoire, mais pire encore, enfoncerait la collectivité québécoise dans un horizon politiquement bloqué, sans dissidence possible, sans retraite non plus, parce que le sens de l'histoire, dévoilé par les spécialistes autorisés de l'interprétation historique, ceux que Létourneau appelle les grands paroliers du Québec mélancolique, les pousserait toujours vers la lutte finale, celle devant racheter le passé canadien-français dans un avenir québécois radieux, attendu par

---

autre registre, Christian Dufour a aussi soutenu que la captation du nationalisme francophone par l'option souverainiste contribuait en fait à son affaiblissement comme force politique et à l'impuissance collective du Québec. Christian Dufour, *Lettre ouverte aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens demeurés fidèles au Québec*, Stanké, 2000, 142 p.

<sup>452</sup> . Jocelyn Létourneau, « Postnationalisme ? Rouvrir la question du Québec », *Cités*, PUF, 2005, p.29.

<sup>453</sup> . Jocelyn Létourneau, « Postnationalisme ? Rouvrir la question du Québec », *Cités*, PUF, 2005, p.29

<sup>454</sup> . Jocelyn Létourneau, « Postnationalisme ? Rouvrir la question du Québec », *Cités*, PUF, 2005, p.28-29.

tous les croyants de l'indépendance<sup>455</sup>. Avec cet hégélianisme nationalisant, il faudrait rompre : mieux encore, la rupture serait déjà entreprise, on l'a dit, le nationalisme aurait de plus en plus l'allure d'un rite sans croyance dans le domaine public – la société québécoise, désormais, serait prête à passer à autre chose. Et le malheur existentiel des nationalistes pourrait bien faire le bonheur politique des Québécois, spécialement de ceux travaillant depuis un bon moment déjà à désacraliser une certaine idée du devenir collectif, si on préfère, à démonter les articulations fondamentales d'un récit comprenant l'histoire à travers la marche des Québécois vers l'indépendance<sup>456</sup>.

#### *Sortir du nationalisme groulxien ?*

La société québécoise, déprise enfin de ceux qui la définissent malgré elle, serait enfin prête pour une pensée d'elle-même qui ne cherche plus à résoudre tous les problèmes collectifs dans un horizon où l'appel au salut national viendrait dramatiser à l'excès les avènements qui lui sont suggérés. À penser la conscience historique à travers ses moments successifs, on dira de Létourneau qu'il cherche à définir une prochaine étape, qui empièterait déjà sur l'actuelle : penser le Québec après le nationalisme. La société québécoise, à tout le moins ses acteurs les moins dépendants de pratiques interprétatives désuètes et périmées, chercherait à basculer dans une nouvelle représentation d'elle-même, à s'approprier son passé de manière plus sereine, sans que tout ce qu'on y trouve de pertinent soit en lien avec la rhétorique de l'émancipation nationale. Mais pour cela faut-il encore dater l'apparition de ce nationalisme historiographique qui a tout reconstruit le social québécois dans une perspective nationale - à moins d'en faire une dimension indépassable de la condition québécoise, ce qui n'est naturellement pas son avis. Pour sortir de ce ravalement complet de la conscience collective dans les prescriptions du nationalisme historiographique, il faudra reconsidérer le développement de la conscience historique dans la société québécoise pour bien voir à quel moment certains l'auraient déviée, à coups d'interprétations abusives, vers une définition fondamentalement nationale – il faudrait aussi faire une autre genèse de la société québécoise, dans une

---

<sup>455</sup> . Jocelyn Létourneau, « Le spectre de la pensée radicale », *Le Devoir*, 14 juin 2005, A7.

<sup>456</sup> . Jean-Louis Roy, *La marche des Québécois. Le temps des ruptures (1945-1960)*, Léméac, 1976, 383 p., Jean-Marc Léger, *Vers l'indépendance ? Le pays à portée de main*, Léméac, 1993, 282 p.

optique nouvelle, radicalement différente de la dumontienne. Ce qui devrait nous inviter à en retracer les étapes, pour objectiver le plus possible les procédés par lesquels la conversion au référent national se serait opérée. On saura mieux alors comment la défaire en sachant comment elle s'est d'abord faite. Si on préfère, on verra de quelle manière la question nationale a reconstruit, à moyen et long terme, la démocratie québécoise, et la conscience historique d'une collectivité qu'on ne sait plus trop pour le moment comment nommer.

Frédéric Boily, le meilleur disciple de Létourneau a déjà pensé cette question, en nous invitant à considérer l'influence durable de la pensée groulxienne dans la définition de la conscience historique francophone, ou si on préfère, « à comprendre la trace laissée par Groulx sur le mouvement national »<sup>457</sup>. Pour le dire avec Jean Éthier-Blais, qui était son disciple, Groulx est :

le père intellectuel de notre nationalisme. [...] Nos ennemis l'attaquent, comme autrefois les soldats de quelque César cherchaient d'abord à faire sauter le battant principal de la ville assiégée, car si le bélier brisait cette porte, la ville tombait assurément. Nous qui n'avons pas d'amis, nous savons au moins quels sont nos ennemis, car, en attaquant l'abbé Groulx, ils laissent tomber le masque<sup>458</sup>.

À la manière d'un historien, Frédéric Boily endosse cette hypothèse, lorsqu'il affirme que « questionner Groulx, c'est examiner les fondations du mouvement nationaliste actuel »<sup>459</sup>. Disons le à sa suite, Groulx a travaillé à reconstruire la conscience historique francophone en l'investissant pleinement d'une question nationale à résoudre dans un encadrement politique complet, délimité, le plus possible, par le territoire laurentien appelé à voir s'édifier un État français. On parlera donc du recentrement laurentien de la conscience historique francophone rendu possible par Groulx, qui réalignait aussi, à partir de là, les paramètres à partir desquels la nouvelle majorité

<sup>457</sup> . Frédéric Boily, « Le fascisme de Lionel Groulx selon Gérard Bouchard », in *Le Bulletin d'histoire politique*, vol.14, n.2, hiver 2006, p.160. Frédéric Boily, « Les intellectuels et le destin de la nation. La question de la postérité de Groulx », in Robert Boily (dir.), *Un héritage controversé. Nouvelles lectures de Lionel Groulx*, VLB, 2005, p.29.

<sup>458</sup> . Jean Éthier-Blais, *Le siècle de l'abbé Groulx*, Léméac, 1993, p.7-8.

<sup>459</sup> . Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Septentrion, 2003, p.214.

francophone au Québec définirait ses intérêts nationaux. S'il faut se garder d'un constructivisme primaire qui ferait de Groulx le créateur du nationalisme québécois - car Groulx n'a pas travaillé une matière historique inerte, indéterminée, indifférente à la manière dont on désirerait la transformer, et sans formation préalable<sup>460</sup> - on ne diminuera pas toutefois son influence exceptionnelle dans sa reconfiguration<sup>461</sup>. La pensée groulxienne posait les paramètres devant conduire dans la mesure du possible une nation devenant peu à peu québécoise à parachever son avènement dans l'accession à l'indépendance, spécialement en revisitant le moment de la Conquête pour lui restituer son caractère traumatique, plaçant la nation dans un état de privation existentielle<sup>462</sup>.

Le nationalisme groulxien, parce qu'intégral ouvrait pour la première fois depuis Mercier la possibilité de l'indépendance, tout en l'inscrivant dans une perspective plutôt attentiste, sa réalisation dépendant moins d'un militantisme nationaliste poussé à son terme que d'une conjoncture mondiale turbulente précipitant la désintégration de la fédération canadienne<sup>463</sup>. Mais la pente naturelle du groulxisme conduisait très certainement à l'indépendance, ce que Groulx lui-même n'hésita pas à reconnaître dans ses derniers écrits, lorsqu'il rappelait que « dès les années 1900, l'indépendance du

---

<sup>460</sup> . Il suffira pour s'en convaincre de relire Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Boréal, 1993, 393 p.

<sup>461</sup> . François-Albert Angers, « Mesure de l'influence du chanoine Groulx sur son milieu », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.32, n.3, décembre 1978, p.357-384.

<sup>462</sup> . Ce que Groulx reconnaissait lui-même dans ses *Mémoires*, lorsqu'il avançait qu'on ne lui pardonnait point, « par exemple, de ne plus croire au « bienfait providentiel » de la Conquête anglaise, mais cette conquête, de la plutôt représenter sous l'aspect d'une catastrophe ». Lionel Groulx, *Mes mémoires. Tome 2*, Fides, 1971, p.57.

<sup>463</sup> . Jean-Claude Dupuis, « Nationalisme, séparatisme et catholicisme dans l'entre-deux-guerres », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIX<sup>ème</sup> au XXI<sup>ème</sup> siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.95-104. On relira le remarquable numéro de l'Action française de 1922 consacré au problème de l'avenir politique du Canada français par les jeunes prêtres nationalistes de l'époque. *Notre avenir politique, Enquête de l'Action française, 1922*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1923, 269 p. Les intéressés reliront le passage consacré à cette enquête dans les *Mémoires* de Groulx, où le prêtre nationaliste se demande à plusieurs reprises jusqu'à quel degré il adhérait à l'idéal indépendantiste, se déclarant d'abord hésitant, puis avouant finalement son adhésion de principe à l'idée d'un État français et séparé du Canada dès les premières années du siècle. Lionel Groulx, *Mes mémoires. Tome 2*, Fides, 1971, p.291-312.

Québec [lui paraissait] inscrite dans sa géographie et son histoire »<sup>464</sup>. D'ailleurs, ses principaux disciples ne se sont pas trompés sur la tendance la plus lourde de la pensée du maître, en radicalisant les postulats qui s'y trouvent, spécialement ceux devant conduire l'État français auquel Groulx en appelait à se détacher radicalement du Canada pour advenir à la pleine existence politique<sup>465</sup>.

D'une certaine manière, le nationalisme groulxien, en se recentrant sur le problème national, déclenchait une dynamique historique devant conduire la nation québécoise à l'indépendance, son non-avènement révélant pour ses militants un drame historique compromettant le salut de la collectivité. Létourneau, on ne s'en surprendra pas, considère de manière très critique cet investissement total de l'ambition nationale québécoise dans l'indépendance. « L'effet pervers de pareille façon de faire est, à nouveau, de réduire l'intention et l'ambition nationales au Québec à l'une de ses manifestations particulières – ordinairement la plus orientée du point de vue de la cassure avec un grand ensemble – et, puisque la collectivité québécoise n'a pas encore acquis le statut d'État souverain, de laisser croire que l'histoire du Québec est celle d'une défaite,

---

<sup>464</sup> . Lionel Groulx, *Mes mémoires. Tome 2*, Fides, 1971, p.307.

<sup>465</sup> . Sans aucun doute, Groulx formulait clairement l'idée d'un destin canadien-français à racheter, en articulant la dimension téléologique contenue dans le projet de la survivance. Létourneau dénonce cette tendance lourde de la pensée canadienne-française à se représenter l'histoire sur un mode téléologique en disant de la tradition historiographique canadienne-française qu'elle est touchée par « *le parasite du destin* », par cette idée que par-delà l'histoire empirique, il soit possible de prêter un sens à l'évolution historique de la collectivité, ce que remarque d'ailleurs Joseph Yvon Thériault à propos de notre historien lorsqu'il soutient que ce dernier « ne croit pas qu'il soit possible, voire souhaitable, d'accrocher à la mémoire des Franco-Québécois un récit explicatif de leur intentionnalité historique ». Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.56, Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Québec-Amérique, 2002, p.210. Or, l'historiographie contemporaine, à laquelle Létourneau participe, refuse de rendre compte des faits sociaux autrement que sur le mode de la dispersion. La distinction foucauldienne entre histoire globale et histoire générale est faite pour plaire à ceux qui refusent d'ouvrir la question, même pudiquement, du destin d'une communauté nationale. « Une description globale resserre tous les phénomènes autour d'un centre unique – principe, signification, esprit, vision du monde, forme d'ensemble; une histoire générale déploierait au contraire l'espace d'une dispersion ». Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Gallimard, 1969, p.19. Penser l'histoire comme destin serait une manière grossière de pratiquer une histoire globalisante, à laquelle les progrès épistémologiques et méthodologiques auraient pourtant soustrait toute légitimité.

d'une démission, d'un échec, d'un détournement de parcours »<sup>466</sup>. En racontant toujours l'histoire d'une marche vers l'indépendance à laquelle les Québécois sont politiquement réfractaires, les historiens nationalistes auraient créé un imaginaire de l'échec et de l'incapacité collective qui appauvrirait la conscience collective. Il n'en demeure pas moins que l'histoire québécoise, du moins dans la perspective ouverte par le nationalisme groulxien autour des années 20, aurait dû aboutir à l'indépendance, et que son échec ne peut qu'appauvrir soudainement tout l'imaginaire national tel qu'il s'est redéployé sur près d'un siècle. Hors la défaite très significative de la lutte pour l'indépendance politique ne pouvait qu'ouvrir la possibilité d'une remise en question très significative de la nationalisation en profondeur de la conscience collective francophone dans une perspective québécoise. Le recentrement laurentien de la conscience historique francophone, en échouant sans son parachèvement politique, allait nécessairement remettre en question ce qui passait pour les acquis historiques du nationalisme francophone, et spécialement, ce détachement progressif de l'identité nationale québécoise du contexte canadien dans lequel elle serait finalement appelée à évoluer plus longtemps que ne l'auraient espéré les souverainistes. S'il faut parler d'un échec de la Révolution tranquille, c'est en ce sens, et en ce sens seulement, dans la mesure où toutes les expressions politiques du nationalisme francophone devenu québécois ont été vaincues, comme Gérard Bergeron en avait déjà eu l'intuition, par le vieux nationalisme francophone devenu canadien, dont Bourassa, puis Trudeau et les militants d'un pouvoir francophone à Ottawa, furent les principaux représentants<sup>467</sup>. De manière posthume, et dans le domaine politique, Bourassa aura remporté la victoire sur Groulx.

On le reconnaîtra, Létourneau est probablement le premier historien qui travaille radicalement à poser sa contribution en dehors de la question nationale, qui travaille très fort pour casser la posture groulxiste, comme le reconnaît encore une fois Frédéric

---

<sup>466</sup> . Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.64.

<sup>467</sup> . Gérard Bergeron, *Notre miroir à deux faces*, Québec-Amérique, 1985, p.340. Christian Dufour fut parmi les rares à bien percevoir ce conflit même au sein du nationalisme francophone et de ses expressions les plus radicalement contradictoires. Christian Dufour, *Le défi québécois*, L'hexagone, 1989, p.78-80. Il ne s'agit pas d'une simple ambivalence dans l'identité québécoise, mais plutôt, de deux projets très différents en guerre ouverte pour définir le lieu politique de la francophonie nord-américaine.

Boily<sup>468</sup>. Non seulement faut-il sortir de la Révolution tranquille, mais plus encore, de la matrice intellectuelle à partir de laquelle on l'aurait préparée. La démocratie québécoise contemporaine, avec son basculement progressif hors de la question nationale et l'apparition de plus en plus nette d'options politiques refusant de ramener à la baisse leurs aspirations idéologiques pour se classer selon leur rapport à la souveraineté, mais plus encore, avec la dénationalisation accélérée de l'option souverainiste qu'elle donnerait à voir, multiplierait les révélateurs d'une dénationalisation accélérée de la société québécoise, finalement pacifiée sur son front existentiel, et décidée à se comporter comme une communauté politique normale, et normalisée, plus seulement préoccupée de sa survie et de son avènement. Mais Létourneau a son idée sur la manière de refaire la conscience historique de son groupe d'appartenance, car « en contexte de demande de sens historique et d'attente pour un ou pour de nouveaux récits d'histoire, l'historien doit en effet assumer sa responsabilité et offrir des idées – ou plutôt des histoires- à consommer » - ce qui nous confirme, si nécessaire, que l'entreprise de Létourneau est toute centrée sur ce que Dumont appelait la fonction sociale de l'histoire<sup>469</sup>. Et puisqu'il faut donc formuler des histoires, Létourneau sait laquelle proposer, pour dévier la conscience historique francophone dans une nouvelle direction, qui s'émancipe des paramètres obligatoires du récit national. La demande sociale d'histoire ne serait pas tarie : elle ne se contenterait plus des réponses toutes faites des nationalistes qui pensent en dire tout ce qui importe en rappelant aux Québécois qu'une bonne connaissance de leur passé devrait les conduire à souscrire tout naturellement à l'Option Québec. Car l'histoire du Québec se poursuit après le nationalisme, après cette conversion complète, mais ratée, de la conscience historique francophone dans son emplacement laurentien. Et certaines questions, refoulées loin dans les marges de la conscience collective, surgissent nouvellement en demandant à la fois aux hommes d'action et aux hommes de pensée le début d'une réponse. La question de l'appartenance canadienne des Québécois est la première de celles-là.

---

<sup>468</sup> . Frédéric Boily, « Les intellectuels et le destin de la nation. La question de la postérité de Groulx », Robert Boily (dir.), *Un héritage controversé. Nouvelles lectures de Lionel Groulx*, VLB, 2005, p.28-30.

<sup>469</sup> . Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.55.

*Penser l'appartenance canadienne du Québec*

C'est du problème canadien du Québec, dont nous parlerons, et dont nous devrions surtout, selon Létourneau, cesser de parler comme un problème. À sa manière, Létourneau pense reprendre le fil du Québec avant sa nationalisation en profondeur, en actualisant de manière forte certaines intuitions identitaires et historiques refoulées dans les marges historiographique depuis le tournant groulxien, ce qui l'amène à assumer une posture semblable à celle d'un Thomas Chapais, dont on a souvent dit, avec raison, qu'il proposait une vision pré-nationaliste de l'histoire québécoise, aisément retournable en vision post-nationaliste, on s'en doute. Pour le dire avec Frédéric Boily, cette volonté de penser l'expérience québécoise autrement qu'avec des lunettes nationales » ouvrirait enfin certaines perspectives pendant un temps difficiles à envisager, à la fois historiquement et politiquement<sup>470</sup>.

L'historien peut désormais tenter de penser l'expérience québécoise, laquelle n'a plus à être nécessairement nationale, dans une perspective plus sereine, notamment en ce qui concerne l'appartenance du Québec au Canada. Cette appartenance n'est plus automatiquement perçue comme le symptôme d'une colonisation intérieure, mais plutôt comme le résultat d'une dynamique où les Québécois ont somme toute bien tiré leur épingle du jeu<sup>471</sup>.

Il s'agira donc de faire de l'expérience historique québécoise une manifestation originale mais régionale d'une plus vaste expérience canadienne ce qui permet ainsi, comme l'a déjà soutenu Létourneau, de rénover la conscience collective pour l'acclimater durablement à l'ordre politique canadien – selon sa formule, « l'expérience historique canadienne (dans le cadre de laquelle prend place fondamentalement l'expérience historique québécoise) présente, malgré les vicissitudes et blessures qui l'ont marquée, un

---

<sup>470</sup> . Frédéric Boily, « Les intellectuels et le destin de la nation. La question de la postérité de Groulx », in Robert Boily (dir.), *Un héritage controversé. Nouvelles lectures de Lionel Groulx*, VLB, 2005, p.28.

<sup>471</sup> . Frédéric Boily, « Les intellectuels et le destin de la nation. La question de la postérité de Groulx », in Robert Boily (dir.), *Un héritage controversé. Nouvelles lectures de Lionel Groulx*, VLB, 2005, p.29-30.

parcours suffisamment heureux pour être poursuivi »<sup>472</sup>. L'appartenance canadienne des Québécois, à reconnaître dans le travail historiographique, devrait convaincre la petite nation francophone de s'ouvrir à nouveau au grand ensemble auquel les circonstances historiques l'auraient associé, pour s'y faire à nouveau une place où déployer ses intérêts sans craindre sérieusement, et à tout moment, son avalement, sa dissolution, sa disparition, ce dont cherche par ailleurs à nous convaincre un penseur fédéraliste comme André Pratte qui s'appuie explicitement sur la démarche historique de Létourneau pour fonder sa vision d'un Canada réel à bonne distance du Canada fantasmé par les souverainistes<sup>473</sup>.

L'invitation n'est toutefois pas faite aux Québécois de se réconcilier sans réserve avec la vision du pays pour le moment dominante au Canada anglais – et même dans les milieux autorisés du fédéralisme militant, dont le PLC est certainement la première expression dans la province francophone. Sévère envers le pluralisme identitaire privilégié par l'historiographie dominante au Canada anglais, Létourneau avance ainsi que cette perspective « n'a jamais été dissociée de l'entreprise éminemment politique de remplacement des « anciens » paramètres de l'identité canadienne, celui de la dualité par exemple, par les nouvelles balises de cette identité, en particulier le patriotisme civique, l'individualisme démocratique et le multiculturalisme »<sup>474</sup>. Et « si la notion de « deux peuples fondateurs » est effectivement tombée en désuétude dans le répertoire des représentations globales du pays, celles d'anglophonie et de francophonie, concepts bien plus larges que ceux de Canadiens français et de Canadiens anglais, n'ont nullement perdu leur pertinence pour décrire et exprimer le Canada »<sup>475</sup>. D'ailleurs :

---

<sup>472</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.180.

<sup>473</sup> . André Pratte, *Aux pays des merveilles. Essai sur les mythes politiques québécois*, VLB, 2006, 153 p.

<sup>474</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.87.

<sup>475</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.95.

la représentation multiculturelle du Canada qui concurrence symboliquement et politiquement la figure dualiste du pays, ne sert qu'aux fins d'une folklorisation de la diversité au Canada, folklorisation d'ailleurs animée et avivée par l'action de nombreux groupes de pression ethniques. Admettre l'existence de ces deux grands creusets linguistico-culturels et reconnaître leurs effets structurants sur le devenir du Canada reviendrait enfin à sortir de cette représentation surannée, mais toujours agissante au sein de la fédération, qui consiste à percevoir le Québec (français) à travers le prisme de l'infantilisme et de l'irresponsabilité, de l'incompétence et de l'arriération <sup>476</sup>.

Ainsi, c'est plutôt au Canada historique qu'il faudrait se raccrocher, ou pour le dire avec Gérard Bergeron, à la « chose historique canadienne », à laquelle la société québécoise, au gré des circonstances, aurait participé de manière originale – ce dont parle Létourneau lorsqu'il définit le Québec à la manière « d'une collectivité qui, jusqu'à maintenant, s'est édifiée dans les lieux francs et ambigus de l'aventure canadienne dont elle a été à l'origine et qu'elle continue de marquer profondément »<sup>477</sup>. Non seulement cette appartenance à l'ensemble canadien aurait-elle modelé très profondément la culture politique des Québécois francophones, elle aurait défini aussi un spectre de possibilités historiques, bornées par l'assimilation, inacceptable, et le refus de l'excentration continentale, dont l'indépendance politique serait l'expression la plus radicale – ce qui fait en sorte, d'ailleurs, que même les partis nationalistes, même lorsqu'ils proposaient d'une manière ou d'une autre la rupture avec le cadre canadien, tâchaient néanmoins de préserver dans leur projet politique certains éléments d'association avec le pays dont ils voulaient se détacher, le souverainisme québécois parvenant difficilement et pour le mieux, selon Létourneau, à se définir purement et simplement comme un séparatisme, comme un choix de l'indépendance sans équivoque.

---

<sup>476</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.91

<sup>477</sup> . Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Fides/Musée de la civilisation, 2004, p.6

Jusqu'ici, les Québécois ont surtout manifesté, sur le plan de l'agir politique touchant à leur destin collectif, une tendance à refuser simultanément l'assimilation et l'exclusion, ce à quoi réfère d'ailleurs l'idée d'ambivalence: ni dans l'autre ni sans l'autre. [...] rien ne permet pour le moment de croire que les Québécois entendent s'exiler de l'espace politique correspondant à l'entre-lieu délimité par ces deux pôles - complémentaires et contradictoires tout à la fois - du paysage politique à l'intérieur duquel ils envisagent leur devenir depuis un bon moment déjà<sup>478</sup>.

Si le nationalisme québécois s'est montré aussi favorable à la rénovation constitutionnelle de la fédération pour mieux y inscrire sa dualité fondamentale, il s'est généralement gardé d'un plein investissement dans la perspective d'un complet affranchissement politique. Ce qui serait révélateur d'une tension constitutive de l'identité québécoise, contemporaine de sa formation puisque son développement, sauf aux premiers moments de la colonisation française, serait intrinsèquement lié au grand ensemble auquel elle participe. Cette tension dans l'identité québécoise, cette appartenance déchirante mais nécessaire au cadre canadien, Létourneau la nomme canadianté en spécifiant que :

la notion de canadianté fait moins référence à la réalité juridique du Canada ou à la figure emblématique actuelle du Canadien qu'au mode d'être ensemble qui s'est élaboré au sein de cet espace d'interrelations sociales et politiques qu'on appelle le Canada et au coeur duquel le Québec n'a jamais cessé de se retrouver<sup>479</sup>.

Si on préfère, on la définira comme une manière d'appartenir au Canada, jamais dans la pleine adhésion sans condition, à la manière de la majorité canadienne-anglaise, mais pas seulement stratégique ni circonstancielle, comme ont même pu l'avancer certains leaders québécois, plaidant pour un fédéralisme conforme à la seule vision que le Québec en aurait<sup>480</sup>. Ou pour le dire encore avec Létourneau, comme une :

---

<sup>478</sup> . Jocelyn Létourneau, « Méprise sur un scandale », *Le Devoir*, 12 mai 2004, p. A7.

<sup>479</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.81.

<sup>480</sup> . Christian Dufour, « L'autre vision du Canada », *The Tocqueville Review/ La Revue Tocqueville*, vol.XX, no.2, 2000, p.101-107.

contingence nécessaire à la vie relationnelle des groupes et de groupements ayant vécu en situations d'interdépendance contrainte et de traitable (in)différence au sein d'un espace de proximité (l'Est de l'Amérique du Nord) rapidement structuré, par des pouvoirs concurrents tout à la fois dominateurs, avisés et limités dans leur prétention hégémonique, en un espace politique devenu le Canada<sup>481</sup>.

Façon un peu trop complexe, peut-être, de rappeler qu'une communauté politique, qu'un pays, plus simplement, n'est pas réductible à la somme de ses entités constituantes, qu'il ne peut être conçu à la façon d'un simple agencement d'intérêts à dissoudre à la moindre secousse historique – autrement dit, la communauté politique, pour se maintenir, doit développer un sentiment d'appartenance.

Cette manière d'appartenir au Québec serait tout le contraire d'une adhésion univoque et sans médiation, le Canada, loin d'être un État-nation aux prétentions homogènes, se définissant plutôt par son « ambiguïté d'êtres », car « il n'a jamais été possible de focaliser le devenir du pays sur l'axe des ordonnées d'un seul principe structurant », les différentes interprétations des institutions communes au pays, spécialement les tensions dans l'aménagement du fédéralisme, en étant probablement un révélateur exemplaire<sup>482</sup>. De cette ambiguïté, d'ailleurs, il ne faudrait pas se désoler, puisque dans les interstices du pays pourrait se déployer « l'ambivalence d'êtres » caractéristique du tempérament collectif de la majorité francophone, dont l'oscillation entre les courants bleu et rouge, pour le dire comme Claude Ryan, serait révélatrice d'une pratique politique ouverte à la participation à un grand ensemble mais néanmoins attachée à la préservation relative d'un lieu politique où une majorité francophone pourrait faire valoir ses droits collectifs<sup>483</sup>. C'est d'ailleurs pour cela qu'il faudrait distinguer le Canada

---

<sup>481</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.82.

<sup>482</sup> . Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000, p.83.

<sup>483</sup> . « Au Québec, il a toujours existé en ce qui touche le pays canadien deux courants principaux, l'un centré sur la conservation et l'enrichissement au Québec même de nos valeurs, l'autre centré sur l'acceptation loyale du pari que représente la participation à un ensemble économique et politique plus large ». Claude Ryan, *Regards sur le fédéralisme canadien*, Boréal, 1995, p.191. Léon Dion optait pour une compréhension semblable de la pensée politique québécoise en y retrouvant « un courant libéral ouvert aux défis du continent et un courant conservatiste centré sur

historique, ouvert à la différence nationale québécoise, du Canada unitaire, défini en bonne partie par un chartisme minant la dimension fédérale des institutions communautaires<sup>484</sup>. Dans le premier, le collectif francophone trouverait son lieu d'inscription le plus naturel. L'historien canadien du Québec, ou l'historien québécois du Canada, selon ce qu'on préfère, devra, pour des raisons historiographiques et politiques, redéployer dans un récit commun sa disposition structurelle à une dualité ne devant pas nécessairement se calquer sur le modèle des deux nations à la québécoise, mais devant toutefois, le plus possible, refaire une conscience historique commune ouverte aux différentes manières reconnues d'appartenir à la communauté canadienne.

Travaillant à refaire une dimension canadienne à la conscience historique francophone, ou pour le dire autrement, à rénover la « vision canadianiste »<sup>485</sup> de l'histoire québécoise, Létourneau n'est toutefois pas seul : depuis la défaite référendaire, plusieurs intellectuels, des politologues et des historiens, ont cherché à ouvrir le plus possible la référence québécoise à son contexte canadien, malgré les réserves très nombreuses de certains souverainistes voulant séparer dans l'imaginaire ce qu'ils ne sont pas parvenus à casser politiquement. Ainsi, de jeunes historiens conservateurs, réunis autour de la revue MENS, travaillent eux-aussi, à réhabiliter la référence canadienne et désenclaver la mémoire francophone de sa seule perspective québécoise. « Le Québec et le Canada anglais sont présentés la plupart du temps comme des entités historiques

---

la collectivité francophone ». Léon Dion, *Le Québec et le Canada. Les voies de l'avenir*, Éditions Québecor, 1980, p.63. On notera que Pierre Pettigrew, disciple de Claude Ryan mais néanmoins bourassiste convaincu, revendiquait aussi cette distinction pour classer les traditions politiques québécoises. Pierre S. Pettigrew, *Pour une politique de la confiance*, Boréal, 1999, p.195-197.

<sup>484</sup> . Christian Dufour écrit ainsi que « dans un Canada où le Québec n'a plus de droit de veto, où il est de plus en plus marginalisé sur le plan démographique entre autres, dans un pays où la dualité canadienne subit de plus en plus la concurrence de la Charte des droits et du principe de l'égalité des provinces, en attendant l'union économique et le pacte social, il n'est pas réaliste d'escompter le maintien intégral des acquis du French Power à Ottawa. [...] Imbu de déclarations de principes, de chartes, ce nouveau Canada est disposé à reconnaître à peu près tout le monde ; des autochtones aux femmes, en passant par les groupes multiculturels, le Nord, les sociétés provinciales, les environnementalistes en attendant les autres. Il est révélateur qu'il butte sur la différence politique la plus fondamentale et la plus irréductible en ce pays : le Québec ». Christian Dufour, *La rupture tranquille*, Boréal, 1992, p.41, 43. On lira aussi Guy Laforest, *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*, Septentrion, 1992, p.173-205.

<sup>485</sup> . Stéphane Kelly et Guy Laforest, « Aux sources d'une tradition. Les travaux en langue française », in Janet Asjenstat, Paul Rommey, Ian Gentles et William Gairdner, *Débats sur la fondation du Canada* (édition française préparée par Guy Laforest et Stéphane Kelly), Presses de l'Université Laval, 2004, p.542-545

essentiellement séparées. Le résultat : deux histoires intellectuelles essentiellement tronquées »<sup>486</sup>. On redéploiera donc la conscience historique francophone en la déprenant de l'enclave québécoise pour l'investir à nouveau dans les paramètres fondateurs de l'Amérique du Nord Britannique dont le Canada fédéral serait encore dépositaire.

Mais parmi ces penseurs canadiens du Québec, la contribution, brève mais déterminante, de Stéphane Kelly et de Guy Laforest est peut-être la plus exemplaire de ce que pourrait vouloir dire une réécriture à la canadienne de l'histoire québécoise. Bien qu'ils définissent autrement la canadianité des Québécois, en s'attachant davantage à sa dimension institutionnelle et constitutionnelle, les deux politologues entendent aussi dévier la conscience historique francophone dans une perspective canadienne, pour activer à nouveau la tradition politique à l'origine de la fondation du pays. Et c'est un fait, c'est généralement en spéculant autour de la question de la fondation que l'historiographie se rapproche le plus explicitement de sa dimension politique et normative, qu'elle travaille à modeler de façon décisive la conscience historique. C'est d'abord à cette hauteur que se décide une première fois la question du cadre le mieux disposé à accueillir l'appartenance historique du groupe francophone. Et pour cela Laforest et Kelly se font très critiques envers les historiens qui ont ravalé depuis un demi-siècle toute la conscience historique francophone dans son lieu québécois en ne la posant plus consubstantiellement dans son intégration fondamentale dans les paramètres historiques de la tradition politique canadienne.

---

<sup>486</sup> . Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, « Introduction », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.11.

Les années 1950 marquent un tournant majeur sur le plan de la réflexion historique au Québec. Deux courants de pensée, l'école de Montréal et celle de Laval, introduisirent une lecture moderniste de l'histoire canadienne. Ces deux écoles historiques, acquises à la modernité bureaucratique, cherchaient à émanciper le Canada français du fardeau de sa tradition politique. L'école de Laval plaça des espoirs dans l'édification d'un État bureaucratique fédéral ; tandis que les historiens de Montréal, eux, privilégièrent l'idée d'un État bureaucratique québécois. Curieusement, dans l'oeuvre des chefs de file de ces deux écoles, le débat sur le régime de 1867 tint une place marginale. Ces historiens étudièrent d'autres aspects de l'histoire canadienne. L'événement qui capta surtout leur attention fut la Conquête<sup>487</sup>.

En fait, les deux politologues n'en finissent plus d'avouer leur surprise : « le manque d'intérêt des chercheurs québécois à l'égard des pères fondateurs est étonnant »<sup>488</sup>. Et de pousser l'indignation encore plus loin.

Qui sait aujourd'hui que, durant cette période historique cruciale, la fonction de Premier ministre du Canada-Uni a été occupée par Étienne-Pascal Taché [...] puis par Narcisse Belleau ? On ne compte en effet aucune étude complète de ces deux hommes politiques canadiens-français, qui ont pourtant dirigé le gouvernement entre le moment de formation de la Grande Coalition et le début du nouveau régime<sup>489</sup>.

La pensée historique francophone, en se recentrant exclusivement sur le Québec tout en définissant le Canada comme un État étranger avec lequel les Québécois n'auraient qu'une relation d'antagonisme, aurait coupé le Québec de son espace de

---

<sup>487</sup> . Stéphane Kelly et Guy Laforest, « Aux sources d'une tradition. Les travaux en langue française », in Janet Asjenstat, Paul Rommey, Ian Gentles et William Gairdner, *Débats sur la fondation du Canada* (édition française préparée par Guy Laforest et Stéphane Kelly), Presses de l'Université Laval, 2004, p.532.

<sup>488</sup> . Stéphane Kelly et Guy Laforest, « Aux sources d'une tradition. Les travaux en langue française », in Janet Asjenstat, Paul Rommey, Ian Gentles et William Gairdner, *Débats sur la fondation du Canada* (édition française préparée par Guy Laforest et Stéphane Kelly), Presses de l'Université Laval, 2004, p.533.

<sup>489</sup> . Stéphane Kelly et Guy Laforest, « Aux sources d'une tradition. Les travaux en langue française », in Janet Asjenstat, Paul Rommey, Ian Gentles et William Gairdner, *Débats sur la fondation du Canada* (édition française préparée par Guy Laforest et Stéphane Kelly), Presses de l'Université Laval, 2004, p.533-534.

déploiement historique. À reconstruire les origines québécoises dans une optique canadienne, il faudra investir de nouveau la principale tradition politique du pays, son fédéralisme, pour l'orienter dans une direction provincialiste, à laquelle le Québec se serait longtemps accroché pour faire valoir ses droits à l'autonomie politique et culturelle, ce qui implique aussi qu'on travaillera le fédéralisme canadien à partir d'une vision plus favorable à la préservation des particularismes nationaux ou régionaux qui y cohabitent. On déversera donc l'histoire québécoise dans la canadienne pour la refaire dans les paramètres plus larges d'une communauté politique fédérale auquel les Québécois francophones auraient contribué historiquement en lui donnant une dimension relativement décentralisée, favorisant la préservation des particularismes locaux et régionaux, dont le Canada historique aurait fait sa grandeur. Il faudrait désormais reconnaître dans le fédéralisme autre chose qu'une aliénation de la souveraineté politique du Québec et plutôt y voir une manière constitutionnelle originale de conjuguer sa double revendication d'autonomie politique et culturelle. Non seulement le fédéralisme serait-il la tradition politique fondatrice du Canada ; elle serait aussi celle du Québec.

La surprise est néanmoins réelle, pour qui préserve certains réserves devant l'appel à la redécouverte du Canada proposé par les auteurs : peut-on vraiment reprocher aux Québécois un manque d'intérêt pour le moment qu'ils reconnaissent fondateur dans leur histoire ? Ne compte-t-on pas un nombre très appréciable de biographies consacrées à René Lévesque, à Jacques Parizeau, à Daniel Johnson, à Camille Laurin, et même à certains haut-fonctionnaires plus discrets de la Révolution tranquille, comme Jean-Marc Léger ou André Patry ? Ce qui donne à croire, toutefois, et pour le plus grand malheur du canadianisme historiographique, que les Québécois refusent de cliver leur histoire à partir d'une périodisation canadienne, qu'ils préfèrent centrer toute leur histoire sur eux-mêmes plutôt que de se donner une fondation par procuration dans un État étranger avec lequel ils n'ont historiquement développé qu'une relation stratégique, au mieux, problématique et conflictuelle. Entre Narcisse Belleau et René Lévesque, les historiens francophones du Québec contemporain n'ont pas eu trop de peine à distinguer entre le politicien mineur et le père fondateur de la nation. Autrement dit, l'historiographie francophone a préféré développer un point de vue québécois sur le Canada plutôt qu'un point de vue canadien sur le Québec en faisant du Québec sa propre référence à lui-même.

Si les historiens québécois n'ont pas sérieusement conservé la trace, dans la mémoire collective, des leaders politiques canadiens-français au moment de la Grande Coalition précédant la fédéralisation des colonies britanniques, c'est probablement parce que d'un point de vue québécois, cette période est d'une pertinence historiographique très relative, proche de l'insignifiance. Pour le dire avec Marcel Masse, qui pratiquait l'histoire à la manière d'un authentique nationaliste avant de se faire ministre, « notre histoire à nous, Québécois, ne commence pas en 1867, mais en 1534. C'est pas comme la Saskatchewan, qui a été fondée après le Canada. Pour nous, la confédération est une phase de notre histoire. On était là avant que le Canada existe, on est là pendant que le Canada existe, peut-être qu'on sera là après que le Canada aura fini d'exister »<sup>490</sup>. Dit autrement, le Canada n'est peut-être qu'un moment passager dans le parcours historique de la petite nation française en Amérique, et le moment confédératif, sans devenir négligeable, n'a que de très faibles chances de postuler au statut de moment fondateur dans la conscience collective, au statut de moment qui clive l'avant et l'après dans la représentation générale et populaire du passé québécois<sup>491</sup>. Non pas qu'il faille s'en désoler ou s'en réjouir, mais les historiens nationalistes ont généralement démontré que les Québécois n'avaient rien fondé en 1867, qu'ils ont pu au mieux faire valoir leurs intérêts en travaillant à restaurer le plus possible leurs droits à l'existence politique, avec des moyens très limités. En déployant les horizons de la conscience historique jusqu'à la Nouvelle-France, Lionel Groulx travaillait déjà, à sa manière, à recentrer la nation

---

<sup>490</sup> . Cité par Jean-François Lisée, *Le naufrageur. Robert Bourassa et les Québécois. 1991-1992*, Boréal, 1994, p.39.

<sup>491</sup> . D'ailleurs, les souverainistes n'ont pas le monopole des préoccupations liées à la refondation du Québec. Le nationalisme autonomiste, spécialement depuis les années 60, espérait refaire la confédération canadienne pour l'ouvrir fondamentalement à la réalité québécoise, pour lui faire accepter, comme l'écrit le brillant Christian Dufour, « les conséquences politiques de la différence québécoise », pour qui le principal problème du Canada est son incapacité à dépasser la Conquête qui est son principe structurel fondateur. Christian Dufour, *Lettre aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens qui sont restés fidèles au Québec*, Stanké, 2000, 142 p. La problématique de la reconnaissance du Québec par le Canada est évidemment l'expression la plus nette de cette idée d'un inachèvement politique et constitutionnel du Canada dans sa capacité à assumer véritablement sa dualité. Toute la pensée d'un homme comme Léon Dion était habitée par cette idée que le Canada était fondamentalement mal constitué politiquement et qu'il devait être réinventé s'il méritait de survivre. Léon Dion, *Le Québec et le Canada. Les voies de l'avenir*, Éditions Québecor, 1980, 236 p. Léon Dion, *Le duel constitutionnel Québec-Canada*, Boréal, 1995, 378 p. Jean-François Lisée rapporte que le premier ministre Robert Bourassa aurait avoué, au moment où il croyait encore possible la ratification de l'entente du Lac Meech, qu'enfin, le Canada serait pour les Québécois « un vrai pays ». Jean-François Lisée, *Le tricheur, Robert Bourassa et les Québécois, 1990-1991*, Boréal, 1994, 578 p.

canadienne-française sur sa propre histoire, ce qui paradoxalement, lui donnait les moyens intellectuels de consentir à son déploiement québécois, indispensable à son institutionnalisation politique autour d'une frontière délimitant le territoire national autour des rives laurentiennes, ce dont témoignait déjà Arthur Silver dans une étude consacrée à la représentation canadienne-française de la fédération canadienne<sup>492</sup>. Autrement dit, si les Québécois ont su dire du bien de la confédération de 1867 dans leur histoire, c'est parce qu'ils ont cru que pour un temps, ils pourraient y faire valoir leurs intérêts, spécialement en se constituant à nouveau comme une majorité nationale au sein d'une législature dont ils avaient le contrôle.

En retrouvant le pacte confédératif comme moment fondateur dans l'histoire des francophones du Canada, Laforest et Kelly effectuent encore une fois un retour avant le nationalisme groulxien, dont un des apports historiques fut certainement, nous le disions, de refuser la prétention fondatrice de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique pour déplacer loin en arrière, dès les premiers moments de la Nouvelle-France, l'origine fondatrice de la petite nation française d'Amérique. Pour souvenir, on se rappellera que Groulx fut très contesté par ses contemporains, spécialement ceux qui s'inspiraient des thèses de Chapais, parce qu'on l'accusait, à raison, de désacraliser le pacte confédératif auquel il ne reconnaissait aucune vertu exceptionnelle. Pour le nationalisme intégral qui se formule avec Groulx et se radicalise pleinement avec les penseurs de l'École de Montréal, la confédération ne fait que parachever l'Union de 1840, qui consacrait la Conquête de 1760. De la même manière, mais nous y reviendrons, on peut supposer que si la Révolution tranquille est si solidement boulonnée dans la conscience historique francophone, c'est d'abord et avant tout parce qu'elle parachève la vieille idée d'une reconquête annoncée, parce qu'elle révèle une aspiration fondamentale que la pensée francophone aura su formuler et reformuler pendant près de deux siècles, et qui s'exprimera dans l'appel à devenir maître chez soi lancé aux élections de 1962 mais dont l'origine était évidemment, on s'en doutera, groulxienne<sup>493</sup>.

---

<sup>492</sup> . A.I. Silver, *The French-Canadian Idea of the Confederation, 1864-1900*, 1997, 283 p.

<sup>493</sup> . Gérard Bouchard, *La pensée impuissante. Échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*, Boréal, 2004, p.243-260.

Il n'en demeure pas moins que le travail de rénovation de la conscience historique francophone dans la perspective canadienne trouve ses échos même dans le domaine politique, même parmi les représentants d'un certain nationalisme autonomiste ayant déjà fait le pari de la souveraineté du Québec, mais consentant s'il le faut à réinscrire l'autonomie québécoise dans un cadre canadien avec lequel il ne faudrait entretenir aucune hostilité particulière<sup>494</sup>.

L'Action démocratique de Mario Dumont, par exemple, entend pratiquement convertir le nationalisme québécois en provincialisme actif, en refusant désormais de s'inscrire dans une politique de la reconnaissance avec le Canada anglais, ce qui passerait en bonne partie par des alliances avec les autres provinces fondatrices de la fédération, spécialement celles de l'Ouest, dont la pensée constitutionnelle serait paradoxalement plus avancée que la québécoise s'il s'agit de travailler à décentraliser très significativement les pouvoirs que le gouvernement fédéral se serait historiquement approprié<sup>495</sup>. Pour le dire avec le chef adéquiste :

---

<sup>494</sup> . Je distingue ici le nationalisme autonomiste de l'ADQ, rattaché au *courant bleu* dans l'histoire politique québécoise du fédéralisme quelquefois nationaliste du Parti libéral du Québec, d'abord mandaté de représenter au Québec les intérêts canadiens et l'idée d'une valeur intrinsèque du lien fédéral, bien que le Parti libéral ait dans la dynamique de la Révolution tranquille, jusqu'aux années de l'après Meech, posé son fédéralisme de doctrine en conflit possible avec un nationalisme auquel les circonstances l'incitaient à se rallier quelque peu. Cette tendance au nationalisme potentiellement sécessionniste s'est transformée en adhésion définitive au Canada, sans pour autant impliquer un ralliement aux idéaux trudeauistes, dont seul le Parti libéral du Canada est dépositaire au Québec. Mais le Parti libéral, sans pour autant souscrire aux idéaux d'un canadianisme transcendant, s'est toutefois déchargé très nettement de la vision nationaliste qu'il a porté pendant près d'un quart de siècle. Ainsi, le PLQ est passé du fédéralisme nationaliste à l'autonomisme administratif, et a officialisé ce tournant avec le rapport Pelletier, en 2001, dédramatisant complètement l'échec des politiques de réparation constitutionnelle menées dans le gouvernement Bourassa au début des années 90. La non-reconnaissance constitutionnelle du Québec par le Canada ne fait plus vraiment problème pour le PLQ. On peut ainsi dire qu'il a renoncé à poser tout seuil de rupture avec le Canada peu importe sa gestion de la question québécoise, ce qui le ramène idéologiquement à ses positions pré-révolution tranquille. Comité spécial du Parti libéral du Québec sur l'avenir politique et constitutionnel de la société québécoise, *Un projet pour le Québec. Affirmation, autonomie et leadership*, 2001, 165 p.

<sup>495</sup> . On lira sur la question la contribution fort intéressante de Gilles Bourque, « Un duplessisme postmoderne et néolibéral ? », in Jean-Marc Potte (dir.), *À droite toute ! Le programme de l'ADQ expliqué*, HMH, 2003, p.191-211. Ted Morton, « Vers une nouvelle alliance Québec-Alberta?, Ce drôle de couple s'est déjà associé dans le passé », *La Presse*, 10 juillet 2004, A20.

le Québec est un État qui a des partenaires, comme tous les États du monde. L'alliance avec les provinces fondatrices du Canada a évolué. Cette évolution est constante, et nous en sommes arrivés à une étape-clé au tournant de ce millénaire : le Québec n'est pas un territoire propriété du Canada, mais l'un des partenaires de la Confédération canadienne. C'est très différent. De plus, il n'est pas le seul : chacune des provinces du Canada a le droit d'exiger qu'on reconnaisse sa différence et ses droits<sup>496</sup>.

Ainsi, ce redéploiement autonomiste du nationalisme francophone s'inscrirait plus largement dans cette réactivation de l'esprit de la confédération, vieille idée du conservatisme canadien-français, à travers la réanimation de la thèse provincialiste, à laquelle se seraient accrochés pendant une bonne partie de leur histoire les leaders politiques canadiens-français – une réactivation qui passe, on le voit bien, par la reconnaissance de l'égalité des provinces, chacune d'entre elles étant en droit d'exiger autant pour elle-même que le Québec peut le faire, ce qui n'est pas sans révéler que l'ADQ n'investit plus dans ses revendications constitutionnelles une dimension spécifiquement québécoise, nationaliste<sup>497</sup>.

L'Action démocratique de Mario Dumont, expression politique de la faction demeurée autonomiste du nationalisme québécois, pratique ainsi sa conversion canadienne sans ralliement trudeauiste, en se rattachant au Canada historique contemporain de sa fondation fédérale – en espérant certainement rallier à sa démarche ceux des souverainistes qui ne l'étaient que de façon circonstancielle, pour ne laisser l'option indépendantiste en elle-même qu'aux séparatistes de conviction, minoritaires dans la démocratie québécoise<sup>498</sup>. Dumont développe d'ailleurs cette thèse, pour fonder sa

---

<sup>496</sup> . Mario Dumont, *Avoir le courage de ses convictions. 18 ans d'engagement pour le Québec*, Éditions Les Sociétaires, 2005, p.314.

<sup>497</sup> . Ce qui donnerait au Canada la possibilité de retrouver, au moins en partie sa tradition républicaine oubliée au fil de l'histoire politique du pays. « L'un des rares aspects républicains à avoir survécu dans les débats politiques est le principe de l'autonomie provinciale. Mais dans les mains des régionalistes de l'Ouest ou celles des nationalistes québécois, ce principe a été amputé de son humanisme d'origine. Les appels à la décentralisation du fédéralisme sont rarement associés aujourd'hui à un projet de décentralisation des institutions politiques et civiques ou à une lutte contre la concentration économique ». Stéphane Kelly, *Les fins du Canada selon Macdonald, Laurier, Mackenzie King et Trudeau*, Boréal, 2001, p.252-253.

<sup>498</sup> . Corvée Place Québec de l'Action démocratique du Québec, *L'ADQ : la voie autonomiste*, 2004, p.3,4

nouvelle stratégie autonomiste : « le Canada de 1867 a été accepté par le Québec dans l'esprit d'une confédération, c'est-à-dire une union d'États, porteurs de leur destinée propre et gardiens de leurs droits. Malheureusement, il est maintenant évident que le Canada n'a pas évolué dans cette voie et cela de façon particulièrement marquée durant l'ère Trudeau-Chrétien »<sup>499</sup>. Il y aurait donc un autre Canada possible, relativement recouvert par sa modernisation unitaire et dont le chartisme défédéralisant, mais auquel il serait possible de redonner vie par une pratique alternative du fédéralisme dont le Parti conservateur, désormais plus proche du réformisme albertain que du vieux toryisme ontarien, serait le vecteur. L'américanisation relative du fédéralisme canadien par son redéploiement albertain serait conforme à certains idéaux républicains qui y étaient investi au moment de la fondation, ce qui serait pratiquement utile pour les provinces désirant restaurer d'une certaine manière leur autonomie politique – il n'en demeure pas moins que cette conversion entraîne fatalement la dissolution d'une question nationale spécifiquement québécoise, le Québec n'étant désormais plus qu'une province plus autonomiste que les autres, mais ne croyant plus nécessaire de conjuguer à sa réalité nationale un cadre politique reconnaissant explicitement sa spécificité.

Tout cela donne à penser que l'autre Canada possible auquel Létourneau invite les Québécois à se rallier est au centre d'un mouvement plus large, politique et historiographique, de déviation du nationalisme francophone dans un autonomisme fédéralisant de centre-droit décroché pour de bon de l'idéal indépendantiste. Puisque le Canada est habitable pour les Québécois, qui peuvent y trouver un domaine plus large pour déployer leurs intérêts collectifs, la pensée historique, comme la pensée politique, devrait lever la censure canadienne qui empêche pour le moment les Québécois de s'approprier leur vision historique du Canada sans pour autant renier leur appartenance nationale première. Létourneau prend la peine de distinguer son post-nationalisme d'un anti-nationalisme tel qu'il s'exprimerait généralement chez les penseurs les plus radicaux du fédéralisme canadien. Cette distinction n'est pas spécieuse, ni fautive. Probablement doit-on reconnaître des nuances entre le canadianisme conservateur des historiens de Mens, de Kelly et de Laforest, et le fédéralisme autonomiste d'un Jocelynn Létourneau. Il n'en demeure pas moins que tous travaillent, explicitement, soit à dénationaliser la

---

<sup>499</sup> . Mario Dumont, *Avoir le courage de ses convictions. 18 ans d'engagement pour le Québec*, Éditions Les Sociétaires, 2005, p.314

conscience historique francophone, soit à dénationaliser l'espace politique où elle s'investit à partir de certaines préoccupations qui lui sont propres. Un peu comme si l'on souhaitait voir s'engloutir une fois pour toutes dans la normalisation constitutionnelle d'un Canada ouvert à ses provinces la vieille question du Québec. Ainsi s'achèverait la canadianisation tranquille d'une petite nation française renonçant à être soi-même sa propre référence.

*Une conscience historique profondément québécoise*

*Si vous vouliez trouver une coiffe norvégienne de l'ancien temps, iriez-vous la chercher chez les élégants Norvégiens? Non : les aristocrates n'ont jamais de coutumes; au mieux, ils ont des habitudes. Seule la populace a des coutumes.*

G.K. Chesterton

Avançons néanmoins l'hypothèse que cette dénationalisation en profondeur de la conscience historique québécoise et de la culture politique qui l'exprime n'est pas chose aussi facile qu'on peut le croire. On ne modifie pas aisément les représentations collectives d'une communauté historique qui a depuis longtemps une certaine idée de son devenir. D'ailleurs, Létourneau ne s'en cache pas, lui qui se désole que tout l'épistémé collectif par lequel se déploie un imaginaire québécois soit déterminée par des concepts à connotations nationalistes. La dénationalisation de la conscience historique québécoise suppose en fait son décentrement de la majorité francophone qui s'exprime à travers elle, qui y institue symboliquement les modalités de son appartenance au monde. C'est probablement la seule manière, on s'en doute, de refaire au Québec une appartenance qui ne soit ni nationale, ni nationaliste. Dans une petite plaquette, où il considérait non plus seulement les problèmes liés à la mise en narration de l'histoire collective, mais se risquait à une première ébauche de l'histoire québécoise, Létourneau l'a d'ailleurs révélé, sans toutefois reconnaître directement qu'il faisait dépendre de ce décentrement épistémologique fondamentale toute son entreprise.

Précisons [...] que par « Québécois », nous entendons l'ensemble de ceux et celles qui, ayant habité cet espace d'interrelations que l'on appelle maintenant le Québec, ont à leur manière et dans des perspectives variées, contribué à construire la société québécoise [...]. Lorsque nous employons le terme « Québécois », nous ne référons donc pas aux seuls francophones, mais à tous ceux qui ont investi, dans l'édification historique de cette société, leurs labeurs et leurs aspirations<sup>500</sup>.

Principe qu'il appliquera, par exemple, en marquant comme il le peut l'enracinement québécois de la minorité anglaise de Montréal pour relativiser le clivage des communautés et faire apparaître entre ceux que l'histoire avait fait ennemis une inattendue complicité, même une communauté de destin.

Principe appliqué aussi, en cherchant dans la mesure du possible à multiplier les clivages non-linguistiques dans la sociologie québécoise, pour alléger aussi la pesanteur jusque là reconnue aux tensions nationales et voir comment la société québécoise s'est construite sans d'abord s'intégrer dans une perspective nationale. D'ailleurs, c'est au même décentrement que nous invitent Laforest et Kelly dans leur invitation à renouer avec la tradition politique du Canada, lorsqu'ils intègrent à leur liste de pères fondateurs québécois de la fédération Thomas D'Arcy McGee et Alexander T. Galt, ce dernier se distinguant par ses réussites au niveau de la défense des « droits » de la « minorité » anglo-protestante au Québec<sup>501</sup>. Ainsi, avoir pris défense des privilèges de la minorité anglo-québécoise au moment de l'AANB serait une manière de s'inscrire authentiquement dans les origines québécoises. Durham aussi, probablement, pourrait revendiquer sa place dans ce panthéon des Québécois d'exception, ayant le premier proposé l'introduction des libertés à l'anglaise et du gouvernement responsable pour la colonie canadienne.

---

<sup>500</sup> . Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Fides/Musée de la civilisation, 2004, p.6.

<sup>501</sup> . Stéphane Kelly et Guy Laforest, « Aux sources d'une tradition. Les travaux en langue française », in Janet Asjenstat, Paul Rommey, Ian Gentles et William Gairdner, *Débats sur la fondation du Canada* (édition française préparée par Guy Laforest et Stéphane Kelly), Presses de l'Université Laval, 2004, p.535.

Ce décentrement de l'histoire québécoise par rapport à celle de sa majorité francophone n'est pas nécessairement nouveau dans l'historiographie québécoise, les révisionnistes ayant invité depuis longtemps l'écriture de l'histoire à se faire à partir de toute la société québécoise, et non plus d'abord à partir du groupe francophone.

Notre approche est territoriale : nous nous intéressons aux phénomènes qui sont survenus sur le territoire du Québec, aux hommes et aux femmes qui l'ont habité. Tout au long, le mot Québécois est donc employé dans un sens très précis. Il désigne tous les résidents du Québec, que leur ancêtre soit venu du nord-ouest, il y a quelques milliers d'années, qu'il soit arrivé de France à l'époque de Jean-Talon, qu'il soit un Écossais ayant traversé l'Atlantique en 1780, ou un Irlandais fuyant la Grande Famine ou encore un Juif tentant d'échapper aux persécutions dans certains pays d'Europe de l'Est<sup>502</sup>.

Ronald Rudin a le premier démontré les apories d'une telle mise en récit de l'histoire québécoise qui fait l'économie dans son déploiement de toute l'expérience historique francophone, comme si la véritable histoire ne devait en rien recouper la mémoire qui en a conservé une certaine interprétation<sup>503</sup>. Ne négligeons pas les effets d'un tel déplacement de perspective qui pose évidemment problème du point de vue d'une histoire circonscrivant au moins partiellement son objet à partir de la subjectivité des acteurs qui délimitent par le travail de la culture leur communauté d'appartenance, qui emplissent un certain lieu d'une signification historique se donnant dans l'épaisseur d'une collectivité concrète, qui leur sert d'horizon, dans lequel ils inscrivent leur action collective<sup>504</sup>. Joseph Yvon Thériault remarquait ainsi que « de façon générale, l'histoire du Canada français a été remplacée par l'histoire du Québec comme territoire, ce qui a comme effet, nous y reviendrons, soit de ramener l'existence du Canada français à celle d'une ethnie parmi d'autres sur un territoire, soit de cacher son existence dans les

---

<sup>502</sup> . Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise*, Boréal Express, 1979, p.10.

<sup>503</sup> . Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Septentrion, 1998.

<sup>504</sup> . François Dosse, *L'histoire en miettes. Des « Annales » à la « nouvelle histoire »*, La découverte, 1987, 268 p.

catégories de la modernité »<sup>505</sup>. Bédard et Gélinas dénoncent quant à eux le « fétichisme du territoire » javellisant la « référence française »<sup>506</sup>, manière comme une autre d'effacer la trace du national dans l'interprétation du parcours historique québécois. Se pourrait-il que pour « sortir du champ conceptuel de la nation »<sup>507</sup>, il faille d'abord renier l'apport historique décisif de la majorité francophone au Québec ? Et se pourrait-il qu'un retour, ou simplement un passage par la majorité francophone dans le travail historiographique, nous entraîne, pour le meilleur selon nous, et pour le pire, selon Létourneau, à rentrer au plus tôt dans le champ conceptuel de la nation ? Car il semble bien que le collectif francophone québécois totalise sa représentation de lui-même dans une perspective nationale particulièrement durable et résistante historiquement.

Mais le problème apparaît nettement, et Létourneau devrait se poser la question : pourquoi, les Québécois, malgré les différentes manières qu'on leur propose de dénationaliser, s'entêtent-ils généralement à lire leur histoire dans la matrice nationale, et plus encore, dans une perspective nationaliste, ce qu'il reconnaissait aisément, bon sociologue des représentations collectives, dans ses recherches centrées sur la perception de l'histoire québécoise par la jeune génération francophone ? Pourquoi cherchent-ils encore à voir mis en scène une expérience d'affranchissement collectif, où la nation se meut, s'affaisse et se redresse, toujours à la recherche d'une plus grande émancipation, portée par un désir d'achèvement qui semble se relayer d'une génération à l'autre – sociologiquement dit, pourquoi la téléologie nationaliste est-elle aussi déterminante dans la mise en récit de la collectivité, dans les mécanismes discursifs par lesquels elle s'opère ? Pourquoi la narration nationale de leurs parcours historique est-elle si aisément mobilisée par les Québécois pour interpréter ce qui advient dans le temps à la collectivité ? Pour le dire avec Jacques Beauchemin, « une société se représente toujours dans un

---

<sup>505</sup> . Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Québec-Amérique, 2002, p.185.

<sup>506</sup> . Xavier Gélinas et Éric Bédard, « Critique d'un néo-nationalisme en histoire du Québec », in Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une nouvelle sensibilité historique*, Presses de l'Université Laval, 2003, p.81-86.

<sup>507</sup> . Jocelyn Létourneau, « Y a-t-il une nation québécoise ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? » *Argument*, volume 5, numéro 1, 2002, p.107.

récit d'elle-même où les faits sont réinterprétés en termes de défaites et de victoires, d'avancées et de reculs »<sup>508</sup>.

Les événements qui clivent la conscience historique francophone s'inscrivent effectivement dans cette trame faite de victoires et de défaites, les premières relevant généralement d'un élargissement du pouvoir québécois, les secondes découlant de sa marginalisation. Pourquoi les Québécois croient-ils ce qu'ils croient? Si l'idée nationale est une telle mystification, comment se fait-il qu'elle habite aussi pesamment la conscience historique francophone? Fernand Dumont avait déjà fourni sur ces questions une réponse fondamentale, qu'on rappellera rapidement sans s'y attarder. Dans *Le projet d'une histoire de la pensée québécoise*<sup>509</sup>, il plaidait pour que l'historiographie ne cherche pas à s'objectiver complètement en se désamarrant de la culture qui la génère. Ce qui veut dire que l'histoire, du moins dans la mesure où elle cherche à participer au travail de la conscience historique par lequel un peuple élabore les représentations inscrites et déposées dans sa culture, doit au moins accepter en partie le sens que les hommes prêtent à leurs actions et la tradition dans laquelle ils condensent souvent les significations du vivre-ensemble – tradition que Létourneau objective à l'excès en la résumant à une série d'idées reçues, spécialement lorsqu'il s'agit d'interpréter les grands événements qui ponctuent l'interprétation nationaliste de l'histoire du Québec, tout particulièrement la Conquête anglaise, la Rébellion des Patriotes et la Révolution tranquille.

Or, dans la mesure où la tradition québécoise, celle des historiens comme celle du débat public, est travaillée par l'idée nationale, par l'imaginaire d'un destin commun que la nation cherche à résoudre à travers la question de son statut politique, l'historien ne devrait-il pas faire un peu crédit aux représentations collectives, à la conscience historique, plutôt que de chercher systématiquement à les démonter sous prétexte de les rénover? Il n'y a certainement pas qu'une seule interprétation disponible de l'histoire du Québec, mais le référent national n'est-il pas celui qui permet à ces traditions de participer à un dialogue où les acteurs consentent à se reconnaître comme participants à une même communauté politique cherchant à élucider un destin partagé. Et si la mise en

---

<sup>508</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p.162.

<sup>509</sup> . Fernand Dumont, *Le sort de la culture*, L'Hexagone, 1987.

récit du parcours collectif est une dimension inévitable de l'être ensemble, peut-on disqualifier d'un trait de plume la part existentielle de l'histoire nationale, dans la mesure où l'idée d'un destin commun, passe aussi par l'idée d'un sens de l'histoire, même si celui-ci n'est jamais définitivement donné à qui que ce soit, sans toutefois apparaître comme radicalement indéchiffrable à ceux qui prétendent le dévoiler?

On l'a dit, Létourneau donne parfois l'impression de rénover les paramètres conceptuels mis de l'avant par les historiens de l'École de Laval, qui héritaient eux-mêmes d'historiens favorables à la préservation du domaine canadien, à la manière d'un Thomas Chapais, qui est certainement le père intellectuel de l'historiographie fédéraliste canadienne-française, de cette historiographie refusant de penser le Canada comme une entrave potentiellement fondamentale pour le Québec. Mais certains sociologues québécois, d'inspiration dumontienne, pensons à Jacques Beauchemin et à Joseph Yvon Thériault, et dans une certaine mesure, à Serge Cantin, prennent le relais d'une autre école, celle de Montréal, centrée sur le Québec et sa prétention à achever sa nationalisation dans l'accession à l'indépendance. Certainement, la querelle des Écoles s'exprime autrement qu'à travers une dispute historiographique sur les effets de la Conquête, mais n'apparaîtrait-elle pas désormais à travers le problème du communautarisme francophone, justement, et la reconnaissance ou non de ses prétentions à définir l'identité québécoise et à modeler l'espace public selon ses préoccupations ? Ne retrouve-t-on pas là le problème, complètement recadré, mais historiquement durable, des prétentions du Québec à n'exister que par lui-même, alors que d'autres, qui viennent généralement de Québec d'ailleurs, qu'ils soient intellectuels ou hommes politiques, croient nécessaire de lui donner un encadrement canadien pour réussir son histoire, ou, au mieux, refusent de penser la possibilité d'un conflit sérieux entre les prétentions du Québec à la pleine existence nationale et un lien fédéral qui le contraint à toujours négocier ses intérêts fondamentaux ? Un lien qui l'entrave dans la poursuite de son destin spécifique – et plus encore, dans la dispute sur la part à reconnaître à la question nationale dans la structuration de l'espace public au Québec. Se pourrait-il que la question centrale de la discussion historique québécoise contemporaine concerne la possibilité, ou non, de préserver à la question nationale sa place centrale dans la conscience historique francophone ? Se pourrait-il aussi que derrière les options historiographiques, se trouvent des options politiques fondamentalement inscrites dans la démocratie québécoise et que

les historiens, pratiquement, soient de toute la collectivité ses premiers penseurs politiques ?

L'histoire, décentrée de la majorité francophone, peine peut-être à nous apparaître dans une perspective nationaliste, même nationale. Mais recadrée dans son domaine le plus naturel, réinvestie de la subjectivité historique francophone, à laquelle il faudrait peut-être reconnaître une certaine légitimité, ne redevient-elle pas, tout à la fois, nationale et nationaliste ? Gérard Bouchard pouvait bien penser reconstruire la conscience historique franco-québécoise en la convertissant malgré elle à un pluralisme identitaire difficilement compatible avec sa prétention nationale, Jocelyn Létourneau peut bien rouvrir la perspective canadienne dans le domaine public et intellectuel pour inviter la pensée québécoise à s'y réinvestir, il est bien possible que le communautarisme franco-québécois soit moins plastique que ne le prétendent les ingénieurs identitaires. Il n'y a pas de pure plasticité des représentations collectives et leur forme donnée, sans être complètement nécessaire, est rarement un pur effet de contingence également disponible pour toutes les représentations proposées de la collectivité – si on préfère, tous les récits ne s'équivalent pas dans la mise en scène de la collectivité et c'est généralement la tradition commune qui fait le tri nécessaire déterminant ceux qui sont pertinents et ceux qui ne le sont pas. Le social ne se donne pas de toutes les manières possibles, et à moins de croire aux prescriptions épistémologiques d'un certain constructivisme qui donne plus d'importance finalement au sociologue qu'à la société qu'il étudie, il est bien possible que la forme nationale soit durablement inscrite dans la morphologie symbolique de la société québécoise et que cette société, plus encore, dépende, pour sa cohésion, de sa capacité de rassemblement autour du collectif historique francophone.

Ce qui nous entraîne à poser la question du réaligement inévitable du référent national autour des lignes de fond qui tracent les appartenances distinctes coexistant bon gré mal gré sur le territoire québécois. Létourneau consent d'ailleurs à le reconnaître timidement en évoquant « certaines tensions résiduelles d'ordre ethno-linguistique »<sup>510</sup>. Au Québec, si les deux peuples s'enchevêtrent, ils ne se confondent pas – comment le pourraient-ils, dans la mesure où ils s'affrontent sur le choix de l'État qui permettra la

---

<sup>510</sup> . Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Fides/Musée de la civilisation, 2004, p.107.

pleine expression de leur existence politique? Il n'est pas possible de les unir par l'artifice d'une histoire écrite en comité qui entend délivrer le passé de ses pesanteurs pour élaborer de manière un peu abstraite, et finalement peu convaincante, une référence collective qui réconcilie tous les habitants de la « société québécoise » en cessant de les diviser selon l'appartenance nationale pour les réunir sous le label d'une société décrochée de sa composante majoritaire et rendant les hommages de convenance à son métissage et à sa complexité en résolvant le problème de sa cohérence dans une charte des droits qui scellerait une forme de contrat social plus ou moins relâché. Mais la déconstruction conceptuelle du fait national n'entraîne pas sa disparition dans le monde réel. Les sciences sociales travaillent depuis près d'un quart de siècle à démontrer la dimension construite du monde humain et des identités qu'on y retrouve. On peut, en conceptualisant autrement le champ identitaire, faire disparaître la nation du radar des sciences sociales. Elle n'en continue pas moins d'exister dans la réalité que les concepts ont cessé d'éclairer. Et la nation qu'on refoule dans le discours trouve normalement d'autres canaux pour exprimer sa réalité. Pourquoi renoncer à l'idée d'un destin national spécifique à la conscience historique franco-québécoise, se demandait récemment Jacques Beauchemin<sup>511</sup>? Est-il si contre-intuitif de parler du Québec comme d'une nation et de percevoir son histoire comme une vaste entreprise de reprise en main collective? Les Québécois n'endossent-ils pas naturellement ce langage pour parler d'eux-mêmes? Et si tel est le cas, la déconstruction de la référence nationale à partir de laquelle ce peuple a jusqu'ici mis en narration son parcours dans l'histoire, n'est-elle pas d'abord une tentative politique, un projet militant qui passe pour historien en recouvrant la tradition d'un discours qui la fait apparaître comme désuète et fautive? Et si l'histoire doit-être réécrite dans la perspective avouée d'un travail de remodelage de la conscience historique, ne serait-il pas possible de l'informer par la tradition – placer la mémoire à l'origine de la méthode, écrivait Dumont- qui sollicite justement sa mise en récit et qui fournit un fil, ou du moins quelques pointillés conducteurs pour produire une histoire qui fait sens pour ceux à qui on veut la raconter.

Un dernier mot sur l'historien de ce Québec à convertir au Canada. C'est que Létourneau travaille fort pour défaire le nationalisme francophone, pour déconstruire tout

---

<sup>511</sup> . Jacques Beauchemin, «Contre l'impuissance politique. S'assumer comme sujet de l'histoire », *Argument*, vol.7, n.2005, p.84-92.

le sens dont les Québécois investissaient leur histoire. C'est qu'il cherche à soulever un massif culturel, lorsqu'il veut crever la conscience historique franco-québécoise, lorsqu'il pratique une telle déconstruction au marteau piqueur symbolique. Il travaille fort, et les autres aussi, ils travaillent forts, parce que la matière identitaire d'une société n'est pas une pâte informe, parce que ses formes ne sont pas arbitraires, parce qu'on ne peut convaincre aussi facilement qu'on convaint un collègue en colloque une majorité historique de renoncer à ses droits et à sa mémoire. Létourneau devine même ce que pensent la plupart de son travail en rappelant que « pour plusieurs [...], cesser de parler du Québec en terme national constituerait rien de moins qu'un geste conscient de renonciation à l'endroit de cette collectivité, geste proche de l'auto-expatriation ou de la trahison »<sup>512</sup>. Reconnaissons à Létourneau un peu de perspicacité. C'est bien un tel sentiment que nous inspire son travail.

---

<sup>512</sup> . Jocelyn Létourneau, « Y a-t-il une nation québécoise ? Est-il nécessaire qu'elle adienne ? », *Argument*, volume 5, numéro 1, 2002,, p.108

## CHAPITRE CINQ

### L'ÉCOLE DE MONTRÉAL, L'HISTORIOGRAPHIE NATIONALISTE ET LA CONSCIENCE HISTORIQUE QUÉBÉCOISE

*En nationalité, c'est comme en géologie, la chaleur est en bas, plus on descend dans les couches de la société, plus elle brûle.*

*Jules Michelet*

L'historiographie officielle, et spécialement ses meilleurs représentants, sont parvenus depuis un certain temps à sortir des paramètres du révisionnisme historique – sortie incomplète, certainement, une sociologie sommaire de la pratique historique généralisée dans les départements et colloques de la discipline pourrait nous en convaincre. Mais sortie néanmoins envisageable, l'historien ayant désormais la possibilité, s'il a un peu d'intelligence et encore plus de courage, de sortir de la perspective moderniste en posant de nouvelles questions à la matière historique pour la mettre en forme d'une manière différente, à partir de préoccupations qui le sont aussi, et qui peuvent déborder le domaine très petitement délimité de la science historique professionnelle. Le révisionnisme historique, on le sait désormais, pratiquait une histoire sans mémoire, seulement cadrée selon une certaine idée de la science historique pas très loin d'un positivisme épistémologique prétendant objectiver complètement la réalité sociale, pour la désinvestir de toute subjectivité particulière, de toute intentionnalité susceptible de recouvrir les pratiques sociales d'un certain discours ne s'inscrivant pas complètement dans les paramètres d'une sociologie purement explicative<sup>513</sup>.

---

<sup>513</sup> Dans ce mémoire, on l'aura remarqué, nous nous sommes abstenus d'ajouter une étude supplémentaire à la critique de cette perspective, plusieurs historiens et sociologues très compétents ayant dit ce qu'il fallait sur cette question, relativement déclassée, d'ailleurs, dans la définition des problèmes historiographiques contemporains, en restaurant la possibilité d'une sociologie compréhensive, qui s'intéresse aux discours en tant que pratiques idéologiques indispensables à la récapitulation de la démarche par laquelle une société parvient à s'interpréter. Pour la perspective moderniste, on se référera évidemment à l'ouvrage canonique Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise*, Boréal Express, 1989. On lira le classique de Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Septentrion, 1998, 278 p. Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Québec-Amérique, 2002, p.200-209, Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », in R. Comeau, Y. Bélanger et C. Métivier, *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, VLB éditeur, 2000, p.21-41.

L'histoire nationale, qui ne peut être qu'une histoire politique, qui ne peut être qu'un récit à la dimension accidentée du parcours historique d'une société particulière, s'est trouvée désertée, à tout le moins par les praticiens d'une science historique revendiquant tous les certificats de sa professionnalisation, pour ne plus avoir rien à faire avec la vieille manie nationaleuse de l'historien en soutane auquel on pourrait même consacrer difficilement une anthologie significative pour la pensée contemporaine. Pour le modernisme historiographique, le spécialiste de la science historique, loin de se proposer comme accompagnateur de sa collectivité pour l'aider à développer la pleine conscience de son appartenance, devrait plutôt la désempir des mythes qui paralysaient une conception vraiment scientifique de son historicité. L'histoire science serait le meilleur décapant de l'histoire mémoire. Et la première ne pourrait finalement s'intéresser à la seconde que pour discréditer une fois pour toutes ses prétentions à décrire convenablement et de manière sérieuse une société particulière – pour le dire comme le disait encore récemment Jean-Claude Robert, praticien honnête d'un révisionnisme honnête et limité, « le rôle de l'historien est plutôt de débusquer tous les mythes et a fortiori les mythes mobilisateurs pour imposer une démarche critique »<sup>514</sup>.

Mais la conscience historique, disions nous d'abord, intéresse à nouveaux nos historiens, décidés, pour le meilleur et pour le pire, et pour cela ils se disputent sur la place publique, à la dévier, à la penser autrement, à la reconstruire, pour la rendre plus conforme à certaines prescriptions sociales contemporaines, si on préfère, à une certaine demande sociale d'histoire nécessaire pour accoucher le plus possible de représentations collectives renouvelées. Cette préoccupation, disons-le encore une fois, donne à voir l'historiographie dans sa dimension la plus politique, et les historiens participent bien souvent, lorsqu'ils s'essaient à dévier dans un sens ou l'autre la mémoire collective, à un plus vaste mouvement, souvent suscité par les événements qui affectent la vie politique d'une communauté nationale. Si on se fie à Dominique Garand, auteur d'un ouvrage sur les raisons de relire certains écrivains québécois, et spécialement Lionel Groulx, il faudrait « interpréter les crises symboliques comme des moments privilégiés de

---

<sup>514</sup> . Jean-Claude Robert, « Recension d'Un héritage controversé », *Bulletin d'histoire politique*, vol.14, n.2, hiver 2006, p.292.

redéfinition » d'une collectivité, de sa référence<sup>515</sup>. Donnons-lui raison et reconnaissons que l'apparition publique de la question historiographique révèle, à tout le moins dans une certaine classe de la société québécoise très attentive à ce qu'une certaine opinion évoluée pense d'elle, une mutation potentielle des représentations collectives, et même, du passé dans lequel la société québécoise est invitée à se reconnaître des origines. Ainsi, si les souverainistes ont trouvé chez Gérard Bouchard les moyens de définir autrement le passé québécois pour le rendre plus conforme à leur conversion au pluralisme identitaire, les autonomistes et les fédéralistes ont pu reconnaître en Jocelyn Létourneau un penseur de l'histoire décidé à déconstruire la question nationale en la décentrant tout à la fois de la mémoire québécoise et de l'appareil conceptuel mobilisé pour définir le Québec contemporain. S'il faut parler comme le chanoine Groulx, on dira de la société québécoise qu'on lui propose de nouvelles orientations, de nouvelles directives, pour qu'elle se reconnaisse désormais dans sa pluralité, pour qu'elle se réconcilie fondamentalement avec le Canada, dans les deux cas, pour qu'elle se dénationalise, un peu ou beaucoup, pour un instant ou pour de bon.

L'historien qui s'intéresse à la mise en scène de sa collectivité d'appartenance est donc interpellé par des considérations à la fois scientifiques et politiques, dit autrement, méthodologiques et normatives, dans la mesure où le discours qu'il propose doit faire sens, du moins en partie, pour ceux à qui il le destine. D'une certaine manière, on a restauré suffisamment la fonction sociale de l'histoire pour mobiliser à nouveau dans le domaine public une certaine mémoire, davantage, toutefois, pour inviter la société québécoise à s'en inventer une nouvelle. La question historiographique s'est donc trouvée réinvestie dans le domaine public, à travers le sort à réserver à la mémoire francophone dans la reconstruction d'une conscience historique faite pour toute la société québécoise. Pourtant, la mémoire francophone n'alimente plus les historiens qui préfèrent déconstruire le récit national plutôt que l'entretenir, qui ne s'y intéressent finalement que pour la dénigrer ou lui trouver des insuffisances, des carences existentielles, ou narratives, impropres à la reconstruction d'une société québécoise moins définie par un nationalisme déphasé par rapport aux exigences de la société contemporaine. Pour Bouchard, pour Létourneau, la conscience historique franco-québécoise est une manière d'envisager la

---

<sup>515</sup> . Dominique Garand, *Accès d'origine, ou pourquoi je lis encore Groulx, Basile, Ferron, Hurtubise-HMH*, 2004, p.368

société québécoise qui fait problème, qu'ils aient chacun leur raison pour cela n'est peut-être finalement que secondaire. « Les Québécois francophones ont une mémoire, leurs historiens n'en ont plus », écrivait Joseph Yvon Thériault, pour bien marquer la distance entre l'historiographie moderniste et la conscience historique franco-québécoise<sup>516</sup>. On peut reporter ce commentaire aux historiens postrévionnistes qui ne s'intéressent finalement à la mémoire québécoise que pour mieux la faire imploser, pour la discréditer, pour en finir avec elle – une nouvelle société naîtra, avec une nouvelle mémoire, peut-être même, parce qu'elle aura changé de mémoire, elle sera mieux disposée à se métamorphoser complètement.

Il n'en demeure pas moins que les Québécois portent encore en eux une conscience historique déployant certaines finalités, qu'il ne sert à rien de nier dans la mesure où l'a priori de la science historique ne saurait ni ne devrait être de voir en quoi les hommes mentent ou se trompent lorsqu'ils parlent d'eux-mêmes. Il ne faut pas croire que la conscience historique francophone est pour autant délabrée, qu'elle n'est plus entretenue ni développée parce que les historiens professionnels l'ont refoulée en marge des institutions chargées officiellement de la production historique, et par exemple, des revues et départements où se construit le savoir disciplinaire en conformité avec une certaine idée de la méthode scientifique propre aux historiens, ou plus encore, des livres qui balisent le débat public lorsqu'il s'intéresse à la reconstruction de la mémoire collective.

Mais on trouve en marge d'un certain discours officiel et des institutions qui le produisent un accès probablement privilégié, bien que non exclusif, à la mémoire d'un peuple dans la mesure où on veut justement saisir cette mémoire en tant que nationale. C'est probablement ce dont Fernand Dumont parlait en évoquant une science d'avant l'explication savante qui ressaisit l'expression la plus spontanée qu'il soit possible de l'imaginaire social et des représentations collectives. Pour le dire à la manière du réputé sociologue, « il y a [...] un antérieur aux sciences objectivantes de la société : un antérieur

---

<sup>516</sup> . Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité, Mémoire et démocratie au Québec*, Québec-Amérique, 2002, p.177.

où la société, loin d'être un magma informe, est à sa manière un savoir »<sup>517</sup>. Lorsque l'historiographie officielle par excès de « rigueur » éthique ou analytique congédie les représentations déjà contenues dans une tradition, celle-là alimentant la conscience historique, et par-là l'imaginaire populaire, en refusant d'endosser les questions ouvertes dans la tradition, formulées à même la culture, il semble bien que la mémoire trouve à se manifester autrement, qu'elle se découvre des relais inusités pour demeurer vivante et servir de référence aux hommes cherchant à déchiffrer comme ils le peuvent le devenir dans lequel ils sont engagés. Car la mémoire telle qu'elle est livrée par la conscience historique trouve généralement de nombreuses façons de s'écrire ou de s'imager, en se poursuivant dans une historiographie périphérique, mais populaire, qui donne aux événements le sens que leur réservait la culture plutôt que d'en produire un de toutes pièces<sup>518</sup>.

Donnons la raison de ce dernier chapitre : nous chercherons à décrire comment la distance déjà reconnue entre la conscience historique franco-qubécoise et l'historiographie officielle au temps du révisionnisme s'est maintenue, pire, aggravée, malgré l'intérêt renouvelé pour la mémoire collective. C'est que l'historiographie, qu'elle soit moderniste ou « post-moderniste », à la manière pluraliste ou canadienne, réitère chaque fois son refus de s'inscrire positivement dans les paramètres définissant traditionnellement la conscience historique franco-qubécoise – si on préfère, parce que l'historiographie, qui travaille finalement, et désormais explicitement, à créer une nouvelle identité qubécoise, a pour premier postulat le caractère radicalement problématique de l'identité nationale qubécoise déjà existante. Ainsi, c'est toujours en dissidence avec la mémoire majoritaire franco-qubécoise que les historiens écrivent le parcours historique qubécois, même lorsqu'ils ouvrent à nouveau la question de la conscience historique.

---

<sup>517</sup> . Fernand Dumont, *Genèse de la société qubécoise*, Boréal, 1993, p.339.

<sup>518</sup> . Nous ne consacrons aucun développement ici aux autres lieux d'expression populaire de cet imaginaire, de cette identité. Qu'on sache toutefois que la dramaturgie télévisuelle en est une. Les grandes séries télévisées, celles de Victor Lévy Beaulieu et celles de Réjean Tremblay, notamment, mériteraient une étude dans une même perspective. Pour bien voir comment il y a de nombreuses canalisations disponibles pour la conscience historique, pour l'identité réelle d'une communauté historique et non pas l'identité qu'on cherche à lui fabriquer.

*Des historiens nationalistes : qui sont-ils ?*

*Commençons par écarter tous les faits, pour nous en tenir aux choses sérieuses : les légendes*

*Régis Debray*

Reprenons la question récemment posée lors d'un colloque organisé par la Chaire Hector-Fabre : quelle est la place de Maurice Séguin dans l'historiographie québécoise<sup>519</sup>? Question certainement non négligeable, pas seulement faite pour les derniers héritiers de l'historien indépendantiste, et qui nous conduira, lorsque nous la reprendrons un peu plus loin dans ce chapitre, vers un moment central dans le redéploiement québécois de la conscience historique francophone. Derrière elle, néanmoins, s'en dessine une autre, encore plus fondamentale, celle de la place du nationalisme, à la fois comme objet d'étude et comme cadre interprétatif pour entreprendre la lecture de l'histoire québécoise. Mais pour y faire une réponse convenable, il faut élargir significativement le domaine historiographique exploré, en décentrant notre regard vers une production généralement négligée par les plus savants de nos historiens, mais néanmoins fort diffusée dans la société québécoise et qui compte pour beaucoup dans la préservation d'une certaine conscience historique francophone travaillée par une idée bien élaborée de son achèvement. Il y a au Québec une riche historiographie nationaliste qui exprime mieux que ne le fait l'historiographie officielle l'état de la conscience historique francophone. Je dis qui exprime mieux : mais c'est d'abord parce qu'elle cherche à l'exprimer, parce qu'elle ne pratique pas, comme le font trop d'universitaires censément sérieux, une herméneutique du soupçon les conduisant tout droit sur le chemin du déconstructivisme<sup>520</sup>. Une historiographie qui cherche à récapituler en la formulant

---

<sup>519</sup> . Colloque tenu à l'UQAM, « L'historien Maurice Séguin (1918-1984) et la société québécoise » 13-14 octobre 2005.

<sup>520</sup> . Parmi les ingénieurs identitaires qui expriment le mieux le nouveau catéchisme pluraliste, on lira Jocelyn Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Québec-Amérique, 2000, 219 p. Sans s'étendre sur la question, on donnera ici ce qui devrait être un programme de recherche pour la sociologie de la culture au cours des prochaines années : penser au-delà du construit social, plus vastement, du constructivisme, perspective théorique non seulement faussée, mais impropre à saisir la culture dans sa dimension organique. Dumont avait lui-même envisagé ce problème dans *Le sort de la culture*, sans pour autant se résoudre à désinvestir la recherche centrée sur la production de la société par elle-même. Fernand Dumont, *Le sort de la culture*, L'Hexagone, 1987, p.19-48. Plus efficacement, Hayek nous invite à sortir du constructivisme comme modalité théorique des sciences sociales. Friedrich von Hayek, *Droit, législation et liberté. Règles et ordres*,

explicitement la mémoire francophone en tant que mémoire nationale tendue vers un certain horizon de sens qu'elle n'hésite pas à reconnaître. Au centre de cette histoire : le peuple québécois. Je précise : le peuple québécois, pas la société québécoise traversée par ses divisions de « classe » ou de « genre », pas une mosaïque interculturelle à pacifier à grand coup de tolérance idéologique, mais une collectivité nationale forte, épaisse, cohérente, autrement dit, une nation pas encore déconstruite par les ingénieurs identitaires pour qui tout ce qui est national est ethnocentrique et tout ce qui est populaire est populiste. Ajoutons aussi : une collectivité nationale certainement pas fascinée par son ambivalence, qui y voit une tare à surmonter plutôt qu'une vertu à cultiver. Et au centre de cette histoire, une tâche, un telos pensé comme tel : accomplir un certain destin national. Une tâche à accomplir politiquement, où les structures lourdes et autres entraves à l'action humaine - prisées pendant longtemps par les modernistes ne pensant pas scientifique l'idée que les hommes puissent infléchir délibérément, par la médiation de leurs institutions collectives qui rendent possible des décisions, transformant la société, car l'homme de science serait celui qui diluerait le plus possible la responsabilité de l'homme dans l'histoire pour ne plus se référer qu'aux processus les plus impersonnels possibles-, n'abolissent pas la possibilité d'une initiative historique réelle incarnée par les grands hommes mobilisés pour assurer le salut de la collectivité.

C'est en cela que l'historiographie populaire suscite un intérêt particulier pour ceux qui cherchent à palper la matière relativement brute de la conscience historique et de l'imaginaire national : des historiens entreprenant de raconter l'histoire de leur peuple, qu'ils s'intéressent à une séquence de cette histoire ou prétendent faire synthèse, font naturellement appel à un ensemble de schèmes explicatifs disponibles dans la culture, dans un fond d'explications partagées sur le parcours national à partir duquel ils travailleront sans généralement chercher à problématiser ni déconstruire la trame mémorielle qu'ils investiront spontanément pour la déployer d'un point de vue particulier. Au moment d'opérer la mise en récit de la collectivité, c'est la mémoire la plus aisément disponible socialement dont ils font usage, par ailleurs parce qu'ils y participent. Pour la cadrer dans une perspective favorisée par Finkelkraut, l'historiographie populaire cherche d'abord à répondre aux « questions que le monde

---

*T.1*, Quadrige/Presses Universitaires de France, 1995. Paul Hollander a livré une très sévère critique du constructivisme sociologique. Paul Hollander, *Discontents. Postmodern & Postcommunist*, Transaction Publishers, 2002, p.158-159.

pose » plutôt qu'aux question que « l'intelligence pose de sa propre initiative, selon son projet ou ses plans, et auxquelles elle met le monde en demeure de répondre »<sup>521</sup>. À sa manière, parce qu'elle n'est justement pas thématifiée à travers les préoccupations particulières d'une science historique redéfinissant toujours son objet selon les modes idéologiques et ce qu'on croit faussement être le progrès d'une certaine épistémologie déconstructiviste, l'historiographie populaire révèle une couche plus profonde de culture et atteint les fibres premières de l'identité collective, dans sa dimension narrative.

Qui sont ces historiens? Je dirais, pour les fins de cette très brève étude : les grands biographes du Québec contemporain, et un peu plus généralement, les historiens centrés sur le problème québécois en lui-même, qui entreprennent de fournir une compréhension globale de l'histoire québécoise, de révéler à la majorité française sa propre histoire en explicitant un récit déjà contenu dans sa conscience historique. Il ne nous est pas possible ici de reconstruire complètement cette historiographie, d'en énumérer tous les thèmes, d'en décompter tous les ouvrages qui la composent, il faudrait pour cela tout un ouvrage que nous ne pouvons faire ici. On se contentera donc d'indiquer la contribution majeure de la plupart des historiens mobilisés à l'entretien de la conscience historique franco-québécoise, en reportant à plus tard une exploration détaillée de cette reconstruction historiographique de la mémoire francophone. Mentionnons d'abord Pierre Duchesne, avec son exceptionnelle biographie de Jacques Parizeau, qui récapitule l'histoire francophone récente à travers la figure du plus résolu des chefs nationalistes du Québec contemporain, celui pour qui la souveraineté n'était pas qu'une option sur deux, mais bien un choix existentiel pour le peuple québécois, Parizeau donnant l'image du meneur d'une lutte, avec un objectif inébranlable<sup>522</sup>. Poursuivons

---

<sup>521</sup> . Alain Finkielkraut, *Nous autres, modernes*, Ellipses, 2005, p.8-9.

<sup>522</sup> . Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau. Le croisé, 1930-1970*, Québec-Amérique, 2001, 622 p., Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau. Le baron, 1970-1985*, Québec-Amérique, 2002, 534 p., Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau, Le régent, 1985-1995*, Québec-Amérique, 2004, 603 p. Jacques Parizeau, faut-il en faire mention, s'est vu rappeler à la direction du mouvement souverainiste par l'aile dure du Parti Québécois, elle-même héritière, bien que dans un autre domaine, d'un nationalisme intégral pour qui l'indépendance est plus qu'un choix politique mais un choix doctrinal. Claude Ryan est un des seuls à avoir souligné cette filiation idéologique entre le vieux nationalisme de doctrine canadien-français et le nationalisme radical de Jacques Parizeau, qui demeure encore aujourd'hui le représentant le plus autorisé de ce courant nationaliste dans le mouvement souverainiste. « Ses déclarations, le soir du référendum, ça m'a fait de la peine pour lui parce qu'au fond, Jacques Parizeau est un esprit libéral. Sauf qu'il y a une espèce de dimension

l'énumération avec Pierre Godin, et sa non moins remarquable biographie de René Lévesque, celui-ci présenté comme l'incarnation de l'esprit de la Révolution tranquille, grandeur incluse, misères aussi. Révolution tranquille dont Godin s'est fait l'historien, d'ailleurs, à travers la mise en scène de la division de l'élite québécoise sur la question nationale et la polarisation idéologique autour de la question linguistique et sa charge symbolique totalisante<sup>523</sup>. Révolution tranquille dont il avait raconté la genèse et le premier élan avec sa biographie de Daniel Johnson en illustrant de quelle manière ceux qui auraient pu travailler à la renverser l'ont finalement assumée pour l'investir de sa pleine signification nationale par l'actualisation de certains possibles inattendus du nationalisme duplessiste, lequel avait préparé plus qu'on ne l'a cru la nation canadienne-française à devenir pleinement québécoise<sup>524</sup>.

Ajoutons Jean-François Lisée, essayiste et chroniqueur, puis plus tard conseiller politique, qui a fait l'histoire passionnante des années d'après-Meech, en nous racontant une aventure très humaine, trop humaine, où l'histoire peut basculer à chaque moment, où une marée historique est contenue finalement par ce qu'il considère être la lâcheté d'une cohorte de libéraux provinciaux écrasés par l'ampleur du mouvement historique dont ils ont la responsabilité<sup>525</sup>. Le vieux Canada français nationaliste trouve aussi ses narrateurs, et même, ses biographes. C'est le cas d'Hélène Pelletier-Baillargeon, qui s'est faite l'historienne du nationalisme canadien-français à travers la figure d'Olivar Asselin, historienne aussi du vieux nationalisme de résistance, celui donnant à une société

---

chez lui...il a été formé dans le milieu nationaliste des HEC du temps d'Esdras Minville et de François-Albert Angers. Ces gens là n'étaient pas nationalistes à moitié, c'étaient des disciples du chanoine Groulx. Je pense que ce côté de sa personnalité était très important, mais a été occulté par l'ensemble de ses qualités, de sa formation en Angleterre et en France. Cette zone-là est montée soudainement à la surface le soir du référendum ». Pierre Duchesne, Jacques Parizeau. *Le baron*, Québec-Amérique, 2004, p.553.

<sup>523</sup> . Pierre Godin, *Les frères divorcés*, Éditions de l'homme, 1986, 360 p. Pierre Godin, *La poudrière linguistique. La Révolution tranquille, 1967-1970*, Boréal, 1990, 372 p.

<sup>524</sup> . Pierre Godin, *Daniel Johnson. 1946 – 1964. La passion du pouvoir*, Les éditions de l'Homme, 1980, 456 p. Pierre Godin, *Daniel Johnson. 1964-1968. La difficile recherche de l'égalité*, 1980, 403 p.

<sup>525</sup> . Lisée dira même dans son *Naufrageur* de la direction libérale qu'elle a probablement rompu un ressort de la dynamique identitaire québécoise, en consacrant son discrédit par une « spirale d'amoralisme ». Jean-François Lisée, *Le naufrageur. Robert Bourassa et les Québécois, 1991-1992*, Boréal, 1994, p.660.

relativement décomposée la possibilité de se ranimer en s'avouant le caractère indispensable de sa préservation, de son émancipation<sup>526</sup>.

Listons aussi Normand Lester et sa description bainvillienne du conflit historique entre le Canada anglais et le Québec, avec l'intention explicite de garder la trace dans la mémoire collective des exactions commises par le premier à l'endroit du second<sup>527</sup>. Pour Lester, le premier élément de l'histoire québécoise, celui dont découlent tous les autres, c'est bien évidemment la lutte nationaliste des francophones pour s'émanciper d'une puissance limitant leur pleine affirmation, ce qui n'est pas loin du propos d'un Lionel Groulx pour qui « la conquête et la préservation de notre autonomie et de notre vie – ce qui est tout un – [se trouvaient] au principe de toutes nos luttes et comme le but suprême de notre histoire »<sup>528</sup>. Une contribution plus originale, un peu marginale, mais néanmoins révélatrice de la profondeur du nationalisme dans la conscience collective au moment d'assurer la mise en perspective historique du Québec, celle de Christian Dufour, avec son *Défi québécois*, désormais un classique de l'interprétation historique, centré sur la Conquête comme première matrice de formation de l'identité québécoise, avec ses manques et ses possibilités<sup>529</sup>. On pourrait allonger la liste, à la fois des historiens et des essais historiques, en rappelant certaines contributions, majeures ou mineures, fort valables ou plus maladroites, mais qui néanmoins, entretiennent une certaine conscience historique en reprenant toujours la même trame explicative, avec où sans intensité, où la collectivité québécoise est interpellée par son destin national et cherche à se déprendre des entraves qui retardent sa réalisation.

Évidemment, le mur entre les deux historiographies, l'officielle et la nationaliste, n'est pas étanche. Pendant une décennie, l'UQAM, par la tenue de ses grands colloques sur les leaders du Québec contemporain, a entretenu le récit de la Révolution tranquille en

---

<sup>526</sup> . Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps. Le militant*, Fides, 1996, 780 p.

<sup>527</sup> . Normand Lester, *Le livre noir du Canada anglais, Les intouchables*, 2001, 302 p.

<sup>528</sup> . Lionel Groulx, *L'indépendance du Canada*, Éditions de l'Action nationale, 1949, p.168.

<sup>529</sup> . Christian Dufour, *Le défi québécois*, L'hexagone, 1989, 176 p. Sur la pensée politique québécoise aux lendemains de la conquête, on lira Michel Brunet, *Les Canadiens après la Conquête. 1759-1775. De la Révolution canadienne à la Révolution américaine*, Fides, 1969, 313 p.

le développant dans ses différentes possibilités, en centrant par ailleurs ce récit sur les grandes figures liées au mouvement d'affirmation nationale, qu'il s'agisse de Jean Lesage, de Daniel Johnson ou de René Lévesque, ce qui permettait la multiplication des points de vue indispensable à la bonne recherche historique. Mais reconnaissons que la production historique qui interpelle la conscience historique francophone n'est généralement pas produite par ce qu'on appelle l'historiographie professionnelle. Un peu comme si la socialisation universitaire dans la société contemporaine – et spécialement dans la société québécoise – était le premier moment d'une dénationalisation des consciences, un peu comme si l'Université était de moins en moins la place où chercher pour trouver des hommes exemplaires qui pensent leur rapport au peuple sur le mode de la fraternité plutôt que de la condescendance des parvenus culturels qui agissent trop souvent à la manière d'un haut clergé idéologique. Notons bien que le problème est plus large et qu'il dépasse une simple polémique qu'il faudra pourtant mener. Il touche à la dénationalisation active des couches supérieures de la population dans les sociétés occidentales contemporaines<sup>530</sup>. La part des institutions chargées de former une élite dans cette entreprise plus vaste de détraditionnalisation des pratiques sociales n'est plus à prouver. Cette question est d'ailleurs régulièrement soulevée dans la politologie conservatrice américaine, sensible à l'institutionnalisation des thématiques contre-culturelles dans l'Université contemporaine<sup>531</sup>.

*Une histoire politique, une histoire biographique*

*Les lois de la statistique ne sont valables que pour les grands nombres ou de longues périodes; les actes, les événements ne peuvent apparaître statistiquement que comme des déviations ou des fluctuations. Ce qui justifie la statistique, c'est que les événements et les grandes actions sont rares dans la vie quotidienne et dans l'Histoire. Et cependant, le sens des rapports quotidiens se révèle en de rares actions et non dans la vie quotidienne, de même que la signification d'une époque de l'Histoire ne se manifeste que dans les quelques événements qui l'éclairent..*

*Hannah Arendt*

---

<sup>530</sup> . Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation technomarchande*, Millet et une nuits, 2001, 202 p.

<sup>531</sup> . On lira sur la question Roger Kimball, *Tenured Radicals. How Politics Has Corrupted Our Higher Education*, Ivan R. Dee, 1998, 246 p.

Déclinons un peu les conséquences de cela : ce récit, comme il se doit, sera politique. C'est une histoire volontaire, volontariste, même, qui relate des événements survenant indépendamment des structures, qui privilégie souvent le genre biographique parce que c'est par lui, et à travers lui, qu'il est possible pour l'historiographie de faire de l'homme un acteur authentique de son destin, parce que le genre biographique est certainement l'amplificateur le plus efficace de la conscience historique en donnant à un homme ou une petite cohorte la possibilité de faire une histoire qui, sans eux, ne serait pas advenue. « Les idées ne marchent pas toutes seules et individu ou groupe, nul ne naît impunément », a pu finalement reconnaître Régis Debray, au moment de sa tardive réconciliation avec le gaullisme<sup>532</sup>. Autrement dit, les idées s'incarnent et l'histoire conduit son mouvement à travers ces incarnations successives, ce qui n'est pas sans nous rapprocher du questionnement récurrent du chanoine Groulx sur la part des chefs dans la conduite des affaires nationales<sup>533</sup>. Comme le remarquait Pierre Duchesne, dans sa

---

<sup>532</sup> . C'est là certainement une différence, réelle, profonde, entre la gauche et la droite, dans la mesure où on peut appliquer ces catégories politiques pour désigner autre chose que des options économiques. La première cherchant toujours à dénouer l'histoire par son propre mouvement et le jeu compliqué de structures pesant sur les hommes ou d'idéaux toujours en train de se dévoiler, comme le Progrès, ou l'Égalité, la seconde l'accrochant aux grandes volontés qui la font ou la défont, qui savent réveiller les amorphes et faire surgir l'inattendu. La gauche croit aux grands processus qui se déploient, la droite au coup d'éclat, et quelques fois au coup de force. Voilà probablement pourquoi aussi la première se méfie tant des élites, et la seconde les investit d'une mission qu'elles peinent souvent à porter. Comme le remarque Régis Debray, « l'histoire de la droite est une galerie de portraits, celle de la gauche, une enfilade de mouvements de foule », Régis Debray, *À demain de Gaulle*, Gallimard/Le Débat, 1990, p.61.

<sup>533</sup> . Groulx, dans ses *Mémoires*, se questionnant sur les raisons des échecs des nombreux soulèvements nationalistes dans la première moitié du vingtième siècle, refusait les explications référant à la Conquête anglaise, qui aurait affaibli le sens national, ou à la modernisation des pratiques sociales, qui l'atténuait aussi à la grandeur des sociétés occidentales, mais mentionnait plutôt comme « cause plus agissante [...] que bien d'autres [...] la défection trop fréquente et trop rapide des chefs, de tous ceux-là qui, un moment, avaient soulevé la pâte humaine et qui, avec elle et souvent avant elle, se sont affaissés ». Lionel Groulx, *Mes Mémoires. T.2*, Fides, 1971, p.268. Non pas qu'il faille contester l'interprétation groulxienne, qui ne nous semble pas trop fautive, mais ne faudrait-il pas avancer, aussi, que le cadre politique institué par le régime anglais et qui s'est perpétué à travers la forme du régime fédéral canadien contribuait pour beaucoup à la formation d'une classe politique davantage divisée contre elle-même, à travers sa dispersion sur deux scènes politiques concurrentes, et disposant de suffisamment de pouvoirs pour s'inquiéter des luttes aux allures trop révolutionnaires, comme la lutte nationaliste, et plus encore, portée sur la collaboration avec un pouvoir étranger pour se maintenir, ce qui ne favorisait pas, c'est le moins qu'on puisse dire, l'émergence de personnalités fortes et susceptibles d'incarner durablement un mouvement d'émancipation nationale. Le pouvoir anglais, prêt à quelques compromis avec les représentants de la réserve francophone, là où le nombre le justifiait, favorisait donc au Québec le développement d'une culture politique du compromis, pour aménager les intérêts francophones dans la mesure du possible, et par-là peu disposée aux soulèvements radicaux, aussi démocratiques soient-ils. La

monumentale biographie de Jacques Parizeau, sans ce dernier, il n'y aurait pas eu de référendum en 1995<sup>534</sup>. Il fallait cet homme exceptionnel pour aller contre les oracles et forcer le destin, quitte à parier quitte ou double<sup>535</sup>. Sans Jacques Parizeau, le peuple québécois ne se serait pas fait poser la question de son indépendance politique. Et inversement, cette fois référons à Lisée, sans Robert Bourassa, le Québec, au lendemain de l'échec de l'accord du Lac Meech, serait probablement devenu indépendant<sup>536</sup>. Lisée exemplifie comment tout un courant du nationalisme québécois, celui contenu dans le vieux fond bleu d'un conservatisme national, exprimé longtemps par l'Union nationale, coalisé un temps avec le Parti Québécois, puis dévié vers le Parti conservateur au moment du Beau risque, s'est finalement canalisé vers l'option souverainiste sans pour autant suivre le chemin des militants indépendantistes, notamment en insistant pour ajouter au projet souverainiste une clause favorable au partenariat canadien<sup>537</sup> - ralliement rappelé il

---

défaite à deux reprises de l'option souverainiste pourrait laisser croire que cette culture politique est encore plus agissante qu'on voudrait le reconnaître dans le Québec francophone.

<sup>534</sup> . Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau, Le régent*, Québec-Amérique, 2004, 603 p. On pourrait évidemment citer les deux autres tomes de cette monumentale biographie, un travail formidable, qui vaudra certainement à son auteur une place exceptionnelle, lorsqu'on fera, le jour venu, une histoire de l'historiographie populaire et nationaliste québécoise.

<sup>535</sup> . On sait, et Duchesne en fait mention dans son dernier tome, que le cabinet Parizeau était majoritairement hostile à la tenue d'un référendum qu'il croyait perdre, et que seuls certains ministres, en plus de l'entourage personnel du premier ministre, étaient favorables à la tenue coûte que coûte du référendum. Mentionnons simplement l'appel de Bernard Landry à ne pas être général en second de la brigade légère souverainiste. *Jacques Parizeau, Le régent*, Québec-Amérique, 2004, p.381

<sup>536</sup> . Jean-François Lisée, *Le tricheur, Robert Bourassa et les Québécois, 1990-1991*, Boréal, 1994, Jean-François Lisée, *Le naufrageur, Robert Bourassa et les Québécois, 1991-1992*, 1994. Les sondages d'après Meech donnaient les Québécois favorables à plus de 60 % à la souveraineté, et le caucus libéral, tout comme le cabinet, était disposé, à ce moment, à se rallier à cette option, ne serait-ce que pour en priver le Parti Québécois. Il nous invite malgré lui à nous poser la question de Régis Debray. « Je voudrais seulement comprendre d'où viennent à la fin nos rendez-vous manqués ».

<sup>537</sup> . Courant aujourd'hui en ballottage, tenté par l'Action démocratique, suite à la décomposition de la coalition souverainiste à partir de 1995, et ouvert à la possibilité d'une rénovation du nationalisme sur sa droite. Courant rallié à la souveraineté quand elle était la seule ligne de fracture entre les partis, donc, mais qui reprend son autonomie au moment où la question nationale est éclipsée, un temps, dans le débat public, et qui pourrait profiter favorablement d'une éventuelle reconfiguration partielle du débat québécois dans la perspective ouverte par les deux manifestes, celui des *Lucides*, celui des *Solidaires*. À tout le moins, l'alliance entre le vieux nationalisme intégral et le conservatisme national, préfigurée avec l'Union nationale, et réaménagée par son élargissement aux libéraux nationalistes et aux progressistes nationalistes, avec la Révolution tranquille et la création du Parti Québécois, est aujourd'hui en très net danger politique. Au moment d'écrire ces lignes, le Parti Québécois s'élisait un nouveau chef, et faisait le choix de

y a peu dans la chronique de l'année référendaire, *Point de rupture*, rédigée par Mario Cardinal, à travers la figure de Lucien Bouchard<sup>538</sup>. Plus vastement, Lisée donne l'exemple d'une histoire politique en temps réel, certainement événementielle, où se multiplient les personnages importants (Robert Bourassa, Jacques Parizeau, etc.) et secondaires ( Pierre Anctil Jean-Guy Saint Roch!, etc. ), mais qui saisit l'histoire véritablement en train de se faire, de se nouer, et qui donne sa place aux hommes tels qu'ils apparaissent lorsqu'ils doivent assumer le choix d'un peuple. Lisée nous rappelle surtout ce qu'est un grand événement, ce qu'est une fenêtre historique<sup>539</sup> – ce que les Grecs appelaient le *Kaïros*- moment où les grandes actions, au sens où l'entendait Arendt, deviennent possibles, quelques fois nécessaires<sup>540</sup>. Mentionnons les travaux de Pierre Godin et sa biographie finalement achevée sur René Lévesque. Sans René Lévesque, le mouvement souverainiste n'aurait pu bénéficier de la soudaine poussée historique contemporaine de sa défection du Parti libéral et la création peu après du Parti Québécois, appelé à rassembler les nationalistes, et non plus les seuls indépendantistes autour d'un vaste mouvement d'affranchissement national<sup>541</sup>. Sans Lévesque, la Révolution tranquille n'aurait probablement pas explicité de manière aussi nette la question qu'elle posait, en

---

sortir délibérément des paramètres fondateurs de sa coalition, en choisissant pour sa direction un homme faisant le pari d'un souverainisme dénationalisé, un souverainisme sans nationalisme. Un éclairage historique sur cette élection, et sans confirmation malheureuse d'une sortie idéologique de la Révolution tranquille par le parti dépositaire de son héritage national, sera probablement nécessaire, dans les années à venir, pour bien comprendre le nouveau contexte historique dans lequel le Québec s'est engagé.

<sup>538</sup> . Mario Cardinal, *Point de rupture. Québec/Canada, le référendum de 1995*, Bayard/Radio Canada télévision, 2005, p.207-264.

<sup>539</sup> . Dans *Le tricheur*, Jean-François Lisée reprend le concept de *fortune*, central à la philosophie politique machiavélique, concept qui peut être rapporté, bien qu'imparfaitement, à celui de *kaïros*, très présent dans la pensée politique grecque, bien inscrit dans la pensée aristotélicienne. Les deux concepts ouvrent à la dimension circonstancielle, imprévisible, de l'histoire, à la mise en place d'une conjoncture qu'il appartient ensuite au prince de saisir en fonction des intérêts supérieurs de la collectivité. Jean-François Lisée, *Le tricheur*, Boréal, 1994, p.53-77. On lira aussi, Pierre Aubenque, *La prudence chez Aristote*, PUF, 1963, 192 p.

<sup>540</sup> . Hannah Arendt, *La condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983, p.231-314.

<sup>541</sup> . Pierre Godin, *René Lévesque. Héros malgré lui*, Boréal, 1997.

clarifiant le problème du statut politique autour de l'accession à l'indépendance, malgré la dérive étatiste et l'imprécision circonstancielle de la souveraineté-association<sup>542</sup>.

Disons encore : ce récit sera centré sur la question nationale. On multiplie, ces années-ci, les questions inédites à poser à la matière historique. Jocelyn Létourneau, on l'a vu, multiplie les travaux pour dénationaliser la conscience historique francophone, et par-là, pour la désinvestir de la question nationale. L'hypothèse nationale ne serait rien de plus qu'une hypothèque nationaliste. L'entreprise est possible, évidemment, pour l'historien de métier, qui cherche à construire le savoir historique sans nécessairement correspondre à la demande sociale d'une histoire donnant à la collectivité ses raisons communes<sup>543</sup>. Mais Fernand Dumont en avait déjà fait mention : si l'entreprise historiographique ne peut faire l'économie de la vérité, elle doit aussi, du moins quand la matière entend toucher les cordes sensibles de la collectivité, reconnaître un deuxième critère, celui de pertinence. Or, la pertinence québécoise est une pertinence nationaliste, c'en est une qui invite l'historien à expliquer à la collectivité de quelle manière elle a pu durer, de quelle manière elle peut achever son émancipation. C'est d'ailleurs l'avis de Beauchemin : « ce que véhicule la conscience historique, on le voit, c'est bien davantage que l'accumulation des événements : c'est en terre minoritaire, la représentation d'une américanité tragique, traversée de ce projet jamais démenti qui a consisté et consiste toujours à durer »<sup>544</sup>.

Pour qu'un discours puisse au moins passer du savoir historique fabriqué pour les savants au savoir historique susceptible de participer à la rénovation de la référence commune, il doit s'inscrire dans un champ de préoccupation circonscrit par la question

---

<sup>542</sup> . Doit-on parler d'une victoire posthume pour Robert Rumilly ? L'historien conservateur pratiquait l'histoire à la manière d'une chronique des hommes illustres, de manière quelquefois lassantes, certes, mais néanmoins fort détaillée, ce qui n'est pas sans intérêt pour celui qui pense mieux comprendre l'action des hommes avec un historien qui se risque à la psychologie de ses personnages et donne avec une abondance de détails assez de matière pour nous rappeler que les hommes sont encore des hommes. L'historien qui fait bien son travail, spécialement lorsqu'il s'intéresse à la politique, ne peut s'épargner une telle méthode – il ferait certainement erreur de ne pas la compléter par d'autres.

<sup>543</sup> . Fernand Dumont, *Raisons communes*, Boréal, 1997, 260 p.

<sup>544</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB éditeur, 2002, p.180.

très vaste, mais néanmoins précise de l'avenir du Québec. Autrement dit, on doit raconter aux Québécois leur histoire comme nation, et comme nation précaire, souvent menacée par une autre qui la coince, refuse de la reconnaître après l'avoir mise en tutelle et dominée, et plus encore, comme nation travaillant sans cesse à poursuivre sa quête d'émancipation. Pour le dire avec Lester, « durant les deux cent cinquante ans de vie commune, les anglophones du Canada ne nous ont guère voué de grands sentiments d'affection. En fait, ils nous ont surtout voué aux gémonies. Le Canada anglais est donc encore une fois en guerre contre le Québec »<sup>545</sup>. Le déni de reconnaissance du Canada anglais par rapport au Québec, mis en scène par Lisée au moment de Meech, bien qu'il se dise plus poliment, s'inscrit dans une commune lecture de l'histoire québécoise. Il n'est pas surprenant que les grandes biographies de la Révolution tranquille soient celles des chefs nationalistes et que l'histoire racontée s'inscrive généralement dans la perspective qu'ils proposaient aux Québécois. Comme le soutient Beauchemin, probablement le meilleur interprète contemporain de la conscience historique francophone :

que la représentation de la survivance, du retard, puis du rattrapage soit fondée ou non importe finalement peu. Ce qu'il faut retenir, c'est que cette vaste discussion sur le destin d'une communauté singulière et minoritaire constitue l'espace à l'intérieur duquel se sont cristallisés une tradition, un certain rapport à l'histoire et des projets d'avenir<sup>546</sup>.

Disons le autrement : vraie ou fausse cette perspective est néanmoins celle définissant la trame historique de la conscience collective francophone au Québec. D'ailleurs, la chronologie d'usage, chez les historiens nationalistes, est toute traditionnelle et la périodisation privilégiée correspond à la nécessité de marquer les moments déterminants pour l'avenir de la nation. Il s'agit d'une histoire découpée en séquences bien tranchées, bornées généralement par des événements politiques, dont tous gardent le souvenir et non par d'obscurs déplacement statistiques de certaines courbes qui auraient tout changé à la vie des hommes sans qu'ils ne le sachent. On n'y transforme pas non plus la Conquête en Cession et on ne discrédite pas non plus tous les soulèvements nationaux en disant qu'ils auraient bien pu ne pas arriver et qu'ils ne sont souvent même pas arrivés, comme

---

<sup>545</sup> . Normand Lester, *Le livre noir du Canada anglais, Les intouchables*, 2001, p.9.

<sup>546</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB éditeur, 2002, p.180.

Létourneau le laisse entendre pour la Rébellion des Patriotes. On ne discrédite surtout pas la Révolution tranquille en disant qu'elle ne représenterait rien de bien réel et qu'elle ne mériterait pas la place qu'on lui a fait dans la conscience collective.

La mémoire n'est pas l'histoire, nous dirons plusieurs critiques d'une telle centration de l'historiographie nationaliste et populaire sur le politique. C'est l'évidence même. Mais ce qui est aussi évident, c'est qu'on ne peut enfoncer dans les profondeurs du social les causes réelles des changements historiques, surtout que les hommes vivent dans le monde en se l'appropriant, en le nommant, en l'instituant, ce que Beauchemin appelle un projet d'humanisation du monde, toujours particularisé, compléterons nous, nécessairement borné, clôturé. Mais une histoire philosophique du politique comme la pratique Thériault donne peut-être la bonne manière d'apercevoir en durée le domaine politique dans une société et le travail qu'on y pratique sur elle. À tout le moins faut-il très nettement dégager le domaine politique d'une société et dérouler sa périodisation à partir des événements qui s'y trouvent. Marquons d'ailleurs les événements, à tout le moins, les séquences qui clivent la conscience historique franco-québécoise : la Conquête, les Rébellions, les différentes étapes de la survivance, la Révolution tranquille qui donne l'élection du Parti Québécois, les deux référendums et l'échec des négociations constitutionnelles qui les sépare. Les autres dates ne font qu'approfondir cette histoire clivée de manière nationale : l'Acte de Québec, l'Acte constitutionnel, l'Affaire Riel, le règlement 17, les deux conscriptions, la crise linguistique des années 70, la crise d'Octobre. S'il faut refaire les séquences, s'il faut nommer ce récit, on parlera d'une perspective de l'émancipation nationale, toujours à reprendre, mais néanmoins tendue vers le plein ressaisissement collectif, malgré les entraves rencontrées en chemin.

Nécessairement, l'histoire racontée confond l'histoire de la majorité francophone avec celle du peuple québécois, comme l'a fait aussi Fernand Dumont dans sa *Genèse de la société québécoise*<sup>547</sup>, ce qu'ils ont été nombreux à lui reprocher<sup>548</sup>. Le récit n'est pas rafistolé pour intégrer les Québécois-et-Québécoises-de-toutes-origines, il ne fabrique pas une fausse nation québécoise avec un matériau social inerte pour mieux cadrer avec les

---

<sup>547</sup> . Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Boréal, 1993, 393 p.

<sup>548</sup> . Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB éditeur, 1999, p.48-49.

paramètres normatifs du pluralisme identitaire. La subjectivité historique québécoise est celle d'une collectivité nationale culturellement délimitée, à l'abri des spéculations savantes sur l'ouverture ou non des frontières de la nation, pour faire plaisir aux spécialistes du multiculturalisme qui aimeraient bien convertir la mise en narration des sociétés occidentales à la perspective de la société des identités. Une subjectivité très franchement assumée, soit dit en passant, parce que déchargée, justement, de cette mauvaise conscience qui grève l'expression de l'identité nationale dans ses manifestations les plus intellectualisées, mais qui est relativement étrangère à son expression populaire, telle que reprise, encore une fois, par ces historiens nationalistes qui nous intéressent et qui explicitent la dimension nationale du sentiment populaire. D'ailleurs Lisée, au moment de conclure son *Naufrageur*, tout en avouant son respect pour le comportement électoral des immigrants et de la minorité anglaise, invitait la majorité francophone à faire preuve d'une cohésion nationale exceptionnelle le temps d'un choix référendaire pour formuler démocratiquement et résolument l'aspiration historique du peuple québécois<sup>549</sup>.

Une histoire biographique, qui donne son importance aux hommes, une histoire centrée sur la question nationale, qui y voit le premier drame du récit québécois, une histoire politique, repérable à la surface du social. Illusion théorique ? Qui sait. Il n'empêche que l'histoire qui a un sens pour les hommes, et dans notre cas, pour l'homme québécois, est une histoire qui se passe dans le domaine national, autour d'institutions collectives, de conflits politiques, personnels et existentiels, qui contribuent à l'interprétation globale qu'ils se font du parcours de leur communauté historique dans le temps. L'historien peut-il vraiment rejeter, ou traiter comme négligeables, de telles préoccupations ? L'histoire reconstruite par les sciences sociales est-elle si pleine de son vieux fond positiviste qu'elle cherche encore une connaissance achevée qui aurait consommé son divorce avec les pratiques culturelles populaires ? Nos historiens nationalistes, à leur manière, donnent une leçon de méthode à ceux qui se complaisent dans les fausses découvertes épistémologiques et méthodologiques. Ne faudrait-il pas repartir de l'expérience pour bien expliquer, en commençant par comprendre, et en faisant l'hypothèse, étrange pour ceux qui dissolvent l'action humaine dans les grandes

---

<sup>549</sup> . Jean-François Lisée, *Le naufrageur. Robert Bourassa et les Québécois, 1991-1992*, Boréal, 1994, p.660-661.

chaînes causales, qu'elle peut compter, qu'elle n'est pas simplement effet mais cause, à tout le moins, que les hommes en sont si convaincus qu'il vaudrait mieux prendre cette possibilité au sérieux ? En assumant le réinvestissement des pratiques sociales dans la compréhension historiographique, autrement dit, en comprenant le travail historiographique comme un champ particulier du travail idéologique d'une société sur elle-même, on renoue avec la sociologie dumontienne, tout en reconnaissant la part indispensable d'une histoire compréhensive pour parvenir à expliquer une société sans complètement rompre avec la représentation qu'elle se fait d'elle-même.

Pour l'instant, nous cessons ce développement. Reconnaissons toutefois l'essentiel : l'historiographie a encore ses grands noms au Québec et certains historiens n'ont peut-être finalement pas renié la mémoire des Québécois francophones. Ces grands historiens, souvent biographes, chroniqueurs ou essayistes et de profession journalistes, sont devenus des historiens malgré eux, ils assument une tradition et font revivre l'histoire pour que les hommes puissent de nouveau s'y reconnaître, s'y voir acteurs de leur propre destin à travers la réhabilitation du politique comme première instance où se joue la vie des peuples, et de la politique, comme domaine ayant sa noblesse, sa grandeur, où le destin se donne comme inachevé et ouvre la possibilité de l'action humaine. Leur oeuvre correspond à la lecture que les hommes québécois font intuitivement de leurs parcours dans l'histoire. Car c'est d'abord à travers l'historiographie, Dumont encore une fois l'a bien montré, qu'une communauté humaine peut se reconnaître un destin en y trouvant la manifestation la plus explicite et formalisée de la conscience historique par laquelle elle se déploie dans l'histoire pour mieux s'y projeter<sup>550</sup>.

Les historiens mandatés par les institutions publiques et qui devraient au moins relayer les préoccupations ouvertes dans la mémoire sont amnésiques et ne semblent plus avoir le souci de travailler au moins partiellement à partir de la tradition. Mais les peuples semblent apprendre à faire sans leurs historiens officiels pour s'en trouver de nouveaux, en dehors des institutions qui se sont retournées contre eux – sociologiquement dit, la distance entre la mise en discours officiel de la société québécoise et la matière dont se donne le sentiment national est comblée par une mise en discours parallèle décentrée des principales institutions pourtant initialement chargées de produire certaines

---

<sup>550</sup> . Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Boréal, 1993, p.344.

représentations collectives signifiantes pour ceux auxquels on les destine et formule. Dumont a déjà écrit de la mémoire qu'elle devait être à l'origine de la méthode, laissant entendre par là que l'historien doit faire preuve d'une certaine piété envers la tradition à partir de laquelle l'histoire doit nécessairement trouver ses premières lignes de fond, les principales options disponibles à partir desquelles faire du sens avec un passé qui n'en est pas nécessairement dépourvu complètement<sup>551</sup>. De ce point de vue, Jean-François Lisée, Pierre Duchesne, Pierre Godin, Hélène Pelletier-Baillargeon, Normand Lester et Christian Dufour, et quelques autres, sont de grands historiens qui honorent la tradition historiographique franco-qubécoise en la retrempeant dans les dispositions déjà inscrites dans la conscience nationale et qui en forment la trame sous-jacente, connue de tous, même si le sens n'en est pas donné une fois pour toutes. D'une certaine manière, ces historiens révèlent à elle-même la conscience historique francophone et rendent possible son déploiement de manière inédite en prolongeant au fil des circonstances les possibilités interprétatives qu'elle contient.

*Maurice Séguin et la rénovation de l'interprétation nationaliste*

*Cet après-midi, Maurice Séguin donne son cours, sur le Rapport Durham. Nous, ses étudiants, première et deuxième années réunies, nous nous présentons en classe une demi-heure à l'avance et nous nous affairons à la décorer du fleurdelysé et du drapeau des Patriotes. Puis, dans le silence et l'obscurité nous attendons l'arrivée de celui qui, plus que quiconque, nous paraît aujourd'hui mériter des remerciements collectifs.*

*Lorsqu'il entre, l'ovation debout que nous lui adressons le laisse un long moment interdit. Surpris, contenant mal son émotion devant l'hommage d'une jeunesse qui voit en lui le principal artisan de cet An 1 qui pour nous vient de commencer, le vieux Séguin s'avance et laisse tomber : « Pour ce qui me concerne, merci. Quant à eux, attendons de les voir à l'oeuvre ».*

*Lucia Ferretti*

Nous en arrivons à Séguin, qu'on ne retrouve pas nécessairement en fin de parcours, mais qui est plutôt celui ayant formulé le plus explicitement les paramètres par lesquels la conscience historique franco-qubécoise a pu se redéfinir au tournant des années 60 – paramètres qui sont ceux dans lesquels évoluent les historiens nationalistes – en rénovant le nationalisme de l'intérieur plutôt qu'en en sortant pour livrer le Québec aux perspectives cosmopolites mises de l'avant par une certaine partie de l'élite de

<sup>551</sup> . Fernand Dumont, *Le sort de la culture*, L'hexagone, 1987, 393 p.

l'époque, disposée à l'intégration lucide dont faisait la promotion Maurice Lamontagne, en militant contre la politique d'autonomie provinciale du gouvernement Duplessis<sup>552</sup>. Disons le tout de go : les historiens de l'École de Montréal ont assuré la possibilité d'une modernisation nationale de la société québécoise, en évitant que la sortie de la société traditionnelle n'implique au même moment la mise à mort du peuple québécois, ce qui était très certainement l'inquiétude première du vieux nationalisme canadien-français à la Minville. On parlera de l'influence déterminante de Séguin dans le remodelage de la conscience historique canadienne-française au tournant des années 50. Contrairement aux cité-libristes qui se présentaient pour d'éclairés citoyens du monde, les historiens nationalistes de l'École de Montréal ont donné la possibilité au nationalisme francophone de dépasser ses contradictions les plus manifestes en le recentrant sur une tâche historique à parachever, la reconquête, par la reprise d'une lutte indépendantiste devant assurer la constitution d'un État français indépendant en Amérique du nord. Plus généralement, les historiens de l'École de Montréal ont moins laissé une méthode que des paramètres, une certaine idée de l'histoire à faire, de la tâche à accomplir, du destin à achever – pour paraphraser le Général, une certaine idée de l'histoire du Québec.

L'historien est un idéologue lourd, écrit justement Paul Yonnet<sup>553</sup>. L'historien national n'est-il pas celui qui trouve à rénover les paramètres de la conscience historique de sa collectivité de manière à favoriser son émancipation ? Mais le véritable historien national, et Séguin, cela m'apparaît évident, en est-un, tout comme Groulx l'a été, n'est-il pas celui qui explicite ces paramètres tels qu'ils étaient déjà contenus dans l'imaginaire collectif, sans prétendre pour autant les inventer ? Séguin n'a pas inventé l'aspiration des Québécois à l'indépendance : après Groulx qui l'avait ramené au début des années vingt dans le domaine du pensable historiquement, il l'a formulée dans le domaine du pensable politiquement, par-delà un certain pessimisme qui lui faisait douter de son avènement. L'Action française des années 20 a rendu possible la modernisation, dans le bon sens du

---

<sup>552</sup> . C'était spécialement la thèse avancée par Maurice Lamontagne, *Le fédéralisme canadien. Évolution et problèmes*, Les Presses de l'Université Laval, 1954, 298 p. Perspectives de dissolution collective dont le régime Godbout a probablement donné la pire image possible, dans un mandat désastreux, ayant consacré la subordination du peuple québécois dans plusieurs domaines d'intérêt national. Il est bien possible que le gouvernement Charest en actualise aujourd'hui la possibilité dans une perspective conservatrice.

<sup>553</sup> . Paul Yonnet, *François Mitterrand le Phénix*, Éditions de Fallois, 2003, p.140

terme, du nationalisme canadien-français<sup>554</sup>, en le recentrant sur son domaine laurentien, en fermant l'hypothèse bourrassiste d'un déploiement pancanadien du groupe canadien-français, mais c'est Séguin qui a parachevé cette modernisation en investissant le nationalisme de la seule option qu'il croyait susceptible d'en actualiser toutes les possibilités<sup>555</sup>. Il y a chez Séguin une certaine idée d'un Québec accédant avec les autres nations occidentales au statut de peuple normal; autrement dit, l'aspiration à une normalité fondamentale, à la normalité existentielle. N'est-ce pas aussi l'histoire que nous raconte pêle-mêle Godin, Duchesne, Lisée, Lester, et plusieurs autres, sur un mode mineur, lorsqu'ils définissent la trame à partir de laquelle ils élaboreront leur récit historique. Ces historiens ne nous racontent-ils pas finalement l'histoire que Séguin a rendu intellectuellement possible, ne sont-ils pas les relais éclairés d'une forme de séguinisme historiographique qui radicalisait lui-même le nationalisme groulxien en la déprenant d'une philosophie sociale et politique trop prise dans un certain catholicisme rendant difficilement pensable la question de l'origine du pouvoir<sup>556</sup>? N'est-ce pas

---

<sup>554</sup> . Susan Mann, *Lionel Groulx et l'Action française. Le nationalisme canadien-français dans les années 1920*, VLB éditeur, 2005, 193 p.

<sup>555</sup> . Guy Frégault, *Lionel Groulx tel qu'en lui-même*, Leméac, 1978, 237 p. Pour une expression contemporaine du nationalisme intégral à la québécoise, Robert Laplante, *Chronique de l'enfermement. Écrits sur la minorisation du Québec*, L'Action nationale éditeur, 2004, 264 p.

<sup>556</sup> . Groulx, qui s'ouvrait facilement à l'idée d'indépendance, se refusait toutefois à la fonder sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et faisait généralement porter aux circonstances historiques à venir la responsabilité de casser la prison canadienne à la place des nationalistes québécois, qui devaient préparer la souveraineté sans nécessairement la provoquer, ce que lui reprochèrent bien de ses disciples, et parmi ceux-là, les Jeunes-Canada, qui voulaient pousser plus loin le nationalisme groulxien en rompant avec un certain attentisme stratégique qui le caractérisait. Lionel Groulx, *Mes Mémoires*. T.3, 1972, Fides, p.283. Il donnait finalement son avis, à l'aube de la renaissance indépendantiste, à Raymond Barbeau, en avouant que la souveraineté, si elle devait advenir, ne serait pas le fruit d'une initiative québécoise, mais plutôt, la réaction de la classe dirigeante devant une impasse manifeste et apparemment définitive du fédéralisme canadien, qu'il anticipait dans un peu moins d'un demi-siècle, au moment de faire son pronostic, en 1962, lorsqu'il disait que « l'indépendance viendra de nos dirigeants acculés à de fatales impasses ». Lionel Groulx, *Mes Mémoires*. T.4, Fides, 1974, p.350. Il y a néanmoins chez Groulx une forme assez originale de nationalisme de tonalité ultramontaine poussé le plus loin possible sans jamais rompre philosophiquement avec les grands principes d'une philosophie catholique qui se refuse à penser radicalement la question du pouvoir, de la souveraineté, dans sa dimension doublement démocratique et nationale. Raison parmi d'autres qui explique que Groulx ait aisément pensé les droits politiques du Canada français, puis du Québec, dans la perspective du parlementarisme britannique, qui reconnaît la possibilité d'un régime démocratique sans nécessairement poser la question de la fondation démocratique du pouvoir politique. D'ailleurs, il y a potentiellement une tension difficile à surmonter dans un nationalisme cadré dans une forme catholique, qui s'est manifesté avec la crise d'Action française, en 1926, à travers les deux

d'ailleurs une raison de se réjouir, cette adhésion presque intuitive, non problématisée, à l'idée d'une histoire nationale tendant vers un certain achèvement devant permettre de s'arracher une fois pour toutes à une Conquête qui ferait encore sentir plus qu'on veut le reconnaître ses effets, comme le soutient bien encore aujourd'hui un Christian Dufour, par ailleurs réservé envers un certain souverainisme<sup>557</sup>? En fait, l'écriture de l'histoire, c'était une conviction forte chez Dumont, si elle doit se soumettre bien entendu à l'encadrement méthodologique de rigueur – auquel personne ne pense, ni ne veut échapper- n'en demeure pas moins une forme explicite de travail idéologique d'une société sur elle-même, par laquelle elle se dédouble en instituant symboliquement sa culture comme représentation collective indispensable à sa reconnaissance comme monde commun. En se tenant loin des modes idéologiques contemporaines, qui nous apprennent toujours, semble-t-il, qu'il n'est plus possible de proposer une histoire unifiée, par le fait national et dans son lieu politique, l'historiographie nationaliste et populaire n'assume-t-elle pas une fonction conservatrice indispensable dans notre société, en préservant la cohésion nationale et sociale de la dissolution de l'être-ensemble qui vient fatalement avec la mise en scène de la société des identités comme nouvelle représentation de la communauté politique<sup>558</sup>.

### *Penser la Révolution tranquille*

*Il faut donc agir au niveau de l'actualité, où rien ne s'engage sans quelque risque, c'est-à-dire, donnant à ce mot la plénitude de sa signification, sans une certaine mesure de hasard. Par ailleurs, il ne laisse pas de s'imposer davantage, j'en suis fermement convaincu, de construire une action fondée sur le roc de la continuité : donc oeuvrer au niveau des situations.*

*Guy Frégault*

Plusieurs se questionnent sur les raisons expliquant la durabilité du grand récit de la Révolution tranquille : n'aurait-elle pas généré son lot d'effets pervers, un modèle de

---

exigences contradictoires qu'auront formulé ses disciples au moment de la décision de Rome : politique d'abord, ou spirituel d'abord ?

<sup>557</sup> . Christian Dufour, *Lettre ouverte aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens demeurés fidèles au Québec*, Stanké, 142 p.

<sup>558</sup> . Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Athéna éditions, 2004, 184 p.

société passablement bloqué, difficilement renouvelable et immobilisé par les trop nombreux corporatismes, doublant un pesant appareil d'État d'une certaine éthique sociale libertaire reposant sur le délabrement des institutions sociales traditionnelles<sup>559</sup>? Avec des nuances, c'était l'avis donné récemment par les signataires du Manifeste pour un Québec lucide<sup>560</sup> et de certains chefs politiques décidés à faire basculer la société québécoise dans un nouveau moment historique, Mario Dumont, par exemple, affirmant que « depuis plusieurs décennies, [le] Québec a été fragilisé par de graves erreurs de parcours », qu'il doit pour cela « reprendre de la vigueur », ce qui ne passera pas sans confronter certains Québécois qui « n'ont pas encore été sevrés de la Révolution tranquille »<sup>561</sup>. Ne pensons pas toutefois que cette remise en question est très neuve, qu'elle n'a pas été préparée intellectuellement, comme l'a fait remarquer le jeune philosophe nationaliste Dave Anctil, qui trouve une correspondance, à notre avis bien pensée, entre les discours qui déconstruisent l'idée d'un redressement québécois et la montée politique de forces qui

---

<sup>559</sup> . Par ailleurs, la critique excessive d'une certaine modernité technocratique nous conduit à oublier le fait central qu'une petite collectivité francophone en Amérique du Nord devra toujours reconnaître au politique une importance plus grande que les autres nations, qu'elle ne peut se permettre une conversion totale au libéralisme, et spécialement pas au libéralisme identitaire qui opère une dépolitisation du problème québécois, même dans sa dimension linguistique. Pour deux exemples de cette dérive libérale, par deux intellectuels par ailleurs décentrés du circuit intellectuel national, plus en dialogues avec une certaine pensée anglo-saxonne qu'avec la pensée québécoise, on lira Jean-Luc Migué, *Étatisme et déclin du Québec. Bilan de la Révolution tranquille*, Varia, 1999, 246 p. et Gilles Paquet, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*, Liber, 1999, 159 p. Pour le problème du libéralisme identitaire, qui ne parvient pas à penser la protection politique de la langue et de la culture françaises au Québec, on lira le malheureux dernier ouvrage du Conseil supérieur de la langue française, qui n'est pas loin de discréditer finalement tout le travail politique mené depuis la proclamation de la Charte de la langue française pour faire du Québec une société française. Alexandre Stefanescu et Pierre Georgeault, *Le français au Québec. Les nouveaux défis*, Fides, 2005, 622 p. Disons simplement ici que c'est probablement le premier problème du libéralisme, spécialement pour les petites nations qui ont besoin d'un État fort pour assurer leur sécurité culturelle et leur cohésion collective, cette difficulté à penser le pouvoir et la contrainte publique autrement que pour assurer la seule préservation des libertés publiques, ce qui est certainement une tâche de l'État, mais qui ne peut certainement pas être la seule, pourvu qu'on accepte l'idée que le problème démocratique ne s'achève pas avec la seule protection des droits de l'homme. Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002, p.326-385

<sup>560</sup> . Collectif, *Manifeste pour un Québec lucide*, <http://www.pourunquebeclucide.com/documents/manifeste.pdf>, novembre 2005.

<sup>561</sup> . Mario Dumont, *Avoir le courage de ses convictions. 18 ans d'engagement pour le Québec*, Éditions Les Sociétaires, 2005, p.15

espèrent reconstruire la démocratie québécoise en la déprenant de son principal problème historique, celui qu'elle s'était pensée responsable de résoudre<sup>562</sup>.

Car ils sont effectivement très nombreux à questionner les mythes fondateurs du Québec contemporain, pour les crever, un par un, et remettre en question cette idée que la société québécoise aurait accumulé les progrès depuis un demi-siècle. Ils sont nombreux, et ils sont jeunes. Ils sont jeunes, et ils sont articulés. Ils sont articulés, et ils sont décidés à ne plus permettre le recouvrement de toute la tradition canadienne-française par le grand récit de la modernisation sociale québécoise<sup>563</sup>. Ils s'affichent d'une nouvelle sensibilité, attentive aux problèmes de la modernité sociale et culturelle, politique et économique. Héritiers d'une déception, ils veulent la comprendre, puis critiquer les institutions dominantes de leur société, la québécoise, on ose croire, pour la dévier dans une nouvelle direction historique. Faut-il reconnaître du vrai à cette critique ? Nous n'y sommes pas encore, mais nous ne parviendrons pas non plus à le faire si on ne porte pas attention à l'idée de la Révolution tranquille qu'ils ciblent avec leurs critiques – donnons néanmoins une réponse sommaire : probablement, du moins en partie, n'ont-ils pas complètement tort, pourvu qu'ils ne se trompent pas de cible<sup>564</sup>, ce qui ne va pas toujours de soi, spécialement pour ceux qui reprochent à la Révolution tranquille toutes les maladies sociales qui ont contaminé les sociétés occidentales sur un demi-siècle, tout en la chargeant rétrospectivement d'une promesse sociale si immense qu'elle ne pouvait évidemment que décevoir ceux qui y avaient investi une pleine espérance<sup>565</sup>. Distinguons néanmoins entre la nécessaire restauration d'une certaine continuité historique entre

---

<sup>562</sup> . Dave Anctil, « L'homme fini et la génération Argument », in *L'Action nationale*, n.2, février 2006, p.84-93. Antoine Robitaille a lui perçu cette correspondance entre une certaine désillusion intellectuelle « de gauche » envers la Révolution tranquille, et l'apparition de partis travaillant à déconstruire le modèle québécois. Antoine Robitaille, « *La face cachée de la Révolution tranquille* », *Le Devoir*, 9 novembre 2002, G12

<sup>563</sup> . Éric Bédard et Xavier Gélinas, « Critique d'un néo-nationalisme en histoire du Québec », in *Les idées mènent le Québec, essais sur une sensibilité historique*, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p.73

<sup>564</sup> . Jacques Beauchemin, *La Révolution tranquille : le temps du désenchantement*, in Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, VLB éditeur, 2000, p.95-105.

<sup>565</sup> . Sur le problème de l'espérance en politique, on lira Jean Roy, *Le souffle de l'espérance. Le politique entre le rêve et la raison*, Bellarmin, 2000, 608 p.

l'avant et l'après 1960, et cette idée de juger de manière globalement négative toute la Révolution tranquille, comme s'il fallait faire débiter la grande noirceur en 1960 plutôt que l'y faire finir, comme a pu le laisser entendre Stéphane Kelly<sup>566</sup>.

Pour quelles raisons, néanmoins, la pensée québécoise, à tout le moins les nouvelles générations désireuses de se faire les dents contre un mythe qui semble charpenter toute la conscience historique francophone, s'ouvre-t-elle à la déconstruction radicale de toute une manière d'envisager le parcours historique de leur communauté d'appartenance, celle clivant désormais la société québécoise en deux, et situant les contemporains du bon côté de la césure ? Sociologue de la modernisation catholique à la canadienne-française, E.-Martin Meunier se fait sévère, envers ce qu'il pense être l'image de la Révolution tranquille empreinte dans la conscience collective.

On prétend qu'il est toujours dangereux d'attaquer un mythe fondateur. Le détruire, c'est non seulement détruire une part du récit qui constitue la trame de notre identité, mais c'est parfois altérer jusqu'à notre faculté de mémoire collective. Autrement dit, qui s'attaque au réel peut ruiner le symbolique. Or, le symbolique qui ne porte plus de sens n'est plus un signe, mais bel et bien une simagrée. Et si la Révolution tranquille ne se solde que par une gigantesque techno-bureaucratie patronnée par une péquisterie, avec sa culture d'entreprise sans culture, ses commissions bavardes, ses sommets sans cime et son projet juste pour rire, pourquoi dès lors préserver le mythe d'une Révolution tranquille qui nous aurait supposément apporté une modernité laïque, socialiste, participative et quasi-républicaine<sup>567</sup> ?

La conscience historique, telle que refaite dans le mythe de la Révolution tranquille, serait toute investie dans un modèle québécois paralysé et paralysant, social-technocratique bien davantage que social-démocratique<sup>568</sup>, et fait pour entretenir les parvenus du régime, qui

---

<sup>566</sup> . Stéphane Kelly, « Introduction », *Les idées mènent le Québec, essais sur une sensibilité historique*, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p.1-11.

<sup>567</sup> . E.-Martin Meunier, « Un nouvelle sensibilité pour les enfants du concile », *Les idées mènent le Québec, essais sur une sensibilité historique*, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p.95-96

<sup>568</sup> . On se demandera bien évidemment ce que pourrait bien être une social-démocratie sans technocratie ni bureaucratie, ou le politique sans tout l'appareil administratif d'un État moderne. Mais laissons ces questions en chantier pour un autre texte.

ne serait finalement qu'une « république de satisfaits »<sup>569</sup>. Cette position exprime bien l'avis des historiens, ils sont nombreux, qui se réclament d'une nouvelle sensibilité en histoire cherchant à reconstruire la conscience historique québécoise en la déprenant du mauvais mythe d'une refondation toute récente contemporaine d'une certaine modernisation sociale, dont l'État aurait été le principal artisan, après le suicide institutionnel de l'Église québécoise. La modernisation québécoise prend ainsi l'allure d'une longue marche des technocrates, décidés à reconstruire la société à grand plan d'ingénierie sociale ce qui aurait donné lieu à une technobureaucratization avancée de toute la société dont une classe moyenne nouvellement formée autour des institutions publiques aurait profité<sup>570</sup>. Pour le dire avec Éric Bédard, qui travaille d'ailleurs à rénover un certain conservatisme fait pour la société québécoise, s'il faut déconstruire le récit de la Révolution tranquille, c'est qu'il serait révélateur d'un projet net, celui de convertir la société québécoise au « modernisme radical » caractérisée par l'amnésie collective et le déploiement d'un « monstre technocratique empêtré dans la gestion du quotidien et le problem solving »<sup>571</sup>.

Mais ce qui intéresse la nouvelle sensibilité historiographique, ce sont surtout les origines désormais « personalistes » de la Révolution tranquille ce par quoi on pourrait comprendre de quelle manière et à quel moment la société québécoise aurait raté sa modernisation – on parle désormais, pour nommer ce maillon invisible dans la pensée francophone au Québec, de chaînon manquant. Dans un petit ouvrage, Meunier et Warren, ont travaillé à faire ressortir la préparation intellectuelle de la Révolution tranquille à l'intérieur de la matrice du christianisme de gauche, pratiqué par les disciples

---

<sup>569</sup> . Antoine Robitaille, « La face cachée de la Révolution tranquille – Entretien avec J-P. Warren et E.-Martin Meunier », *Le Devoir*, 9 novembre 2002, G12.

<sup>570</sup> . Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Éditions Saint-Martin, 1990, p.61-98, Jean-Jacques Simard, *La longue marche des technocrates*, Éditions coopératives Saint-Martin, 1979, 198 p. , Jean-Jacques Simard, *L'éclosion. De l'ethnicité canadienne-française à la société québécoise*, Septentrion, 2005, 350 p.

<sup>571</sup> . Éric Bédard, « Préface », in E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon personaliste de la Révolution tranquille*, Septentrion, 2002, p.25, 23

de Mounier au Canada français<sup>572</sup>. Les origines de la Révolution tranquille seraient progressistes, dans le désir de conversion de la société québécoise à l'utopie sociale du personnalisme chrétien. Ainsi, c'est toute une génération, celle de l'après-guerre québécois, qui aurait trouvé de nouvelles finalités à investir dans la pensée d'Emmanuel Mounier, elle-même en continuité à sa manière avec l'action catholique qui avait préparé de loin le catholicisme québécois à accueillir positivement la question sociale et le problème de l'engagement du chrétien dans la cité, participant nécessaire à l'édification temporelle d'un monde plus juste. Nos deux historiens retracent donc le moment de cet engagement et le rôle social de l'Église comme acteur historique, autrement central dans la morphologie institutionnelle du Canada français. Si la modernisation sociale québécoise n'avait pas multiplié les ratés, il aurait donc été possible ici de restaurer une certaine idée de la communauté donnant le primat à la personne sur l'individu, ce qui serait l'idéal, à la fois politique du personnalisme comme philosophie sociale. La Révolution tranquille serait donc une révolution trahie dans ses idéaux progressistes, ou déournée dans sa recherche de la justice sociale, et la seule manière d'en préserver une trace positive dans la conscience collective le serait à travers ces idéaux, ceux des chrétiens de gauche, qui nous auraient appris que l'épanouissement de la personne doit être au centre du problème politique, la société contemporaine étant bien loin de cette perspective communautaire, sa droite penchant vers le consumérisme marchand, sa gauche célébrant l'État qui quadrillerait tout le social avec son appareil technocratique.

Que penser de cette reconstruction forcée des origines de la Révolution tranquille ? Car c'est de la signification de la Révolution tranquille dans l'histoire du Québec français dont il est finalement question. Et plus généralement, que penser de ce procès sans cesse refait à la Révolution tranquille, dans la conscience collective, par plusieurs qui ne cessent de s'étonner du profond enracinement de la Révolution tranquille dans la trame narrative par laquelle les Québécois accèdent à leur histoire ? Disons tout de suite de la nouvelle sensibilité qu'elle privilégie une histoire du Québec centrée sur la question sociale – c'est d'ailleurs comme domaine susceptible d'assurer un lieu d'incubation à une éthique sociale de la solidarité que le religieux attire leur attention. Ainsi, Jean Gould, le sociologue de l'éducation, donne son avis sur le principal problème

---

<sup>572</sup> . E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Septentrion, 2002, 207 p.

politique à définir après l'inspection nouvelle des origines de la modernité québécoise. « La question de l'heure n'est plus de savoir si le Canada français existe encore avec son nationalisme « ethnique » ou si l'indépendance du Québec est possible avec un nationalisme inclusif, mais de préserver les institutions politiques et scolaires des technocraties fédérale, nationale, militante ou globalisante »<sup>573</sup>. De la même façon, Meunier, dans sa description d'une image faussement magnifiée selon lui de la Révolution tranquille, ne la qualifie pas du tout dans sa dimension nationale – il se désole plutôt du non avènement de la promesse communautaire, socialiste, républicaine, qu'il trouvait à l'origine de l'engagement des chrétiens de gauche investis dans l'action sociale et politique. Il serait aisément possible de multiplier les citations confirmant cette centration de la nouvelle sensibilité sur la question sociale et son peu d'intérêt conséquent pour la question nationale, ce qui n'est pas sans nous rapprocher d'un Jocelyn Létourneau qui aimerait bien voir les Québécois trouver une manière de s'approprier la tradition sans la nation.

Et c'est là fondamentalement l'impasse, me semble-t-il, de cette histoire qui pense découvrir une manière de raconter le Québec en dehors du cadre interprétatif généralement disponible pour ceux qui s'intéressent à son passé : on cherche à faire l'impasse sur la question nationale, qui est pourtant la trame de fond de l'histoire francophone au Québec, et que la pensée québécoise a travaillé à reconstruire patiemment et intellectuellement tout au long du vingtième siècle, et qui, à sa manière, avait aussi déterminé le XIX<sup>ème</sup>. La relecture personnaliste cherche à se réapproprier positivement les idéaux de la Révolution tranquille, mais elle fait erreur, en confondant l'engagement social des chrétiens de gauche et la profonde aspiration nationaliste dont les années 60 furent investies. Cela dit, une génération intellectuelle ne fait pas une cohorte de petits Québécois honorant les vertus nationales. Ce n'est pas au nom du Christ que les Québécois se sont ralliés à la nationalisation de l'électricité à l'élection de 1962, mais en répondant à l'appel du Maître chez nous, d'abord exprimé par Groulx qui a labouré la première moitié du siècle avec un soc national très profond, mais dont les historiens de l'École de Montréal ont seul tiré toutes les conséquences. Meunier, qui l'exprime mieux

---

<sup>573</sup>. Jean Gould, « Le genèse catholique d'une modernisation bureaucratique », in Stéphane Kelly (dir), *Les idées mènent le Québec, Essais sur une sensibilité historique*, Les Presses de l'Université Laval, p.174

que les autres, se désolé de la cassure faite dans la représentation de l'histoire québécoise entre un passé tout traditionnel et un présent complètement moderne, comme si les Québécois avaient renié leur passé en accédant à la maturité historique. « La Révolution tranquille, naguère considérée comme le moment de passage de la tradition à la modernité, est aujourd'hui plutôt interprétée comme la dissolution des institutions d'encadrement social et comme la fondation d'une organisation étatique qui, progressivement, aurait perdu sa finalité au point de n'avoir désormais pour but que l'adaptation à l'environnement et la gestion des conflits sociaux »<sup>574</sup>. La nation, encore là, n'est même pas mentionnée, le nationalisme non plus. Ce qui l'empêche de voir de quelle manière les Québécois ont rénové leur principale tradition au tournant des années soixante, en radicalisant leur nationalisme pour l'actualiser politiquement. Car c'est toute une tradition québécoise qui se déverse dans le domaine public dès les années soixante, avec la conversion de tous les partis en place aux principaux thèmes pendant longtemps diffusés par les milieux nationalistes. Et c'est peu dire que le nationalisme est mieux diffusé sur un mode populaire que les subtilités philosophiques du personnalisme chrétien<sup>575</sup>. La relecture personnaliste des intentions premières de la Révolution tranquille, en croyant trouver le chaînon manquant d'une histoire qui s'expliquait pourtant très bien par elle-même, travaille en fait à dénationaliser sa représentation, à la dépolitiser, aussi, en faisant primer le catholicisme sur le nationalisme, et plus largement, le religieux sur le politique<sup>576</sup>. C'est parce que la Révolution tranquille, dans la

---

<sup>574</sup> . E-Martin Meunier, « Un nouvelle sensibilité pour les enfants du concile », in *Les idées mènent le Québec, essais sur une sensibilité historique*, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p.106

<sup>575</sup> . Je me permets un mot sur l'incapacité du personnalisme, et des personnalistes, à penser la politique et le politique. Au moment de l'invasion allemande de 1940, la plupart des personnalistes voient, et plus que bien des nationalistes plutôt maurrassiens qui prendront le chemin de la résistance, une occasion de régénération morale de la nation française, à conduire sous la direction du maréchal Pétain, qui reprend tous les thèmes communautaires circulant dans les milieux proches de la revue *Esprit*. Ils se retrouveront donc, pendant trois ans, à l'École des cadres d'Uriage, fabrique à cadres vichystes, pour mener la révolution nationale envisagée par ceux qui voyaient dans la défaite l'occasion de se restaurer moralement, et même politiquement, avec le soutien de l'État français. Il leur fallut trois ans (!) pour décider que la priorité, lorsque son pays est envahi, n'est pas de le restaurer moralement mais de bouter l'occupant dehors, le rétablissement de l'indépendance nationale étant le premier devoir du patriote un tant soit peu informé des réalités de ce monde et ne spéculant pas dans les nuages d'une mauvaise philosophie morale. Bernard Comte, *Une utopie combattante : l'école des cadres d'Uriage*, Fayard, 1991, 639 p.

<sup>576</sup> . Alors qu'il serait pertinent d'explorer de nouveau l'hypothèse avancée par Gabriel Dussault, sur la fonction nationale du religieux dans l'identité québécoise, et par-là, du caractère non-

conscience historique francophone, n'est justement pas d'abord pensée comme une entrée dans la modernité, mais bien comme une Révolution nationale, à demi-ratée certes, mais pas complètement, parce qu'elle a redonné à la majorité francophone du Québec un vrai contrôle sur son destin, qu'elle demeure fondamentalement positive auprès d'une majorité francophone, qui voit s'ouvrir en 1960 la possibilité de renverser la vieille domination qui laissait toujours le Québec à la périphérie de lui-même dans tous les domaines indispensables à l'institutionnalisation d'une société moderne. Impossible institutionnalisation, par ailleurs, avec ses conséquences intellectuelles évidentes. À défaut de s'institutionnaliser dans le cadre de l'État, la société canadienne-française a multiplié les ouvertures théoriques, le corporatisme est une de celles là, pour instituer de manière totalisée la nation en dehors des lieux les plus visibles du politique, où pesait sur elle la domination anglaise.

La pensée sociale canadienne-française était toute emplie de cette volonté de résister, mais elle n'en demeure pas moins une pensée miséreuse, privée d'un cadre institutionnel véritable où investir les finalités collectives qu'elle formulait. En fait, si la Révolution tranquille demeure un mythe vivant, susceptible de mobiliser encore les Québécois dans le prochain avenir, c'est parce qu'elle symbolise l'appel de la reconquête, enfin entendu, après l'échec des différentes tentatives nationalistes durant un siècle de délabrement national. Mentionnons pour fin de prochaine enquête les nombreux avortements du nationalisme canadien-français jusqu'aux années 60 dans son expression politique : d'abord le mercierisme, première manifestation d'une politique canadienne-française centrant son ambition sur le domaine québécois. Ensuite le nationalisme des années 20, partiellement séparatiste. L'Action libérale nationale, qui formule trente ans trop tôt le programme de la Révolution tranquille et met de l'avant ce qui deviendra le nationalisme économique. Le nationalisme du Bloc populaire, qui cherche à réinvestir le problème national dans la politique québécoise au moment d'une conscription ouvrant de nouveau la question du séparatisme, quoique sur un mode conditionnel<sup>577</sup>. Il faudrait entreprendre l'étude du réinvestissement progressif du nationalisme dans la politique provinciale québécoise dans la première moitié du vingtième siècle, à travers les

---

essentiel, bien qu'évidemment non négligeable, du catholicisme pour comprendre la dynamique identitaire la plus profonde du peuple québécois. Gabriel Dussault, *Le Curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec, 1850-1900*, Hurtubise-HMH, 1983, 392 p.

<sup>577</sup> . André Laurendeau, *La crise de la conscription*, Les éditions du jour, 1962, p.43

mouvements qui l'ont porté, les thématiques qui l'ont défini, les hommes qui l'ont incarné<sup>578</sup>. On évoquera sans problème, dans le cadre d'une communauté politique démocratique, une mise en échec systématique de tout soulèvement nationaliste, ce qui provoquera par ailleurs, le déploiement du nationalisme en mouvement, plutôt qu'en formation politique durable, l'esprit de parti étant généralement considéré négativement dans la culture politique des nationalistes<sup>579</sup>. Ce qui donnera lieu aussi à une culture politique développant le culte des hommes exceptionnels, ceux pouvant renverser par l'appel au peuple des institutions vétustes empêchant la pleine expression des intérêts nationaux canadien-français – qu'on pense à Bourassa, le premier, avant sa crise de scrupule religieux, à Armand Lavergne, le député nationaliste des années 1900, puis 1910, au trio des nationalistes de Québec, dont René Chalout et Philippe Hamel furent les plus connus, à tous ces députés, finalement, qui incarnèrent, durant ses premières décennies, les espoirs du mouvement nationaliste.

La Révolution tranquille tranche avec ce perpétuel refoulement du nationalisme aux marges de l'espace politique en investissant dans le langage politique, et plus encore, dans la culture politique majoritaire une série de thématiques nationalistes, qui donnent l'impression de récapituler le passé canadien-français en révélant le sens de la survivance, qui n'est plus une fin en elle-même, mais seulement la dure période de recomposition des énergies nationales pour les canaliser de nouveau dans un projet de redressement collectif. Faut-il faire mention des slogans qui s'enchaînent en se durcissant ? Maître chez nous est sans équivoque. Égalité ou indépendance pose clairement la question du statut du

---

<sup>578</sup> . Ajoutons à ces expressions nombreuses du vieux nationalisme francophone l'Union nationale, qui a précédé le mouvement souverainiste dans le recentrement québécois de la politique canadienne-française. Duplessis, on peut lui reconnaître, a parmi les premiers, dans la classe politique, pensé la possibilité d'un parti québécois indépendant de la structure partisane canadienne, cadrée dans l'ordre fédéral. De cette manière, on peut considérer plus positivement l'apport historique de l'Action libérale nationale, qui sans parvenir, c'est le moins qu'on puisse dire, à faire appliquer son programme de réforme sociale et nationale par l'Union nationale, a néanmoins contribué à réinvestir une première fois la perspective nationaliste dans la politique québécoise en entreprenant une première autonomisation de l'espace public québécois. Cette idée a été récemment suggérée par Antoine Robitaille « La montée de l'ADQ, phénomène générationnel ? Les pronostics de Vincent Lemieux, datant de 1986, semblent se confirmer », *Le Devoir*, 21 octobre 2002. Conviction de Maurice Duplessis : le seul pouvoir dont disposent les francophones se trouve à Québec. Ce sont les conséquences de cette prise de conscience que tireront les meilleurs des Révolutionnaires tranquilles. Le pouvoir québécois, pouvoir francophone, doit être un plein pouvoir.

<sup>579</sup> . François-Albert Angers, *Pour orienter nos libertés*, Fides, 1969, p.145

Québec. En deux temps, c'est tout le programme nationaliste qui se trouve mis en synthèse, légitimé par les grands partis, avec la réouverture complète de la question nationale dans l'espace public. D'ailleurs, fait à remarquer, l'historiographie nationaliste et populaire a centré la plupart de ses travaux sur la Révolution tranquille, en en racontant sans cesse les exploits et les échecs dramatiques, un peu comme s'il était aisément perceptible dans la conscience populaire qu'à deux siècles d'intervalle, après l'échec du soulèvement des Patriotes, les Québécois recommençaient à gagner. Faut-il en vouloir aux peuples de s'intéresser à leurs victoires ? Aux moments où enfin, ils trouvent les forces pour se reprendre en main ? Avec la Révolution tranquille, le peuple québécois se ressaisit, se relève. Langage du propagandiste, dira l'historien officiel, pendant que le sociologue critique hochera doctement la tête pour voir dans cette pensée du nationalisme un consentement de mouton aux cris de ralliement populaires. Mais faut-il être si rusé, raisonneur ? N'est-il pas possible de consentir, non seulement pour le discoureur, mais aussi, pour l'analyste, à un vocabulaire qui fait sens pour les hommes et qui rend compte d'une dimension de l'action humaine insaisissable pour celui qui cherche à objectiver tout le discours social en le vidant des significations qui y sont investies, de l'intentionnalité qui lui fait porter une charge existentielle. Disons alors : langage indispensable pour penser l'histoire dans sa fonction sociale, langage indispensable à l'appropriation de son récit collectif par un groupe humain, par une collectivité nationale. C'est parce qu'ils parlent en métaphores que les hommes parviennent à se comprendre. C'est parce qu'ils personnifient la collectivité qu'ils s'y reconnaissent finalement, qu'ils trouvent à penser l'appartenance comme une dette qui vient lester la citoyenneté d'une indispensable charge morale, qui donne la possibilité ensuite de ressentir ce qui arrive à la collectivité par la médiation symbolique d'une identité qui est d'abord une conscience historique<sup>580</sup>.

Cette interprétation de la Révolution tranquille, centrée sur la question nationale et sa réouverture dans une lutte d'affirmation devant conduire à la pleine existence collective, n'est-ce pas d'abord la vision qu'en avaient les historiens de l'École de Montréal, comme a pu magnifiquement la décrire Guy Frégault dans deux livres exceptionnels qu'il faudra bien un jour se décider à relire, *Lionel Groulx tel qu'en lui-même* et *Chronique des années perdues*.

---

<sup>580</sup> . Fernand Dumont, *L'avenir de la mémoire*, Nuit blanche éditeur, 1995, p.96

Maintenant qu'elle est finie depuis longtemps, je dois tenir la Révolution tranquille pour ce qu'elle fut : une mutation exceptionnelle, apparemment née d'un hasard improbable, mais en réalité, créée un peu mystérieusement dans la patience d'une longue et obscure attente, et fragile. Fragile et indestructible comme l'espoir<sup>581</sup>.

Michel Brunet, dans de nombreuses conférences, héritant à sa manière du style combatif de l'abbé Groulx, a donné la même interprétation de cette « prise en main des Québécois » et voyant dans la Révolution tranquille le moment d'une renationalisation de l'État québécois par la majorité française<sup>582</sup>. Assumant la dimension nationale du duplessisme, Brunet donnait une belle idée de la continuité nationale qu'il faut retrouver dans l'évolution québécoise du dernier demi-siècle. « Les luttes autonomistes de Maurice Duplessis, l'adoption d'un drapeau québécois, l'institution d'un impôt provincial sur les revenus des particuliers, la création d'un ministère de l'Éducation, l'organisation de la Caisse de dépôt et de placement, la mise sur pied de l'Université du Québec, l'entrée dans l'arène politique du Parti Québécois et la campagne électorale de 1970 ne constituent que les principales étapes d'un mouvement historique récent qui rompt radicalement avec la tradition qu'avait imposée l'idéologie de la survivance »<sup>583</sup>. La Révolution tranquille ne correspond elle pas au moment de la mise en place des institutions du Québec national, pour reprendre l'expression de Richard Gervais<sup>584</sup>?

Séguin lui-même a témoigné d'une telle interprétation, tempérée par un désespoir augustinien, comme l'a remarqué Louis Favretti. Convenons que toute sa pensée le conduisait à accueillir positivement cette manifestation nouvelle du dynamisme national québécois. On peut parler, à mon avis, de la Révolution tranquille des nationalistes, dans la mesure où ces derniers ont fait d'une modernisation sociale et économique l'occasion d'un sursaut national, comme l'a bien remarqué Jean-Marc Léger, dans la mesure aussi où la vieille question de l'État français, de sa constitution, de ses finalités, de la

---

<sup>581</sup> . Guy Frégault, *Chronique des années perdues*, Léméac, 1976, p.157

<sup>582</sup> . Michel Brunet, *Notre passé, le présent et nous*, Fides, 1976, 278 p. Aussi, Michel Brunet, *L'historien Michel Brunet juge Pierre Elliott Trudeau*, Guérin, 2000, 89 p.

<sup>583</sup> . Michel Brunet, *Notre passé, le présent et nous*, Fides, 1976, p.145

<sup>584</sup> . Richard Gervais, « Citoyenneté et identité », *L'Action nationale*, février 2006, p.46

possibilité de son usage pour des fins nationales, fut enfin posée, sans qu'il soit possible de l'esquiver<sup>585</sup>. C'est parce qu'ils ont pu définir les questions investies dans l'espace public que les nationalistes ont pu centrer la deuxième moitié du vingtième siècle québécois sur la vieille question qui n'avait jamais quitté la conscience collective mais qu'une classe politique hésitante, loyale jusqu'à la servilité à des institutions l'asservissant, refusait de poser, sauf lorsque des hommes d'élites, suivis ensuite par le peuple, parvenaient à lui imposer. C'était le programme nationaliste tel qu'envisagé encore en 1957 par François-Albert Angers<sup>586</sup>. Angers, comme les autres nationalistes canadien-français, n'y est pas parvenu sans aide. En fait, pour le nationalisme traditionaliste, la tâche était impossible à relever, même si les paramètres intellectuels étaient en place pour donner à celui qui en aurait le génie la possibilité de recentrer la conscience historique francophone sur sa finalité première<sup>587</sup>. Autant doit-on faire de Groulx le père fondateur du nationalisme moderne au Québec, et pas seulement un de ses précurseurs, autant fallait-il radicaliser ce nationalisme en le déprenant d'un cadre intellectuel impropre à le déployer dans toutes ses conséquences. Ce fut le programme de la Révolution tranquille, tel que redéfini par les historiens de l'École de Montréal. On doit à Séguin et à ses deux collègues l'éclaircissement idéologique et intellectuel qui a donné à la conscience historique francophone la possibilité de se propulser dans une nouvelle synthèse, au moment où plusieurs craignaient son délitement, son épuisement, sa dissolution dans une modernité pas nécessairement très réceptive aux personnalités nationales fortes<sup>588</sup>. À sa manière l'École de Montréal a fait la preuve de la possibilité

---

<sup>585</sup> . Jean-Marc Léger, « Lionel Groulx : une voix et un message pour notre temps », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XXème siècle*, n.8, automne 1997, p.124. Une Révolution nationaliste, à la différence de la Révolution tranquille des personnalistes, qui les a conduit directement à Ottawa, pour défendre un fédéralisme plus conforme aux idéaux communautaires et supranationaux dont ils se réclamaient. André Burelle, *Pierre Elliott Trudeau. L'intellectuel et le politique*, Fides, 2005, 386 p.

<sup>586</sup> . François Albert Angers, *Pour orienter nos libertés*, Fides, p.141-153.

<sup>587</sup> . Michel Brunet, *La présence anglaise et les Canadiens*, Beauchemin, 1964, p.113-166.

<sup>588</sup> . On lui doit aussi une réconciliation définitive de la pensée nationaliste avec les moyens modernes du politique, concentrés dans l'État. L'antiétatisme de la pensée nationaliste, qu'on ne peut détacher du catholicisme qui lui en fournissait plusieurs paramètres, était un catholicisme qui sans être antipolitique, n'en demeurait pas néanmoins antiétatiste. Cette contradiction, au moins partielle, on la retrouve probablement de la manière la plus tendue chez Groulx, qui invitait la classe politique à faire un plein usage des compétences constitutionnelles canadienne-françaises

d'un gaullisme à la québécoise, existentiel et intellectuel. Car tout comme le gaullisme a pu sortir la vieille droite de ses tics idéologiques, pour la réconcilier avec une République devant restaurer dans ses cadres la forme monarchique de l'État en France, le néonationalisme, pour reprendre l'expression convenue, a dépris de sa gangue le vieux nationalisme canadien-français, pour le faire devenir québécois, en l'investissant du seul idéal permettant à la collectivité de se réconcilier avec son destin et par-là, assurer la normalisation définitive d'une petite nation française en Amérique du Nord.

*Penser l'indépendance*

*À l'inverse, les Canadiens français frémissaient dès qu'on faisait appel à leurs désirs d'autonomie : au point qu'alors plusieurs d'entre eux devenaient sourds à tout le reste.*

*André Laurendeau*

On peut craindre que le nationalisme ayant échoué dans la lutte indépendantiste, l'espace public ne s'embrouille, au mieux pour un temps, au pire définitivement, avec certaines conséquences désastreuses, possiblement fatales pour la conscience historique francophone. Pour cela, Robert Laplante invite les souverainistes à dramatiser leur projet en regardant « la béance historique qui s'ouvre devant un échec éventuel de l'accession à l'indépendance »<sup>589</sup>. Le débat sur la « nation québécoise » avec le basculement soudain de la classe intellectuelle souverainiste dans le nationalisme civique et pluraliste, avec son côté byzantin et franchement dévitalisé, en était peut-être un premier symptôme<sup>590</sup>. Serait-il mal venu de rappeler que Séguin avait déjà anticipé la possible régression morale et identitaire d'une nation québécoise ne parvenant pas à faire son indépendance, lorsqu'il dépeignait la possible médiocrité de la condition québécoise ? Le Québec doit-il vraiment servir de laboratoire identitaire à ciel ouvert pour théoriciens à la recherche d'une nation sans État à laquelle faire subir de force une métamorphose culturelle? Devant une telle

---

mais multipliait les freins à cette politique pour ne pas entraver l'influence du clergé dans l'organisation sociale.

<sup>589</sup> . Robert Laplante, *Chronique de l'enfermement. Écrits sur la minorisation du Québec*, L'Action nationale éditeur, 2004, p.247.

<sup>590</sup> . Je renvoie ici à l'essai remarquable de Richard Gervais, centré sur le problème de la régression identitaire de la lutte nationale à partir du moment où elle ne se pense plus dans sa dimension fondamentalement politique.. Richard Gervais, « Citoyenneté et identité », *L'Action nationale*, février 2006, p.45-72.

possibilité, il me semble que la pensée robuste de Séguin peut servir pour se tremper le caractère et reprendre le nationalisme dans toute sa force vitale. La relecture des Normes<sup>591</sup> et des ouvrages exemplaires de l'École de Montréal donne à l'historien une compréhension plus forte du parcours québécois : il donne aussi au penseur politique les moyens de penser à l'abri du pluralisme.

Je me permets certaines considérations supplémentaires sur l'intérêt d'une étude de cette historiographie nationaliste en tant qu'expression probablement la mieux faite de la conscience historique franco-québécoise. Il faut au Québec ouvrir le chantier d'une histoire de la mémoire telle qu'entreprise en France par Pierre Nora, ce que j'appellerais plutôt une sociologie de la conscience historique, qui travaille à retracer l'intentionnalité franco-québécoise telle qu'elle apparaît au fil des générations et telle qu'elle est redéfinie tout à la fois par les acteurs sociaux et les historiens qui cherchent à la formuler le plus explicitement possible. En fait, l'intentionnalité francophone doit être rouverte, une intentionnalité que Jacques Beauchemin n'hésite pas à nommer tel qu'on l'a toujours fait : un destin<sup>592</sup>. La vieille histoire, celle avant l'incroyance quant au national, savait encore nommer les choses. L'historien qui ouvrira cette question sans préjuger de sa pertinence y trouvera certainement la matière la plus intéressante à considérer : une matière existentielle, qui n'interpelle plus seulement le savant mais le citoyen qu'il ne cesse jamais d'être - Fernand Dumont ne nous a-t-il pas rappelé lui-même qu'en « reconnaissant son immersion dans l'histoire, le chercheur y puise l'indispensable moyen de la comprendre et de l'interpréter ; par là, il est un sujet historique comme les autres »<sup>593</sup>. Par ailleurs, ne faudrait-il pas retracer la conscience historique franco-québécoise à partir de la possibilité indépendantiste, autrement dit, en pensant chaque moment dans sa capacité à expliciter cette finalité de toute façon contenue dans l'imaginaire national. C'est évidemment le cadre dans lequel nous invitait à penser Séguin. Et c'est aussi dans ce cadre, répétons-le, que pensent les historiens nationalistes contemporains, qui conçoivent l'histoire récente du Québec à travers ses échéances

---

<sup>591</sup> . Pierre Tousignant (dir.), *Les normes de Maurice Séguin. Le théoricien du néo-nationalisme*, Guérin, 1999, 270 p.

<sup>592</sup> . Jacques Beauchemin, « Contre l'impuissance politique : s'assumer comme sujet de l'histoire », *Argument*, vol.7, n.2, printemps-été 2005, p.86-90.

<sup>593</sup> . Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Boréal, 1993, p.280.

nationalistes, qu'elles soient électorales, référendaires ou constitutionnelles. Ne faudrait-il pas récapituler la conscience historique francophone à travers une série de moments idéologiques où elle se rapproche ou s'éloigne, selon les circonstances, de son expression la plus puissante ? István Bibo, l'historien hongrois, mentionnait il y a un demi-siècle ce que pourrait être une histoire nationale recentrée sur la possibilité d'une indépendance pas encore advenue. Citons-le, en sachant rapprocher les contextes, comparer les situations. « Aujourd'hui, ce radicalisme est représenté avant tout par l'oeuvre de Petöfi dont l'action éclipse celle de tous les autres, mais qui, déjà à son époque, ne constituait pas un phénomène isolé ou mal intégré ; si nous n'avons pas gardé le souvenir des autres manifestations et personnages représentatifs du radicalisme, c'est parce qu'ils n'ont pas eu de descendance : ils n'auraient donné leur mesure que si la guerre d'Indépendance avait été victorieuse »<sup>594</sup>. De la même façon, l'histoire québécoise peut-elle vraiment se faire une cohérence sans s'avouer sa finalité indépendantiste ? Une finalité, quoi qu'on en dise, qu'on peut recueillir dans les dernières pages de la Genèse dumontienne, lorsqu'il invite les Québécois non pas « à renier la patience obstinée de jadis, mais à lui joindre enfin le courage de la liberté »<sup>595</sup>.

On peut même penser que l'historiographie risque bien de piétiner, de tourner en rond, tant que la prochaine étape de l'histoire québécoise ne s'écrira pas à la majorité référendaire dans les urnes. On se retrouve avec une réalité historique étrange, où le récit collectif achoppe sur l'incapacité du monde réel à faire surgir la finalité très profonde dont il est dépositaire. On le remarquera, dans la narration historique québécoise, l'histoire devient importante lorsque la possibilité de l'indépendance réapparaît. Ainsi, la biographie de Lévesque achoppe sur l'échec référendaire de 1980. Celle de Parizeau se termine brutalement avec celui de 1995. Jean-François Lisée fait le reproche à Robert Bourassa de ne pas avoir su saisir une occasion exceptionnelle où le destin québécois devenait enfin une possibilité politique, dont il aurait du se faire le maître d'oeuvre. Robert Laplante, inquiet devant la régression possible de l'idéal indépendantiste, évoque la possibilité d'un parcours historique sur quatre siècles se terminant sur un « non-

---

<sup>594</sup> . István Bibo, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Albin Michel, 1993, p.387.

<sup>595</sup> . Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Boréal, 1993, p.336.

lieu »<sup>596</sup>, le vieux désir d'indépendance devant s'accomplir ou entraîner la collectivité nationale dans sa déchéance<sup>597</sup>. Sans le circonscrire de manière aussi exacte, Jacques Beauchemin a repéré un vieux désir d'achèvement qui traverse de part en part la conscience historique francophone<sup>598</sup>. De manière moins précise, mais plus sociologique, Joseph Yvon Thériault parle d'une intentionnalité nationale<sup>599</sup>. Les propos des trois sociologues se croisent, ils réfèrent au même destin, assumé par nos historiens. Encore une fois, les paramètres explicités par Séguin demeurent inchangés. La conscience historique franco-québécoise et ceux qui la formulent s'y cadrent encore. Plus simplement dit : ne faudrait-il pas ressaisir cette intentionnalité à travers son expression politique et idéologique la plus conséquente. C'est à tout le moins question à ouvrir, qui, n'en doutons pas, s'inscrira très bien dans les préoccupations communes.

*Considérations supplémentaires sur l'écriture de l'histoire*

*Une nation s'éteint quand elle ne réagit plus aux fanfares : la Décadence est la mort de la trompette.*

*Cioran*

Gérard Bouchard nous apprenait récemment qu'il n'y a plus de Michelet possible dans l'écriture de l'histoire, du moins pour les sociétés occidentales<sup>600</sup>. Est-ce vraiment le cas ? Reprenons Bouchard là où il croit résoudre un problème : impossible à penser, un nouveau Michelet ? Peut-être. Qui sait ? Mais d'une certaine manière, un Michelet collectif existe dans les faits, un Michelet fait de journalistes historiens, d'essayistes et de chroniqueurs, qui écrivent l'histoire de leur peuple sans avoir l'impression d'entretenir un artifice à déconstruire et qui investissent cette narration d'un souffle quelquefois épique,

---

<sup>596</sup> . Robert Laplante, *Chronique de l'enfermement. Écrits sur la minorisation du Québec*, L'Action nationale éditeur, 2004, p.7.

<sup>597</sup> . Robert Laplante, *Chronique de l'enfermement. Écrits sur la minorisation du Québec*, L'Action nationale éditeur, 2004, p.247-248.

<sup>598</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*. VLB éditeur, 2002.

<sup>599</sup> . Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité, Mémoire et démocratie au Québec*, Québec-Amérique, 2002, p.319-357.

<sup>600</sup> . Gérard Bouchard, «Le Québec a-t-il perdu la mémoire? », *Le Devoir*, 13 octobre 2005, A7

ce qui n'est pas toujours malvenu. Tous ces historiens-journalistes, qui nous racontent l'histoire du peuple québécois, ne font-ils pas la preuve qu'il est possible encore aujourd'hui d'entretenir et de développer un récit national qui ne cède en rien aux prescriptions du pluralisme identitaire ? Ne font-ils pas la preuve qu'il est possible, en assumant un nationalisme qui soit autre chose qu'administratif et cosmopolite, que la communauté de mémoire et de culture qu'est la nation peut encore se prendre elle-même comme référence et qu'elle n'a pas à s'incliner devant ceux qui confondent l'ouverture à l'autre et le reniement de soi ? À cet égard, il me semble que la rénovation de la pensée nationaliste québécoise, spécialement dans sa dimension sociologique et historiographique, m'apparaît une tâche urgente, et que la relecture de Séguin et de ses héritiers directs et indirects nous donne l'image d'une continuité idéologique à reprendre pour l'assumer sans complexe. Ainsi dit, et pour cela, on peut parler d'une influence déterminante de Maurice Séguin sur l'historiographie québécoise, celle qui compte d'ailleurs, parce qu'elle demeure le lieu d'élaboration de la conscience historique francophone et des finalités qui y sont investies et que nous sommes encore appelés à faire aboutir. J'ajoute : il serait intéressant, me semble-t-il, d'ouvrir le chantier d'une recherche assez importante pour déterminer les modalités par lesquelles la conscience historique se transforme et se reconstruit de génération en génération, en suivant sa canalisation populaire, en repérant ses moments d'intensité, les événements qui déclenchent ses manifestations les plus explicites.

Les historiens de l'École de Montréal ont peu écrit, ont peu produit scientifiquement, nous dit-on souvent : mais il serait intéressant d'entreprendre une vaste enquête auprès des enseignants et professeurs des niveaux secondaire et collégial de 1965 à 1995, pour en savoir un peu plus sur leur représentation de l'histoire du Québec, celle qu'ils ont probablement transmis à leurs étudiants pendant plusieurs décennies. On apprendrait sûrement, mais cela reste à prouver, ce n'est encore qu'une intuition doublée de quelques expériences personnelles et recensées qui vont dans ce sens, qu'ils étaient profondément imprégnés de la vision séguiniste, le pessimisme en moins, et qu'en centrant généralement leur interprétation du parcours national québécois sur la Conquête et les événements qui en ont reconduit au fil du temps ses effets les plus néfastes pour la réalité nationale, ils ont favorisé la diffusion en profondeur de l'idéal indépendantiste, une diffusion qui assure sa durabilité malgré ce que certains nomment le manque de combativité de la classe politique mandatée pour transformer l'idéal en projet réalisable,

parce qu'elle a bien chevillé dans la conscience collective une idée phare, celle de l'anormalité fondamentale de la condition québécoise tant qu'elle n'aura pas corrigé politiquement sa déficience existentielle et nationale.

La sociologie québécoise est peut-être à reconstruire dans le domaine savant certaines préoccupations dont l'historiographie populaire était la dernière dépositaire. Si Duchesne, Lisée, Godin, Lester, Baillageon et les autres ont travaillé seuls, non pas contre le récit savant mais malgré son hégémonie dans les milieux officiels de la discussion historique, il est bien possible que certaines de leurs ambitions, de leurs idées, parviennent de nouveau à se retrouver dans la discussion savante, ce qui annonce peut-être un renouvellement de la mise en discours de la conscience historique franco-québécoise, même dans le domaine académique. Mentionnons-le, l'historiographie nationaliste, pendant longtemps refoulée dans la pratique des historiens populaires, est de nouveau pensée par des intellectuels campés dans l'institution universitaire. Mentionnons deux essais remarquables, ranimant la perspective dumontienne dans la sociologie québécoise, celui de Jacques Beauchemin, consacré à la mauvaise conscience des souverainistes québécois, celui de Joseph Yvon Thériault, sur l'effacement de la référence canadienne-française dans la pensée québécoise contemporaine, avalée par la thématique de l'américanité. Deux apports indispensables, pour entreprendre la rénovation des paramètres de la pensée québécoise, de la pensée nationale, même, en donnant la possibilité à l'historiographie nationaliste d'opérer sa propre reconstruction conceptuelle sans basculer dans la narration pluraliste de l'expérience québécoise. S'il y a une philosophie de l'École de Montréal, antérieure à son exploration plus particulière de l'histoire du peuple québécois sous la lumière de la Conquête, c'est bien dans cette conscience nette d'une primauté existentielle du national au Québec, que la pensée québécoise doit assumer, pour l'approfondir, que la pensée québécoise doit assumer, pour le faire advenir. Toute la question est de savoir si la pensée québécoise envisage le national comme une entrave ou comme un révélateur fort : si les deux écoles historiographiques, celles de Montréal et de Laval, se recomposent autrement dans le domaine public, celui occupé par les intellectuels, c'est d'abord autour de ce conflit qu'elles se manifestent.

Concluons enfin : l'historiographie qui intéresse les Québécois doit beaucoup à Maurice Séguin, qui est peut-être l'historien le plus influent et le moins reconnu de

## CONCLUSION

### LA DÉNATIONALISATION TRANQUILLE

*Je crois qu'il faut choisir son camp. Mais vous êtes passeur de frontières. Je suis gardien de frontières. Chacun sa nature.*

*Louis Pauwels*

Toute notre démonstration ne devrait-elle pas nous conduire à la nécessaire autopsie de la question nationale ? Certes, on peut croire avec raison la société québécoise au seuil d'un basculement, dont la dénationalisation du mouvement souverainiste est très probablement annonciatrice, dénationalisation accélérée avec le divorce de plus en plus officiellement consommé entre l'aile la plus militante du Parti Québécois et une direction officielle qui ne parvient plus d'aucune manière à se féconder de son apport. Non pas que le nationalisme de doctrine, ou si on préfère le nationalisme intégral, soit tout le souverainisme : il n'en demeure pas moins dépositaire de ses raisons fondamentales, comme il nous sera permis d'en faire la preuve dans de prochains travaux. De la même manière, la conversion des souverainistes à une forme de messianisme progressiste laisse croire que la société québécoise parvient de plus en plus difficilement à institutionnaliser le pouvoir collectif dont elle est génératrice, ce qui est probablement un symptôme de sa dépolitisation. La conversion du politique au religieux, dans la deuxième moitié du XIXème siècle, avait considérablement affaibli une société canadienne-française en pleine transformation et devant rapidement se repositionner pour faire valoir ses intérêts spécifiques. La conversion du politique à l'humanitarisme altermondialiste telle que le souhaite une partie de la jeunesse québécoise risque bien d'affaiblir semblablement une société québécoise déjà bien mal emboîtée dans une fédération étrangère où elle dispose pratiquement du statut de nation annexée et nécessitant pour se préserver dans l'histoire d'un pouvoir fort et séparé conscient d'être au service d'une majorité française. La dépolitisation de la société québécoise est généralement une conséquence de sa dénationalisation. Il n'est pas interdit de penser que la deuxième sert souvent de prétexte pour achever la première, la préservation d'un espace démocratique distinct au Québec dans un Canada qui travaille à achever sa modernisation unitaire passant de plus en plus dans certains milieux pour une anomalie historique appelée à se résorber. On

## CONCLUSION

### LA DÉNATIONALISATION TRANQUILLE

*Je crois qu'il faut choisir son camp. Mais vous êtes passeur de frontières. Je suis gardien de frontières. Chacun sa nature.*

*Louis Pauwels*

Toute notre démonstration ne devrait-elle pas nous conduire à la nécessaire autopsie de la question nationale ? Certes, on peut croire avec raison la société québécoise au seuil d'un basculement, dont la dénationalisation du mouvement souverainiste est très probablement annonciatrice, dénationalisation accélérée avec le divorce de plus en plus officiellement consommé entre l'aile la plus militante du Parti Québécois et une direction officielle qui ne parvient plus d'aucune manière à se féconder de son apport. Non pas que le nationalisme de doctrine, ou si on préfère le nationalisme intégral, soit tout le souverainisme : il n'en demeure pas moins dépositaire de ses raisons fondamentales, comme il nous sera permis d'en faire la preuve dans de prochains travaux. De la même manière, la conversion des souverainistes à une forme de messianisme post-moderne et progressiste laisse croire que la société québécoise parvient de plus en plus difficilement à institutionnaliser le pouvoir collectif dont elle est génératrice, ce qui est probablement un symptôme de sa dépolitisation. La conversion du politique au religieux, dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, avait considérablement affaibli une société canadienne-française en pleine transformation et devant rapidement se repositionner pour faire valoir ses intérêts spécifiques. La conversion du politique à l'humanitarisme altermondialiste et écologiste telle que le souhaite une partie de la jeunesse québécoise risque bien d'affaiblir semblablement une société québécoise déjà bien mal emboîtée dans une fédération étrangère où elle dispose pratiquement du statut de nation annexée et nécessitant pour se préserver dans l'histoire d'un pouvoir fort et séparé conscient d'être au service d'une majorité française.

La dépolitisation de la société québécoise est généralement une conséquence de sa dénationalisation. Il n'est pas interdit de penser que la deuxième sert souvent de prétexte pour achever la première, la préservation d'un espace démocratique distinct au Québec dans un Canada qui travaille à achever sa modernisation unitaire passant de plus en plus dans certains milieux pour une anomalie historique appelée à se résorber. On

pourrait aussi dire que le clivage de plus en plus prononcé dans la société québécoise entre une élite mondialisée convertie au cosmopolitisme et des classes moyennes et populaires généralement nationalistes, à tout le moins nationales dans leur sentiment d'appartenance, annonce aussi une tension sévère dans la définition d'un espace public que plusieurs espèrent aligner selon un autre classement que celui prescrit par la question nationale. On pourrait multiplier les semblables considérations, qui mériteraient probablement chacune d'entre elles au moins un gros article, probablement un livre. Ce n'est toutefois pas le moment de donner le projet tel qu'il devrait s'écrire pour chacun.

Reprenons toutefois plus simplement les différentes étapes de notre parcours pour en arriver à notre conclusion : nous avons vu de quelle manière, au premier chapitre, les souverainistes ont désinvesti leur option de tout le nationalisme majoritaire du Québec francophone, pour l'envisager désormais comme l'instrument d'une utopie sociale à réaliser dans une communauté politique québécoise moderne et pluraliste, se différenciant parmi les autres sociétés occidentales à travers certains choix sociaux progressistes appelés à emplir une identité nationale envisagée d'un point de vue cosmopolite. Nous avons vu, au deuxième chapitre, comment Gérard Bouchard a travaillé à refaire une conscience historique à la nouvelle nation improvisée et fabriquée de toutes pièces en désirant l'ouvrir au multiculturalisme pour en ouvrir le cercle le plus possible. Au troisième chapitre, c'est Jocelyn Létourneau qui a nous intéressé, et plus généralement, l'historiographie canadianiste qui invite la pensée québécoise à achever sa dénationalisation pour réintégrer le cadre canadien comme domaine plus vaste de son déploiement. Et au dernier chapitre, c'est à l'autre historiographie, la nationale, la nationaliste, que je me suis intéressé, celle qui ne s'élabore pas dans le champ officiel et spécialisé de la production historique, mais qui déploie à sa manière la conscience historique franco-québécoise telle qu'elle se définit traditionnellement en plaçant en son centre tout à la fois la question nationale et l'idéal de son achèvement par l'indépendance politique.

Et c'est à ce dernier chapitre que je rattacherai mes derniers mots, parce qu'il révèle, du moins cela m'apparaît évident, la dimension relativement ratée de l'ingénierie identitaire menée contre le communautarisme franco-québécois, pourvu qu'on s'intéresse non pas au discours des élites sur la société québécoise mais au discours généralement tenu par les Québécois sur eux-mêmes, ce qui, nous l'avons vu, s'inscrit dans le projet

général d'une science des représentations sociales tel que l'envisageait Fernand Dumont. Dans un essai remarquable d'intelligence et de sensibilité sur son parcours d'historien, Raoul Girardet révélait sa tristesse au moment de prendre conscience que l'histoire de France dans laquelle il croyait évoluer était terminée, achevée, derrière lui et ceux qui suivraient. « J'avais en somme trop lu Péguy, le chant de gloire élevé à ceux qui ne se rendent pas, l'anathème jeté sur ceux qui livrent les places qui leur ont été confiées. Je voulais continuer mon histoire de France. Je n'avais pas compris que j'étais arrivé à la fin du dernier chapitre »<sup>602</sup>. De la même manière, Denis Tillinac, l'écrivain corrézien, et quelques fois réactionnaire, avoue le même sentiment d'être, comme le dirait Finkielkraut, un mécontemporain parmi les siens. « La mélancolie nimbait le regret de ce qui nous échappe. Elle est sortie de ce rôle naturel pour devenir l'ordonnatrice lancinante des spleens modernes; elle entretient ce sentiment d'être arrivé après la bataille, en sachant que les miens l'avaient perdue »<sup>603</sup>. Ce sentiment habite probablement la conscience de bien des nationalistes québécois, qu'ils soient sociologues ou non, désespérés par l'ampleur de cette conversion des élites à une représentation post-nationale, et plus encore, post-historique, de la communauté politique québécoise.

Il faut toutefois se garder d'y succomber et de se laisser convaincre par une pensée certainement majoritaire dans les milieux officiels de la société québécoise, mais néanmoins minoritaire, si on la considère généralement. Car la conscience historique de la majorité francophone est encore socialement majoritaire dans la société québécoise et trouve à s'exprimer à travers une historiographie populaire qui assure son déploiement à la périphérie des institutions officielles chargées de la reproduction programmée de la conscience historique de la collectivité. La conscience nationale est encore celle d'une majorité historique qui semble avoir préservé malgré tout la capacité de dire « nous » sans questionner sans cesse l'ouverture de cette appartenance aux différences identitaires. Comme le disait en 1989 Christian Dufour, « il est clair que les Québécois n'ont pas perdu la faculté de dire un « nous » chargé d'émotion »<sup>604</sup>. De la même manière, Joseph

---

<sup>602</sup> . Raoul Girardet, « L'ombre de la guerre », Pierre Nora (dir.), *Essais d'ego-histoire*, Gallimard, 1987, p.145-146.

<sup>603</sup> . Denis Tillinac, *Les masques de l'éphémère*, La table ronde, 1999, p.36.

<sup>604</sup> . Christian Dufour, *Le défi québécois*, L'hexagone, 1989, p.113.

Yvon Thériault remarque la persistance « aujourd'hui dans la société québécoise [d'] une proposition, toujours portée pour l'essentiel par les héritiers de la communauté d'histoire canadienne-française, de faire société »<sup>605</sup>. Assumant lui aussi, nous le savons, cette durabilité d'un communautarisme francophone, Jacques Beauchemin va jusqu'à affirmer que « le défi véritable consiste à imaginer la réconciliation du sujet politique québécois autour de la composante franco-québécoise » tout en ouvrant le plus possible ce nouveau déploiement du nationalisme francophone aux différences qui parviendront, à s'y inscrire<sup>606</sup>. Disons-le à l'ancienne manière : le sens national québécois est encore relativement vivant. La conscience nationale, structurée autour d'une majorité francophone assimilable à la nation québécoise tel qu'on peut la repérer historiquement, s'est préservé tout à la fois dans ses contenus et sa trame narrative malgré la conversion que les ingénieurs identitaires ont pensé lui faire subir. Si on préfère le dire autrement, la conscience historique québécoise demeure modelée sur le communautarisme franco-québécois qui lui, s'alimente encore à une définition très traditionnelle de l'appartenance nationale. Il n'en demeure pas moins que les relais sont manquant entre la conscience historique québécoise et l'historiographie officielle qui se déploie toujours davantage en la reniant, les prétextes méthodologiques recouvrant souvent des préoccupations idéologiques bien profondes. Ceux qui travailleront à formuler politiquement le nationalisme québécois à partir de son recentrement autour du collectif francophone disposeront certainement d'une matière sociale et identitaire prédisposée à une telle mise en forme. La conscience historique franco-québécoise n'est pas à reconstruire mais à mobiliser et expliciter, à tout le moins pour ceux qui se reconnaissent dans les finalités qui s'y déploient. Il s'agit en fait, pour l'historien comme pour le militant, de ne pas penser dans les catégories qu'on lui impose, de refuser radicalement de répondre à certaines questions pièges faites pour dénationaliser lentement ou rapidement la société québécoise, manière de compléter une fois pour toutes sa détraditionnalisation. Pour l'historien, surtout, mais aussi pour le sociologue, il s'agit de ne pas se croire obligé d'envisager la société québécoise comme un chantier en déconstruction, comme s'il était

---

<sup>605</sup> . Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Québec Amérique, 2002, p.353.

<sup>606</sup> . Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002, p.185.

plus scientifique de plaider pour l'ouverture aux différences que d'inviter la collectivité à se restaurer dans son domaine politique et sous la figure nationale.

Et pourtant, la discussion historiographique n'est pas vaine : la pensée politique se déploie toujours dans une pensée préalable de l'histoire. Cela nous entraîne à reprendre la question posée initialement par Bouchard, et les autres, sur la bonne façon d'écrire l'histoire de son peuple, sur le sort à réserver à la mémoire québécoise dans la pratique historique, sur la réouverture critique de la conscience historique pour la détourner vers de nouvelles préoccupations venues du multiculturalisme et ayant migrées dans les débats sur la mémoire québécoise. Celui qui écrit ou enseigne l'histoire d'un peuple suscite ou décourage chez lui les vocations nationales. On peut, au terme du parcours, se faire charitable, spécialement envers ce Bouchard avec lequel nous avons polémique et qui exprime malheureusement toutes les impasses dans lesquelles s'engage un nationaliste qui adhère sans réserve à l'idée d'une véritable ouverture aux différences. Si on fait le choix d'interpréter la question posée comme une tentative d'infléchir la conscience historique vers des états nouveaux, de rouvrir de vieilles questions, ou d'en ouvrir de nouvelles, ou comme une tentative – légitime mais certainement critiquable- de reprendre l'histoire nationale sans chercher à marquer une rupture entre deux temps, ceux rétrogrades, du communautarisme franco-québécois, et ceux qui viennent après, du multiculturalisme, on trouvera matière à sauver Bouchard de lui-même. On le rattrape alors dans la tradition, non pas parce qu'il s'en fait l'héritier, mais parce qu'il cherche comme d'autres à réinterpréter le parcours dans l'histoire d'une nation française en Amérique, parce qu'il ouvre un possible dans la conscience historique sans toutefois penser – comme lui- qu'il s'agit d'une trappe symbolique où tout doit s'engouffrer. Bouchard aime certainement son peuple, personne ne songerait à dire le contraire, même si ses travaux sont chargés de tout le poids de la mauvaise conscience suggérée par les prescriptions du multiculturalisme. Son empathie pour l'histoire du Québec n'a pas à être remise en question, même s'il semble décroché par ailleurs de ce peuple à l'abri des sciences sociales, celui qu'on peut repérer sans la logique déformante de la sociologie des identités et qui pense encore que les Filles de Caleb en disent plus sur lui que les structures profondes de l'américanité bouchardienne.

Qu'il veuille faire accoucher ce qui vient du fond de l'histoire, ce vieux désir d'achèvement repéré par Jacques Beauchemin dans la conscience historique franco-

québécoise, qu'il veuille parachever la reconquête, qu'il veuille l'indépendance, pour le dire avec le mot qui convient, fait signe qu'il demeure au moins disposé à entendre les échos qui viennent d'une conscience historique qu'il s'est pourtant donné pour tâche de rééduquer. S'il en entend d'autres, il pourra bien s'aviser qu'il n'était pas nécessaire de poser au révolutionnaire pour transformer la conscience nationale, qu'il fallait seulement accepter une tradition pour la poursuivre en l'amendant, pour la transformer en lui demeurant fidèle. Mais que la meilleure manière d'être ouvert à l'inédit consiste à suivre le chemin entr'ouvert par la tradition, voilà une idée qui fait peur aux modernes, qui donne un air affligeant de conservatisme<sup>607</sup>, fait de piété envers un passé qu'on ne peut assumer qu'en renonçant à la toute puissance sur le présent. Il n'en demeure pas moins qu'elle est vraie et seule porteuse d'avenir pour notre peuple. Cela devrait suffire pour convaincre qui pensera d'y inscrire ses pas. Au moins d'y risquer un regard.

---

<sup>607</sup> . Comme l'écrit bellement Alain Finkielkraut dans son dernier essai, « tout ce qui n'est pas rationnellement explicable ne relève pas nécessairement de la bêtise ou de l'obscurantisme. Le conservateur, autrement dit, perçoit comme une menace l'approche technicienne du monde symbolique ». Cette définition du conservateur à la manière d'un homme réfractaire à l'ingénierie identitaire m'apparaît probablement la plus appropriée dans la société contemporaine. Alain Finkielkraut, *Nous autres, modernes*, Éditions Ellipses, 2005, p.270.

## BIBLIOGRAPHIE

### Livres :

Anderson, Brian C. , *South Park Conservatives. The Revolt against Liberal Media Bias*, Regnery Publishing, 2005

Angers, François-Albert, *Pour orienter nos libertés*, Fides, 1969

Arendt, Hannah, *La condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983

Aron, Raymond, *Espoirs et peur du siècle*, Calmann-Lévy, 1957

\_\_\_\_\_, *Essai sur les libertés*, Calmann-Lévy, 1965

Badie, Bertrand, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard, 1995

\_\_\_\_\_, *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*, Fayard, 1999

Balibar, Étienne, Wallerstein, Immanuel, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, La Découverte, 1997

\_\_\_\_\_, *Droit de cité. Culture et politique en démocratie*, Éditions de l'aube, 1998

Barbeau, Raymond, *J'ai choisi l'indépendance*, Les éditions de l'homme, 1961

\_\_\_\_\_, Raymond, *Le Québec est-il une colonie ?*, Les éditions de l'homme, 1962

\_\_\_\_\_, Raymond, *Le Québec bientôt unilingue*, Les éditions de l'homme, 1965.

\_\_\_\_\_, Claude et al., *Sortir le Canada du Québec*, Les intouchables, 2002

Beauchemin, Jacques, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002

\_\_\_\_\_, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Athéna Éditions, 2004

Beck, Ulrich, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Aubier, 2003

Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier, *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, VLB éditeur, 2000

Bergeron, Gérard, *Notre miroir à deux faces*, Québec-Amérique, 1985

Bibo, István, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Albin Michel, 1993

- Bissonnette, Lise, *Toujours la passion du présent*, Boréal, 1998
- Bled, Jean-Paul, *Une étrange défaite, le piège de Maastricht. Lettre ouverte d'un gaulliste à Jacques Chirac*, François-Xavier de Guibert, 1998
- Boily, Frédéric, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Septentrion, 2003
- Bombardier, Denise, *Propos d'une moraliste*, VLB éditeur, 2003
- \_\_\_\_\_, *Sans complaisance*, VLB éditeur, 2005
- Borrillo, Daniel (dir.), *Lutter contre les discriminations*, Éditions La découverte, 2003
- Bork, Robert, *Slouching Toward Gomorrah. Modern Liberalism and American Decline*, Regan Books, 1997
- Bork, Robert, *Coercing Virtue. The Worldwide Rule of Judges*, The AEI Press, 2003
- Bouchard, Gérard et Lacombe, Michel, *Dialogue sur les pays neufs*, Boréal, 1999
- Bouchard, Gérard, *La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999
- \_\_\_\_\_, *Genèse des nations et cultures du nouveau monde. Essai d'histoire comparée*. Boréal, 2000
- \_\_\_\_\_, *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*. Boréal, 2003
- \_\_\_\_\_, *La pensée impuissante. Echechs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*, Boréal, 2004
- Boudon, Raymond, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme*, Odile Jacob, 2004
- Brooks, David, *Les bobos*, Éditions Florant Masso, 2002
- Bruckner, Pascal, *Le sanglot de l'homme blanc. Tiers-Monde, culpabilité, haine de soi*, Éditions du Seuil, 1983
- \_\_\_\_\_, *La tentation de l'innocence*, Grasset, 1995.
- Brunet, Éric, *Être de droite. Un tabou français*, Albin Michel, 2006
- Brunet, Michel, *La présence anglaise et les Canadiens*, Beauchemin, 1964
- \_\_\_\_\_, *Les Canadiens après la Conquête. 1759-1775. De la Révolution canadienne à la Révolution américaine*, Fides, 1969
- \_\_\_\_\_, *Notre passé, le présent et nous*, Fides, 1976

- \_\_\_\_\_, *L'historien Michel Brunet juge Pierre Elliott Trudeau*, Guérin, 2000
- Burelle, André, Pierre Elliott Trudeau. *L'intellectuel et le politique*, Fides, 2005
- Burke, Edmund, *Réflexions sur la Révolution en France*, Hachette, 1989
- Cardinal, Mario *Point de rupture. Québec/Canada, le référendum de 1995*, Bayard/Radio Canada télévision, 2005
- Chaput, Marcel, *Pourquoi je suis séparatiste*, Éditions du Jour, 1961
- Chaput, Marcel, *J'ai choisi de me battre. Petite histoire très personnelle du séparatisme québécois*, Le club du livre du Québec, 1965
- Cohen, Philippe, *Protéger ou disparaître. Les élites face à la montée des insécurités*, Gallimard, 1999
- Cohen, Philippe, *BHL. Une biographie*. Fayard, 2005
- Comeau, Robert et Dionne, Bernard (dir.), *À propos de l'histoire nationale*, Septentrion, 1998
- Bernard Comte, *Une utopie combattante : l'école des cadres d'Uriage*, Fayard, 1991
- Conan, Éric et Rouso, Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Fayard, 1994
- Conan, Éric, *La gauche sans le peuple*, Fayard, 2004
- de Corte, Marcel, *Incarnation de l'homme. Psychologie des mœurs contemporaines*, Éditions universitaires, 1942
- de Corte, Marcel, *Essai sur la fin d'une civilisation*, Éditions Remi Perrin, 2001
- Courtois, Stéphane (dir.), *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, 1999
- Crapez, Marc, *Naissance de la gauche*, Éditions Michalon, 1998
- \_\_\_\_\_, *Défense du bon sens*, Éditions du Rocher, 2004
- Debray, Régis, *À demain de Gaulle*, Gallimard/Le Débat, 1990
- \_\_\_\_\_, *Le code et le glaive. Après l'Europe, la nation ?*, Albin Michel/Fondation Marc Bloch, 1999
- Dion, Léon, *Le Québec et le Canada. Les voies de l'avenir*, Éditions Québecor, 1980
- \_\_\_\_\_, *Le duel constitutionnel Québec-Canada*, Boréal, 1995
- Dosse, François, *L'histoire en miettes. Des « Annales » à la « nouvelle histoire »*, La découverte, 1987

- D'Souza, Dinesh, *The End of Racism*, The Free Press, 1995
- \_\_\_\_\_, *Ronald Reagan. How an ordinary man became an extraordinary leader*, The Free Press, 1997
- Duchesne, Pierre, *Jacques Parizeau. Le croisé, 1930-1970*, Québec-Amérique, 2001
- \_\_\_\_\_, *Jacques Parizeau. Le baron, 1970-1985*, Québec-Amérique, 2002
- \_\_\_\_\_, *Jacques Parizeau, Le régent, 1985-1995*, Québec-Amérique, 2004
- Dufour, Christian, *Le défi québécois*, L'hexagone, 1989
- \_\_\_\_\_, *La rupture tranquille*, Boréal, 1992
- \_\_\_\_\_, *Lettre ouverte aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens demeurés fidèles au Québec*, Stanké, 2000
- Dumont, Fernand, *Chantiers. Essais sur la pratique des sciences de l'homme*, Hurtubise HMH, 1973
- \_\_\_\_\_, *Le sort de la culture*, L'Hexagone, 1987
- \_\_\_\_\_, *Genèse de la société québécoise*, Boréal, 1993
- \_\_\_\_\_, *L'avenir de la mémoire*, Nuit blanche éditeur, 1995
- \_\_\_\_\_, *Raisons communes*, Boréal, 1997
- \_\_\_\_\_, *La vigile du Québec*, Bibliothèque québécoise, 2001
- Dumont, Mario, *Avoir le courage de ses convictions. 18 ans d'engagement pour le Québec*, Éditions Les Sociétaires, 2005
- Dussault, Gabriel, *Le Curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec, 1850-1900*, Hurtubise-HMH, 1983
- Ellul, Jacques, *Trahison de l'Occident*, Calmann-Levy, 1975
- \_\_\_\_\_, *Les nouveaux possédés*, Mille et une nuits, 2003
- Éthier-Blais, Jean, *Le siècle de l'abbé Groulx*, Léméac, 1993
- Ferrero, Guglielmo, *Pouvoir. Les génies invisibles de la cité*, Librairie générale française, 1988
- Ferro, Marc (dir.), *Le livre noir du colonialisme*, Robert Laffont, 2003
- Ferry, Jean-Marc, *La question de l'État européen*, Gallimard, 2000

- Finkielkraut, Alain, *Nous autres, modernes*, Éditions Ellipses, 2005
- Flanagan, Tom, *Premières nations ? Seconds regards*, Septentrion, 2000
- Foucault, Michel, *L'archéologie du savoir*, Gallimard, 1969
- \_\_\_\_\_, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Gallimard, 1976
- \_\_\_\_\_, « Il faut défendre la société ». *Cours au collège de France, 1976*, Gallimard/Seuil, 1997
- Frégault, Guy, *Chronique des années perdues*, Léméac, 1976
- \_\_\_\_\_, *Lionel Groulx tel qu'en lui-même*, Leméac, 1978
- Friling, Tuvia (dir.), *Critique du post-sionnisme, réponse aux nouveaux historiens israéliens*, Éditions in Press, 2004
- Frum, David, *Dead Right*, Basic Books, 1995
- \_\_\_\_\_, *What's Right. The New Conservatism and what it means for Canada*, Vintage Canada, 1997
- Gagné, Gilles et Langlois, Simon, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002
- Garand, Dominique, *Accès d'origine, ou pourquoi je lis encore Groulx*, Basile, Ferron, Hurtubise-HMH, 2004
- Gauchet, Marcel, *La religion dans la démocratie*, Gallimard, 1998
- \_\_\_\_\_, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002
- Giddens, Anthony, *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, Stanford University Press, 1994
- \_\_\_\_\_, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Polity Press, 1998
- Girardet, Raoul, *Nationalismes et nation*, Éditions complexe, 1996
- Glazer, Nathan, *We are all Multiculturalist Now*, Harvard University Press, 1997
- Godin, Pierre, *Daniel Johnson. 1946 – 1964. La passion du pouvoir*, Les éditions de l'homme, 1980
- \_\_\_\_\_, *Daniel Johnson. 1964-1968. La difficile recherche de l'égalité*, 1980
- \_\_\_\_\_, *Les frères divorcés*, Éditions de l'homme, 1986
- \_\_\_\_\_, *La poudrière linguistique. La Révolution tranquille, 1967-1970*, Boréal, 1990

- \_\_\_\_\_, *René Lévesque. Héros malgré lui*, Boréal, 1997
- Gottfried, Paul, *After Liberalism. Mass Democracy in the Managerial State*, Princeton University Press, 1999
- \_\_\_\_\_, *Multiculturalism and the Politics of Guilt. Toward a Secular Theocracy*, University of Missouri Press, 2002
- \_\_\_\_\_, *The Strange Death of Marxism*, University of Missouri Press, 2005
- Greilsammer, Ilan, *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Gallimard, 1998
- Groulx, Lionel, *L'indépendance du Canada*, Éditions de l'Action nationale, 1949
- \_\_\_\_\_, *Mes mémoires. Tome 2*, Fides, 1971
- Guindon, Hubert, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Éditions Saint-Martin, 1990
- Hayek, Friedrich, *Droit, législation et liberté. Règles et ordres*, Quadrige/Presses Universitaires de France, 1995.
- \_\_\_\_\_, *Droit, législation et liberté. Le mirage de la justice sociale*, Quadrige/PUF, 1995
- Himmelfard, Gertrude, *One nation, Two Cultures. A searching Examination of American Society in the Aftermath of Our Cultural Revolution*, Alfred A. Knopf, 2001
- Hitchens, Peter, *The Abolition of Britain. From Winston Churchill to Princess Diana*, Encounter Books, 2000
- Hollander, Paul, *The survival of the adversary culture*, Transactions Books, 1988
- \_\_\_\_\_, *Discontents. Postmodern & Postcommunist*, Transaction Publishers, 2002
- Hollander, Paul (ed.), *Understanding Anti-Americanism. Its origins and impact at home and abroad*, Ivan R. Dee, 2004
- Horowitz, David, *The politics of bad faith. The radical assault on America's future*, Simon & Schuster, 1998
- \_\_\_\_\_, *Hating Whitey and Other Progressives Causes*, Spence Publishing Company, 1999
- \_\_\_\_\_, *How to beat the democrats*, Spence Publishing Company, 2002

- \_\_\_\_\_, *Left Illusions. An Intellectual Odyssey.*, Spence Publishing Company, 2003
- \_\_\_\_\_, *Unholy Alliance. Radical Islam and the American Left*, Regnery Publishing, 2004
- \_\_\_\_\_, *The Professors: The 101 Most Dangerous Academics in America*, Regnery Publishing, 2005
- \_\_\_\_\_, *Uncivil Wars: The Controversy Over Reparations for Slavery*, Encounter Books, 2006
- Huntington, Samuel P. , *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity*, Simon & Schuster, 2004
- Ibbitson, John, *The Polite Revolution. Perfecting the Canadian Dream*, McClelland & Stewart, 2005
- Jacques, Daniel, *Nationalité et modernité*, Boréal, 1998, Pierre Manent, *Cours familier de philosophie politique*, Fayard, 2000
- Jelen, Christian, *La France éclatée ou les reculades de la République*, Nil Éditions, 1996
- Kahn, Jean-François, *Ce que Marianne en pense*, Mille et une nuits, 2002
- Kelly, Stéphane, *Les fins du Canada selon Macdonald, Laurier, Mackenzie King et Trudeau*, Boréal, 2001
- Kelly, Stéphane (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Presses de l'Université Laval, 2002.
- Kimball, Roger, *Tenured Radicals. How Politics has Corrupted our Higher Education*, Elephant Paperback, 1998
- Kimball, Roger, *The Long March. How the Cultural Revolution of the 1960s changed America*, Encounter Books, 2000
- Kristol, Irving, *Neoconservatism. The autobiography of an idea*, Ivan R. Dee, 1995
- Laforest, Guy, *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*, Septentrion, 1992
- Lamontagne, Maurice, *Le fédéralisme canadien. Évolution et problèmes*, Les Presses de l'Université Laval, 1954
- Lamoureux, Diane (dir.), *Les limites de l'identité sexuelle*, Les éditions du Remue Ménage, 1998
- Lamoureux, Diane, *L'amère patrie. Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain*, Les éditions du remue-ménage, 2001
- Landry, Bernard, *La cause du Québec*, VLB, 2002

Laplante, Robert, *Chronique de l'enfermement. Écrits sur la minorisation du Québec*, L'Action nationale éditeur, 2004

Lasch, Christopher, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats, 1996

\_\_\_\_\_, *Le seul et vrai paradis. Une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, Climats, 2002

Lasch-Quinn, Elizabeth, *Race Experts. How Racial Etiquette, Sensitivity training, and New Age Therapy Hijacked the Civil Rights Revolution*, W.W, Norton & Company, Inc., 2001

Laurendeau, André, *La crise de la conscription*, Les éditions du jour, 1962

Le Cour Grandmaison, Olivier, *Coloniser, Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Fayard, 2005

Legault, Josée, *Les nouveaux démons. Chroniques et analyses politiques*, VLB, 1996

Léger, Jean-Marc, *Vers l'indépendance ? Le pays à portée de main*, Léméac, 1993

Lester, Normand, *Le livre noir du Canada anglais*, Les intouchables, 2001

Létourneau, Jocelyn, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Boréal, 2000

\_\_\_\_\_, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Fides/Musée de la civilisation, 2004

Lévy, Bernard-Henri, *L'idéologie française*, Grasset, 1981

Lévy, Élisabeth, *Les maîtres censeurs. Pour en finir avec la pensée unique*, Lattès, 2002

Lind, Michael, *The Next American Nation. The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, The Free Press, 1995

Lindenberg, Daniel, *Rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Seuil, 2002

Linteau, Paul-André, Durocher, René, Robert, Jean-Claude, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise*, Boréal Express, 1979

Lisée, Jean-François, *Le tricheur, Robert Bourassa et les Québécois, 1990-1991*, Boréal, 1994

\_\_\_\_\_, *Le naufrageur, Robert Bourassa et les Québécois, 1991-1992*, 1994.

Macé-Scarron, Joseph, *La tentation communautaire*, Plon, 2002

- MacKinnon, Catharine A., *Toward a Feminist Theory of the State*, Harvard University Press, 1989
- Jocelyn, Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Québec/Amérique, 2000
- Malik, Serge, *Histoire secrète de SOS racisme*, 1990, Albin Michel
- Manent, Pierre, *Cours familiers de philosophie politique*, Fayard, 2002
- Mann, Susann, *Lionel Groulx et l'Action française. Le nationalisme canadien-français dans les années 1920*, VLB éditeur, 2005
- Mathieu, Geneviève *Qui est Québécois ? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*, VLB éditeur, 2001
- Menchu, Rigoberta, *Moi, Rigoberta Menchu*, Gallimard, 2001
- Meunier E.-Martin et Warren, Jean-Philippe, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Septentrion, 2002
- Michaud, Yves, *Les raisons de la colère*, Fides, 2005
- Migué, Jean-Luc, *Étatisme et déclin du Québec. Bilan de la Révolution tranquille*, Varia, 1999
- Mouffe, Chantal, Laclau, Ernesto, *Hegemony and Socialist Strategy. Toward a Radical Democratic Politics*, Verso, 2001
- Nisbett, Robert, *The Quest for Community. A Study in the Ethics of Order and Freedom*, Institute for Contemporary Studies, 1990
- O'Sullivan, John, *Conservatism, Democracy and National Identity*, Center for policy studies, 1999
- Paquet, Gilles, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*, Liber, 1999
- Paquin, Stéphane, *La revanche des petites nations*, VLB, 2001
- Pasqua, Charles, *L'ardeur nouvelle*, Albin Michel, 1985
- Pauwels, Louis, *La liberté guide mes pas*, Albin Michel, 1984
- Péan, Pierre et Cohen, Philippe, *La face cachée du monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Mille et une nuits, 2003
- Pelletier-Baillargeon, Hélène, *Olivar Asselin et son temps. Le militant*, Fides, 1996
- Pettigrew, Pierre S., *Pour une politique de la confiance*, Boréal, 1999

- Phillips, Kevin, *The Emerging Republican Majority*, Arlington House, 1969
- Phodoretz, Norman, *My love affair with America. The cautionary tale of a cheerful conservative*, The Free Press, 2000
- Pratte, André, *Aux pays des merveilles. Essai sur les mythes politiques québécois*, VLB, 2006
- Rabkin, Jeremy A., *The Case of Sovereignty. Why The World Should Welcome American Independence*, The AEI Press, 2004
- \_\_\_\_\_, *Law Without Nations. Why Constitutional Government Requires Sovereign States*, Princeton University Press, 2005
- Revel, Jean-François, *Ni Marx, ni Jésus. La nouvelle révolution mondiale est commencée aux États-Unis*, Robert Laffont, 1970
- \_\_\_\_\_, *Mémoires. Le voleur dans la maison vide*, Plon, 1997
- \_\_\_\_\_, *L'obsession anti-américaine. Son fonctionnement, ses causes, ses conséquences*, Plon, 2002
- Rifkins, Jeremy, *Le rêve européen. Ou comment l'Europe se substitue peu à peu à l'Amérique dans notre imaginaire*, Fayard, 2005
- Rosanvallon, Pierre, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Seuil, 2003
- Roy, Jean, *Le souffle de l'espérance. Le politique entre le rêve et la raison*, Bellarmin, 2000
- Roy, Jean-Louis, *La marche des Québécois. Le temps des ruptures (1945-1960)*, Léméac, 1976
- Rudin, Ronald, *Faire de l'histoire au Québec*, Septentrion, 1998
- Ryan, Claude, *Regards sur le fédéralisme canadien*, Boréal, 1995
- Sarra-Bournet, Michel, *Le pays de tous les Québécois*, VLB, 1998
- Schmidt, Alvin, *The Menace of Multiculturalism. Trojan Horse in America*, Praeger, 1997
- Schnapper, Dominique, *La démocratie providentielle*, Gallimard, 2002
- \_\_\_\_\_, *La communauté des citoyens*, Gallimard, 1994
- Schwab, Larry M., *The Illusion of a Conservative Reagan Revolution*, Transaction Publishers, 1991
- Sévilla, Jean, *Le terrorisme intellectuel*, Perrin, 2004

- Seymour, Michel, *La nation en question*, L'hexagone, 1999
- \_\_\_\_\_, *Le pari de la démesure. L'intransigeance canadienne face au Québec*, L'Hexagone, 2001
- Silver, A.I., *The French-Canadian Idea of the Confederation, 1864-1900*, University of Toronto Press, 1997
- Simard, Jean-Jacques, *La longue marche des technocrates*, Éditions coopératives Saint-Martin, 1979
- \_\_\_\_\_, *L'éclosion. De l'ethnie-cité canadienne-française à la société québécoise*, Septentrion, 2005
- Sowell, Thomas, *A conflict of Visions. Ideological Origins of Political Struggles*, Basic Books, 2002
- \_\_\_\_\_, *Affirmative Action Around the World. An Empirical Study*, Yale University Press, 2004
- Stefanescu, Georges, *Le français au Québec, les nouveaux défis*, Fides, 2005.
- Sykes, Charles J., *The Decay of the American Character*, St.Martin's Press, 1992
- Taguieff, Pierre-André *Les fins de l'antiracisme*, Michalon, 1995
- \_\_\_\_\_, *La République menacée*, Éditions textuel, 1996
- \_\_\_\_\_, *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation technomarchande*, Mille et une nuits/Fondation du 2 mars, 2001
- Taine, Hippolyte, *Les origines de la France contemporaine*, Robert Laffont, 1986
- \_\_\_\_\_, *Les origines de la France contemporaine*, t. 2., Robert Laffont, 1986
- Taylor, Charles, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Champs-Flammarion, 1997
- Thériault, Joseph Yvon, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Québec Amérique, 2002
- Tillinac, Denis, *Les masques de l'éphémère*, La table ronde, 1999
- Touraine, Alain, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Fayard, 1997
- \_\_\_\_\_, *Comment sortir du libéralisme*, Fayard, 1999
- \_\_\_\_\_,
- Tousignant, Pierre (dir.), *Les normes de Maurice Séguin. Le théoricien du néo-nationalisme*, Guérin, 1999
- \_\_\_\_\_,

Venne, Michel (dir.), *Penser la nation québécoise*, Québec/Amérique, 2000

\_\_\_\_\_, *Souverainistes, que faire ?*, VLB éditeur, 2002

Warren, Jean-Philippe, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886 – 1955)*, Boréal, 2003

Yonnet, Paul, *Voyage au centre du malaise français. L'antiracisme et le roman national*, Gallimard/Le débat, 1993

\_\_\_\_\_, *François Mitterand le phénix*, Éditions de Fallois, 2003

Zinn, Howard, *Une histoire populaire des États-Unis*, Lux éditeur, 2002

**Articles, parties d'ouvrages :**

Anctil, Dave, « L'homme fini et la génération Argument », *L'Action nationale*, n.2, février 2006, p.84-93

Angers, François-Albert, « Mesure de l'influence du chanoine Groulx sur son milieu », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.32, n.3, décembre 1978, p.357-384

Angus, Ian, « La démocratie décentrée : un modèle multiculturel et postcolonial de la critique », Jules Duchastel (dir.), *Fédéralismes et mondialisation. L'avenir de la démocratie et de la citoyenneté*, Athéna éditions, 2003, p.169-184

Bariteau, Claude, « Le défi de Lucien Bouchard : faire émerger une nouvelle idée du Québec », *La Presse*, 16 janvier 1996, B3

\_\_\_\_\_, *Le projet souverainiste est et doit demeurer la création d'un État de droit*, Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Lber, 1999, p.197-219

Beauchamp, Damien, « Le soleil couchant d'Austerlitz : crise de notre identité nationale », *Commentaire*, n.113, printemps 2006, p.141-144

Beauchemin, Jacques, *La Révolution tranquille : le temps du désenchantement*, Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, VLB éditeur, 2000, p.95-105

\_\_\_\_\_, « La nation entre communauté imaginée et communauté politique », Raphaël Canet et Jules Duchastel (dir.), *La nation en débat. Entre modernité et post-modernité*, Athéna éditions, 2003, p.47-63

\_\_\_\_\_, « Quelle mémoire pour le Québec ? », *Le Devoir*, 18-19 janvier 2003, B5

\_\_\_\_\_, « L'affirmation de notre histoire comme contribution à l'universel », *Le Devoir*, 17 février 2003, A7

\_\_\_\_\_, « La mémoire comme champ de bataille », *Argument*, vol.5, n.2, 2003, p.144-154

\_\_\_\_\_, *Contre l'impuissance politique. S'assumer comme sujet de l'histoire*, *Argument*, vol.7, n.1, 2005, p.84-92

\_\_\_\_\_, « Défendre la société comme être-ensemble », *Argument*, vol.8, n.1, 2005, p.142-153

Bédard, Éric, « Préface », E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Septentrion, 2002, p.7-25

Bélanger, Damien-Claude, Sophie Coupal et Michel Ducharme, « Introduction », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement :*

*perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.9-12

Berger, Peter L., « Democracy and the Religious Right », *Commentary*, January 1997, vol. 103, no.1, p. 53-56

Bock-Côté, Mathieu, « Pour une pensée conservatrice : contre l'éthique démocratique dans la compréhension de l'identité nationale québécoise », *Horizons philosophiques*, Printemps 2002, vol.12, n.2, p.57-73

Bock-Côté, Mathieu, « De la reconnaissance à l'indépendance : les petites nations et l'État », *L'Action nationale*, février 2005, volume XCV, numéro 2, février 2005, p.63-81

Boily, Frédéric, « Les intellectuels et le destin de la nation. La question de la postérité de Groulx », in Robert Boily (dir.), *Un héritage controversé. Nouvelles lectures de Lionel Groulx*, VLB, 2005, p.13-30

\_\_\_\_\_, « Les enseignements de la « Querelle des historiens » ou sortir de l'histoire nationale au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol.13, n.2, hiver 2005, p.159-170

\_\_\_\_\_, « Le fascisme de Lionel Groulx selon Gérard Bouchard », *Le Bulletin d'histoire politique*, vol.14, n.2, hiver 2006, p.147-163

Bouchard, Gérard, « Nationalisme ethnique, vous avez dit ? », *Le Devoir*, 20 novembre 1995, A7

\_\_\_\_\_, « Qu'est-ce qu'une nation ? » Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999, p.465-501

\_\_\_\_\_, « Nation et co-intégration : contre la pensée dichotomique », in Alain G. Gagnon et Jocelyn Maclure (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.21-36

\_\_\_\_\_, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale. Réflexion sur le Québec et la diversité », Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIXème au XXIème siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.307-328

\_\_\_\_\_, « Réplique au texte de Serge Cantin. Sur le modèle de la nation québécoise et la conception de la nation chez Fernand Dumont », *Bulletin d'histoire politique*, vol.9, n.2, printemps 2001, p.144-159,

\_\_\_\_\_, « Les défis de la culture québécoise », *Le Devoir*, 11 et 12 janvier 2003, B5

\_\_\_\_\_, « Promouvoir ce qu'il y a de plus universel dans notre passé », *Le Devoir*, 30 janvier 2003, A9

Bourque, Gilles, « Un duplessisme postmoderne et néolibéral ? », Jean-Marc Potte (dir.), *À droite toute ! Le programme de l'ADQ expliqué*, HMH, 2003, p.191-211

Busch, Andrew E., « After Compassionate Conservatism », *Claremont Review of Books*, volume VI, n.3, Summer 2006, p.30-32

Buzzetti, Hélène, « Coup d'éclat de Martin, Le premier ministre promet d'abolir la clause dérogatoire incluse dans la Charte », *Le Devoir*, 10 janvier 2006, A1

Comité éditorial, « Notre article 1 : le développement du Québec », *Cahiers du 27 juin*, vol.2, hiver/printemps 2005, p.4-6

Cantin, Serge, « Cinq ans de bouchardisme », *Le Devoir*, 20 janvier 2001, A13

Cardinal, Linda, Couture, Claude et Denis, Claude, « La Révolution tranquille à l'épreuve de la « nouvelle » historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol2, no 1, 1999, p.75-95

Chartré, Jean-Philippe, « Tocqueville voterait-il pour Bush ? », *Le Devoir*, 22 avril 2006, B6

Charbonneau, Jean-Pierre, « Transcender les nationalismes ethniques par un authentique patriotisme », *La Presse*, 5 décembre 1995, B3

Cheney, Lynne, « The National History (Sub)Standards », *Wall Street Journal*, 23 octobre 1995

Collectif, « Pour en finir avec l'affaire Michaud », *Le Devoir*, 9 janvier 2001, A13

Comeau, Robert et Paillé, Michel « Quand deux analystes se font une belle jambe avec le concept d'inclusion », *Le Devoir*, 25 juillet, A6

Couture, Jocelyne « Présentation », Jocelyne Couture (dir.), *Redonner sens à l'indépendance*, VLB, 2005, p.7-16

David, Michel, « La douce revanche de Parizeau », *Le Devoir*, 23 avril 2005, B3

Descarries, Francine, « Victoires incomplètes, avenir incertain : les enjeux du féminisme québécois », *Sisyph*, 28 juin 2004, [http://sisyphe.org/article.php3?id\\_article=1161](http://sisyphe.org/article.php3?id_article=1161)

Dubuc, Alain, « Le génie malfaisant », *La Presse*, 18 août 2004, A19

\_\_\_\_\_, « Le PQ, un parti de droite ? », *La Presse*, 4 juin 2005, A25

\_\_\_\_\_, « Le PQ peut-il se libérer de ses radicaux ? », *La Presse*, 26 novembre 2005, A27

Dubuc, Pierre, « Le nationalisme civique : cheval de troie de la mondialisation », in Andrée Ferretti (dir.), *Les grands textes indépendantistes*, Typo, 2004, p.237-244

Dubreuil, Benoît, « Recension de Y a-t-il une nation québécoise ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? » in *L'Action nationale*, XCIII, numéro 2, février 2003, p.18-21

\_\_\_\_\_, *La mondialisation comme idéologie*, Combats, vol.7, n.1 et 2, hiver-2003-2004, p.22-24

\_\_\_\_\_, « La nostalgie des empires », *L'Action nationale*, octobre 2004, volume XCIV, numéro 8, p.26-39

\_\_\_\_\_, « Le Québec doit-il se réjouir du Non français et néerlandais ? », *L'Action nationale*, juin 2005, p.10-20

Dufour, Christian, « Présentation », Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999, p.145-151

\_\_\_\_\_, « L'autre vision du Canada », *The Tocqueville Review/ La Revue Tocqueville*, vol.XX, no.2, 2000, p.101-107

Dufrechou, Carole, « Le Québec doute de sa souveraineté », *Libération*, 16 janvier 2001, p.11

Dupuis, Jean-Claude, « Nationalisme, séparatisme et catholicisme dans l'entre-deux-guerres », in Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIX<sup>ème</sup> au XXI<sup>ème</sup> siècle*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.195-204

Dupuis-Déri, Francis, « Quelques précisions au sujet de ma tribu », *Argument*, vol.8, n.1, 2005, p.96-106

Dutrisac, Robert, « Course à la direction du Parti québécois - Louis Bernard obtient l'appui d'un premier député », *Le Devoir*, 7 juillet 2005, A2

\_\_\_\_\_, « Le temps est venu de doter la loi 101 d'une stratégie sur le bilinguisme », *Le Devoir*, 15 juillet 2005, A1

El-Ghadban, Yara et Rhani, Zakaria « À la recherche de l'immigrant idéal », *Le Devoir*, 13 juin 2006, A7

Facal, Joseph, « Un homme et son péché », *Le Devoir*, 12 décembre 2003, A9

\_\_\_\_\_, « La reconquête de soi », Collectif, *Ruptures et continuité de la société québécoise, Trajectoires de Claude Ryan*, Presses de l'Université de Montréal, 2005, p.10-19

\_\_\_\_\_, « Gueule de bois », *Le Journal de Montréal*, 16 août 2006, p.24

«Alain Finkelkraut, entretien Bérénice Levet, « L'intolérance victimaire », *Revue des deux mondes*, novembre-décembre 1999, p.375-383

Fonte, John, « Ill Liberalism », *National Review*, 6 February 1995

\_\_\_\_\_, « We are all multiculturalists now – book review », *National Review*, 5 mai 1997

- \_\_\_\_\_, « A Patriotic Left ? », *Commentary*, September 1998, vol.106, n.3, p.44-45
- \_\_\_\_\_, *The Inclusion Illusion*, *Outlook Magazine*, Summer 1999, [http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=article\\_detail&id=1348&CFID=1272808&CFTOKEN=22229817](http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=article_detail&id=1348&CFID=1272808&CFTOKEN=22229817)
- \_\_\_\_\_, « Antonio Gramsci and the Transformation of Institutions », Don Eberly ( dir.) *Building a Healthy Culture. Strategies for an American Renaissance*, William B. Eerdmans Publishing Company, 2001, p.200-218
- \_\_\_\_\_, *Why there is a culture war* in *Policy review*, décembre 2000/janvier 2001, <http://www.policyreview.org/dec00/Fonte.html>
- \_\_\_\_\_, « Liberal Democracy vs. Transnational Progressivism : The Ideological War Within the West », *Orbis*, Summer 2002, p.449-467
- \_\_\_\_\_, *We Need a Patriotic Assimilation Policy*, in *American Outlook*, Winter 2003, [http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication\\_details&id=2855](http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=publication_details&id=2855)
- \_\_\_\_\_, « Homeland Politics : From the Cold War to 9/11, conservatism had been portrayed as resting on two pillars : economic conservatism and social conservatism. Don't forget the third », *National Review*, 2 juin 2003
- \_\_\_\_\_, « Democracy's Trojan Horse », *The National Interest*, Summer 2004, p.117-127
- Fraser, Nancy, « Penser la justice sociale : entre redistribution et revendications identitaires », *Politique et Sociétés*, vol.17, n.3, 1998, p.10-35
- Gagnon, Lysiane, « La maison de verre », *La Presse*, 2 novembre 1995, B3
- Gagnon, Nicole, *Comment peut-on être Québécois ?*, *Recherches sociographiques*, XLI, n.3, 2000, p.545-566
- Gallo, Max, « Contre la servitude volontaire », *Le Figaro*, samedi 10 novembre 2000, p.14
- Gélinas, Xavier et Bédard, Éric, « Critique d'un néo-nationalisme en histoire du Québec », Kelly, Stéphane (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une nouvelle sensibilité historique*, Presses de l'Université Laval, 2003, p.73-91
- Gervais, Richard, « Citoyenneté et identité », *L'Action nationale*, février 2006, p.45-72
- Girardet, Raoul, « L'ombre de la guerre », Pierre Nora (dir.), *Essais d'ego-histoire*, Gallimard, 1987, p.139-171
- Gottfried, Paul, « The Habermassian Moment », *Journal of Libertarian Studies*, vol.19, n.2, Spring 2005, p.51-65

Gould, Jean, « Le genèse catholique d'une modernisation bureaucratique », Stéphane Kelly (dir), *Les idées mènent le Québec, Essais sur une sensibilité historique*, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p.145-174

Goyette, Julien, « Histoire, historiens et Genèse de la société québécoise », *Bulletin d'histoire politique*, vol.9, n.1, automne 2000, p.71-84

Grégoire, Isabelle, « Y a-t-il une droite au Québec », *L'Actualité*, 1<sup>er</sup> avril 2005, p.20-29

Grellet, Gilbert, « La guerre civile espagnole fait toujours rage dans les esprits », *Le Devoir*, 18 juillet 2006, A4

Guitta, Olivier, *Honegrown Gangsta*, 23 septembre 2005, <http://www.weeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/006/103uqtmz.asp>.

Imbert, Claude, « Lâches repentirs... », *Le Point*, 27 octobre 2005, p.3

Collectif IPSO, « Quoi qu'on en dise, le nationalisme québécois n'est pas ethnique », *La Presse*, 15 décembre 1995, B3

Johnson, Boris, *Being British, The 2004 Keith Joseph Memorial Lecture*, Center for policy studies, 2004

Juteau, Danielle, « Le défi de l'option pluraliste », Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Québec-Amérique, 1999, p.199-214

Kelly, Michael, « Banality and evil », *New Republic*, May 5, 1997

Kelly, Stéphane, « Introduction », *Les idées mènent le Québec, essais sur une sensibilité historique*, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p.1-11

Kelly, Stéphane et Laforest, Guy, « Aux sources d'une tradition. Les travaux en langue française », Janet Asjenstat, Paul Rommey, Ian Gentles et William Gairdner, *Débats sur la fondation du Canada* (édition française préparée par Guy Laforest et Stéphane Kelly), Presses de l'Université Laval, 2004, p.527-546

Kelly, Stéphane, « Un nouveau visage. Les combats du multiculturalisme et du féminisme risquent de forcer la gauche à se redéfinir », *La Presse*, 25 mars 2006, A29

Léger, Jean-Marc, « Seule la langue justifie le combat pour la souveraineté », *Le Devoir*, 3 mars 1997, A7

\_\_\_\_\_, « Lionel Groulx : une voix et un message pour notre temps », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>ème</sup> siècle*, n.8, automne 1997, p.122-129

\_\_\_\_\_, « Identité : il n'y a pas de nation québécoise », *Le Devoir*, 8 octobre 1999, A11

Labelle, Micheline, « Non, le racisme n'est pas naturel », *Le Devoir*, 22 mars 2001, A7

\_\_\_\_\_, « Le défi de la diversité au Canada et au Québec », *Options politiques*, mars-avril 2005, p.76-81

\_\_\_\_\_, « Un cliché déplacé », *Le Devoir*, 20 septembre 2005, A6

Lamoureux, Diane, « Le peuple problématique », Jocelyn Maclure et Alain G. Gagnon (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.181-203

Laporte, Isabelle, « Sourds et fiers de l'être. Fiers de leur langue et de leur culture, les Sourds estiment faire partie d'une communauté distincte », *Le Devoir*, 31 juillet 2006, A4

Leach, Rodney, « The people vs. the E.U », *The New Criterion*, vol.24, septembre 2005, p.24 - 32

Legault, François, « Services publics en péril », *Le Devoir*, 30 septembre 2003, A7

Legault, Josée, « Y a-t-il un militant dans la salle ? », *Le Devoir*, 20 novembre 1996, A6

Legros, Robert, « Nation et démocratie », in *Le messager européen*, n.6, 1992, p.11-24

Létourneau, Jocelyn, « La Révolution tranquille, catégorie identitaire du Québec contemporain », in Alain G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale*, Québec-Amérique, 1997, p.95-118

\_\_\_\_\_, « Transmettre la Révolution tranquille », R. Comeau, C. Métivier et Y. Bélanger, *La Révolution tranquille. Quarante ans plus tard : un bilan*, VLB éditeur, 2000, p.79-88

\_\_\_\_\_, « Y a-t-il une nation québécoise ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? », *Argument*, volume 5, numéro 1, 2002, p.99-119

\_\_\_\_\_, « La tradition libérale malmenée », *Le Devoir*, Jeudi 11 décembre 2003, A7

\_\_\_\_\_, « Méprise sur un scandale », *Le Devoir*, 12 mai 2004, p. A7

\_\_\_\_\_, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.53-75

\_\_\_\_\_, « Le spectre de la pensée radicale », *Le Devoir*, 14 juin 2005, A7

\_\_\_\_\_, « Postnationalisme ? Rouvrir la question du Québec », *Cités*, PUF, 2005, p.15-30

Lévesque, Kathleen, « Les immigrants n'ont pas voté pour le PQ », *Le Devoir*, 22 septembre 2004, A1

Lévesque, Kathleen, « Des chiffres qui parlent », *Le Devoir*, 29 septembre 2004, A3

Linteau, Paul-André, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », R. Comeau, Y. Bélanger et C. Métivier, *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, VLB éditeur, 2000, p.21-41

Maclure, Jocelyn, « Pluralisme et démocratie : dialogue, décision et dissensus », Jocelyn Maclure et Alain G. Gagnon (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.251-267

\_\_\_\_\_, « Éditorial, La signature des Cahiers du 27 juin », *Les Cahiers du 27 juin*, vol.1, n.1, février 2003, p.4-7

Madden, Thomas F. , « Clinton's Folly », *American Outlook*, Fall 2001, [http://www.americanoutlook.org/index.cfm?fuseaction=article\\_detail&id=1474](http://www.americanoutlook.org/index.cfm?fuseaction=article_detail&id=1474)

Maillé, Chantal, « La contribution du féminisme à la reformulation des discours sur l'identité nationale au Québec : un examen de quelques idées et notions », *Repères en mutation, Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Québec-Amérique, 2001, p.165-179

McDougall, Walter A. , « Whose history ? Whose Standards ? », *Commentary*, May 1995, p.36-43

\_\_\_\_\_, « What Johnny Still Won't Know About History », *Commentary*, July 1996, p.32-36

Meunier, E-Martin, « Un nouvelle sensibilité pour les enfants du concile », *Les idées mènent le Québec, essais sur une sensibilité historique*, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p.93-106

Minogue, Kenneth, « How civilizations fall », *The New Criterion*, vol.19, n.8. avril 2001

Éditorial, « Le Québec et le monde », *Le Monde*, 15 janvier 2001, p.13

Morton, Ted, « Vers une nouvelle alliance Québec-Alberta?, Ce drôle de couple s'est déjà associé dans le passé », *La Presse*, 10 juillet 2004, A20

Nora, Pierre, « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux », in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire. La République, t.1.*, Gallimard, 1997, p.239-275

Normandeau, Éric, « Une autre façon de gouverner : l'histoire sert-elle à former des francophones ou des citoyens », *Le Devoir*, 17 novembre 1995, A11

\_\_\_\_\_, « Réplique à Louis Cornellier : Vous avez dit « québécoisité » ? », *Le Devoir*, 28 septembre 1996, A11

Normandeau, Éric, Hérivault, Jacques, « La question de la langue : 101 autres raisons d'appuyer le PQ », *Le Devoir*, 17 avril 1996, A9

- \_\_\_\_\_, « Refuser la morale du ressentiment », *Le Devoir*, 25 mars 1997, A7
- Nuechterlein, James, « What's Right With Kansas », *First Things*, march 2005, n.151, p.10-16.
- Olivier, Dominique, « Identité et pluralisme », Michel Venne (dir.), *Justice, démocratie et prospérité, L'avenir du modèle québécois*, Québec-Amérique, 2003, p.139-145
- O'Sullivan, John, « Conservatism and cultural identity », Kenneth Minogue (ed.), *Conservative realism*, Harper Collins publishers, 1996, p.23-43
- \_\_\_\_\_, The Not-So-Great Divorce, *Multiculturalism and liberalism look toward splitting up*, National review Online, 25 avril 2005, <http://www.nationalreview.com/jos/osullivan200504250801.asp>
- \_\_\_\_\_, « The real British disease », *The New Criterion*, vol.24, september 2005
- Pettigrew, Pierre S., « Il y a 25 ans, le référendum québécois – L'héritage de 1980 : un consensus autour des valeurs libérales », *Le Devoir*, 20 mai 2005, A9
- \_\_\_\_\_, « Être libéral. Au Québec, depuis 150 ans, il y a les bleus qui se nourrissent de méfiance et les rouges qui embrassent la confiance », *La Presse*, 15 septembre 2005, A19
- Potvin, Maryse, « Racisme et discrimination, les grands absents des politiques et discours publics au Québec », *Le Devoir*, 22 mars 2005, A11
- Raynaud, Philippe, « Les nouvelles radicalités. De l'extrême gauche en philosophie », in *Le Débat*, n.105, mai-août 1999, p.90-116
- Rioux, Christian, « Vive le colonialisme », *Le Devoir*, 2 décembre 2005, A3
- Robert, Jean-Claude, « Recension d'Un héritage controversé », *Bulletin d'histoire politique*, vol.14, n.2, hiver 2006, p.289-292
- Robitaille, Antoine, « La montée de l'ADQ, phénomène générationnel ? Les pronostics de Vincent Lemieux, datant de 1986, semblent se confirmer », *Le Devoir*, 21 octobre 2002, A1
- \_\_\_\_\_, « La face cachée de la Révolution tranquille », *Le Devoir*, 9 novembre 2002, G12
- Roger, Patrick, « Deux députés UMP réclament des poursuites contre un rappeur », *Le Monde*, 23 août 2005, p.7
- Saint-Pierre, Brigitte, « Vers une politique nationale de lutte à l'homophobie au Québec », *Le Devoir*, 28 juillet 2006, A4
- Sciortino, Giuseppe, « Les Québécois « de souche » et les ethnies : le temps est venu d'opérer un virage majeur », *La Presse*, 29 novembre 1995, B3

Semo, Marc, « L'antimodernisme apparent de Ratzinger », *Le Devoir*, 23/24 avril 2005, B3

Seymour, Michel, « Le bien commun et la justice : perspective nationale et internationale », *Éthique publique*, vol.6, n.1, 2004, p.132 - 142

Stanton, Danielle, « Elsie Lefebvre. La plus jeune députée du Québec », *Elle Québec*, Février 2005, p.63-65

Talmon, J.L., « La patrie est en danger, Lettre ouverte à Menehem Begin », *Le débat*, numéro 11, avril 1981

Thériault, Joseph-Yvon « Peut-on encore penser des traditions politiques nationales ? », in Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme (dir.), *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.107-119

Thibaud, Paul, « L'inadmissible », *Le messager européen*, n.8, Gallimard, 1994, p.191-208

Trépanier, Pierre, « Le renard ayant la queue coupée ou la luxuriance des études groulxiennes (1999 – 2003) », in *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, printemps 2004, volume IV, numéro 2, p.273-307

Trigano, Shmuel, « Contre la féodalisation de la démocratie », *Le Figaro*, 23 février 2004, p.13

Venne, Michel, « La souveraineté, une idée forte à l'heure de la mondialisation », in Jocelyne Couture (dir.), *Redonner sens à l'indépendance*, VLB éditeur, 2005

\_\_\_\_\_, « Dix ans », *Le Devoir*, 24 octobre 2005, A5

Weigel, George, « Europe's Two Culture Wars », *Commentary*, may 2006, p.29-36

Will, George, « Foreword », in Stephen Macedo (ed.), *Reassessing the Sixties. Debating the Political and Cultural Legacy*, W.W. Norton & Company, 1997, p.3-8

Willets, David, « The Free Market and Civic Conservatism », Kenneth Minogue (dir.), *Conservative Realism. New Essays in Conservatism*, Harper Collins Publishers, 1996, p.80-97

Wunenburger, Jean-Jacques, « Avant propos », in Chantal Delsol, Michel Maslowski et Joanna Nowicki (dir.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Presses universitaires de France, 2002, p.1-10

Yonnet, Paul, « Sur la crise du lien national », *Le débat*, n.75, mai-août 1993



**Documents officiels :**

Alexandre Bourdeau, Stephan Tremblay, Jonathan Valois, *La tournée des Mousquetaires*, Juin 2004, 12 p.

Bloc Québécois, *Chantier de réflexion sur la citoyenneté et la démocratie*, La souveraineté pour le monde à venir, avril 1999, 28 p.

Comité spécial du Parti libéral du Québec sur l'avenir politique et constitutionnel de la société québécoise, *Un projet pour le Québec. Affirmation, autonomie et leadership*, 2001, 165 p.

Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, *Le français, une langue pour tout le monde*. Gouvernement du Québec, 2001, 285 p.

Corvée Place Québec de l'Action démocratique du Québec, *L'ADQ : la voie autonomiste*, 2004, 32 p.

Stéphane Dion, *Que retenir de l'Affaire Michaud? L'incompatibilité entre le nationalisme civique et la sécession*, Discours devant la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, 5 avril 2001. Disponible à [http://www.pco-bcp.gc.ca/aia/default.asp?Language=F&Page=PressRoom&Sub=Speeches&Doc=20010405\\_f.htm](http://www.pco-bcp.gc.ca/aia/default.asp?Language=F&Page=PressRoom&Sub=Speeches&Doc=20010405_f.htm)

Gouvernement du Québec, « Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination », document de consultation, juin 2006, 69 p.

Paul Martin, discours à l'occasion de sa visite à Washington, D.C, 29 avril 2004, [http://www.pco-bcp.gc.ca/default.asp?Language=F&Page=archivemartin&Sub=speechesdiscours&Doc=speech\\_20040429\\_192\\_f.htm](http://www.pco-bcp.gc.ca/default.asp?Language=F&Page=archivemartin&Sub=speechesdiscours&Doc=speech_20040429_192_f.htm)

The Parekh Report, *The Future of Multi-Ethnic Britain*, Profile Books, 2000, 417 p.

*Se souvenir et devenir*, rapport du Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire, présidé par Jacques Lacoursière, Québec, ministère de l'Éducation, mai 1996, 80 p.

*Un projet de pays. Cahier d'amendements au programme en vue des congrès de circonscription. Document de travail*, Parti Québécois, 2005

David Willets, « Who do we think we are ? 8 octobre 1998, Lecture given to the Centre for Policy Studies Meeting at the Conservative Party Conference